




3 1761 11649397 4



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116493974>

DOCUMENT: 850-17/011

DOSSIER DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE
CONFÉRENCE DES GOUVERNEURS DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE ET
DES PREMIERS MINISTRES DE L'EST DU CANADA
SAINT-JEAN (TERRE-NEUVE)
24-26 JUIN 1981



TABLE DES MATIÈRES

Les ressources houillères de la Nouvelle-Écosse: un aperçu

Le projet Scotia Coal Synfuels

La N.S. Research Foundation Corporation: un aperçu des
recherches sur la liquéfaction du charbon

L'exploration pétrolière et gazière: un aperçu

L'énergie marémotrice: un aperçu

Résumé des caractéristiques du projet relatif au prototype
Straflo, à proximité d'Annapolis Royal (Nouvelle-Écosse)

TABLE DES MATIÈRES

Les recherches historiques de la Nouvelle-France en regard

Le projet de loi sur l'histoire

La S.E. Research Foundation Corporation en regard des

recherches sur la signification de l'histoire

L'application théorique et pratique de l'histoire

L'histoire contemporaine en regard

Résumé des caractéristiques de l'histoire relative à l'histoire

Annexe 1 : Sommaire de l'histoire de la Nouvelle-France

LES RESSOURCES HOUILLÈRES DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE: UN APERÇU

Le charbon occupe une place importante dans la politique énergétique de la Nouvelle-Écosse, laquelle vise à mettre fin à la dépendance de la province à l'égard des importations onéreuses de pétrole. Un des éléments essentiels de cette stratégie de remplacement du pétrole consiste à produire de l'électricité en se servant de charbon plutôt que de pétrole.

Au cours des années 1970, les deux tiers de l'électricité de la Nouvelle-Écosse étaient produits à partir du pétrole importé. D'ici au milieu des années 1980, lorsque Lingan 3 et 4 seront mises en service, les importations de pétrole de la province ne représenteront plus que 15 p. 100 de ses besoins en production électrique. L'ouverture d'une centrale de 300 MW en 1988 mettra fin à notre dépendance à l'égard du pétrole comme source d'électricité.

Les ressources houillères de la Nouvelle-Écosse sont évaluées à 4 milliards de tonnes. Il est possible de récupérer environ 1 milliard de tonnes à l'aide des techniques d'exploitation minière actuelles. Quelque 95 p. 100 de ces réserves se trouvent dans le bassin houiller de Sydney. Avec un taux de production annuelle de 10 millions de tonnes, il y aurait suffisamment de charbon pour assurer une production continue pendant un minimum de 100 ans, sans pour autant entamer plus du quart des réserves.

La Société de développement du Cap-Breton (Devco) est le plus important producteur de charbon de la Nouvelle-Écosse. En 1980, sa production a été de 2,8 millions de tonnes et en 1981, elle devrait dépasser les 3 millions de tonnes. La Devco exploite actuellement les mines Lingan et Colliery numéro 26, et se prépare à mettre en valeur les mines Prince et Donkin.

La mine de Donkin sera la plus importante exploitation minière de la décennie: le projet est évalué à 400 millions de dollars. La production annuelle de cette mine pourrait être de 3 millions de tonnes de charbon d'ici à la fin des années 1980. Déjà, on a commencé l'aménagement du terrain et des appels d'offres seront bientôt lancés pour le creusage de deux galeries d'accès.

Toutefois, en attendant la mise en opération de ces mines souterraines, il pourrait être nécessaire d'exploiter les mines de charbon à ciel ouvert afin de prévenir toute pénurie d'approvisionnement d'ici à 1985, particulièrement pour les centrales électriques de Lingan. Leur mise en exploitation peut être plus rapide et moins coûteuse que celle des mines souterraines; elles pourront être exploitées jusqu'à ce que la production des mines souterraines suffise à la demande. La société de la Couronne NOVACO a commencé en août dernier l'exploitation de la mine à ciel ouvert de Point Aconi et s'attend à produire annuellement 200 000 tonnes de charbon durant les cinq prochaines années. On a repéré l'emplacement d'une

autre mine à ciel ouvert dans la région de Gardner. Celle-ci a également un potentiel annuel de 200 000 tonnes de charbon pendant cinq ans.

En 1980, le ministère des Mines et de l'Énergie a effectué des forages dans les filons de surface de Sydney Main, Mullins et Spenser du bassin houiller de Sydney, ainsi qu'en profondeur à Springhill. Le ministère étudie actuellement des propositions relatives à l'exploitation d'une mine souterraine dans la région de Springhill qui pourrait produire 100 000 tonnes de charbon par année. Des travaux de forage sont en cours dans le comté de Pictou, où de nouveaux travaux de surface pourraient être entrepris sous peu.

La recherche de nouvelles techniques

L'exploitation maximale des vastes réserves de charbon de la Nouvelle-Écosse dépend des progrès technologiques. C'est pourquoi le gouvernement provincial accorde une attention particulière à la mise au point de nouvelles techniques et coopère avec le gouvernement fédéral et le secteur privé à un certain nombre de projets dont les perspectives sont prometteuses pour la récupération de ces réserves. Les travaux subventionnés portent entre autres sur la combustion sur lit fluidisé, les mélanges de charbon, de pétrole et d'eau, la liquéfaction et la gazéification.

La Nova Scotia Power Corporation (NSPC) met actuellement au point un procédé de combustion sur lit fluidisé qui permettra d'utiliser du charbon de qualité inférieure pour la production d'électricité. Ce procédé, qui consiste à utiliser du calcaire, permet de retenir jusqu'à 90 pour cent du soufre contenu dans le charbon au cours de la combustion. Comme celle-ci s'opère à une température inférieure à celle des installations classiques, il se produit aussi une importante diminution des émissions d'oxyde d'azote, ce qui permet de brûler du charbon dont la température de fusion est basse ou dont la teneur en produits alcalins est très élevée.

Bien que cette technique soit prometteuse, il n'a pas encore été possible d'en démontrer l'utilité à l'échelle commerciale. La NSPC procède actuellement à une étude détaillée sur la conception et la faisabilité d'un projet faisant appel à trois systèmes de 50 MW, les plus gros au monde jamais conçus. Les résultats de cette étude devraient être connus d'ici à l'automne. L'emplacement idéal semble être Point Tupper.

Le gouvernement provincial participe également à des recherches sur des mélanges de charbon, de pétrole et d'eau qui pourraient être utilisés comme produits de remplacement du pétrole. Ces mélanges contiennent 30 p. 100 de pétrole, 20 p. 100 d'eau, et 50 p. 100 de charbon pulvérisé et stabilisé, et pourraient servir de combustible dans les brûleurs au pétrole. On pourrait ainsi continuer d'utiliser les chaudières actuelles

pendant plusieurs années avant que le coût élevé du pétrole importé ne nécessite leur conversion aux nouvelles techniques de combustion. Entre temps, elles permettront de réduire la consommation de pétrole et le coût d'exploitation.

Un projet pilote sur les mélanges de charbon, de pétrole et d'eau vient d'être entrepris pour déterminer s'il est possible de préparer et d'utiliser ces mélanges avec le charbon de la Nouvelle-Écosse. Un projet de démonstration, auquel participe le gouvernement fédéral, est en cours à Dartmouth. Les résultats de ce projet devraient également être connus cette année.

Par l'intermédiaire de la Nova Scotia Research Foundation, la province participe également à des recherches et à des travaux sur la liquéfaction du charbon. La liquéfaction consiste à convertir directement le charbon en combustibles liquides et en produits chimiques. La Research Foundation évalue actuellement cette technique prometteuse pour les ressources houillères de la Nouvelle-Écosse à l'aide d'un projet dont le coût est partagé par les gouvernements provincial et fédéral.

De plus, par l'intermédiaire de la N.S. Resources Ltd., la province participe, avec un consortium d'entreprises privées, à une étude de faisabilité pour la sélection d'un processus de liquéfaction et d'un emplacement pour une nouvelle usine. Le projet Scotia Coals Synfuels permettra d'effectuer des tests sur

toutes les sortes de charbon de la Nouvelle-Écosse afin de déterminer leur possibilité de liquéfaction. Cette étude sera terminée d'ici à la fin de 1982.

Outre la N.S. Resources Ltd., les entreprises qui participent à ce projet sont les suivantes: la ALGAS Resources Ltd., une filiale de NOVA, qui est une entreprise de l'Alberta; la Gulf Canada Products Company, une filiale de Gulf Canada Limitée; la Société de développement du Cap-Breton (DEVCO), une société de la Couronne du gouvernement fédéral, et la Alastair Gillespie and Associates Limited.

On procède également à des études sur la façon de convertir en gaz, sur place, le charbon qui ne peut être récupéré de façon économique ou sécuritaire avec les techniques actuelles. Une entreprise privée s'est dite intéressée par un projet pilote de gazéification en Nouvelle-Écosse et le gouvernement provincial a mis à sa disposition un gisement dans la région de Stellarton.

Dans un autre domaine de recherche, la ALGAS Resources de Calgary travaille actuellement à mettre au point un processus d'extraction permettant de récupérer le méthane libéré durant les travaux d'exploitation du charbon effectués par la Devco. Ce processus consiste à extraire le méthane des couches de charbon en creusant des puits jusqu'aux gisements de charbon et en se servant de la pression pour faire sortir le gaz par les trous de

sonde. Rien qu'à la mine de Lingan, on estime ainsi pouvoir récupérer 3 millions de pieds cubes par jour. Ce volume de gaz pourrait, par exemple, suffire aux besoins de chauffage d'une ville de 10 000 habitants.

L'ALGAS a également présenté un projet de déméthanisation des bassins houillers des comtés de Pictou et de Cumberland. On estime que, dans l'ensemble, les bassins houillers de la Nouvelle-Écosse contiennent quelque 50 millions de pieds cubes de méthane.

La main-d'oeuvre spécialisée

Selon le niveau prévu par le gouvernement provincial dans sa politique énergétique, l'industrie minière devrait créer 3 500 emplois directs au Cap-Breton et des milliers d'autres dans des industries connexes. D'ici à la fin du siècle, 6 500 mineurs travailleront dans les mines du Cap-Breton.

A cause de l'augmentation des travailleurs dans les mines de charbon, les progrès de la technique auront un effet important sur les compétences professionnelles exigées des mineurs. L'adoption de nouvelles techniques et l'utilisation d'un matériel plus perfectionné sont en train de modifier la composition de la main-d'oeuvre et font appel à nombre de compétences nouvelles pour l'exploitation du charbon. Le gouvernement provincial a franchi les premières étapes nécessaires à la mise au point d'un programme de formation destiné à cette industrie,

avec l'aide du gouvernement fédéral, du secteur industriel et des établissements d'enseignement privés.

LE PROJET SCOTIA COAL SYNFUELS

Le projet Scotia Coal Synfuels, mis sur pied par un consortium d'entreprises privées et de sociétés de la Couronne, entend étudier les possibilités de construire une usine de liquéfaction du charbon en Nouvelle-Écosse.

L'objet de ce projet est d'examiner s'il est possible d'utiliser le charbon du Cap-Breton pour produire de l'essence et du gas-oil. Deux emplacements seront étudiés, l'un près des bassins houillers du Cap-Breton et l'autre, près de la raffinerie de la Gulf Canada à Point Tupper.

La première phase de cette étude consistera à examiner sept procédés différents permettant de produire, à l'aide du charbon, des combustibles liquides pour le transport. Des sociétés d'ingénieurs-conseils canadiennes ont déjà reçu des appels d'offres de la part du consortium. On procède actuellement au choix d'une société d'experts-conseils qui étudiera les aspects technique, économique et environnemental de ce projet. La deuxième phase de l'étude examinera le détail des facteurs spécifiques de l'emplacement dont il faut tenir compte pour le projet.

L'étude devrait se terminer d'ici à la fin de 1982. Si le consortium décide de donner suite au projet, la production de combustibles destinés au transport devrait commencer en 1986 ou 1987.

Le charbon contient les deux éléments de base des combustibles hydrocarbonés liquides, le carbone et l'hydrogène. Il contient également des substances qui ne doivent pas entrer dans leur composition. Comme il n'existe pas deux gisements de charbon semblables, la nature et la proportion de ces substances diffèrent selon les régions. La liquéfaction du charbon permet d'éliminer les éléments non désirés et de porter le rapport hydrogène carbone de 5 à 15 p. 100 environ au poids.

Il existe trois procédés généraux permettant de convertir le charbon en liquide. Le premier est la synthèse: par ce procédé, le charbon est fractionné en ses éléments de base, puis débarrassé des substances indésirables, le rapport en hydrogène est augmenté, et des combustibles liquides sont synthétisés à partir de produits intermédiaires. Le deuxième est la pyrolyse: des matières volatiles extraites du charbon selon des proportions grossières de mélange servent à produire des liquides pendant que le reste du charbon et les autres substances forment un sous-produit solide que l'on utilise comme combustible de chauffage. Le troisième procédé est l'hydrogénation: il consiste à dissoudre le charbon dans une huile à laquelle on ajoute de l'hydrogène, ce mélange étant ensuite fractionné en

différents combustibles vendables; on fait ensuite recirculer l'huile pour la nettoyer afin de s'en servir comme solvant.

La liquéfaction du charbon est un procédé utilisé de différentes façons depuis environ 50 ans, mais ce n'est qu'au Royaume-Uni et en Allemagne, durant les années 1940, et en Afrique du Sud, depuis environ 1970, que les techniques de liquéfaction servent à produire des combustibles liquides destinés au transport. Le coût de l'exploitation et du traitement du charbon, comparativement à celui du pétrole brut, s'est avéré trop élevé pour encourager la commercialisation du procédé européen. Comme elle n'a pas de pétrole, l'Afrique du Sud a mis au point un processus de synthèse, parce qu'il convient mieux à son type de charbon et qu'il permet d'obtenir une grande variété de sous-produits. Devant l'intérêt renouvelé que l'on manifeste pour la liquéfaction du charbon en raison de la montée des prix du pétrole brut, un certain nombre de projets témoins ont vu le jour un peu partout dans le monde afin d'évaluer les processus les plus adaptés aux différentes qualités de charbon. On s'inspirera des résultats obtenus pour choisir un procédé capable d'utiliser le charbon du Cap-Breton.

Le coût d'une nouvelle installation de liquéfaction du charbon serait de l'ordre du milliard de dollars.

Les membres du consortium intéressé au projet Scotia Coal Synfuels sont les suivants: 1'ALGAS Resources Ltd., filiale de NOVA, dont le siège est en Alberta; Pétro-Canada Exploration Inc., société de la Couronne du gouvernement fédéral; Gulf Canada Products Company, filiale de la Gulf Canada Limitée; deux sociétés de la Couronne installées en Nouvelle-Écosse, la Nova Scotia Resources Limited (gouvernement provincial) et la Société de développement du Cap-Breton (gouvernement fédéral); enfin, la Alastair Gillespie and Associates Limited. Les membres de ce consortium ont investi 1 525 000 \$ dans l'étude de faisabilité. Par l'intermédiaire de la Nova Scotia Resources Limited, la province de la Nouvelle-Écosse détient une participation de 19,5 p. 100 dans le projet.

PROJET SCOTIA COAL SYNFUELS

Année

Trimestre

Phase I (Choix du procédé)

Phase II (Choix du procédé)

Essais

Conception du procédé

Étude technique

Acquisition du matériel

Travaux de construction

Entrée en fonction de l'usine

Exploitation

LA N.S. RESEARCH FOUNDATION CORPORATION:
UN APERÇU DES RECHERCHES SUR LA LIQUÉFACTION

Depuis 1976, la Nova Scotia Research Foundation a obtenu quatre contrats de recherche sur l'hydrogénation du charbon, dans le cadre du Programme de mise au point de techniques pour la conversion et l'utilisation du charbon, dont le coût est partagé à part égale par les gouvernements fédéral et provincial. Les sommes affectées au programme sont de l'ordre de 200 000 \$ par année.

La première phase des travaux expérimentaux a consisté à produire des dérivés liquides du charbon avec des conditions de basse sévérité, en appliquant aux différentes sortes de charbon de la Nouvelle-Écosse la méthode de cokéfaction extractive, mise au point par Arthur D. Little. Il est clair que l'extraction à faible pression (1 400 kPa) présente des avantages certains sur le plan du matériel d'usine. Elle a toutefois le désavantage majeur d'avoir un rendement moins élevé en produits liquides que l'extraction à haute pression. Entre le 1^{er} octobre 1977 et le 31 juillet 1979, des recherches furent effectuées sur les trois étapes du procédé Little, qui sont: la préparation du solvant donneur d'hydrogène, l'extraction des fines à coke à l'aide du solvant, et l'extraction suivie de la vaporisation et de la cokéfaction, qui est un processus combiné de liquéfaction et de séparation. On procéda à la conception et à la construction d'un

appareil d'hydrogénation continue par solvant qui devait servir à préparer le solvant pendant que l'on utilisait des autoclaves chauffés et agités pour effectuer en laboratoire des expériences sur la cokéfaction extractive.

Pour résumer brièvement, les travaux ont démontré que, pour une extraction d'une heure, il était possible de convertir entre 54 et 61 p. 100 de charbon en utilisant un solvant contenant entre 7,9 et 10,1 p. 100 d'hydrogène. Après la cokéfaction, le taux de conversion était habituellement de 40 p. 100, et 30 p. 100 du charbon sans humidité et sans cendre était transformé en liquide. On chercha de plusieurs façons à réduire les pertes de liquides qui se produisent lors de la cokéfaction directe: on utilisa, par exemple, la cokéfaction sous vide partiel, la cokéfaction avec hydrogène et l'extraction du solvant et du produit au moyen de supports comme l'hydrogène, la vapeur et le solvant donneur vaporisé. Le peu de succès obtenu par ces techniques laisse supposer qu'une importante fraction du charbon solubilisé en basse sévérité est extrêmement pauvre en hydrogène. Devant ces résultats, on décida de laisser tomber la technique de basse sévérité et d'accroître le rendement en produits liquides en augmentant plutôt la sévérité au stade de l'extraction.

La phase II du programme fut entreprise le 1^{er} avril 1980. Elle vise à trouver des procédés qui permettent d'utiliser les sortes de charbon qu'on trouve en Nouvelle-Écosse sous des

conditions d'exploitation semblables à celles d'autres procédés de liquéfaction prometteurs, comme le SRC-II et le EDS. Actuellement, on procède à des tests de laboratoire à l'aide d'un dispositif d'hydroliquéfaction continue, qui a été construit par la NSRFC à la fin de 1979 et au début de 1980. Cet appareil fonctionne à haute pression et peut traiter de 0,7 à 2,0 litres à l'heure de mélange de charbon et d'huile. Des tests seront effectués avec des conditions de liquéfaction variant entre 13,8 et 24,1 MPa, sous des températures de 400 à 475°C. On prépare l'huile hydrogénée de démarrage nécessaire dans le système continue d'hydrogénation du solvant et l'autoclav fonctionne de façon intermittente pour surveiller la qualité du solvant et fournir des données sur certaines expériences.

Les différents processus d'hydroliquéfaction du charbon provoquent un certain nombre de transformations mécaniques et chimiques qui modifient la structure complexe des molécules du charbon. Lorsque l'on chauffe le charbon pour le liquéfier, la rupture des liaisons chimiques par pyrolyse du charbon produit des matières à faible point d'ébullition ainsi que des fragments de charbon à point d'ébullition élevé, qui ont des radicaux libres extrêmement réactifs. Pour devenir stable, ces radicaux libres peuvent accepter de l'hydrogène et former ainsi un produit liquide, ou bien encore entrer en réaction avec des fragments similaires et former une masse solide moins réactive. En présence de véhicules donateurs d'hydrogène, les radicaux libres captent de l'hydrogène et se stabilisent, ce qui forme des

produits liquides. Ainsi, dans les procédés d'extraction par solvant, le rendement en liquides dépend surtout de la structure et de la concentration des molécules porteuses d'hydrogène, qui sont contenues dans le véhicule.

L'utilisation de catalyseurs peut aider au craquage des gros fragments moléculaires de charbon en de petits fragments, lors du processus d'hydroliquéfaction. En plus de faciliter le craquage, les catalyseurs aident également à stabiliser les radicaux libres. Bien que l'hydrogène moléculaire puisse être utilisé directement pour stabiliser les radicaux libres si on l'utilise pendant une période assez prolongée ou si les températures sont suffisamment élevées, on peut augmenter son rendement de façon importante en se servant de la chimisorption sur les catalyseurs appropriés. Ainsi, dans les procédés de liquéfaction par catalyseur, l'hydrogénation s'effectue par l'action directe des catalyseurs et le transfert de l'hydrogène fourni par les molécules donneuses.

Puisque l'utilisation de catalyseurs peut permettre d'améliorer le rendement en liquides et de diminuer les pressions de fonction, la NSRF effectue actuellement des recherches sur l'hydrogénation catalytique pour le charbon de la Nouvelle-Ecosse. La société procédera à des expériences sur certains catalyseurs afin d'évaluer leur potentiel en matière d'hydrogénation, d'hydrocraquage, de dénitrification et de désulfuration.

Résumé des travaux

1. Préparation des matières premières pour prévoir une alimentation suffisante en charbon et en hydrocarbures aromatiques bruts.

2. Préparation du solvant donneur d'hydrogène nécessaire à l'expérience pour les procédés continu et discontinu d'hydrogénation du charbon.

3. Tests de sélection des catalyseurs permettant de choisir ceux qui présentent de bonnes caractéristiques pour l'hydrogénation.

4. Séparation et caractérisation des dérivés liquides du charbon (partie I), afin de déterminer la composition de ceux qui sont produits à la NSRFC.

5. Installation et rodage du nouveau matériel afin de modifier et d'améliorer l'actuel appareil d'hydroliquéfaction du charbon utilisé en laboratoire de façon à bien équilibrer les quantités durant les expériences continues.

6. Liquéfaction continue du charbon afin de trouver des méthodes de production permettant de procéder à l'hydroliquéfaction en laboratoire du charbon de la Nouvelle-Écosse.

7. Séparation et caractérisation en laboratoire des dérivés du charbon (partie II).

détendeur de
pression

réservoir à
haute pression
(2 litres)

dégagement des gaz

laveur compteur
(produits à gaz
caustiques)

unité de réservoir
cokéfaction, des

L'EXPLORATION PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE: UN APERÇU

Les représentants de l'industrie demeurent convaincus que la Nouvelle-Écosse touche au but en ce qui concerne le gaz naturel sous-marin. Nous en avons la preuve, par exemple, dans le fait que cette année la société Mobil Oil n'a pas ralenti le programme de travail du Rowan Juneau et qu'elle est en train d'achever la construction de la tour de forage autoélevatrice Zapata Nova Scotia, à Singapour, qui doit être mise en opération à l'automne, près de l'île de Sable.

Les résultats des forages antérieurs indiquent des réserves de l'ordre de 2 à 2,5 billions de pieds cubes. Un champ de gaz naturel devient rentable à partir de trois billions de pieds cubes. Les représentants de l'industrie ne doutent pas que le plateau Scotian contient ce volume de gaz. De fait, la Mobil Oil croit que ses opérations de forage devraient donner des résultats sous peu. Ils sont d'ailleurs persuadés que le programme de forage de l'automne confirmera cette impression.

L'optimisme de l'industrie envisage à l'égard du potentiel pétrolier et gazier au large des côtes de la Nouvelle-Écosse est illustré par la signature récente entre la Mobil Oil et la Nova Scotia Resources Limited d'un accord visant à subventionner une étude importante pour examiner tous les aspects relatifs à la création d'une industrie pétrochimique dans la province. Cette étude déterminera s'il serait rentable de construire un complexe pétrochimique dans la province.

En raison des problèmes techniques que cause le point de forage Hibernia à la société Mobil, il est fort possible que le gaz de la Nouvelle-Écosse soit exploité avant le pétrole d'Hibernia. Devant cette possibilité, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse consacre tous ses efforts à examiner tous les moyens possibles de hâter l'exploration et le développement commercial du plateau Scotian. La province attend également avec impatience que l'Office national de l'énergie donne son approbation au prolongement du pipe-line jusqu'en Nouvelle-Écosse.

Situation actuelle

L'intérêt pour le potentiel pétrolier des régions sous-marines a pris naissance au cours des années 1950. A cette époque, on élaborait des techniques de forage et de production dans le golfe du Mexique, et leur utilisation se répandit rapidement sur la côte de la Californie, dans le golfe Persique et dans le lac de Maracaïbo. Les premières explorations du plateau Scotian furent effectuées en 1959 par la Mobil Oil, au moment où elle entreprit le levé aéromagnétique de la région de l'île de Sable (Tableau 1). L'année suivante, ayant obtenu un permis provincial, la Mobil procéda à son premier programme sismique sur une région de plus de 1,1 million d'acres. En 1963, la Shell Canada reçut l'autorisation d'explorer 20 millions d'acres de la province et, au début de 1965, des permis d'exploration qui couvraient la majorité du plateau continental furent accordés à la Shell, à la Mobil et à plusieurs autres sociétés. De 1971 à

1973, la région d'exploration fut élargie au-delà du talus continental de la Nouvelle-Écosse.

L'ensemble de la région d'exploration du talus et du plateau continental de la Nouvelle-Écosse couvre approximativement 35 millions d'acres. De plus, l'exploration d'environ 8 millions d'acres a été autorisée à terre, dans la baie de Fundy et dans le détroit de Northumberland.

Les forages d'exploration ont commencé en 1967 au moment où la Mobil Oil a foré un puits de 15 000 pieds près du centre de l'île de Sable. Deux ans plus tard, la Shell Canada entreprit un vaste programme de forage simultanément à plusieurs recherches sismiques sous-marines. A l'heure actuelle, 150 puits ont été complétés au large de la côte Est (dont Terre-Neuve), et 72 de ces puits ont été forés dans les eaux du plateau continental et de l'île de Sable. Neufs puits ont été forés sur l'île même et, dans les régions sous-marines, 63 ont été complétés au moyen des plates-formes semi-submersibles et autoélévatrices.

Les 72 puits couvrent une grande étendue de cibles géologiques, dans une région qui s'étend de 60 milles au sud de Shelburne, au sud-ouest, jusqu'à 60 milles à l'est de Louisbourg.

Résultats importants et possibilités d'exploration

Jusqu'en 1979, les résultats des travaux exploratoires sur la côte Est étaient d'un intérêt marginal. Les indices trouvés suffisaient à justifier la mise en oeuvre d'autres programmes, bien que le rythme des travaux d'exploration eut diminué considérablement par rapport au début des années 1970.

En 1979, trois événements importants vinrent modifier cette situation (voir tableau 2). En premier lieu, on trouva en mai un important indice de gaz dans le puits Venture D-23, situé approximativement à 7 milles à l'est de l'île de Sable. Le forage permit d'atteindre du grès gazéifère à une profondeur de 14 000 à 16 000 pieds et de trouver du gaz dans 3 zones, à un taux de production combiné de 40 millions de pieds cubes par jour et de 500 barils de condensat par jour. En deuxième lieu, Mobil annonça au mois d'août qu'une découverte de pétrole importante avait été faite au puits Hibernia, à quelque 175 milles à l'est de Saint-Jean (Terre-Neuve). Les communiqués indiquaient que le puits avait un potentiel de débit de quelque 20 000 barils de pétrole brut par jour. En troisième lieu, le U.S. Bureau of Land Management procéda en décembre à la vente des terrains du banc Georges, pour lesquels le trésor américain reçut 816 millions de dollars. Les deux premiers événements démontrent que le potentiel de la côte Est en hydrocarbures est important. Le troisième événement prouve que l'industrie pétrolière estime que les résultats positifs obtenus jusqu'ici se poursuivront jusque sur le banc Georges.

De plus, le forage du plateau continental a donné d'autres résultats intéressants dans un rayon de 50 milles de l'île de Sable (voir tableau 3). Les structures qui ont révélé de bons indices de pétrole ou de gaz se trouvent entre autres aux points de forage Thebaud, Cohasset, Primrose, West Sable, Bluenose, Citnalta, Onondaga et Penobscot.

Des relevés géophysiques récents et l'interprétation des données régionales indiquent plusieurs jeux géologiques prometteurs, dont une zone de pression géostatique à proximité de l'île de Sable, un banc de carbonates dans le rebord du plateau, qui s'étend du banc Georges jusqu'au côté est du plateau Scotian, ainsi que des pièges stratigraphiques en amont-pendage au nord de l'île de Sable. Également, il existe sous le plateau continental des dépôts de sable turbidite qui sont susceptibles de contenir d'importants volumes d'hydrocarbures. C'est pourquoi nous croyons que le plateau Scotian pourrait bien devenir l'une des grandes régions productrices de pétrole et de gaz au Canada (voir tableau 4).

Les projets d'exploration

Les sociétés Mobil, Shell, Texaco, Pétro-Canada, Onaping, Inco et Hudson Bay Oil and Gas termineront cette année les programmes sismiques qu'ils ont entrepris en vertu de leurs permis de la Nouvelle-Écosse. L'évaluation de ces programmes permettra d'effectuer des relevés sismiques plus détaillés, des

études sur des emplacements précis ainsi que des cibles de forage.

La Mobil vient de compléter un puits d'extension, Venture B-13, à 2 milles au sud-est de Venture D-23, qui est jusqu'à maintenant la découverte de gaz et de condensat la plus prometteuse dans le plateau Scotian.

Les réserves du puits de découverte D-23, situé à 7 milles à l'est de l'île de Sable et complété au mois de mai 1979, ont été évaluées à 40 millions de pieds cubes de gaz et 600 barils de condensat, dans trois zones situées à des profondeurs de 14 000 à 16 000 pieds. Les réserves du premier puits d'extension sont évaluées à 66 millions de pieds cubes de gaz et 1 000 barils de condensat par jour, dans quatre zones situées à des profondeurs variant de 14 000 et 16 000 pieds.

L'autre puits, Venture B-43, sera foré approximativement à deux milles à l'ouest du puits de découverte D-23 et à quatre milles à l'ouest du premier puits d'extension B-13, qui a récemment été complété. Il devrait être terminé en janvier 1982. On procède actuellement à Singapour à la construction d'une autre plate-forme, autoélevatrice, que la société Mobil devrait commencer à utiliser au mois d'octobre 1981 pour forer d'autres puits dans le plateau Scotian.

La Shell Canada a également annoncé qu'elle avait l'intention de commencer le forage du plateau Scotian dès le début de 1982.

Dans la baie de Fundy et le détroit de Northumberland, les sociétés pétrolières procèdent actuellement à de vastes relevés sismiques afin de mieux évaluer le potentiel pétrolier de ces régions; elles effectueront en 1981 des études sur des emplacements précis ainsi que des relevés sismiques détaillées.

On manifeste actuellement un nouvel intérêt envers les zones susceptibles de produire du pétrole en Nouvelle-Écosse même, où plusieurs sociétés pétrolières songent à effectuer d'autres programmes sismiques et relevés géologiques au cours de l'année.

La Nouvelle-Écosse est enthousiaste à l'idée d'une reprise dans les travaux exploratoires et elle espère que le seuil de rentabilité sera bientôt franchi et que de nombreux projets de mise en valeur et de production suivront. Si les programmes actuels sont un succès, il est possible qu'un pipeline transportant des hydrocarbures jusqu'en Nouvelle-Écosse soit construit d'ici à 1987.

QUÉBEC

NOUVEAU-
BRUNSWICK

TERRE-NEUVE

HIBERNIA
0-15

NOUVELLE-ÉCOSSE

VENTURE
0-23

ÎLE DE SABLE

Vente américaine
des terrains du
banc Georges

GOLFE DU SAINT-LAURENT ET Océan ATLANTIQUE
RÉGION D'EXPLORATION AUTORISÉE

BASSIN DE SYDNEY
(GAZ CONDENSÉ)

SYNCLINAL ORPHEUS

ZONE DE
GÉOPRESSION

LISIÈRE D'ÉROSION
DU TERTIAIRE

JEUX
STRUCTUREUX

LISIÈRE DU BANC
DE CARBONATE

VENTURE

PIÈGE DE FAILLE

ÎLE DE SABLE

PIÈGES STRUCTURAUX

ZONE DE DÉPÔTS DE TURBIDITÉ
GRANDS PIÈGES STRUCTURAUX

Profondeur
de l'eau
3000 à 7000 pi.

DIRECTIONS GÉOLOGIQUES
PLATEAU CONTINENTAL DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Tableau 4

DÉTENTEURS DE PERMIS		TERRE-NEUVE	
1	PÉTRO-CANADA	GOLFE DU	
2	COOPER	SAINT-LAURENT	
3	MCCORMICK		LIGNE DE DÉMARCATIION DES
4	ALGAS		DROITS SUR LES MINÉCAUX
5	BROWN W.G.		
6	CANADIAN SUPERIOR OIL LTD	NOUVEAU-	
7	CHEVRON STANDARD LTD	BRUNSWICK	
8	CHEVRON CANADA LTD		Île-du-Prince-Édouard
9	CURRAN J.F.		LIBRE
10	MILES M.J.		
11	MARCHANT R.	Baie de Fundy	Brador Anschutz
12.	HUDSONS BAY OIL & GAS CO. LTD		
13	BARYMIN		
14	FULLER	NOUVELLE-ÉCOSSE	
15	MOBIL OIL CANADA LTD		
16	MURPHY OIL CQ LTD		
17			
18			EMPLACEMENT D'UN Puits DE FORAGE
19	RAM PETROLEUMS LTD		SEC ET ABANDONNÉ
20			PUITS DE GAZ NATUREL EN SUSPENSION
21			PUITS DE PÉTROLE ET DE GAZ NATUREL EN SUSPENSION
22	W.S. SHAW		
23			PERMIS POUR L'EXPLOITATION DE
24	SHELL CANADA RESOURCES LTD		PÉTROLE ET DE GAZ NATUREL
25			MINISTÈRE DES MINES ET DE L'ÉNERGIE
26			DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE
27	TEXACO EXPLORATION CO.		
28	THE ANSCHUTZ CORP.		
30	WHITE R.D.		

Tableau 1

SEC ET ABANDONNÉ
PUITS DE PÉTROLE EN SUSPENSION
PUITS DE GAZ NATUREL EN SUSPENSION
PUITS DE PÉTROLE ET DE GAZ NATUREL

LIBRE

LIBRE

PROJET

PROJET

FORAGE

Océan Atlantique

PROVINCE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE
MINISTÈRE DES MINES ET DE L'ÉNERGIE
RÉGION DE L'ÎLE DE SABLE
EMPLACEMENT DES Puits de Forage

Juin 1981

Tableau 3

L'ENERGIE MAREMOTRICE - UN APERÇU

La dernière étape de l'analyse des coûts de construction d'une centrale marémotrice sur le bassin Minas vient de commencer.

Cette étude de 300 000 \$, financée à l'aide du programme fédéral-provincial de remplacement du pétrole, fera une mise à jour du coût de cet imposant projet de plusieurs milliards de dollars et traitera des facteurs de commercialisation.

Lorsque l'étude sera terminée à l'automne, la Nova Scotia Tidal Power Corporation entreprendra le projet d'ingénierie qui doit précéder les engagements. Ce travail comprendra une analyse environnementale (pratique et théorique) et socio-économique des effets de l'aménagement des marées de la baie de Fundy.

Les marées de la baie de Fundy représentent un potentiel énergétique considérable pour la province de la Nouvelle-Écosse. Celle-ci est décidée à mettre ce potentiel en valeur et à concrétiser l'utilisation de l'énergie marémotrice. Une centrale marémotrice au bassin Minas, qui fera appel à 110 énormes génératrices, pourra produire 4 000 mégawatts d'électricité. L'énergie n'est produite que lorsque la marée monte ou descend, ce qui signifie deux pointes d'énergie par jour. Comme cette électricité ne sera pas nécessaire à la Nouvelle-Écosse,

elle pourra être soit exportée au fur et à mesure, soit emmagasinée afin d'être utilisée par la suite par la province. Comme il existe un marché d'exportation sur le littoral de la côte Est américaine, l'exportation représente la solution la plus logique sur le plan financier.

Les représentants de la Nouvelle-Écosse ont eu des échanges fructueux avec ceux des États de New York et de la Nouvelle-Angleterre, qui auront un besoin supplémentaire de 7 à 8 000 mégawatts d'ici à 1990. Ils ont manifesté un certain intérêt pour le financement du projet, dont le coût est évalué à 10 ou 11 milliards de dollars (en dollars de 1992). La province mène actuellement des discussions officieuses en cette matière avec des représentants des secteurs privé et public. Ces discussions se poursuivront de façon intensive, une fois mis à jour le coût du projet.

L'exécution du projet dépendra des résultats que donnera l'étude en cours; il faudra aussi que les acheteurs s'engagent à accepter des blocs de puissance selon les prix du marché. La Nouvelle-Écosse a déjà obtenu l'assurance que le financement nécessaire pourra être obtenu. Elle a également obtenu du Nouveau-Brunswick des droits de passage au prix coûtant.

La New England Power Pool et la Power Authority de l'État de New York ont toutes deux des représentants au Conseil consultatif de l'énergie marémotrice.

Entre temps, le premier projet d'énergie marémotrice en Amérique du Nord, le projet pilote d'Annapolis Royal, se déroule comme prévu. On vient de terminer le creusage et d'entreprendre la construction des principales fondations en béton.

Également, la construction de la génératrice STRAFLO, à la Dominion Bridge-Sulzer Bros. à Montréal, suit le calendrier prévu et celle-ci devrait être livrée à Annapolis Royal à l'automne de 1982. La centrale devrait ouvrir ses portes comme prévu au printemps de 1983.

Afin de tenir compte du potentiel touristique important que représente cette usine, un centre d'interprétation touristique y sera construit en permanence. Un centre temporaire ouvrira ses portes en juin, dans la zone de réaménagement du quartier historique d'Annapolis Royal. Les expositions expliqueront le fonctionnement de l'usine d'énergie marémotrice.

Données sur l'énergie marémotrice

- * Le Conseil consultatif de l'énergie marémotrice de la baie de Fundy a été créé en 1972 afin de réévaluer les études qui avaient été faites antérieurement sur l'énergie marémotrice de la baie de Fundy à la lumière des nouvelles conditions économiques du secteur de l'énergie. En 1977, le Conseil a présenté un rapport très complet au gouvernement fédéral, ainsi qu'aux gouvernements de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick.

* Le Conseil était arrivé aux conclusions suivantes:

- l'énergie marémotrice de la baie de Fundy est économiquement rentable pour les Maritimes et pourrait remplacer une grande partie de l'énergie produite au moyen de combustibles fossiles.
- Il y aurait lieu de choisir un emplacement pilote afin de déterminer en détail les possibilités économiques, environnementales et techniques de la mise en valeur de l'énergie marémotrice.

* L'emplacement choisi en vue de déterminer les possibilités d'une petite usine d'énergie marémotrice est la chaussée qui traverse actuellement l'estuaire de la rivière Annapolis.

La Centrale d'énergie marémotrice d'Annapolis

* Après que l'on eût procédé à une évaluation du site d'Annapolis, la Nova Scotia Tidal Power Corporation fut, en 1977, informée du fait qu'une petite usine d'énergie marémotrice était techniquement rentable. La Société a ensuite recommandé que soit construite une usine équipée d'une turbine de grand diamètre, une version améliorée du STRAFLO (de straight-flow, c'est-à-dire à écoulement continu), afin de permettre une économie maximale de 10 % sur le coût d'immobilisation, par rapport aux autres types de centrales

hydrauliques de basse chute, équipées de turbogénératrices différentes.

- * On chercha ensuite à obtenir une aide financière pour la construction de la centrale électrique de 46 millions de dollars.

- * Le gouvernement fédéral a indiqué qu'il était prêt à contribuer au projet environnemental sous réserve d'un rapport favorable et dès que les plans auraient été arrêtés et le coût établi définitivement, et à la condition également que la SULZER BROS. (Canada) Ltd., le fabricant du STRAFLO, prenne les dispositions nécessaires pour assurer la fabrication, le perfectionnement et la production des prototypes STRAFLO au Canada.

- * En août 1979, le MEER et la province ont accepté de partager le coût d'un projet de 600 000 \$ devant servir à étudier les effets sur l'environnement, les détails de l'ingénierie et l'évaluation définitive du coût de construction de l'usine d'énergie marémotrice d'Annapolis. Le résultat de ce travail a été examiné par les spécialistes environnementaux des gouvernements fédéral et provincial et par des représentants du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

- * Le gouvernement fédéral a accepté de fournir une somme maximale de 25 millions de dollars afin de couvrir la différence entre les bénéfices nets anticipés et le coût total du projet.

Avantages du projet

- * Cet investissement de 46 millions de dollars offre le principal avantage de permettre de tester le prototype de cette centrale électrique tout à fait unique, ce qui permettra d'obtenir les données techniques et environnementales nécessaires pour décider s'il convient de procéder, sur le bassin Minas, à la construction d'installations plus grandes (4 000 mégawatts) actionnées par les marées de la baie de Fundy.
- * Un autre avantage est que, grâce aux turbogénératrices STRAFLO, il pourrait être possible de mettre en valeur le potentiel hydro-électrique de basse chute du réseau fluvial du Canada.
- * La fabrication et la mise en marché des turbines STRAFLO au Canada pourraient permettre une mise en valeur intensive des ressources hydrographiques et de l'énergie marémotrice des autres pays, et d'accroître ainsi les exportations du Canada.

- * La production annuelle d'électricité de l'usine d'Annapolis sera de 50 millions de kilowatts-heures, ce qui permettra de réaliser des économies considérables sur la facture énergétique et de combler 2 % des besoins énergétiques de la province.

Cours du projet

- * La Nova Scotia Tidal Power Corporation tient les administrations municipales et les résidents des localités concernées constamment au courant de l'évolution du projet. D'ailleurs, celle-ci cherchera à obtenir la collaboration de ces localités en répondant aux demandes sur les effets de cette nouvelle installation sur la région.

Les effets possibles sur l'environnement (projet d'Annapolis)

- * Les experts-conseils en environnement de la NSTPC ont étudié toutes les répercussions du projet sur l'environnement ainsi que les mesures permettant d'amenuiser les effets néfastes. Voici quelques-unes de leurs conclusions:
- * La protection des marécages inférieurs et des terres agricoles suite à l'élévation des eaux du bassin d'amont, à Annapolis, est une préoccupation constante. L'analyse environnementale indique que les installations n'auront pas d'effets néfastes sur les terres agricoles sur le plan des

inondations, du drainage et de la salinisation des sols. Les études environnementales se poursuivent pour s'assurer que les régions agricoles inférieures n'auront pas à subir de dommages.

- * Tous les efforts seront faits pour modifier le moins possible les routes de migration des poissons. A cette fin, on procède à des consultations directes, auprès des représentants du ministère fédéral des Pêches.

Vue aérienne de la chaussée Annapolis,
à Annapolis Royal (N.-É.)

Traverse de
Granville

emplacement choisi

contrôle

Marées du bassin
d'Annapolis

Annapolis
Royal

réservoir
du fleuve
Annapolis

Lequille

RÉSERVOIR DU
FLEUVE ANNAPOLIS

Centrale électrique

marées du
bassin
d'Annapolis

contrôle

Détail de la centrale électrique et des portes d'écluse

PROJET DE LA CENTRALE D'ÉNERGIE MARÉMOTRICE D'ANNAPOLIS

Coupe longitudinale

La turbine Straflo en fonctionnement

I.-du-P.-É.

DÉTROIT DE NORTHUMBERLAND

MONCTON

NOUVEAU-
BRUNSWICK

AMHERST
Bassin
Cumberland

SAINT-JEAN

Bassin
Minas

Baie de
Cobequid

Port de
partage du
Cap

BAIE DE FUNDY

Fl. Annapolis

PROJET PILOTE DU
FLEUVE ANNAPOLIS

NOUVELLE-ÉCOSSE

HALIFAX

Océan Atlantique

ÉCHELLE

Figure III-13 Emplacements possibles pour l'exploitation de l'énergie marémotrice

RÉSUMÉ DES CARACTÉRISTIQUES DU PROJET RELATIF AU PROTOTYPE STRAFLO, À PROXIMITÉ D'ANNAPOLIS ROYAL (NOUVELLE-ÉCOSSE)

La turbine à débit continu, qu'a mise au point Escher Wyss de Zurich (Suisse) pour le STRAFLO, semble être particulièrement rentable pour l'exploitation des marées et des cours d'eau de basse chute. L'objet du présent projet est de démontrer, à l'aide d'installations commerciales dont la dimension, la hauteur de chute et la capacité sont significatives, le bon fonctionnement des composantes principales de la turbine STRAFLO. L'emplacement des installations est une chaussée construite en 1963 sur l'embouchure du fleuve Annapolis afin de mieux drainer et protéger les terrains de remblai situés autour du bassin Annapolis et de remplacer le pont. Cet emplacement a été choisi à cause des faibles immobilisations et parce qu'il se prêtait bien à l'installation des machines et aux essais nécessaires.

La chaussée possède déjà une échelle à poissons et des écluses équipées de vannes. Les écluses sont fermées pour limiter à 1,8 mètres le niveau de l'eau dans le bassin d'amont, à marée haute.

Il sera nécessaire de construire une centrale électrique afin de loger le prototype de la turbogénératrice STRAFLO. La capacité d'écoulement des conduites de vidange actuelles convient aux besoins du projet. On prépare actuellement un plan détaillé et un devis descriptif pour la

construction, ainsi qu'un examen détaillé sur les aspects environnementaux; les travaux de construction devraient débuter, si tout va bien, au cours du printemps 1980.

Les caractéristiques principales des installations sont les suivantes:

Amplitude naturelle de la marée: Marée haute - 8,7 m

Marée basse - 4,3 m

Niveau d'eau maximum du bassin: la limite actuelle est de
1,8 m au-dessus du niveau
moyen de la mer

Surface du bassin au niveau maximum: 1480 hectares

Turbine STRAFLO: Diamètre - 7,6 m

Poids - 854 000 kg

Écoulement nominal - 378 m³/sec

Vitesse - 50 tours-minute

Hauteur de chute nominale - 5,5 m

Capacité nominale de la génératrice: 17,8 MW avec possibilité d'une surcharge de 10 % pendant 1 heure.

Production moyenne approximative: 50 GW - heures/année

Prise d'eau et tuyau de chute: ils sont équipés d'un pilier central et de poutrelles d'arrêt permettant l'assèchement.

Capacité des conduites de vidange: $207 \text{ m}^3/\text{sec}$ sous une chute de 0,3 m

En plus des instruments nécessaires au contrôle du rendement de la turbogénératrice, en particulier celui du joint hydrostatique qui est l'élément clé, d'autres dispositifs serviront à surveiller certains effets sur l'environnement, comme le drainage et l'infiltration d'eau salée dans les terres arables autour du bassin. Ce programme permettra de produire un maximum d'énergie tout en causant un minimum d'effets néfastes sur l'environnement.

Les installations seront télécommandées et reliées au réseau de la Nova Scotia Power Corporation au moyen d'une ligne de tension de 69 kilovolts. Il y aura également sur place une exposition permanente pour expliquer les caractéristiques du projet. Ce dernier devrait être terminé au printemps de 1983.

Le 3 janvier 1980

Rédigé par R. H. Clarke, président du comité de gestion du Conseil consultatif de l'énergie marémotrice, à l'intention du ministère des Affaires extérieures du Canada.

DOCUMENT: 850-17/016

COMITÉ DU TRANSPORT TERRESTRE INTERNATIONAL

Lors de leur rencontre de juin 1980, les gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et les premiers ministres des provinces de l'Est ont adopté les résolutions suivantes sur les travaux du Comité du transport terrestre international:

- les gouverneurs et les premiers ministres ont convenu en principe que leurs instances respectives reconnaîtront l'immatriculation des véhicules automobiles commerciaux accordée par leurs homologues, et ils chargent le Comité de régler les détails de l'accord qui sera entériné d'ici la conférence de 1981;
- ils demandent au Comité de poursuivre les divers travaux en cours et élargissent la portée de son mandat de sorte qu'il comprenne dorénavant les services voyageurs et le transport maritime; et
- ils appuient les efforts que la Nouvelle-Angleterre déploie pour améliorer son réseau de transport ferroviaire intrarégional.



Rapport du Comité

1. Immatriculation des véhicules automobiles commerciaux

Toutes les autorités, sauf celles de l'État du Massachusetts, pour des raisons d'ordre constitutionnel, ont approuvé le protocole d'entente par lequel elles acceptent de reconnaître l'immatriculation accordée par leurs homologues.

Le protocole en question reconnaîtra la réciprocité au chapitre de l'immatriculation des véhicules commerciaux et remplacera les divers accords et ententes verbales actuels ayant trait à l'immatriculation des véhicules commerciaux et à la délivrance des plaques, qui lient chaque État de la Nouvelle-Angleterre, d'une part, et chacune des provinces canadiennes de l'Est, d'autre part.

Recommandation

- 1) Le Comité recommande que les gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre, sauf celui du Massachusetts, et les premiers ministres des provinces de l'Est entérinent le protocole d'entente sur la réciprocité en matière d'immatriculation des véhicules automobiles commerciaux.

2. Politiques destinées à améliorer le transport interrégional

2.1 Uniformité des poids et des dimensions des véhicules commerciaux

La diversité des limites actuelles de dimensions et de poids des véhicules commerciaux pose un problème de taille au chapitre de l'uniformisation.

A la demande du Congrès américain, le Département d'Etat chargé des transports a entrepris une étude sur la question à l'échelle du pays. Les résultats et les recommandations seront probablement connus plus tard cette année.

Les provinces canadiennes ont, par l'intermédiaire d'un comité de l'Association des routes et transports du Canada (A.R.T.C.), élaboré des recommandations sur l'uniformisation des dimensions et des poids de plusieurs types de camions les plus courants dans le transport interprovincial. Tous les ministres provinciaux des Transports se sont récemment entendus en principe sur des dimensions et des poids uniformisés.

Le Comité a convenu de ne prendre aucune autre mesure dans ce domaine avant de pouvoir analyser les résultats de l'étude du gouvernement américain. Une fois le

rapport rendu public, il passera en revue les règlements des deux régions sur les dimensions et les poids des véhicules commerciaux en vue d'aboutir à une plus grande uniformité.

2.2 Réseau ferroviaire

Entre autres problèmes figurent les limites de hauteur libre imposées sur certaines lignes de chemins de fer de la Nouvelle-Angleterre qui posent des difficultés dans le transport de certaines catégories de fret. Aucuns fonds publics n'ont été prévus jusqu'à maintenant pour remédier à cette situation.

Dans le domaine des services voyageurs, VIA Rail et ANTRAK ont signé un accord concernant la route Montréal - New York aux termes duquel ANTRAK exploitera le réseau et VIA Rail en comblera partiellement les déficits. Pour le moment, le service fonctionne bien. A la fin du mois de mars 1981, le nombre de passagers-mille s'était accru de 10 % par rapport à la même période en 1980.

	Oct. 1979 <u>à mars 1980</u>	Oct. 1980 <u>à mars 1981</u>
Passagers-mille	28 975 000	31 905 000

Pour des raisons de restrictions budgétaires, le gouvernement américain remet en cause ses subventions au titre des services passagers.

Le Comité convient de contrôler les volumes de passagers des services ferroviaires interrégionaux.

2.3 Services aériens

Le Comité étudie la situation qui prévaut sur la route approuvée Halifax-Bangor/Portland-Montréal qu'exploite Air Canada. A l'heure actuelle, les services interrégionaux via des villes de moindre importance sont très limités.

Le Comité propose d'examiner la possibilité d'améliorer les services aériens interrégionaux.

Recommandations

Le Comité recommande aux gouverneurs et aux premiers ministres d'adopter la résolution suivante:

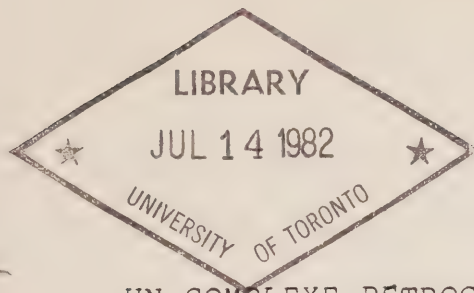
- 2) Il a été convenu que les gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et les premiers ministres des provinces de l'Est demanderont au Comité de poursuivre ses travaux d'élaboration de politiques destinées à

améliorer le transport interrégional, tout en mettant l'accent sur le rendement énergétique et la rentabilité.

R.D. Macintosh,
vice-président

D. Webster,
vice-président

Le 17 juin 1981.



DOCUMENT: 850-17/020

UN COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE EN NOUVELLE-ÉCOSSE - APERÇUPOTENTIEL PÉTROCHIMIQUE

Les chefs de file de l'industrie pétrochimique internationale envisagent sérieusement de s'implanter en Nouvelle-Écosse.

Mobil, Petro-Canada et Nova Scotia Resources Limited procèdent actuellement à une étude de faisabilité conjointe, tout comme le font plusieurs autres sociétés. En outre, la province peut prendre part à ces études par l'intermédiaire de la Nova Scotia Resources Limited.

Selon ces sociétés, les éléments nécessaires au succès d'une telle entreprise seront bientôt en place: le pipe-line Trans-Québec et Maritimes, les ressources pétrolières et gazières au large des côtes et dans l'Arctique. Un tel intérêt témoigne une fois de plus du potentiel de la province, de la richesse de nos ressources, de notre importance sur le marché mondial et de la qualité de nos sites et de notre infrastructure.

Les retombées de l'implantation d'un complexe pétrochimique en Nouvelle-Écosse seront énormes, tant pour la province que pour les Maritimes et leurs habitants. Cette industrie ouvrira un marché de premier ordre à nos ressources pétrolières

et gazières en mer et aura des répercussions sur l'emploi et les services dans toutes les provinces maritimes.

LES MARCHÉS

On procède actuellement à une étude approfondie des marchés, afin d'évaluer l'offre et la demande au Canada, aux États-Unis et dans le monde.

Cette industrie a cru à une vitesse parfois phénoménale; c'est pourquoi nous accorderons une attention toute particulière, dans notre étude des marchés, à la relation très étroite qui existe entre la demande actuelle et la demande future.

LES PRODUITS

Les produits chimiques industriels et agricoles et les résines synthétiques, que pourrait fabriquer une industrie pétrochimique implantée en Nouvelle-Écosse, sont pris en compte.

La quantité et le type des principaux dérivés chimiques des charges d'alimentation seront inclus dans nos prévisions de base. Il s'agit, entre autres, de produits de base comme les oléfines, l'ammoniaque et le méthanol. Parmi les autres dérivés importants de l'éthylène figurent le polyéthylène à haute et à basse densité, le vinyle et les chlorures de polyvinyle et l'éthanol. L'ammoniaque permet la production de

l'urée, qui entre dans la composition des fertilisants et des résines, des fertilisants à base d'ammoniaque et des phosphates. Quant au méthanol, il permet d'obtenir du formol.

CALENDRIER D'IMPLANTATION

Pour implanter en Nouvelle-Écosse un complexe pétrochimique d'envergure internationale, il faudra consacrer au moins six ans aux études, à la planification et à la construction, ainsi qu'à la formation de la main-d'oeuvre. Nous pouvons néanmoins prévoir assez justement que la production débutera entre 1987 et 1990, même si, de toute évidence, elle demeure directement liée à l'approvisionnement en charges d'alimentation et aux débouchés qu'offre le marché.

Selon nos recherches, il nous faudra environ quatre ans pour planifier et construire un complexe pétrochimique du type et de l'importance de celui que nous prévoyons.

Mais tout d'abord, sa mise au point durera environ deux ans. Il faut choisir l'emplacement, le type et le volume de production, prévoir les besoins en charges d'alimentation et évaluer les frais de premier établissement.

EMPLACEMENT DU COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE

Ce ne sont pas les emplacements qui manquent en Nouvelle-Écosse. Il s'agit toujours de ports bien protégés, en

eau profonde et libres de glace. Rien, du point de vue de la navigation et de l'environnement, ne gênera l'industrie pétrochimique et la population.

L'infrastructure, si elle n'existe déjà, sera implantée selon les besoins. L'électricité et l'alimentation en eau potable sont déjà disponibles, et les chemins de fer et le réseau routier assureront le soutien nécessaire.

DOCUMENT 850-17/021

Allocution d'ouverture
de
l'honorable A. Brian Peckford
à la
9^e Conférence annuelle
des
Gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre
et des
Premiers ministres de l'Est du Canada
Saint-Jean (Terre-Neuve), le 25 juin 1981



Messieurs les Gouverneurs, Messieurs les Premiers ministres, Mesdames et Messieurs, c'est avec grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue à Saint-Jean, capitale de notre province de Terre-Neuve et du Labrador, et à la Neuvième conférence annuelle des Gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des Premiers ministres de l'Est du Canada. À nos amis américains, j'aimerais tout particulièrement souhaiter très chaleureusement la bienvenue dans notre pays.

Ces conférences annuelles témoignent de la bonne entente et de l'amitié qui existent entre le Canada et les États-Unis. En tant que Canadien fier de son pays, j'éprouve une vive satisfaction à participer à une rencontre qui, selon moi, contribue grandement à rendre meilleures la compréhension et la coopération qui règnent entre nos deux pays. Par conséquent, j'apprécie beaucoup l'honneur qui m'est fait d'accueillir à Saint-Jean, cette année, la Conférence des Gouverneurs et des Premiers ministres.

Saint-Jean est la ville la plus ancienne et la plus à l'est de l'Amérique du Nord, et elle possède une histoire et un patrimoine dont nous sommes extrêmement fiers. Il est particulièrement de circonstance que cette Conférence ait lieu ici cette semaine, puisque hier, le 24 juin, était la fête de Saint-Jean, la fête de la Découverte, le 484^e anniversaire de la découverte de Terre-Neuve par Jean Cabot.

C'est également la Semaine du Canada, et partout, des Canadiens prennent part aux festivités qui sont organisées en l'honneur de l'anniversaire de leur pays. Diverses célébrations sont au programme, et j'espère que vous aurez la chance de "découvrir" la ville par vous-mêmes et de participer aux festivités, tout en goûtant l'hospitalité amicale et chaleureuse des gens de chez nous.

Saint-Jean a une histoire mouvementée, ponctuée de guerres, d'émeutes et d'incendies. Elle est aujourd'hui une ville moderne qui allie le passé et le présent.

En 1953, le navire de Sir Humphrey Gilbert a jeté l'ancre dans ce qui deviendra par la suite le port de Saint-Jean, prenant possession de l'île au nom de la reine Elisabeth I^{ère}. En 1983, nous célébrerons le 400^e anniversaire de son arrivée.

Lors des guerres franco-britanniques en Amérique du Nord, Saint-Jean a été le théâtre de nombreuses batailles, et a été conquise et reconquise à plusieurs reprises jusqu'au moment où les Britanniques ont imposé leur domination.

Maintenant, à une époque plus récente, on constate que Terre-Neuve a noué des liens étroits avec les États-Unis, et tout particulièrement avec les États de la Nouvelle-Angleterre. Il est bien connu qu'un grand nombre de nos habitants ont quitté Terre-Neuve pour aller s'installer dans la région de la Nouvelle-Angleterre, notamment aux environs de Boston. Au cours de la Seconde guerre mondiale, nos relations avec les États-Unis ont pris plus d'importance grâce à la construction de bases militaires américaines à Saint-Jean, Argentia, Stephenville et Goose Bay. Par conséquent, notre population a acquis beaucoup de respect et d'affection pour les Américains.

Et nos liens avec les États-Unis n'ont fait que se renforcer grâce aux échanges commerciaux considérables que nous entretenons avec la région de la Nouvelle-Angleterre. Les États-Unis ont toujours constitué le plus gros importateur de nos produits de la pêche, si bien qu'aujourd'hui, environ 80% de nos exportations de poisson vont aux États-Unis, la majeure partie passant par le marché de Boston.

Nos relations amicales et étroites se sont poursuivies après 1949, date à laquelle Terre-Neuve s'est jointe à la Confédération et est devenue ainsi la dixième province du Canada. Depuis de nombreuses années, les Canadiens et les Américains ont entre eux des relations pacifiques et fructueuses; de plus, nous avons beaucoup de choses en commun: nos aspirations sont semblables au niveau national et international, nous partageons plusieurs de nos problèmes économiques et sociaux, et nous avons depuis longtemps pour tradition d'oeuvrer ensemble à la réalisation de nos intérêts mutuels. Ces conférences des Gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des Premiers ministres de l'Est du Canada démontrent et favorisent la bonne entente qui nous permet de veiller de façon mutuellement avantageuse à nos intérêts communs.

Nous sommes ici réunis à notre neuvième conférence annuelle, la première s'étant déroulée en 1973 à Brudenell, en Île-du-Prince-Édouard, et les autres ayant eu lieu chaque année en alternance, dans une province ou un État différent. Bien que cette conférence ne soit que la deuxième à laquelle je participe, j'estime qu'elles ont permis aux deux régions de mieux se connaître, se comprendre et s'apprécier.

Mais les réalisations de nos conférences vont plus loin. Le travail et la collaboration dans le domaine de l'énergie, par exemple, ont été considérables. Le Comité international du Nord-Est sur l'énergie, qui a été créé lors de la conférence de 1977, a été très productif et a réalisé un certain nombre de projets avec succès, dont deux excellents exemples sont le concours des plans d'habitation favorisant l'économie d'énergie et celui des Journées internationales d'économie de l'énergie. Le Comité international du transport terrestre a travaillé d'arrache-pied depuis sa création, en 1979, pour mettre au point une entente de réciprocité sur l'immatriculation des véhicules commerciaux qui vise les deux régions. Et dans le domaine du tourisme, on a entrepris un certain nombre d'activités destinées à promouvoir la région sur la scène internationale.

Cette année, l'ordre du jour de notre conférence est bien rempli et intéressant, et couvre une vaste gamme de sujets. Aujourd'hui, nous traiterons des questions énergétiques, et demain, du tourisme des transports, de l'agriculture sur une petite échelle et de la généalogie.

L'énergie, la conservation de l'énergie et la mise au point de nouvelles sources d'énergie de rechange sont autant de questions qui préoccupent de près nos deux régions, car nous dépendons tellement des marchés étrangers pour nos approvisionnements en énergie. Notre région a des possibilités prometteuses et encourageantes au chapitre de l'utilisation de nouvelles sources d'énergie, et nous en parlerons plus en détail au cours de la matinée. L'énergie constitue l'un des domaines où nos deux régions pourraient tirer de précieux avantages mutuels d'un programme d'action concertée.

Avant d'entreprendre les discussions de ce matin, j'aimerais présenter les Gouverneurs et les Premiers ministres. Je suis ravi de voir ici les Gouverneurs du Connecticut, du Maine, du Rhode Island et du Vermont, et les Premiers ministres de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard.

Malheureusement, le Gouverneur du Massachusetts, M. King, ne peut être des nôtres aujourd'hui à cause de circonstances imprévues qui sont survenues dernièrement dans son Etat.

Le Gouverneur Gallen n'a également pas pu se libérer. Il a dû demeurer au New Hampshire pour régler un grave conflit de travail. Néanmoins, je suis heureux de dire que le Gouverneur Gallen n'est pas inconnu à Terre-Neuve puisqu'il y a quelques semaines, il a fait un séjour dans notre province pour discuter d'éventuelles exportations d'énergie.

Il existe entre le New Hampshire et Terre-Neuve un lien particulier que la plupart d'entre vous ne connaissez peut-être pas. L'un des prédécesseurs du Gouverneur Gallen, le Gouverneur Wesley Powell, avait des racines particulièrement bien ancrées à Terre-Neuve. Sa mère était née à Whitbourne, et son père était originaire de Carbonear. Jusqu'à sa mort, en janvier dernier, le Gouverneur Powell venait souvent à Terre-Neuve, et certains membres de sa famille demeurent encore dans la province.

Bien qu'on ne puisse pas s'attendre à ce que le Gouverneur Gallen fasse autant de séjours à Terre-Neuve que son prédécesseur, le Gouverneur Powell, j'espère que nous le reverrons encore souvent dans notre province.

Comme vous le savez tous, le Premier ministre Lévesque n'est pas présent aujourd'hui.

Le Gouverneur du Maine, M. Joseph Brennan.

Le Gouverneur Brennan fera office de coprésident à la place du Gouverneur Gallen.

Le Gouverneur du Vermont, M. Richard Snelling.

Le Gouverneur du Rhode Island, M. Joseph Garrahy.

Le Gouverneur du Connecticut, M. William O'Neill.

Je suis très heureux de souhaiter la bienvenue au Gouverneur O'Neill, qui assiste aujourd'hui à sa première conférence des Gouverneurs et des Premiers ministres. J'espère qu'il trouvera ces réunions à la fois agréables et utiles.

Le Premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Richard Hatfield.

M. Hatfield a le mérite d'être le seul Premier ministre ou Gouverneur ici présent à avoir assisté à la première conférence des Gouverneurs et des Premiers ministres. Je crois que M. Hatfield a été présent à toutes les conférences tenues depuis.

Le Premier ministre de la Nouvelle-Écosse, M. John Buchanan.

Le Premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Angus Maclean. Le 25 juin est une date très spéciale pour le Premier ministre Maclean, car elle marque le 30^e anniversaire de sa carrière politique. En effet, il y a trente ans aujourd'hui, le 25 juin 1951, M. Maclean était élu pour la première fois à la Chambre des communes à Ottawa. Il a été réélu par la suite à neuf reprises. De 1957 à 1963, il a exercé la fonction de ministre des Pêches au sein du cabinet du Premier ministre Diefenbaker. En 1976, M. Maclean a quitté la politique fédérale après avoir été nommé à la direction du Parti progressiste conservateur de sa province, et moins de trois ans après, il menait son parti à la victoire et devenait Premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard. M. Maclean a connu une longue et remarquable carrière publique. Je suis sûr que tous les Premiers ministres et tous les Gouverneurs voudront se joindre à moi pour le féliciter et lui offrir nos meilleurs vœux pour qu'il connaisse encore beaucoup d'autres années de succès dans la vie publique.

M. Peter Goetz remplace le Gouverneur Gallen, M. Joseph Fitzpatrick remplace le Gouverneur King.

J'ai maintenant le grand plaisir de déclarer ouverte la Neuvième conférence annuelle des Gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des Premiers ministres de l'Est du Canada.

DOCUMENT: 850-17/022

NOTES SUR LES GISEMENTS DE PETROLE ET DE GAZ AU LARGE DES COTES
RECUEILLIES POUR L'ALLOCUTION DE

L'HONORABLE A. BRIAN PECKFORD

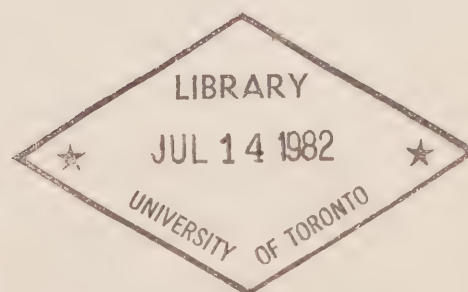
A LA

9^e CONFERENCE ANNUELLE

DES

GOUVERNEURS DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE
ET DES PREMIERS MINISTRES DE L'EST DU CANADA

Saint-Jean (Terre-Neuve), 1e 25 juin 1981



- Au mois d'août 1979, suite à la découverte du champ pétrolifère Hibernia, les espoirs qu'entretenait la province de Terre-Neuve et du Labrador au sujet de l'existence dans ses limites d'un gisement pétrolifère rentable ont pris un nouvel aspect. Selon certaines estimations, il y a 50 pour cent de chances qu'Hibernia renferme 1,85 milliard de barils de pétrole récupérable et deux billions de pieds cubes de gaz en solution et de gaz non associé récupérables, faisant ainsi de ce gisement le plus important champ pétrolifère du Canada. Si l'on veut faire une comparaison, des 33 gisements de la mer du Nord, 2 seulement sont plus considérables.

- C'est dès 1867 à Parsons Pond, localité située sur la côte ouest de l'île de Terre-Neuve, que l'on procéda au forage du premier puits de pétrole de la province. Il fallut attendre près de cent ans, soit jusqu'en 1964, avant qu'on entreprenne des travaux d'exploration pétrolière dans la marge continentale au large de Terre-Neuve; il s'agissait alors de levés géophysiques exécutés par les sociétés Amoco et Imperial Oil. En 1966, l'Amoco fora le premier puits au large des côtes, le D-52 Tors Cove, mais abandonna ses travaux plus tard au cours de la même année après avoir constaté que ce puits était sec.

- Depuis 1966, on a percé 74 puits au large des côtes. On a découvert au large de la côte du Labrador quatre gisements de gaz à condensat et plusieurs puits près des Grands bancs ont donné des indices d'hydrocarbure notables. Néanmoins, le puits Hibernia est jusqu'à présent le seul qui aurait, d'après les prévisions, une capacité éventuelle de production soutenue

de l'ordre de 20 000 barils par jour, et qui pourrait ainsi devenir une source de pétrole et de gaz viable sur le plan commercial.

- La marge continentale au large de la côte est de la province a une superficie de 1 849 000 kilomètres carrés. Neuf sociétés (ou groupes de sociétés) et la Société pétrolière de Terre-Neuve et du Labrador (Newfoundland and Labrador Petroleum Corporation) détiennent des permis d'exploration émis par la province et applicables à la marge continentale. Ces permis couvrent une superficie de 236 953 kilomètres carrés, soit l'équivalent de 13% de l'ensemble du territoire visé. Même si jusqu'à présent on a procédé au forage de 75 puits, des prévisions récentes établies par la Direction générale du pétrole de Terre-Neuve et du Labrador laissent croire que jusqu'à 279 puits d'exploration pourraient être forés d'ici 1991. Et qui plus est, si le "taux de succès" que l'on connaît actuellement dans la découverte de pétrole et de gaz se maintenait à 10 pour cent, le littoral de notre province deviendrait sans contredit une région productrice d'importance.

- Bien qu'on n'ait pas encore terminé le forage de démarcation à Hibernia, et bien que la société exploitante, la Mobil Oil, n'ait pas encore déclaré que le champ Hibernia offre des possibilités commerciales, on a cependant complété ou entrepris cette année un grand nombre de travaux techniques préliminaires. On étudie tout particulièrement divers systèmes de production et de transport. Pour mon gouvernement, les principaux critères de sélection menant au choix des modes de production

et de transport les plus appropriées sont la sécurité, la fiabilité, les coûts que la province devra assumer et les avantages qu'elle en retirera.

- Avant de poursuivre l'exploitation d'Hibernia, la société Mobil devra soumettre à l'approbation du gouvernement provincial un programme d'exploitation. Dès qu'elle l'aura fait, le gouvernement organisera des audiences, et tous les documents qui auront été présentés seront examinés de près en public. La province a fait parvenir à la Mobil des lignes directrices régissant l'élaboration d'un programme d'exploitation, et on s'attend à recevoir la proposition concernant le programme vers la fin de cette année.
- Ce qui est déjà manifeste, c'est qu'indépendamment de toute forme d'exploitation et de production, l'étape de l'exploration que comportent les travaux effectués au large des côtes de la province dans le secteur du pétrole et du gaz pourrait à elle seule engendrer des retombées économiques considérables pour la province. Des estimations faites par la Direction générale du pétrole et par le ministère du Développement révèlent que le nombre total d'emplois découlant directement des travaux de prospection peut atteindre jusqu'à 2 589 années-personnes pour au moins les dix prochaines années, assorties d'une masse salariale pouvant atteindre jusqu'à 102 millions de dollars annuellement, en dollars constants de 1981. Les dépenses totales consacrées à l'exploration au cours des dix prochaines années pourraient se chiffrer à 10 milliards de dollars, alors que les prévisions relatives à l'exploitation d'Hibernia

varient actuellement entre 5 et 7 milliards de dollars, toujours en dollars constants de 1981.

- On peut tirer une importante conclusion de ces prévisions: le gouvernement provincial a su veiller à ce que la province bénéficie pour une large part des emplois directs engendrés par l'industrie pétrolière et de l'approvisionnement en biens et en services que requiert cette industrie. Le Règlement sur le pétrole de Terre-Neuve et du Labrador adopté par le gouvernement en 1978, je crois, a permis et devrait continuer de garantir que c'est à la population de la province que reviendra la majeure partie des avantages issus de l'exploitation au large des côtes. Ce règlement part du principe selon lequel il est possible, avec une position raisonnable et bien conçue qui reçoit l'appui de la population de la province, d'établir des liens de coopération mutuellement avantageux avec les grandes sociétés pétrolières.
- Exception faite des dispositions générales applicables aux modalités de demande et aux conditions rattachées à l'octroi de permis et de licences aux sociétés, le Règlement a pour but de rehausser au maximum les avantages recueillis à l'échelle locale grâce aux stipulations suivantes:
 - 1) les travailleurs qualifiés de la région doivent avoir la priorité dans l'accès aux emplois au large des côtes;
 - 2) une partie des dépenses consacrées par les sociétés pétrolières à l'éducation, à la formation, à la recherche et au développement doit revenir aux habitants de la province;

3) les biens et services de la région, s'ils sont compétitifs, doivent être utilisés afin d'approvisionner l'industrie au large des côtes; et

4) une part équitable des recettes provenant de l'industrie pétrolière doit revenir à la population de la province.

La Société pétrolière de Terre-Neuve et du Labrador constitue à ce chapitre un élément important.

Permettez-moi de vous donner plus de détails sur ces quatre dispositions du règlement.

- En premier lieu, le Règlement précise que les sociétés pétrolières et leurs sous-traitants, comme par exemple les exploitants de navires de ravitaillement et d'autres entreprises de levés géophysiques, doivent accorder la préférence aux travailleurs qualifiés de la province dans l'accès aux emplois. À cet effet, on a dressé une liste de travailleurs disponibles dans le but de faciliter les programmes d'embauche des sociétés. Jusqu'à maintenant, ces sociétés ont collaboré avec le gouvernement pour trouver à Terre-Neuve des travailleurs qualifiés et disposés à travailler au large des côtes.

- En second lieu, le Règlement stipule que les sociétés pétrolières doivent dépenser chaque année, à l'intention des résidents de la province, une certaine somme d'argent au titre de l'éducation, de la formation, de la recherche et du développement dans le domaine du pétrole. Voilà un des articles les plus importants du Règlement, car la possibilité qu'ont les habitants de la province de participer à la mise en valeur

des ressources naturelles qui se trouvent au large de leurs côtes dépend en grande partie des programmes grâce auxquels peuvent s'accroître la compétence des personnes et des entreprises à l'échelle locale, ainsi que le degré d'avancement technologique de l'industrie de la province dans son ensemble. Les étapes de l'exploitation et de la production du pétrole et du gaz au large de nos côtes donneront lieu à des travaux de recherche et de développement considérables; il est donc essentiel que la province apporte sa contribution aux études et à la planification que ces travaux susciteront.

- En troisième lieu, en énonçant une "politique préférentielle" visant les biens et les services locaux, le Règlement vise à mettre les compagnies locales qui approvisionnent l'industrie pétrolière au large des côtes sur un pied d'égalité avec les grandes entreprises. On a institué cette disposition afin de poser les bases d'une solide industrie locale d'approvisionnement au large des côtes. Cependant, avant de recevoir la protection du Règlement, une entreprise doit d'abord prouver qu'elle appartient véritablement à des intérêts locaux, et que son contrôle et sa gestion s'exercent à l'échelle locale dans la pratique aussi bien qu'en théorie. Cette protection n'est accordée qu'aux offres ou aux soumissions qui sont compétitives sur le plan des prix, de la qualité et de l'exécution.

- Enfin, le Règlement prévoit la création d'une société provinciale de la Couronne, la Société pétrolière de Terre-Neuve et du Labrador, qui bénéficie d'un intérêt de roulement ou d'un intérêt couru de 40% sur toute concession faite à une société pétrolière. Outre que cette formule ait l'avantage manifeste d'engendrer des recettes, la Société a aussi son mot à dire dans l'affectation des sommes que les sociétés pétrolières sont tenues, aux termes d'autres articles du Règlement sur le pétrole, de dépenser au titre de l'éducation et de la formation ou encore de la recherche et du développement. La Société fonctionne de la même manière qu'une compagnie pétrolière entièrement intégrée, et constitue un important moyen de s'assurer que la population de la province profite du plus grand nombre possible d'avantages issus de la présence de pétrole et de gaz au large des côtes.

- Au cours des dernières années, le nombre d'emplois et les avantages connexes que rapportent les travaux effectués au large des côtes se sont accrus régulièrement à mesure qu'augmentent la quantité de puits forés et l'intérêt suscité par les possibilités de production de pétrole et de gaz au large des côtes de Terre-Neuve et du Labrador. À l'heure actuelle, 709 habitants de Terre-Neuve travaillent au large des côtes sur des puits de forage ou des navires d'approvisionnement. Ce nombre devrait passer à 1 000 d'ici la fin de juillet. Dans une province comme la nôtre où le taux de chômage est si élevé depuis si longtemps, l'exploitation pétrolière au large des côtes représente un moyen d'accroître

les perspectives d'emploi pour la population de toute la province, surtout si nous pouvons faire en sorte que nos diverses régions tirent profit des possibilités qui se présentent.

- Il ne faut pas oublier que l'industrie du pétrole et du gaz est un phénomène nouveau dans notre économie qui est axée sur les ressources renouvelables, et nombreux sont ceux qui soutiennent que les effets négatifs dont elle s'accompagne la rendent incompatible avec le mode de vie et les aspirations de notre population essentiellement rurale. Cependant, le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador est d'avis que si l'on peut contenir, voire éviter, ces conséquences néfastes en permettant principalement au gouvernement et à ses organismes de contrôler le rythme d'expansion de la production au large des côtes et des activités terrestres qui s'y rattachent, on réussira à prévenir les périodes de vaches grasses et de vaches maigres qui caractérisent habituellement les régions productrices de pétrole et de gaz naturel.

- De plus, si la province joue un rôle important au moment où l'on décide comment et quand se fera l'exploitation du pétrole et du gaz, les avantages qu'elle en retire pourront être réinvestis dans les activités traditionnelles comme la pêche et l'industrie forestière, qui pourront continuer de se développer sans entrave. Je crois que grâce à ces dispositions, l'exploration et la production de pétrole et de gaz au large de nos côtes nous mettront dans une situation avantageuse, du point de vue tant économique que social, d'ici la fin du siècle et même au-delà.

DÉCLARATION DE
L'HONORABLE HAL ANDREWS,
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DEVANT L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
AU SUJET DES PLUIES ACIDES



Monsieur le président,

Au mois de novembre 1980, mon collègue l'ancien ministre de l'Environnement, l'honorable Ron Dawe, a prononcé devant l'Assemblée un discours qui avait pour thème la pluie acide. Il a fait remarquer que cette forme de pollution représentait l'un des plus graves problèmes écologiques auxquels doivent faire face à l'heure actuelle certaines régions de l'Amérique du Nord. Il a insisté tout particulièrement sur les effets de ce phénomène relativement au danger que constituent les pluies acides pour les réserves de poissons d'eau douce de Terre-Neuve et du Labrador.

Il s'est produit beaucoup de choses sur la scène nationale et internationale depuis novembre dernier, et je pense qu'il serait sage d'informer les députés de cette Chambre et la population de Terre-Neuve sur les faits nouveaux qui concernent les pluies acides.

Pour situer le problème, j'aimerais rappeler aux honorables députés que Terre-Neuve subit ce phénomène que sont les pluies acides et n'y contribue pas, et que nous nous trouvons dans un cul-de-sac en ce qui concerne cette "retombée" polluante. Dans sa déclaration de l'automne dernier, M. Dawe évoquait les

travaux qu'on effectuait à ce moment-là pour évaluer l'impact des précipitations acides à Terre-Neuve. Même si ce contrôle ne s'effectue que depuis quatre ans, ce qui est trop court pour déceler une tendance, on a découvert que le pH de la pluie qui est tombée pendant cet intervalle se chiffrait en moyenne à 4,6, soit un taux d'acidité environ dix fois plus élevé que celui de l'eau de pluie propre ou non polluée (pH 5,6). Les effets de ces précipitations acides qui s'abattent sur nos lacs et nos cours d'eau dépendent en grande partie de la manière dont réagissent les bassins, et cette réaction est régie à son tour par la nature du soubassement et des terres environnantes. Notre géologie de surface est semblable à celle des régions qui sont déjà touchées par les pluies acides dans le nord de l'Ontario et le nord-est des États-Unis; nous pouvons donc nous attendre à ce que les poissons vivant dans un grand nombre de nos lacs subissent des conséquences aussi graves. La composition géologique qui s'y trouve, formée en grande partie de roches granitiques, ne possède pas le "pouvoir tampon" qu'a le genre de roche calcaire que l'on retrouve au fond des lacs de la côte ouest de l'île. Les résultats de nos recherches nous démontrent que si, en général, notre réseau hydrographique n'a pas été dénaturé au point de mettre en danger la vie aquatique et les poissons, il n'en demeure pas moins que le pouvoir tampon de nombreux lacs est si faible que la moindre augmentation du taux d'acidité des précipitations les rendrait très vulnérables. Nous avons estimé à seulement 0,2 unité, soit l'équivalent d'une

augmentation de 50% de la charge acide des précipitations, la baisse du pH moyen qui suffirait pour transformer certains lacs en habitats hautement dénaturés ou improductifs.

En avril, à Halifax, j'ai présenté un mémoire au sous-comité parlementaire chargé d'enquêter sur les problèmes que posent les plusies acides. Ce mémoire faisait état du profond souci de notre province à l'endroit de ce problème insidieux. Il a été très bien accueilli par les membres du sous-comité, qui ont depuis lors fait connaître leur intention de prolonger leurs séances de manière à en tenir une à Terre-Neuve. On a également présenté ce document lors d'une conférence sur les pluies acides qui s'est tenue au centre canado-américain de l'Université de l'État de New York, à Buffalo (New York), les 1^{er} et 2 mai de cette année.

Monsieur le président, dans mon mémoire, je faisais valoir la crainte que j'éprouve devant l'assouplissement du contrôle de la pollution de l'air, que propose à l'heure actuelle l'administration Reagan. Si on se base sur les techniques de contrôle actuelles et prévues, on peut s'attendre, si l'on veut demeurer optimiste, à une augmentation de 15% de la quantité de pollution acide au cours des vingt prochaines années. Par contre, si on réduisait le contrôle auquel sont assujetties les industries actuelles ou nouvelles aux États-Unis, cette augmentation de la pollution pourrait se produire en beaucoup moins de temps. A Terre-Neuve, les conséquences pourraient être plus graves.

Sans entrer dans les détails de notre mémoire, je vais vous résumer les conclusions que nous avons formulées devant le sous-comité.

1. Terre-Neuve considère que les précipitations acides constituent l'un des plus graves problèmes écologiques qui sévissent actuellement dans l'est de l'Amérique du Nord.
2. Les frais qu'occasionnerait le contrôle voulu de la pollution de l'air étant énormes, les gouvernements ne feront rien pour obliger l'industrie (et par le fait même la société) à assumer ces frais jusqu'à ce que le public tant américain que canadien soit suffisamment sensibilisé à la gravité de ce problème.
3. Il reste encore beaucoup de recherches à faire sur les processus de formation des pluies acides et sur la façon de prévoir comment elles se répandent dans diverses conditions atmosphériques.
4. Le gouvernement fédéral devrait s'efforcer avec empressement de conclure un accord canado-américain en vertu duquel les deux gouvernements s'engageraient à favoriser la réduction des émissions d'anhydride sulfureux et d'oxyde d'azote à un niveau acceptable grâce à l'imposition de contrôles qui s'appliqueraient sur des périodes de temps convenues par les deux parties, compte tenu de l'ampleur des frais que représentent des programmes de ce genre.

5. Le gouvernement fédéral devrait s'assurer que dans tous les accords de partage des frais prévus dans le cadre de son programme de conservation de l'énergie pour la substitution du charbon au pétrole qu'utilisent les centrales électriques, on s'engage, à l'échelon local, à mettre en place tous les moyens nécessaires pour contrôler la pollution.
6. Étant donné que la qualité de l'air ambiant est un domaine qui, par convention, relève de la compétence des provinces, et que le gouvernement fédéral a récemment modifié la Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique pour accorder aux États-Unis une protection réciproque en ce qui a trait aux agents polluants transfrontières, le gouvernement fédéral devrait engager des discussions avec les provinces en vue de conclure des accords fédéraux-provinciaux identiques aux accords de protection de l'environnement en vigueur dans certaines provinces, afin de pouvoir donner force de loi aux dispositions du récent amendement.
7. Ce problème étant très complexe, il faut s'attendre à ce que les solutions le soient elles aussi. Nous devons nous employer avec diligence et empressement à améliorer la situation, mais il faut s'armer de patience car l'effet des mesures prises par une région qui subit ce phénomène mettra du temps à se faire sentir. Nous aurons besoin de toutes les ressources

à notre disposition, et de la coopération de tous les groupes, organismes et résidents de notre pays, voire même de l'étranger.

J'espère que mes propos ont su renseigner les honorables députés de cette Chambre sur l'état de la situation au chapitre des pluies acides. Dans l'intérêt de toute la population de Terre-Neuve, j'ai l'intention de faire régulièrement un rapport à la Chambre, à mesure que nous disposerons de nouveaux renseignements. D'ici là, je puis assurer mes honorables collègues que le gouvernement maintient une vigilance de tous les instants en ce qui touche ce sujet qui nous préoccupe tant.

1981-06-16

4
52

RAPPORT AUDIO-VISUEL
DE LA
FONDATION DE LA RÉGION TOURISTIQUE INTERNATIONALE
PRÉSENTÉ À LA
CONFÉRENCE DES GOUVERNEURS DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE
ET DES PREMIERS MINISTRES DE L'EST DU CANADA

LE 26 JUIN 1981
SAINT-JEAN (TERRE-NEUVE)



La Fondation de la région touristique internationale est l'un des programmes de tourisme les plus originaux qui ait jamais été conçu. Au cours des deux dernières années et demie, elle a fourni une aide inestimable à diverses entreprises touristiques et organisations régionales de tourisme qui désiraient élargir leur part du marché du tourisme international. Parallèlement, elle a été la première à sensibiliser le Royaume-Uni et la France au fait que la Nouvelle-Angleterre et l'Est du Canada constituent une seule destination sur le plan du tourisme international.

En raison du prestige que lui a donné son association avec la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada, ainsi que des nombreux aspects peu communs de son programme, la Fondation a été suivie de près par la presse tant américaine que canadienne. Cette attention lui a facilité la tâche, car elle a rehaussé la crédibilité du programme et aidé le Conseil d'administration à obtenir la participation des entreprises de la région.

Le Conseil d'administration de la Fondation a énormément travaillé, se réunissant tous les mois depuis janvier 1979. La communication établie entre les représentants de l'industrie touristique dans les provinces Atlantiques, la Nouvelle-Angleterre et le Québec aura sûrement une influence favorable dans la région pour bien des années à venir.

Avec l'aide de la maison McCann-Erickson, entreprise internationale de marketing, et de nos divers bureaux gouvernementaux du tourisme, la Fondation a rassemblé une documentation traitant du marché touristique international et des répercussions de ce marché sur la Nouvelle-Angleterre et sur l'Est du Canada. Cette documentation, qui a d'abord servi à une série de colloques spéciaux tenus partout dans les États et les provinces, est maintenant utilisée régulièrement par les coordonnateurs de la Fondation pour répondre aux demandes de centaines d'entreprises privées désireuses d'obtenir des renseignements plus détaillés sur le tourisme international.

La capacité du secteur privé d'organiser des voyages à forfait et d'accroître ainsi sa compétitivité sur le marché international a été grandement rehaussée par les services qu'a pu offrir la Fondation.

La plus grande réalisation de notre effort de collaboration a été la publication d'un répertoire international de l'industrie touristique. Dans le cas de la Nouvelle-Angleterre, c'était la première fois qu'un répertoire régional de ce genre était imprimé. Pour les membres de la Fondation, il a marqué le premier pas vers la commercialisation d'une coopérative de régions. Les versions française et anglaise du répertoire étaient accompagnées d'une brochure trilingue du consommateur conçue expressément pour les agents de voyages à l'étranger.

La Fondation a officiellement inauguré son programme de marketing, l'hiver dernier, en Angleterre et en France. En fait, cet effort est devenu une entreprise conjointe du gouvernement et du secteur privé. Le programme a consisté en de la publicité dans les médias, en des rencontres visant à promouvoir les ventes et en une représentation à des expositions commerciales. Une annonce particulièrement intéressante intitulée "Look at what the world is coming to", conçue pour le marché britannique, a paru dans le London Financial Times avant même que la Fondation ne se lance sur le marché du tourisme international.

Une quinzaine d'entreprises du secteur privé ont accompagné les représentants de la Fondation aux expositions organisées à Londres et à Paris. A Londres, le sénateur Bill Cohen du Maine et le directeur du USTS, Roger Jarman, se sont joints à la délégation. A Paris, le ministre français du tourisme, Jean-Pierre Soisson, s'est particulièrement intéressé à la présentation de la Fondation. Celle-ci a obtenu une excellente collaboration de la part d'Air Canada, de TWA et de British Airways, qui ont transporté gratuitement 23 délégués. Au total, le secteur privé a contribué environ 43 000 \$ au cours de la phase de commercialisation de la Fondation.

Sur notre continent, la Fondation de la Nouvelle-Angleterre a invité ses membres associés des provinces Atlantiques et du

Québec à participer à l'exposition touristique internationale intitulée "Marketplace East". Autant que nous sachions, c'est la première fois qu'un forfait organisé conjointement par le Canada et les États-Unis était offert à l'une de ces expositions.

Le plan de travail de la Fondation a toujours eu pour objet principal de faire connaître davantage la région. L'intérêt que portait le secteur privé à l'expansion du marché international a cru parallèlement à la croissance de la Fondation et de sa réputation, ce qui a engendré une augmentation du nombre de demandes de renseignements adressées à nos bureaux régionaux.

Pour satisfaire la demande en matière de renseignements et encourager une plus grande participation de la part du secteur privé, la Fondation de la Nouvelle-Angleterre a publié un bulletin qui a été distribué dans toute la région. Il renfermait de l'information et invitait les entreprises et groupes à la recherche de renseignements sur le marché étranger à s'adresser à la Fondation. En outre, celle-ci a organisé une réunion régionale parallèlement à Marketplace East. De cette réunion a découlé un nouveau plan de marketing international.

L'effort fait par la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada pour unifier les centres d'intérêt touristique des États-Unis et du

Canada a été jugé comme un modèle par d'autres groupements qui envisagent un effort coopératif du même genre.

Le sénateur Max Baucus a invité le président de la Fondation à prendre la parole devant la Conférence internationale du tourisme tenue dans son État, le Montana. Cette présentation a abouti à la formation d'une Fondation de l'Ouest regroupant les provinces de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, ainsi que les États du Montana, de l'Idaho et de Washington. MM. Alain Famy et Peter Damborg ont été invités à faire une présentation semblable six mois plus tard à Seattle, Washington, à l'occasion d'une conférence regroupant tout le Nord-Ouest.

C'est en mars dernier que les efforts de la Fondation ont été, et de loin, le plus reconnus, lorsque celle-ci a obtenu de la Travel Industry Association of America le certificat du mérite pour des réalisations exceptionnelles dans la commercialisation du tourisme en 1980. Dans la lettre qu'il a adressée au président de la Fondation, M. Gar Anderson, M. William Norman, vice-président du marketing pour Amtrak, a déclaré: "Le Comité de sélection et moi-même vous remercions des efforts que vous faites pour vendre des services touristiques aux États-Unis et à l'intérieur des États-Unis."

Messieurs les gouverneurs et premiers ministres, nous qui avons eu le privilège de participer à cet effort de collaboration, vous saluons et vous remercions de nous avoir donné l'occasion de travailler avec vous. Nous croyons que des avantages inestimables découleront de l'esprit de collaboration qui s'est établi entre nos deux pays.

Nous nous réjouissons à l'idée de travailler ensemble à divers projets et de préserver l'esprit de la Fondation pour des années à venir.

CA/
Z4
-552

DOCUMENT: 850-17/035

Allocution sur
l'agriculture sur une petite échelle et à temps partiel
prononcée par
le Premier ministre J. Angus Maclean

à la
9^e Conférence annuelle des
Gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre
et des Premiers ministres de l'Est du Canada

Saint-Jean (Terre-Neuve)
Le 26 juin 1981



Au cours des vingt dernières années, l'agriculture de nos provinces et de nos États a subi une transformation radicale. Nous ne sommes pas sans savoir qu'il existe une tendance à la spécialisation et à l'automatisation toujours plus poussées, et au regroupement des terres. Je crois que plusieurs d'entre nous savent également que cette tendance a eu pour résultat de réduire le nombre d'agriculteurs, d'alourdir le fardeau de leurs dettes, de détériorer l'environnement et, souvent, de perturber la vie en milieu rural.

Durant cette période, les gouvernements se sont surtout préoccupés du cultivateur à temps plein ou "authentique". Dans le modèle économique classique de l'évolution agricole, les petits agriculteurs ou les agriculteurs à temps partiel étaient considérés non pas comme un élément permanent du tableau, mais souvent comme un groupe en transition dont quelques-uns allaient devenir des agriculteurs à plein temps, mais la majorité allait bientôt abandonner l'agriculture et, avec le temps, quitter la campagne.

Les conditions qui régissent le marché leur donnent le choix entre l'expansion ou la disparition. M. Frederick Humphries, dans un article qui paraissait récemment dans l'*American Journal of Agriculture*, affirmait que "le rôle qu'ont joué la politique agricole et les universités spécialisées en agriculture ont donné naissance à une trop grande concentration dans le domaine agricole".

Mais aujourd'hui, des événements qui se produisent sur tout le continent viennent mettre en doute la doctrine traditionnelle.

- A. L'agriculture spécialisée sur une grande échelle présente moins d'attrait qu'auparavant. Cette forme d'agriculture, prise dans l'engrenage de la hausse des taux d'intérêt et de l'augmentation inflationniste des coûts de production, n'est désormais accessible que pour les fils d'agriculteurs actuels et pour ceux qui ont fait leur fortune dans un autre domaine.

- B. L'importance et la spécialisation des exploitations, avec l'accent mis sur la culture en rangées, ont contribué à l'érosion du sol. L'ancien ministre hollandais de l'agriculture, M. Sicco L. Mansholt, qui est l'un des plus éminents agronomes d'Europe, a affirmé récemment qu'à son avis, un service de vulgarisation agricole qui recommande l'emploi de grandes quantités d'engrais chimiques et de pesticides artificiels doit être considéré comme une formule dépassée, et que l'agriculteur vraiment moderne est celui qui a réappris les techniques traditionnelles et la manière d'améliorer ces techniques. Bref, il estime que l'agriculteur qui possède une petite exploitation a un rôle important à jouer dans l'avenir de l'agriculture.
- C. La présence de plus grandes exploitations agricoles qui emploient moins de main-d'oeuvre a un effet néfaste très prononcé sur la collectivité rurale toute entière. Les écoles, les églises et les commerces locaux périclitent et, à la longue, disparaissent.

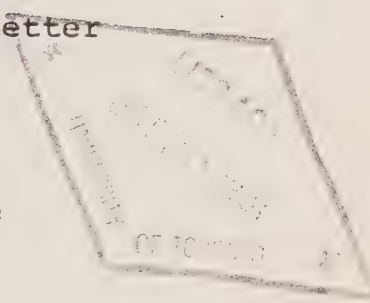
En dépit de ces conditions, il se trouve encore un nombre important de gens qui se livrent à l'agriculture à temps partiel ou sur une petite échelle et qui survivent en dépit de la théorie économique classique selon laquelle ils ne devraient pas y être. Bien au contraire, je constate que de plus en plus de personnes semblent intéressées par la perspective de gagner entièrement ou partiellement leur vie en cultivant la terre. Selon moi, nous devrions les considérer comme étant un élément important du renforcement et de la revitalisation de nos régions rurales.

Il nous reste beaucoup à voir et à apprendre de cette importante facette de la politique agricole. En Ile-du-Prince-Edouard, nous cherchons encore une solution à ce problème, et nous serions heureux de pouvoir échanger des renseignements, des idées et des expériences avec ceux que la question préoccupe autant que nous.

Par conséquent, nous recommandons que la Conférence des Gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des Premiers ministres de l'Est du Canada organise un atelier où des personnes désignées par les Etats et les provinces pourraient se réunir pour échanger des renseignements et pour apprendre grâce à l'expérience des autres.

C'est pourquoi j'aimerais attirer votre attention sur le projet de résolution qui est devant vous.

Final Agenda

1. General Review of the Economy
 - (a) Economic Overview
 - i. Inflation
 - ii. Interest Rates
 - iii. Unemployment
 - (b) Response to Prime Minister's Letter on First Ministers' Conference
 2. Fiscal Arrangements
 - (a) Report of Ministers of Finance
 3. Federal Provincial Relations
 - (a) Trends in Federal Provincial Relations
 - (b) Shared Cost Programs
 - (c) D.R.E.E.
 - (d) Pensions
 - (e) Transportation and Grain Handling
 - (f) Status Report on Constitution
 4. Interprovincial Co-operation
 - (a) School Curriculum
 - (b) Labour Market Development
- 

Ordre du jour définitif

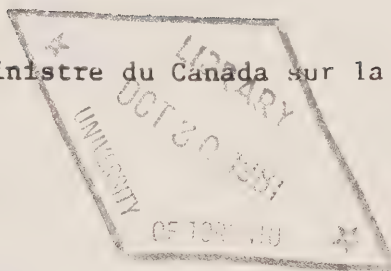
1. Revue générale de l'économie

a) Vue d'ensemble

i. inflation

ii. taux d'intérêt

iii. chômage

b) Réponse à la lettre du premier ministre du Canada sur la
Conférence des premiers ministres

2. Dispositions financières

a) Rapport des ministres des Finances

3. Relations fédérales-provinciales

a) Directions

b) Programmes à-frais partagés

c) MEER

d) Régimes de retraite

e) Transport et manutention des grains

f) Rapport sur la constitution

4. Coopération interprovinciale

a) Programme scolaire

b) Elaboration du marché du travail

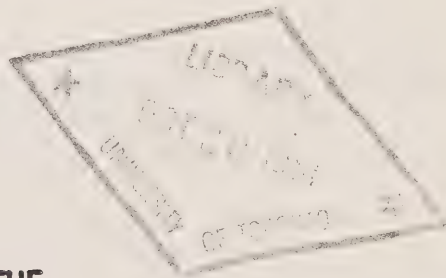


THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

*Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981*

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

*Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981*



REPORT ON THE
ESTABLISHED PROGRAMS FINANCING ARRANGEMENTS

A. INTRODUCTION

Five years ago in August 1976, at their Seventeenth Annual Conference in Edmonton, Alberta, the Provincial Premiers agreed upon a strong consensus position on major improvements to be sought through renegotiation of the Federal-Provincial Fiscal Arrangements. That position statement, coupled with a detailed provincial consensus proposal which was put forward later in the year, had an extremely important, positive influence on the outcome of the negotiations with the Government of Canada and, specifically, on the revised Fiscal Arrangements legislation implemented on April 1, 1977--legislation which remains in effect.

Now, in the face of federal threats to reduce its contribution to health care and higher education, the Provinces believe it is imperative to review, reaffirm, and where appropriate, update their earlier joint positions.

This report deals with one of the key features of the 1977 legislation, the Established Programs Financing Arrangement--that is, the current system of "block funding" for a comprehensive and growing range of health and higher education services across the country. By publishing such a report at this time, the Provinces hope, again, to contribute in a positive way to public understanding of the program and of the success of the "EPF" Arrangements in meeting the objectives set for it by the federal and provincial governments five years ago.

B. BACKGROUND

Understandably, most Canadians are unfamiliar with the intricacies of the Established Programs Financing Arrangement, but the programs it covers touch the daily lives of virtually all our citizens.

Canadians enjoy--and sometimes take for granted--a national health care system which, despite some acknowledged difficulties, is recognized as being second to none in the world. Canada can be justly proud of the quality of both our hospitals and extended care facilities and the highly-skilled and dedicated physicians, nurses and other health professionals who provide such a broad range of services.

Similarly, our country also provides consistently first-rate higher education opportunities--through our universities and a broad spectrum of technical training programs. While continuing improvements are essential, there is no doubt that our provincial post-secondary educational institutions and services ensure that Canadians will be well-equipped to meet the major economic and social challenges facing our nation in the years ahead.

Most of these programs have been financed jointly by the Government of Canada and the provinces for at least a decade and a half, and some for longer. By the time the last set of federal-provincial Fiscal Arrangements negotiations were getting underway in earnest, some five years ago in 1976, the federal government and the provinces could point to close to twenty years' experience with hospital insurance cost-sharing and

nearly a decade's experience with the joint financing of medicare, post-secondary education, social assistance and social services under the Canada Assistance Plan, as well as a variety of other programs. The provinces also recalled the circumstances surrounding the introduction of a number of those programs--with the federal government using its spending power to secure provincial agreement to the programs and then shortly after imposing them, in some cases attempting to change the formulas so as to limit federal participation. The first of the open-ended programs to be capped by the federal government was the post-secondary program in 1972. This was followed by a federal announcement in 1975 that medicare would be capped the following year and that hospital insurance cost-sharing would be terminated in 1980. Of course, the provinces themselves were not fully satisfied with cost-sharing for several reasons, including rigid guidelines which distorted provincial priorities and decreased program efficiency.

In response to provincial concerns, the federal government put forward proposals for Established Programs Financing in June 1976. The general objectives of EPF as stated by the Prime Minister were:

- (1) "to maintain across Canada the standards of service to the public under these major programs, and to facilitate their improvement;
- (2) "to put the programs on a more stable footing so that both levels of government are better able to plan their expenditures;

- (3) "to give the provinces flexibility in the use of their own funds which they have been spending in these fields;
- (4) "to bring about greater equality among the provinces with regard to the amount of federal funds they receive under the programs;
- (5) "to provide for continuing joint policy discussions relating to the health and post-secondary education fields".

These objectives were based on several principles, which were enumerated by the Prime Minister of Canada at the same time.

- (1) "The federal government should continue to pay a substantial share of program costs;
- (2) "Federal payments should be calculated independently of provincial program expenditures;
- (3) "There should be greater equality in per capita terms among the provinces with regard to the amount of federal funds they receive under the programs;
- (4) "The fourth principle is that the arrangements be established on a more or less permanent footing, to reduce the uncertainty that has attended in the past the question of continued federal involvement and the dimensions of federal financial contributions. The relevant federal legislation would not provide for any specific termination date. There would, however, be a provision for three years' notice to terminate the arrangements. Such notice would not be given lightly, because the intention is to underline the relative permanence and stability of the arrangements."
- (5) "There should be provision for continuing federal participation with the provinces in the consideration and development of policies of national significance in the fields of health and post-secondary education."

C. CONCERN FOR THE FUTURE OF THE ESTABLISHED PROGRAMS

While the federal government has not yet presented its proposals for the 1982-87 federal-provincial fiscal arrangements, several statements by federal spokesmen have created concern that federal assistance in financing the established programs may be reduced. In view of these statements, discussions among the ten provinces of the negotiations leading to this set of fiscal arrangements have thus far concentrated on EPF.

In his October, 1980 Budget, federal Finance Minister Allan MacEachen made it clear that Ottawa may seek significant savings from its expenditures on social programs. The federal Finance Minister confirmed this intention in his brief to the Parliamentary Task Force on Federal-Provincial Fiscal Arrangements. Referring to transfer payments to provinces for social programs, he said: "I also confirmed to the House on February 25 that, as provided in the budget projections, we expect to secure net savings of the order of \$1.5 billion in 1982-83 and 1983-84."

The apparent intention of the Government of Canada to reduce its support for health care and higher education has created considerable public concern about the future availability and quality of these essential programs.

D. KEY ISSUES

1. Federal deficit

The major justification given by the federal government for a target of \$1.5 billion in savings in transfers to provinces is the fact that the federal deficit, forecast at approximately \$14 billion for 1981-82, must be reduced.

Transfers to the provinces have not caused the massive growth in the federal deficit. In recent years, federal transfers to the provinces have, on average, grown more slowly than federal budgetary spending. Moreover, federal budget projections show EPF transfers growing more slowly than its total expenditures, even in the absence of major cuts, at least through to 1983-84. Throughout the seventies, a series of federal government decisions, including the indexation of taxes and expenditure programs, massive tax exemptions, energy policy and interest rate policy, have had a far greater impact on its fiscal position. The Chairman of the Economic Council of Canada has stated that the federal government has already taken major unilateral steps, primarily through its energy proposals, to reduce its deficit.

Clearly, action to deal with the federal deficit should not shift the tax burden to provinces and municipalities because the same taxpayers support all

levels of government. If the federal government reduces its transfers to provinces for health care and higher education, provincial tax burdens would increase.

2. Funding Shares and Contributions

When the block-funding arrangement was proposed by the federal government in 1976, stable and predictable transfers for health and post-secondary education were primary objectives. Federal projections made in December 1976 of its total contributions for the five years of the Established Programs Financing Arrangements were extremely accurate, within two per cent of the total amounts that have been actually transferred.

The federal government has suggested that over the past four years the burden of paying for medicare, hospitals, universities and colleges has increasingly fallen upon its shoulders, further aggravating its deficit problem.

Joint provincial analysis of the costs of health and post-secondary education programs illustrates that national average federal contributions as a percentage of health and post-secondary spending did rise in the early years of EPF but never exceeded 45% of program costs. Even this analysis includes, in the federal contribution, tax revenues raised by the provinces. Most significantly, the federal share has already begun to decline and this trend is forecast to continue.

Federal Contributions as a Percentage of
Health and Post-Secondary Spending

	<u>76-77</u>	<u>77-78</u>	<u>78-79</u>	<u>79-80</u>	<u>80-81</u>	<u>81-82</u>
All Provinces	39.7%	43.5%	44.3%	44.8%	43.0%	41.4%

The decline in federal contributions in recent years is of utmost concern to the provinces, considering increasing inflationary cost pressures in health and post-secondary education fields. A cutback in federal contributions is clearly unwarranted in light of recent experience and current trends.

3. Federal Program Conditions

The EPF arrangement contains broad conditions or principles which provinces must adhere to in the delivery of health care programs in order to receive federal financial support. These principles are:

- The benefits should generally cover all health care services.
- All residents of a province should be covered on uniform terms and conditions.
- There should not be undue impediments in the access to services.
- The programs must be publicly administered.
- Benefits must be portable from one province to another when people move, or are absent from, their province.

All governments agreed in 1977 that these broad principles would serve the best interests of the Canadian people. These principles would ensure that provincial health care programs would meet minimum national standards, would respect provincial jurisdiction in these areas and would enable provinces to deliver services in the most efficient and cost-effective manner.

The federal government has indicated a desire to clarify the meaning of these principles and provinces have expressed a willingness to discuss this matter. From the federal perspective, clarification of principles would facilitate and enhance accountability to Parliament and Canadian taxpayers. If these principles were clarified, governments would have a clear understanding of their respective obligations.

4. Visibility

The federal government has expressed concern that Canadians are not generally aware of its financial contribution to services. The federal government has not made any proposals to improve its visibility. Provinces are prepared to discuss the issue during the forthcoming negotiations.

5. Federal Delays in Starting Negotiations

The process for review of federal-provincial fiscal arrangements is extremely complex, requiring extensive

consultation between the two orders of government. For this reason since last December provinces have been urging the federal government to begin serious negotiations as soon as possible. Especially in view of the federal intention to reduce its funding for EPF, provinces are deeply concerned that negotiations for the 1982-87 arrangements have not yet started in earnest.

Provinces are now planning their 1982-83 budgets without the benefit of any serious federal-provincial discussion of the fiscal arrangements. This major uncertainty with respect to federal funding support runs counter to one of the most important principles of federal-provincial finance-- predictability and stability.

E. CONCLUSION

All provinces agree that unilateral federal cutbacks would be unacceptable and unjustified, especially in light of recent cost pressures and projected trends for the coming years. Any reduction would result in an increase in provincial tax burdens and/or a reduction in the level or quality of essential services.

Ottawa should not amend its Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Established Programs Financing Act without submitting any modifications to the present arrangements to proper negotiation and to federal-provincial agreement. Therefore, intergovernmental negotiation must commence immediately.



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981



RAPPORT SUR LES ACCORDS FISCAUX
RELATIFS AU FINANCEMENT DES PROGRAMMES ESTABLIS

B. HISTORIQUE

La plupart des Canadiens, et cela est compréhensible, sont peu renseignés au sujet des éléments complexes du financement des programmes établis. Il n'en reste pas moins que les programmes qu'il vise touchent la vie quotidienne de presque tous les citoyens.

Les Canadiens bénéficient d'un régime national de soins médicaux qu'ils tiennent parfois pour acquis et qui, malgré certaines difficultés reconnues, s'inscrit au rang des meilleurs au monde. Le Canada peut, à juste titre, être fier tant de la qualité de ses hôpitaux et de sa gamme d'installations médicales que de la grande compétence des médecins, infirmières et autres professionnels de la santé dévoués qui assurent un large éventail de services.

De même, notre pays offre des perspectives d'enseignement supérieur de première qualité, par l'intermédiaire de ses universités et de nombreux programmes de formation technique. Même s'il est essentiel de veiller constamment à améliorer le système, il est certain que grâce aux établissements et aux services provinciaux d'enseignement postsecondaire existants les Canadiens seront bien préparés pour relever les importants défis socio-économiques auxquels fera face notre pays dans les années à venir.

A. INTRODUCTION

Il y a cinq ans, lors de leur dix-septième conférence annuelle qui a eu lieu en août 1976, à Edmonton (Alberta), les premiers ministres provinciaux ont adopté une position largement majoritaire au sujet des améliorations majeures à apporter dans le cadre de la renégociation des accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces. Cet énoncé de principe, auquel s'est ajoutée la même année une proposition détaillée découlant du consensus des provinces, a influé considérablement et de façon positive sur l'issue des négociations menées avec le gouvernement du Canada, et notamment sur la Loi sur les accords fiscaux qui est en vigueur depuis le 1^{er} avril 1977.

Aujourd'hui, face aux menaces du gouvernement fédéral qui veut réduire sa contribution dans le domaine de la santé et de l'enseignement supérieur, les provinces estiment qu'il est essentiel de réviser, de réaffirmer et, s'il y a lieu, de mettre à jour leurs positions communes précédentes.

Le présent rapport a pour objet l'un des éléments clés de la Loi de 1977, soit le financement des programmes établis ou, autrement dit, le système actuel de "financement global" qui régit dans tout le pays une gamme toujours plus large de services dans les domaines de la santé et de l'enseignement supérieur. En le rendant public à ce moment-ci, les provinces espèrent, une fois de plus, contribuer de façon positive à sensibiliser le public au programme et à montrer que les accords de financement des programmes établis (FPE) ont atteint les objectifs fixés il y a cinq ans par les gouvernements fédéral et provinciaux.

partage des frais de l'assurance-hospitalisation se terminerait en 1980. Évidemment, les provinces elles-mêmes n'étaient pas entièrement satisfaites du partage des frais et ce, pour plusieurs raisons, notamment la rigidité des lignes de conduite qui faussait les priorités provinciales et réduisait l'efficacité du programme.

En juin 1976, en réponse aux préoccupations des provinces, le gouvernement fédéral a mis de l'avant des propositions de financement des programmes établis. Le Premier ministre du Canada a alors énoncé les objectifs généraux du FPE:

- 1) maintenir d'un bout à l'autre du Canada les normes des services offerts à la population dans le cadre de ces grands programmes et faciliter leur amélioration;
- 2) établir les programmes sur une base plus stable afin que les deux paliers de gouvernement puissent mieux planifier leurs dépenses;
- 3) accorder de la flexibilité aux provinces dans l'affectation de leurs propres fonds à ces domaines;
- 4) arriver à un partage plus égal entre les provinces du montant que le gouvernement fédéral leur octroie dans le cadre de ces programmes;
- 5) prévoir une discussion conjointe permanente de la politique de la santé et de l'enseignement post-secondaire.

Ces objectifs se fondaient sur plusieurs principes que le Premier ministre a également énoncés à la même occasion:

La plupart de ces programmes ont été financés conjointement par le gouvernement du Canada et par les provinces pendant au moins quinze ans, si ce n'est plus, dans certains cas. Il y a cinq ans, au moment où ils amorçaient avec sérieux la dernière série de négociations sur les accords fiscaux qui les liaient, le gouvernement fédéral et les provinces pouvaient faire valoir une expérience de près de vingt ans dans le domaine du partage des frais de l'assurance-hospitalisation, et de presque une décennie pour ce qui est du financement conjoint des soins médicaux, de l'enseignement postsecondaire, de l'aide sociale et des services sociaux offerts dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, ainsi que de divers autres programmes. Les provinces n'oubliaient toutefois pas les circonstances ayant entouré la mise sur pied de certains de ces programmes: après avoir utilisé son pouvoir de dépenser afin d'obtenir l'accord des provinces pour la création des programmes, le gouvernement fédéral s'était empressé d'imposer ceux-ci et, dans certains cas, avait tenté d'en changer la formule de façon à limiter sa participation. Le premier programme de partage des frais à durée indéterminée visé à cet égard par le gouvernement fédéral a été le programme postsecondaire en 1972. Puis, en 1975, le gouvernement fédéral a annoncé que le programme de soins médicaux serait touché l'année suivante et que le

C. INQUIÉTUDE QUANT À L'AVENIR DES PROGRAMMES ÉTABLIS

Bien que le gouvernement fédéral n'ait pas encore présenté ses propositions relativement aux accords fiscaux qu'il doit conclure avec les provinces pour 1982-1987, plusieurs déclarations de porte-parole fédéraux laissent craindre qu'il pourrait réduire l'aide qu'il accorde au titre des programmes établis. C'est pour cette raison que les discussions des dix provinces sur les négociations devant aboutir à la signature de ces accords ont porté principalement jusqu'à maintenant sur le FPE.

Dans son budget d'octobre 1980, le ministre fédéral des Finances, M. Allan MacEachen, a indiqué clairement qu'Ottawa pourrait tenter de réduire considérablement les dépenses qu'il engage au titre des programmes sociaux. Il a d'ailleurs confirmé cette intention dans le mémoire qu'il a présenté au groupe d'étude sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces. Faisant état des paiements de transfert fédéraux au titre des programmes sociaux, il a en effet déclaré qu'il avait également confirmé à la Chambre, le 25 février, que le gouvernement espérait, comme l'indiquent les projections relatives au budget, réaliser des économies nettes de l'ordre de 1,5 milliard de dollars en 1982-1983 et 1983-1984.

- 1) continuation de la prise en charge par le gouvernement fédéral d'une part importante du coût des programmes;
- 2) la contribution fédérale devrait être établie indépendamment des dépenses provinciales;
- 3) plus grande parité par habitant entre les provinces du montant qui leur est octroyé par le gouvernement fédéral dans le cadre de ces programmes;
- 4) établissement sur une base plus ou moins permanente des arrangements pour ces grands programmes et ce, afin de diminuer l'incertitude qui a marqué par le passé la question de la permanence de la participation du fédéral et du volume de ses contributions financières. La loi fédérale pertinente ne mentionnerait aucune date limite précise. Elle prévoirait toutefois l'obligation de donner un avis de trois ans avant de mettre un terme aux accords. Cet avis ne serait pas donné à la légère, car il s'agit ici de mettre l'accent sur la permanence et la stabilité relatives des accords.
- 5) poursuite de la participation fédérale, conjointement avec les provinces, à l'étude et à l'élaboration de lignes de conduite de portée nationale concernant la santé et l'enseignement postsecondaire.

et ce au moins jusqu'à la fin de 1983-1984. La série de décisions qu'a prises le fédéral au long des années 70, notamment en ce qui concerne l'indexation des impôts et des programmes de dépenses, les exemptions fiscales massives, la politique énergétique et la politique en matière de taux d'intérêt, a eu une incidence beaucoup plus grande sur sa situation financière. Le président du Conseil économique du Canada a déclaré que le gouvernement fédéral a déjà pris d'importantes mesures unilatérales pour réduire son déficit, principalement grâce aux propositions qu'il a faites en matière d'énergie.

Il va de soi que les efforts en vue de régler la question du déficit fédéral ne devraient pas obliger les provinces et les municipalités à percevoir des impôts plus élevés, car ce sont les mêmes contribuables qui appuient tous les paliers de gouvernement. Si le gouvernement fédéral réduit ses transferts aux provinces au titre de la santé et de l'enseignement supérieur, le fardeau fiscal des provinces augmentera.

L'intention que le gouvernement du Canada semble avoir de réduire l'aide qu'il accorde au titre de la santé et de l'enseignement supérieur inquiète beaucoup la population, qui s'interroge sur l'existence et la qualité futures de ces programmes essentiels.

D. PRINCIPAUX PROBLÈMES

1. Le déficit fédéral

Pour justifier les économies qu'il compte réaliser (1,5 milliard de dollars) au chapitre des transferts aux provinces, le gouvernement fédéral insiste principalement sur le fait qu'il doit réduire son déficit de 1981-1982, dont le total prévu est de quelque 14 milliards.

Or, ce ne sont pas les transferts aux provinces qui sont la cause de l'augmentation considérable du déficit fédéral. Ils ont en effet crû, ces dernières années, plus lentement en moyenne que les dépenses budgétaires fédérales. En outre, les projections du fédéral en matière de budget montrent que, même sans coupures majeures, les transferts au titre du FPE augmenteront plus lentement que l'ensemble des dépenses,

fiscales perçues par les provinces. Plus important encore, la part du fédéral a déjà commencé à diminuer et il semblerait que cette tendance va se poursuivre.

Contributions du fédéral (en %) aux dépenses
engagées au titre de la santé et de l'ensei-
gnement postsecondaire

	<u>1976-</u> <u>1977</u>	<u>1977-</u> <u>1978</u>	<u>1978-</u> <u>1979</u>	<u>1979-</u> <u>1980</u>	<u>1980-</u> <u>1981</u>	<u>1981-</u> <u>1982</u>
Toutes les provinces	39,7%	43,5%	44,3%	44,8%	43,0%	41,4%

La diminution des contributions fédérales observée ces dernières années inquiète les provinces au plus haut point en raison de l'accroissement des pressions inflationnistes dans les domaines de la santé et de l'enseignement. De toute évidence, une réduction des contributions fédérales ne se justifie pas, compte tenu de l'expérience récente et des tendances actuelles.

3. Les conditions de participation aux programmes fédéraux

L'accord relatif au FPE comporte des conditions ou principes généraux que doivent respecter les provinces qui offrent les programmes de santé si elles

2. Le partage du financement et les contributions

L'accord de financement global proposé par le gouvernement fédéral en 1976 avait comme principaux objectifs des transferts fixes et prévisibles au titre de la santé et de l'enseignement supérieur. Les projections faites par le fédéral en décembre 1976 relativement à l'ensemble des contributions qu'il devrait verser pendant 5 ans aux termes des accords de FPE étaient extrêmement précises et correspondaient aux sommes effectivement transférées, à moins de 2% près.

Le gouvernement fédéral a laissé entendre qu'au cours des quatre dernières années il a engagé des sommes de plus en plus importantes au titre des soins médicaux, des hôpitaux, des universités et des collèges, ce qui a contribué à l'accroissement de son déficit.

L'analyse qu'ont faite les provinces du coût des programmes de santé et d'enseignement postsecondaire montre que la moyenne nationale des contributions fédérales a augmenté dans les premières années d'application des accords relatifs au FPE, mais n'a jamais dépassé 45% du coût des programmes. Et ce, même si on inclut dans la contribution fédérale les recettes

du fédéral, la clarification des principes favoriserait et accroîtrait la responsabilité à l'égard du Parlement et des contribuables canadiens. Si ces principes étaient clarifiés, les gouvernements auraient une meilleure idée de leurs obligations respectives.

4. La visibilité du gouvernement fédéral

Le gouvernement fédéral a dit regretter que les Canadiens ignorent en général qu'il contribue financièrement à la prestation de certains services. Il n'a toutefois proposé aucun moyen de mieux faire connaître le rôle qu'il joue en cette matière. Les provinces sont disposées à discuter du problème au cours des prochaines négociations.

5. Le fédéral tarde à entamer les négociations

Le processus d'examen des accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces est extrêmement complexe; il exige des consultations intensives entre les deux ordres de gouvernement. C'est pourquoi les provinces, depuis décembre dernier, pressent le fédéral d'engager le plus tôt possible des négociations sérieuses.

veulent bénéficier de l'aide financière fédérale en cette matière. Ces principes sont les suivants:

- Le programme doit en général viser tous les services de santé.
- Les conditions d'application du programme doivent être les mêmes pour tous les résidants d'une province.
- Nul ne doit être indûment privé de l'accès aux services.
- Le programme doit être administré publiquement.
- Toute personne qui quitte sa province ou s'en absente doit pouvoir bénéficier dans une autre province des avantages qui lui étaient accordés.

Tous les gouvernements ont convenus en 1977 que ces grands principes serviraient les meilleurs intérêts des Canadiens: en vertu de ces principes, les programmes de santé seraient conformes aux normes minimales nationales, la compétence provinciale serait respectée et les provinces seraient en mesure d'offrir des services de la façon la plus efficace et la plus rentable possible.

La gouvernement fédéral a laissé entendre qu'il désirait préciser le sens de ces principes et les provinces se sont montrées disposées à en discuter. Du point de vue

E. CONCLUSION

Toutes les provinces conviennent qu'il serait injustifié et inacceptable que le gouvernement fédéral procède unilatéralement à des réductions, compte tenu notamment des récentes hausses de prix et des tendances prévues pour les années à venir. Toute réduction obligerait les provinces à hausser les impôts qu'elles prélèvent ou à réduire le niveau ou la qualité des services essentiels, ou encore à appliquer les deux mesures.

Ottawa ne devrait pas apporter de modifications à la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis sans d'abord les faire approuver dans le cadre des négociations fédérales-provinciales pertinentes. Les négociations intergouvernementales doivent donc débiter immédiatement.

Elles regrettent profondément, notamment en raison de l'intention du fédéral de réduire les crédits qu'il verse au titre du FPE, que les négociations relatives aux accords de 1982-1987 n'aient pas encore débuté.

Les provinces ont entrepris de planifier leurs budgets de 1982-1983, et elles ne peuvent à cet égard s'inspirer d'aucune discussion sérieuse avec le fédéral au sujet des accords fiscaux. L'incertitude qui règne en ce qui concerne l'aide financière fédérale compromet la stabilité et la possibilité de prévoir, principes fondamentaux qui régissent les accords de financement fédéraux-provinciaux.



REMARKS BY
THE HONOURABLE WILLIAM G. DAVIS
PREMIER OF ONTARIO

ON THE

STATE OF THE ECONOMY

AT THE
22ND ANNUAL PREMIERS' CONFERENCE
VICTORIA, B.C.

AUGUST 12, 1981

MR. CHAIRMAN, I WELCOME THE OPPORTUNITY TO SPEAK TO MY FELLOW PREMIERS ON THE SUBJECT OF THE CANADIAN ECONOMY. CANADIANS HAVE ALWAYS GIVEN A HIGH PRIORITY TO ISSUES RELATED TO OUR ECONOMIC WELL-BEING. IN LARGE PART THIS HAS BEEN BECAUSE OUR ECONOMY IS A REFLECTION OF OUR NATIONHOOD. IN MANY WAYS THE ECONOMY OF THE COUNTRY DETERMINES OUR POLITICAL, SOCIAL AND CULTURAL INSTITUTIONS. CANADIAN HISTORY IS A CONSTANT REMINDER OF THAT FACT. AS INDEED, ARE THE EVENTS OF THE PAST FEW YEARS.

IT IS UNQUESTIONABLY TRUE THAT, IN MANY WAYS, CANADIANS CAN LOOK TO A FUTURE THAT IS FILLED WITH OPPORTUNITIES -- OPPORTUNITIES BASED ON OUR STRONG POSITION IN ENERGY AND NATURAL RESOURCES, OUR WELL-EDUCATED LABOUR FORCE, AND OUR EXPANDING HORIZONS IN HIGH TECHNOLOGY, MANUFACTURED PRODUCTS AND INTERNATIONAL TRADE. AT THE SAME TIME, HOWEVER, WE NEED ONLY GLANCE AT THE HEADLINES OF THE DAILY PRESS TO CONFIRM THAT THE ECONOMIC ENVIRONMENT OF THE 1980S IS ONE THAT

WILL BE FRAUGHT WITH DIFFICULTIES AND CHALLENGES. WE STILL, FOR EXAMPLE, FACE THE TWIN EVILS OF INFLATION AND UNEMPLOYMENT.

THEREFORE, IF CANADIANS ARE TO REALIZE THE OPPORTUNITIES OF THE 1980S, THEIR GOVERNMENTS WILL NEED TO CO-OPERATE, AND SEEK AGREEMENT ON THEIR RESPONSES TO THE PROBLEMS THAT LIE AHEAD. ON OUR KEY OBJECTIVE, HOWEVER, I BELIEVE WE ARE ALREADY IN FIRM AGREEMENT: NON-INFLATIONARY ECONOMIC GROWTH IS PARAMOUNT.

IT IS EASY TO BE PESSIMISTIC ABOUT CURRENT PROBLEMS IN THE ECONOMY. YET LOOKING AT OUR ECONOMIC PERFORMANCE OF THE PAST SIX MONTHS, THE RECORD HAS BEEN REMARKABLY GOOD. THE CANADIAN ECONOMY HAS SHOWN CONSIDERABLE STRENGTH. THE VOLUME OF OUTPUT GREW AT AN ANNUAL RATE OF ABOUT 4.1 PER CENT IN THE FIRST QUARTER OF 1981, FOLLOWING THE PREVIOUS QUARTER'S HUGE JUMP OF 9.4 PER CENT.

JOB GROWTH HAS ALSO BEEN HEALTHY. IN THE FIRST SIX MONTHS OF 1981, 347,000 JOBS WERE CREATED IN CANADA, COMPARED WITH 336,000 JOBS DURING THE SAME PERIOD LAST YEAR. WHILE I AM PARTICULARLY HAPPY ABOUT THE RECORD IN ONTARIO - 123,000 NEW JOBS SO FAR THIS YEAR AGAINST 64,000 FOR THE SAME SIX MONTH PERIOD A YEAR AGO - THE HAPPY FACT IS THAT ALL OF CANADA'S REGIONS HAVE SHARED IN THE RECENT STRENGTH.

ANOTHER PROMISING FEATURE HAS BEEN THE STRENGTH IN INVESTMENT. THIS IS PARTICULARLY IMPORTANT BECAUSE INCREASED INVESTMENT IS ESSENTIAL TO EQUIP EACH NEW WORKER WITH THE TOOLS AND MACHINES NECESSARY TO INCREASE PRODUCTIVITY IN THE ECONOMY AND TO INCREASE THE REAL STANDARD OF LIVING OF EVERYONE.

ALSO IMPORTANT IS THAT THE STRENGTH SHOWN IN INVESTMENT SPENDING ON MACHINERY AND EQUIPMENT INDICATES THAT CANADIAN INDUSTRY IS RETOOLING TO BECOME MORE ENERGY EFFICIENT. NEW CAPITAL INVESTMENT IS ALSO THE BEST WAY TO INTRODUCE NEW TECHNOLOGY AND EFFICIENCY IMPROVEMENTS INTO THE ECONOMY.

ONE CANNOT HELP BUT NOTE THAT THE MANUFACTURING SECTORS SHOWING THE MOST INVESTMENT SPENDING ARE IN TRANSPORTATION EQUIPMENT AND IN THE RESOURCE BASED MANUFACTURING INDUSTRIES LIKE PETROLEUM AND COAL PRODUCTS, PULP AND PAPER AND CHEMICAL PRODUCTS. THAT TO ME REFLECTS THE UNDERLYING STRENGTH AND OPTIMISM ABOUT OUR ECONOMY IN THESE SECTORS INTO THE MEDIUM TERM.

IN SHORT, THESE ARE ALL HOPEFUL INDICATIONS. BUT ONE MUST ALSO ADMIT THAT ACCOMPANYING THESE TRENDS ARE SOME MORE DISTURBING SIGNS. RECENT ECONOMIC PERFORMANCE HAS BEEN LIKE A ROLLER-COASTER. VERY STRONG QUARTERS ARE FOLLOWED BY EQUALLY WEAK ONES AND THE NET RESULT IS CONSIDERABLE UNCERTAINTY ABOUT DIRECTION. THE ECONOMY IS SUFFERING FROM ITS HIGHEST ANNUAL RATE OF INFLATION IN OVER 30 YEARS. DOMESTIC INTEREST RATES ARE AT RECORD HIGHS AND THE CANADIAN DOLLAR IS UNDER HEAVY SELLING PRESSURE IN INTERNATIONAL MARKETS.

IN THE MIDST OF THIS DOMESTIC UNCERTAINTY, THERE IS UNCERTAINTY AND CONCERN IN THE INTERNATIONAL ECONOMY AS WELL. THE WORLD ECONOMY HAS SUBSTANTIALLY SLOWED ITS PACE OF ECONOMIC GROWTH. UNEMPLOYMENT IS RISING IN MANY INDUSTRIAL COUNTRIES - IN GREAT BRITAIN, FOR EXAMPLE, TO ALARMING AND SOCIALLY DISRUPTIVE LEVELS. YET STILL THE MATURE INDUSTRIAL NATIONS ARE PLAGUED BY HIGH INFLATION AND HIGH INTEREST RATES. IN THESE CONDITIONS THERE MUST ALWAYS BE CONCERN ABOUT NASCENT PROTECTIONISM.

IN SHORT, MR. CHAIRMAN, WHEN CONSIDERING THE ECONOMY OF THE 1980'S, I THINK WE CAN ALL AGREE THAT THERE IS AN EXTENSIVE AGENDA FOR EFFECTIVE AND RESPONSIBLE GOVERNMENT ACTION. THERE IS ONE ISSUE, HOWEVER, THAT I REGARD, ABOVE ALL OTHERS, AS THE FIRST PRIORITY FOR GOVERNMENT ACTION IN THE ECONOMY.

ALL OF US WHO WISH TO PRESERVE OUR FREE ENTERPRISE ECONOMY AND THE SOCIAL FABRIC OF OUR COMMUNITY, MUST COME TO GRIPS WITH THE URGENT AND THREATENING REALITY THAT, AS A

NATION, WE ARE NOT WINNING THE WAR AGAINST INFLATION. THE URGENCY OF OUR CURRENT SITUATION IS MEASURED IN THE MOST RECENT INFLATION STATISTICS. THEY SHOW THAT OVER THE PAST TWELVE MONTHS, CONSUMER PRICES IN CANADA HAVE RISEN BY ALMOST 13 PER CENT. THIS IS THE WORST SUCH PERIOD OF INFLATION SUFFERED BY CANADIANS IN OVER 30 YEARS.

IN THE FACE OF SUCH PRICE INCREASES, I AM CONFIDENT THAT WE CAN ALL AGREE TO GIVE THE HIGHEST PRIORITY TO SOLVING THIS PROBLEM. INFLATION IS NOT A REGIONAL PROBLEM. ITS EFFECTS ARE FELT EVERYWHERE IN CANADA. AND BY EVERY CANADIAN. THE RATE OF INCREASE IN CONSUMER PRICES OVER THE PAST YEAR IN ST. JOHN'S HAS BEEN 13.9 PER CENT, IN MONTREAL 12.8 PER CENT, IN TORONTO 12.9 PER CENT, IN EDMONTON 13.1 PER CENT, AND IN VANCOUVER 14.3 PER CENT. THE IMPLICATIONS OF THESE NUMBERS, FOR ALL OF US, ARE FRIGHTENING.

THERE ISN'T A HOUSEHOLD IN THE COUNTRY THAT HASN'T BEEN DISMAYED BY THE LARGE INCREASES IN FOOD PRICES. OVER THE PAST

TWELVE MONTHS, FOR EXAMPLE, FOOD PRICES HAVE INCREASED BY 12.9 PER CENT IN EDMONTON AND 13.4 PER CENT IN TORONTO. THE NUMBERS ARE AS SHOCKING IN OTHER MAJOR CENTRES. AT THE SAME TIME, THE COST OF PROVIDING SHELTER TO A FAMILY HAS RISEN BY 12.2 PER CENT IN ST. JOHN'S, 15.5 PER CENT IN VANCOUVER AND 10.6 PER CENT IN TORONTO.

THESE HUGE INCREASES IN THE PRICE OF THE BASIC ESSENTIALS OF LIFE ARE ULTIMATELY DESTRUCTIVE OF THE SOCIAL FABRIC OF EACH OF OUR COMMUNITIES AND INDEED OF THE COUNTRY. THEY BREED ANXIETY. THEY ALSO GENERATE EXPECTATIONS OF MORE INFLATION TO COME; IN TURN, THESE INFLATIONARY EXPECTATIONS DISTORT INDIVIDUAL DECISIONS, AND OFTEN RESULT IN ACTIONS THAT LEAD TO THE SELF-FULFILLING PROPHECY OF A WAGE-PRICE SPIRAL.

INDEED I AM GRAVELY CONCERNED THAT EXPECTATIONS OF HIGH AND EVER RISING INFLATION WILL BECOME DEEPLY EMBEDDED IN THE MINDS OF WORKERS, BUSINESSMEN AND HOUSEHOLDS. ALREADY THERE IS GROWING UNANIMITY IN THE COUNTRY ABOUT THE PROSPECTS

FOR HIGHER INFLATION. THE ECONOMIC COUNCIL OF CANADA RECENTLY REVISED UPWARDS ITS MEDIUM TERM FORECAST OF INFLATION IN CANADA. CANADIANS ARE BEING TOLD BY ONE OF THE MOST PROMINENT INSTITUTIONS OF ECONOMIC ANALYSIS IN THE COUNTRY THAT THEY CAN EXPECT DOUBLE-DIGIT INFLATION EACH YEAR FOR AT LEAST SIX MORE YEARS.

SURELY THAT IS NOT AN ACCEPTABLE OR TOLERABLE SCENARIO FOR THE ECONOMY AND FOR CANADIANS. THE COSTS ARE SIMPLY TOO HIGH. INFLATION UNDERMINES OUR PRODUCTIVE POTENTIAL. IT COSTS US JOBS AND INCOME. IT CAN DESTROY OUR INTERNATIONAL COMPETITIVE POSITION. INDEED, THIS HAPPENED WITH DEVASTATING CONSEQUENCES IN THE MID 1970'S.

AGAIN CURRENTLY THERE IS GROWING CAUSE FOR CONCERN THAT CANADIAN WAGE AND SALARY INCREASES ARE BEGINNING TO RISE MORE RAPIDLY THAN THOSE IN THE UNITED STATES. MOREOVER, UNIT COSTS IN CANADA ARE NO LONGER IMPROVING RELATIVE TO THOSE IN THE UNITED STATES.

IF THESE EARLY SIGNALS POINT TO A SIGNIFICANT CHANGE IN TREND, THEN WE ARE IN SERIOUS TROUBLE. OUR INDUSTRIES WILL BECOME UNCOMPETITIVE BOTH AT HOME AND ABROAD, AND UNEMPLOYMENT WILL RESULT. ULTIMATELY WE WILL SUFFER BOTH HIGHER INFLATION AND FEWER JOBS.

SIMILARLY, INFLATION DISCOURAGES PRODUCTIVE INVESTMENT THROUGH A NUMBER OF ROUTES. THE CORPORATE TAX SYSTEM BECOMES MORE ONEROUS AND THIS REDUCES BUSINESS CAPITAL FORMATION. MOREOVER, ENTREPRENEURS ARE ENCOURAGED TO ENGAGE IN SHORT-TERM INVESTMENTS WITH FAST PAYBACKS RATHER THAN INVESTING IN STRATEGIC LONG-TERM CAPITAL PROJECTS THAT ARE ESSENTIAL FOR SUSTAINED ECONOMIC GROWTH. UNCERTAINTY FUELS SPECULATIVE DEALINGS IN SUCH AREAS AS ARTIFACTS, PRECIOUS METALS AND REAL ESTATE. IT ALSO PROMOTES EXCESSIVE ATTENTION TO TAKEOVERS. ALL OF THESE ACTIVITIES DIVERT BUSINESS ACUMEN AND CAPITAL INVESTMENT FROM MORE PRODUCTIVE EMPLOYMENT IN THE CREATION OF NEW PLANT AND EQUIPMENT.

THE COLLECTIVE BARGAINING CLIMATE ALSO DETERIORATES IN CIRCUMSTANCES OF HIGH AND VARIABLE RATES OF INFLATION. THE NUMBER OF MAN-DAYS LOST IN STRIKES AND LOCK-OUTS INCREASES, AND RANCOUR AND MISTRUST REDUCE PRODUCTIVITY IN THE WORK PLACE. EVEN OUR INTERNATIONAL REPUTATION SUFFERS AS A STABLE AND RELIABLE SUPPLIER OF GOODS AND A REWARDING LOCATION FOR FOREIGN INVESTORS IN NEW CANADIAN VENTURES.

IN THESE WAYS INFLATION REDUCES OUR TOTAL OUTPUT AND ROBS US OF INCOME AND OF OUR SENSE OF SECURITY. INFLATION IS ALSO A DISEASE THAT HAS NO ELEMENT OF SOCIAL EQUITY. IT TAKES REAL INCOME FROM THOSE WHO HAVE NO ABILITY OR MARKET POWER TO PROTECT THEMSELVES. THE POWERFUL, FOR A TIME, MAY GAIN FROM INFLATION. IN THE LONG-RUN, HOWEVER, BECAUSE INFLATION UNDERMINES OUR PRODUCTIVE POTENTIAL AND OUR SOCIAL AND POLITICAL CONSENSUS, EVEN THEY LOSE. INDEED, ULTIMATELY WE ALL STAND TO LOSE.

THERE IS OF COURSE A RELATED PROBLEM TO INFLATION. CANADIAN INTEREST RATES ARE UNACCEPTABLY HIGH. IN FACT, THEY ARE NOW AT RECORD LEVELS. THE EFFECTS ON THOSE WHO MUST REFINANCE THEIR HOMES ARE CRUSHING. OVER THE PAST 12 MONTHS, THE RISE IN MORTGAGE INTEREST PAYMENTS FOR AN AVERAGE HOMEOWNER IN VANCOUVER COST AN EXTRA \$345 A MONTH, IN EDMONTON, \$307, IN TORONTO ANOTHER \$319 AND IN HALIFAX, \$240.

SMALL BUSINESSMEN AND FARMERS ARE STAGGERING UNDER THE WEIGHT OF HEAVY DEBT REPAYMENT SCHEDULES. BUSINESS FAILURES IN CANADA ARE UP 16.9 PER CENT IN THE FIRST SIX MONTHS OF THIS YEAR OVER THE SAME PERIOD IN 1980. MOREOVER, THE EFFECTS ARE FELT RIGHT ACROSS THE COUNTRY. BUSINESS FAILURES WERE UP 44.7 PER CENT IN ALBERTA, 71.2 PER CENT IN SASKATCHEWAN AND 133.3 PER CENT IN NEW BRUNSWICK. SO FAR, ONTARIO HAS BEEN SPARED SOMEWHAT WITH AN INCREASE OF ONLY 7.9 PER CENT, BUT CLEARLY THIS CANNOT PERSIST IN THESE CONDITIONS. IN SHORT, EXPECTATIONS OF INFLATION AND HIGH INTEREST RATES ARE THE TWIN SYMPTOMS OF THE SAME DISEASE.

I AM CONVINCED THAT INFLATION, AT ITS ROOTS, REFLECTS THE FACT THAT WE DO NOT HAVE SUFFICIENT ECONOMIC GROWTH TO BE ABLE TO SATISFY THE EXPECTATIONS OF REAL INCOME GROWTH OF ALL MEMBERS OF OUR COMMUNITY. WE HAVE TO CREATE MORE INCOME AND MORE WEALTH AND OUR EMPHASIS MUST BE ON INCREASING GROWTH THROUGH INCREASING PRODUCTIVITY.

OVER THE PAST DECADE, CANADA HAS HAD, AND WILL CONTINUE TO HAVE IN THE NEAR FUTURE, ONE OF THE FASTEST GROWING LABOUR FORCES IN THE INDUSTRIALIZED WORLD. OUR LABOUR FORCE IS STILL RELATIVELY YOUNG. THEY HAVE HIGH EXPECTATIONS FOR THEIR MATERIAL SUCCESS. THEY ALSO HAVE HIGH REQUIREMENTS BECAUSE MANY ARE AT THE CRUCIAL STAGES OF FAMILY FORMATION. TO MEET THESE ASPIRATIONS AND LEGITIMATE NEEDS, WE MUST HAVE RAPID AND MASSIVE NEW CAPITAL FORMATION TO EQUIP EACH NEW WORKER WITH THE SAME KIND OF OPPORTUNITIES FOR REAL INCOME GAINS THAT WORKERS OF A DECADE OR TWO AGO RECEIVED.

WHILE OUR ACHIEVEMENTS HAVE BEEN REMARKABLE, WE HAVE NOT BEEN ABLE TO LIVE UP TO THAT STANDARD. PRODUCTIVITY GROWTH HAS FALLEN SHARPLY. IN MY VIEW, THIS FACT HAS CONTRIBUTED MUCH TO OUR CURRENT INFLATION PROBLEM. PRODUCTIVITY GROWTH, BY SATISFYING OUR EXPECTATIONS FOR REAL IMPROVEMENTS IN OUR LIVING STANDARDS, ELIMINATES THE SOCIAL AND ECONOMIC WASTE INVOLVED IN AN INFLATIONARY SCRAMBLE FOR A LARGER SHARE OF A SLOWLY GROWING ECONOMY. IN OTHER WORDS, A FOCUS ON ECONOMIC GROWTH, NOT ONLY ALLOWS A RISING REAL STANDARD OF LIVING BUT ALSO YIELDS THE CRUCIAL SOCIAL DIVIDEND OF CHECKING INFLATION.

GROWTH IN THE PRODUCTIVE POTENTIAL OF EACH WORKER IN OUR ECONOMY HAS ANOTHER SOCIAL DIVIDEND. IT NOT ONLY CAN PROVIDE FOR AN INCREASING REAL STANDARD OF LIVING FOR CANADIAN FAMILIES, BUT ALSO WILL PROVIDE THE MEANS TO AUGMENT OUR SOCIAL PROGRAMS, RESPOND TO NEW COMMUNITY NEEDS, AND TO CARRY OUT OUR COLLECTIVE RESPONSIBILITIES TO ALL REGIONS OF THIS NATION. IN SHORT, PRODUCTIVITY GROWTH IN THE 1980'S, IN THESE TERMS, IS AN INDIVIDUAL, SOCIAL AND NATIONAL IMPERATIVE.

YET HERE WE REACH A QUANDARY IN OUR CURRENT BATTLE AGAINST INFLATION. WHAT DO WE ATTACK? DO WE ATTACK THE ETHIC OF HIGH EXPECTATIONS OF IMPROVEMENT IN OUR STANDARD OF LIVING; OR DO WE TRY TO PROVIDE THE MEANS BY WHICH THESE EXPECTATIONS CAN BE REALIZED IN A NON-INFLATIONARY WAY.

THE ANSWERS, OF COURSE, ARE NOT SIMPLE. AND, IN PART, WE MUST TAKE BOTH APPROACHES. WE MUST APPEAL FOR MODERATED EXPECTATIONS OF CONSUMPTION IN THE SHORT-RUN WHILE WE CAN INVEST AND PUT INTO PLACE THE CAPITAL, TECHNOLOGY AND SKILLS NEEDED TO GENERATE HIGHER INCOMES IN THE FUTURE. THE ROAD IS NOT EASY. IN REAL LIFE, AS IN ECONOMICS, THERE IS NO SUCH THING AS A FREE LUNCH. WE CANNOT HAVE MORE CONSUMPTION NOW AND IN THE FUTURE. WE MUST SAVE AND INVEST IN ORDER TO HAVE MORE LATER.

BUT HOW WE GET THESE BASIC MESSAGES ACROSS TO CANADIANS GOES TO THE VERY HEART OF THE CURRENT DEBATE OVER ANTI-INFLATION POLICY. MUST WE LEARN RESTRAINT THE HARD WAY,

THROUGH CRUSHINGLY HIGH INTEREST RATES, REDUCED SALES AND OUTPUT AND INCREASING UNEMPLOYMENT? AND HOW LONG MUST WE LIVE WITH THESE BURDENS IN ORDER TO MAKE SERIOUS HEADWAY AGAINST INFLATION? CAN OUR SOCIAL STRUCTURE, OUR FAMILY STRUCTURE AND OUR POLITICAL INSTITUTIONS WITHSTAND THE STRAIN OF A PROLONGED PERIOD OF BOTH HIGH INFLATION AND HIGH UNEMPLOYMENT? MOREOVER, IF INFLATION IS BAD BECAUSE IT IS INEQUITABLE, IS IT NOT ESSENTIAL THAT THE SOLUTIONS BE EQUITABLE IN THEIR IMPACT?

TO ME, TO ASK THESE QUESTIONS IS REALLY TO PROVIDE THE ANSWERS. I CANNOT BELIEVE THAT THE ONLY EFFECTIVE ANTI-INFLATION POLICIES ARE THOSE THAT CAUSE PAIN AND INDIVIDUAL SUFFERING. I AM NOT SUGGESTING THAT WE DO NOT NEED INDIVIDUAL AND COLLECTIVE DISCIPLINE. INDEED, AS I HAVE SAID, THERE ARE NO EASY OPTIONS. BUT THAT IS DIFFERENT SURELY THAN TO SAY THE ONLY WAY TO ENCOURAGE THAT DISCIPLINE IS THROUGH A PROLONGED PERIOD OF UNEMPLOYMENT, SOCIAL WASTE AND ECONOMIC UNCERTAINTY. WE NEED ONLY LOOK TO OTHER NATIONS WHO HAVE FOLLOWED THIS ROUTE TO DEMONSTRATE ITS DANGERS.

INDEED, SUCH DRACONIAN MEASURES WORK AGAINST OUR SUCCESS IN THE LONGER TERM IF, AS I MAINTAIN, GREATER PRODUCTIVITY GROWTH IS OUR ECONOMIC SALVATION. HIGH REAL INTEREST RATES AND WEAK CONSUMER DEMAND DISCOURAGES INVESTMENT AND UNDERMINES OUR AGRICULTURAL PRODUCTION. SURELY, IF ANYTHING, THIS IS A RECIPE FOR FUTURE INFLATION. IT MAY, TO SOME, SOUND PARADOXICAL, BUT I AM CONVINCED THAT AN EFFECTIVE ANTI-INFLATION STRATEGY MUST ULTIMATELY BE FOUND IN A PRO-GROWTH STRATEGY.

LET ME, THEREFORE, OUTLINE WHAT I BELIEVE SHOULD BE THE BASIC PRINCIPLES OF AN ANTI-INFLATION STRATEGY FOR CANADA. THEY ARE PRINCIPLES THAT, I AM SURE, WILL FIND WIDE SUPPORT THROUGHOUT THE NATION. AND THAT I HOPE WILL FIND IMMEDIATE ENDORSEMENT IN THIS ROOM.

FIRST, OUR ANTI-INFLATION STRATEGY MUST FOCUS ON PROMOTING EMPLOYMENT AND ECONOMIC GROWTH THROUGH PRODUCTIVITY INCREASE. WE MUST TRY TO MEET THE EXPECTATIONS

OF CANADIANS FOR IMPROVEMENTS IN THEIR STANDARD OF LIVING AND, AT A MINIMUM, THE AVOIDANCE OF A DECLINE IN THOSE STANDARDS.

SECOND, OUR STRATEGY TO CONTAIN INFLATIONARY EXPECTATIONS IN THE SHORT-RUN MUST NOT, THROUGH INCREASED UNEMPLOYMENT, REDUCED INVESTMENT OR REDUCED AGRICULTURAL OUTPUT, EXACERBATE OUR LONG-RUN INFLATION PICTURE.

THIRD, OUR STRATEGY MUST ASSURE ALL CANADIANS THAT THE FIGHT AGAINST INFLATION WILL NOT BE BORNE ONLY BY THE UNLUCKY FEW, BUT THAT IT IS A COLLECTIVE FIGHT FOR THE COMMON GOOD.

FOURTH, WE MUST ENSURE THAT OUR PROGRAM IS CONSISTENT WITH THE PRESERVATION OF THE MAXIMUM FREEDOM AND INCENTIVE FOR ENTERPRISE, INDIVIDUAL EFFORT AND THE OPERATION OF THE PRIVATE MARKET PLACE.

FIFTH, OUR ANTI-INFLATION STRATEGY MUST BE A NATIONAL STRATEGY.

SIXTH, THE INSTRUMENTS OF PUBLIC POLICY THAT WE USE IN THE FIGHT AGAINST INFLATION MUST BE SEEN AS A COHERENT PART OF A LARGER SET OF ECONOMIC POLICY INITIATIVES IN OUR LABOUR MARKETS, OUR CAPITAL MARKETS, IN OUR INTERNATIONAL TRADE, AND IN THE EFFICIENT OPERATION OF GOVERNMENT TO EXPLOIT THE MAXIMUM OPPORTUNITY OF OUR ECONOMY.

THESE ARE THE BASIC PRINCIPLES THAT SHOULD INFORM OUR ANTI-INFLATION STRATEGY. THAT STRATEGY, IN MY VIEW, SHOULD CONTAIN A PACKAGE OF SPECIFIC INITIATIVES. I WOULD BE REMISS IN THIS REGARD, HOWEVER, IF I DID NOT TAKE THE OPPORTUNITY TO POINT OUT THAT A NUMBER OF SPECIFIC ALTERNATIVE ANTI-INFLATION OPTIONS ALREADY HAVE BEEN PUT FORWARD. MOST OF THE FOLLOWING HAVE BEEN RECEIVING INCREASING PUBLIC SCRUTINY OVER THE PAST SEVERAL MONTHS:

- . A NATIONAL PROGRAM OF VOLUNTARY WAGE AND PRICE GUIDELINES;
- . A TEMPORARY WAGE AND PRICE FREEZE;

- . A RETURN TO THE FULL WAGE AND PROFIT CONTROL PROGRAM OF 1975 THROUGH 1978; AND
- . A TAX ON INFLATIONARY INCOME INCREASES, OPERATED THROUGH EITHER THE CORPORATE INCOME TAX SYSTEM OR THE PERSONAL INCOME TAX SYSTEM.

LET ME MAKE ABSOLUTELY CLEAR THAT NONE OF THESE PROGRAMS, IN MY OPINION, IS AN ALTERNATIVE TO A FULL-SCALE, NATIONAL ASSAULT ON INCREASING PRODUCTIVITY. MOREOVER, NONE IS A SUBSTITUTE FOR EFFECTIVE CONTROL OVER GOVERNMENT EXPENDITURE, AND A REDUCTION IN BUDGETARY DEFICITS. INDEED, WHETHER WE NEED ANY OF THE MORE SEVERE FORMS OF INCOMES POLICIES TO CONTAIN AN INFLATIONARY SPIRAL IN CANADA IS STILL, IN MY VIEW, A MATTER FOR PUBLIC DEBATE.

NONETHELESS, THESE OPTIONS ARE CLEARLY ON THE PUBLIC AGENDA. MOREOVER, WE MUST RECOGNIZE THAT INFLATION, LIKE POLLUTION, IS A COLLECTIVE PROBLEM THAT MUST BE SOLVED BY EFFECTIVE GOVERNMENT ACTION. THAT ACTION MUST BE BASED ON A NATIONAL CONSENSUS. AND THAT CONSENSUS CAN ONLY BE ACHIEVED IF CANADIANS ARE REASSURED THAT THERE ARE NO FREE-RIDERS IN THIS FIGHT; WE ALL PAY BECAUSE WE ALL GAIN FROM VICTORY.

IN MY VIEW, INTEREST RATE, EXCHANGE RATE, MONETARY AND INCOMES POLICIES ARE ALL MATTERS OF FEDERAL RESPONSIBILITY. THEY ARE NATIONAL POLICIES, WITH NATIONAL CONSEQUENCES. OBVIOUSLY, AS PROVINCIAL LEADERS, WE HAVE OUR OWN VIEWS. WE SHOULD BE CONSULTED AND WE SHOULD MAKE OUR VIEWS KNOWN. BUT THE RESPONSIBILITY FOR LEADERSHIP IS CLEARLY IN THE HANDS OF THE FEDERAL GOVERNMENT.

LET ME RETURN, HOWEVER, TO ANOTHER ISSUE THAT I THINK IS OF EQUAL IMPORTANCE IN OUR CURRENT BATTLE WITH INFLATION. NEEDLESS TO SAY, ALL OF US ARE DEEPLY CONCERNED ABOUT HIGH INTEREST RATES. IN PART THESE HIGH RATES REFLECT EXPECTATIONS OF HIGH INFLATION. HOWEVER, THEY ALSO REFLECT A HIGH LEVEL OF GENERAL UNCERTAINTY ABOUT OUR ECONOMIC FUTURE, AND THE FEDERAL GOVERNMENT'S ECONOMIC PROGRAM.

FOR EXAMPLE, OUR PROBLEMS WITH THE INTERNATIONAL VALUE OF THE CANADIAN DOLLAR REFLECT THE GROWING UNEASINESS IN THE

INTERNATIONAL COMMUNITY. AND PARTICULARLY IN THE UNITED STATES, ABOUT HOW WE TREAT FOREIGN INVESTORS IN THIS COUNTRY. I WANT TO GO ON RECORD AS SAYING THAT RESPONSIBLE FOREIGN INVESTMENT IS WELCOME IN ONTARIO, AND THAT FOREIGN INVESTORS WILL NOT BE TREATED IN AN UNFAIR WAY. IT SEEMS TO ME THAT IT IS TIME FOR THE FEDERAL GOVERNMENT AND ITS FOREIGN INVESTMENT REVIEW AGENCY TO DO LIKEWISE. RESTORATION OF FOREIGN CONFIDENCE IN THE CANADIAN ECONOMY WOULD GO A LONG WAY TO RESTORING THE STRENGTH OF THE DOLLAR AND ALLOWING AN EASING OF INTEREST RATE POLICY.

I AM PARTICULARLY CONCERNED ABOUT ANY DETERIORATION IN OUR FRIENDLY RELATIONS WITH THE UNITED STATES. AMERICAN CAPITAL AND AMERICAN KNOW-HOW HAVE CONTRIBUTED IMMENSELY TO THE ECONOMIC DEVELOPMENT OF CANADA. INDEED, IT HAS BEEN TO OUR MUTUAL BENEFIT. SO TOO, HAS BEEN THE HUGE AND LARGELY FREE FLOW OF TRADE BETWEEN OUR TWO COUNTRIES. I THINK IT IS TIME THAT WE REASSURED OUR AMERICAN NEIGHBOURS THAT WE WANT THESE BASIC ECONOMIC INTER-RELATIONSHIPS TO CONTINUE AND,

INDEED, TO FLOURISH. WE NOT ONLY SHARE A CONTINENT WITH THE UNITED STATES, WE SHARE AN ECONOMY. THERE SHOULD BE NO UNCERTAINTY ABOUT OUR MUTUAL RECOGNITION AND ACCEPTANCE OF THAT FACT.

AT HOME, LET ME EMPHASIZE HOW IMPORTANT IT IS THAT WE DEVELOP A NATIONAL ECONOMIC PLAN FOR CANADA. THAT WE HAVE A PROGRAM THAT REFLECTS A SHARED CONSENSUS ON THE ISSUES AND ON THE PRIORITIES FOR ACTION. SUCH A PLAN IS, I BELIEVE, ABSOLUTELY ESSENTIAL. IT WOULD NOT ONLY RATIONALLY GUIDE OUR DECISIONS, IT WOULD REDUCE THE UNCERTAINTY THAT BESETS OUR PEOPLE AND OUR ECONOMY.

OUR GREAT NEIGHBOUR TO THE SOUTH HAS SUCH A PLAN. PRESIDENT REAGAN HAS UNVEILED A DETAILED ECONOMIC PROGRAM. IT HAS WIDESPREAD PUBLIC SUPPORT. IT IS A PROGRAM FOR ECONOMIC GROWTH AND REDUCED INFLATION.

WE NEED NOT ENDORSE THE DETAILS OF THE PRESIDENT'S PROGRAM. INDEED, THEY MAY NOT SUIT OUR OWN ECONOMIC OR

SOCIAL PRIORITIES. I AM NOT, FOR EXAMPLE, IN SUPPORT OF THE U.S. ADMINISTRATION'S RESORT TO EXTRAORDINARILY HIGH INTEREST RATES. AND, INDEED, I AM ON RECORD THAT OUR OWN FEDERAL GOVERNMENT SHOULD NOT BLINDLY FOLLOW THOSE U.S. RATES. YET WE CAN ENDORSE PRESIDENT REAGAN'S PLAN IN TERMS OF ITS PRIORITIES OF REDUCED INFLATION AND HIGHER ECONOMIC GROWTH. MOREOVER, WE CAN RECOGNIZE THE ENORMOUS HEAD START THAT A NATIONAL COMMITMENT TO SUCH A PLAN ENTAILS.

THE FEDERAL GOVERNMENT HAS SO FAR FAILED TO PRODUCE SUCH AN ECONOMIC DEVELOPMENT STRATEGY FOR CANADA. ACCORDINGLY, I THINK IT IS UP TO US, AS PROVINCIAL LEADERS, TO DEMONSTRATE THAT WE CAN FIND A MUTUALLY AGREED UPON NATIONAL ECONOMIC BLUEPRINT. BY DOING SO WE WOULD DISPEL THE ANXIETY, BOTH AT HOME AND ABROAD, THAT IS UNDERMINING OUR POTENTIAL FOR MUTUAL GROWTH.

I WILL NOT GO INTO ALL THE DETAILS HERE OF MY PERCEPTIONS OF SUCH A PROGRAM. BUT OBVIOUSLY THE MEGAPROJECTS IN ENERGY

AND RESOURCE DEVELOPMENT REPRESENT A COMMON AND UNIQUE OPPORTUNITY FOR CANADIANS IN EVERY PART OF THE COUNTRY. I BELIEVE THAT THROUGH PROVINCIAL COOPERATION WE CAN ESTABLISH A CANADIAN DOMESTIC MARKETING AGENCY TO ENSURE MAXIMUM PARTICIPATION BY PRIVATE CANADIAN BUSINESS IN THESE PROJECTS. MOREOVER, WE MUST CONTINUE TO DEVELOP OUR OPPORTUNITIES FOR IMPORT REPLACEMENT THROUGH MORE EFFECTIVE COORDINATION OF GOVERNMENT PROCUREMENT PROGRAMS. IN THIS REGARD, THE HEALTH PRODUCTS PROGRAM IS A GOOD EXAMPLE OF HARNESSING A COOPERATIVE INTERPROVINCIAL PROCESS.

IN THIS SAME VEIN, WE SHOULD CONTINUE TO STRESS TO CANADIANS THE IMPORTANCE OF BUYING CANADIAN, WHETHER IT BE AGRICULTURAL PRODUCE OR AUTOMOBILES. BY INDIVIDUAL CANADIANS VOLUNTARILY CURTAILING THEIR SPENDING ON IMPORTS, WE CAN PROVIDE CANADIAN PRODUCERS WITH THE OPPORTUNITY TO RESTRUCTURE THEIR ENTERPRISES AND TO ENTER NEW ENTERPRISES. THE JOBS AND INCOME THAT THIS WILL CREATE WILL BENEFIT EVERYONE.

THERE ARE NUMEROUS OTHER OPTIONS AND OPPORTUNITIES FOR PROVINCIAL COOPERATION IN ECONOMIC DEVELOPMENT. WE NEED NOT WAIT ON THE FEDERAL GOVERNMENT. MOREOVER, WE SHOULD NOT BE STAMPEDED BY FEDERAL DEMANDS, FOR EXAMPLE IN THE NEGOTIATION OF CHANGES IN ESTABLISHED PROGRAMS FINANCING OR IN PENSIONS, WHERE THESE DEMANDS DO NOT REFLECT CLEAR THINKING OR A VIABLE PLAN IN TERMS OF ECONOMIC DEVELOPMENT IN ALL REGIONS OF CANADA.

MY POINT, SIMPLY PUT, IS THAT WE HERE IN THIS ROOM MUST JOIN TOGETHER TO PRODUCE A PROGRAM OF ECONOMIC ACTION FOR CANADA. IN THIS ENDEAVOUR I WOULD HOPE, OF COURSE, THAT WE WOULD HAVE THE ACTIVE COOPERATION OF THE FEDERAL GOVERNMENT. THIS FALL WE CAN ALL HAVE THAT OPPORTUNITY. I URGE ALL OF YOU TO PARTICIPATE FULLY AND TO BRING FORWARD CONSTRUCTIVE PROPOSALS TO HELP GUIDE OUR ECONOMY AND OUR NATION THROUGH THE NEW AND CHALLENGING MONTHS AND YEARS AHEAD.

CA1
Z4
-C52

DOCUMENT: 850-18/006



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

*Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981*

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

*Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981*

ALLOCUTION DE L'HONORABLE WILLIAM G. DAVIS,
PREMIER MINISTRE DE L'ONTARIO

SUR

L'ETAT DE L'ECONOMIE

le 12 août 1981



MONSIEUR LE PRESIDENT, JE SUIS HEUREUX DE POUVOIR ABORDER LA QUESTION DE L'ECONOMIE CANADIENNE DEVANT MES HOMOLOGUES. LES CANADIENS ONT TOUJOURS ACCORDE UNE HAUTE PRIORITE A TOUT CE QUI TOUCHE NOTRE BIEN-ETRE ECONOMIQUE. CELA EST ATTRIBUABLE, POUR UNE LARGE PART, AU FAIT QUE NOTRE ECONOMIE EST A L'IMAGE DE NOTRE PAYS. DE BIEN DES FAÇONS, NOTRE ECONOMIE NATIONALE FAÇONNE NOS INSTITUTIONS POLITIQUES, SOCIALES ET CULTURELLES. L'HISTOIRE CANADIENNE EN OFFRE MAINTES PREUVES TOUT COMME, D'AILLEURS, LES EVENEMENTS DES DERNIERES ANNEES.

IL EST CERTAIN QUE SOUS PLUSIEURS ANGLES, LES CANADIENS PEUVENT CROIRE EN LEURS PRESPECTIVES D'AVENIR, QUI REPOSENT SUR NOTRE SITUATION AVANTAGEUSE AU CHAPITRE DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES, SUR NOTRE MAIN-D'OEUVRE HAUTEMENT INSTRUITE ET SUR LES POSSIBILITES ACCRUES CROISSANTES QUE NOUS OFFRENT NOTRE TECHNOLOGIE DE POINTE, NOS PRODUITS MANUFACTURES ET NOTRE COMMERCE INTERNATIONAL. PARALLELEMENT, TOUTEFOIS, IL SUFFIT DE JETER UN COUP D'OEIL AUX TITRES DES QUOTIDIENS POUR CONSTATER QU'AU COURS DES ANNEES 80, NOTRE CLIMAT ECONOMIQUE SERA REMPLI DE DIFFICULTES ET DE DEFIS. PAR EXEMPLE, NOUS SOMMES ENCORE AUX PRISES AVEC LES DEUX MAUX QUE SONT L'INFLATION ET LE CHOMAGE.

PAR CONSEQUENT, POUR QUE LES CANADIENS PUISSENT PROFITER DES PERSPECTIVES QUI S'ANNONCENT POUR LES ANNEES 80, LEURS GOUVERNEMENTS DEVRONT COLLABORER ET CHERCHER A S'ENTENDRE SUR LA FAÇON D'ABORDER LES PROBLEMES A VENIR. JE CROIS CEPENDANT QUE NOUS CONVENONS

D'EMBLEE DE NOTRE PRINCIPAL OBJECTIF, SOIT UNE CROISSANCE ECONOMIQUE SANS INFLATION.

LES PROBLEMES ECONOMIQUES ACTUELS PEUVENT FACILEMENT NOUS PORTER AU PESSIMISME. NEANMOINS, NOS REALISATIONS ECONOMIQUES AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS SONT REMARQUABLES. L'ECONOMIE CANADIENNE A DEMONTRE UNE VIGUEUR CONSIDERABLE. LE VOLUME DE PRODUCTION A ATTEINT UN TAUX DE CROISSANCE ANNUEL D'ENVIRON 4,1 POUR CENT AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE DE 1981, APRES UN BOND PRODIGIEUX DE 9,4 POUR CENT AU COURS DU TRIMESTRE PRECEDENT.

L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'EMPLOIS EST UN AUTRE SIGNE ENCOURAGEANT AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE 1981, 347 000 EMPLOIS ONT ETE CREES AU CANADA, COMPARATIVEMENT A 336 000 AU COURS DE LA MEME PERIODE L'AN DERNIER. JE ME REJOUIS TOUT PARTICULIEREMENT DE CE QUE L'ON A REALISE EN ONTARIO, OU JUSQU'A PRESENT CETTE ANNEE 123 000 EMPLOIS ONT ETE CREES COMPARATIVEMENT A 64 000 L'AN DERNIER PENDANT LE MEME SEMESTRE. IL EST D'AILLEURS HEUREUX QUE TOUTES LES REGIONS DU CANADA AIENT BENEFICIE DE CETTE RECENTE REPRISE.

LA VIGUEUR DES INVESTISSEMENTS EST EGALEMENT PROMETTEUSE. L'ACCROISSEMENT DES INVESTISSEMENTS EST UN ELEMENT D'UNE IMPORTANCE PARTICULIERE CAR IL PERMET DE Doter CHAQUE NOUVEAU TRAVAILLEUR DES OUTILS ET DES MACHINES NECESSAIRES POUR RELEVER LA PRODUCTIVITE DANS NOTRE ECONOMIE ET HAUSSER LE NIVEAU DE VIE VERITABLE DE CHACUN.

IL EST EGALEMENT DE BON AUGURE DE CONSTATER QUE SI L'INDUSTRIE CONSACRE TANT D'INVESTISSEMENTS A LA MACHINERIE ET A L'EQUIPEMENT, C'EST QU'ELLE RENOUVELLE SON OUTILLAGE POUR FAIRE UNE UTILISATION PLUS RATIONNELLE DE L'ENERGIE. LES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS EN CAPITAL CONSTITUENT EN OUTRE LA MEILLEURE FAÇON D'ADOPTER DE NOUVELLES TECHNIQUES ET D'AMELIORER LE RENDEMENT DANS L'ECONOMIE.

ON CONSTATE D'AILLEURS QUE LES SECTEURS MANUFACTURIERS LES PLUS ACTIFS SUR LE PLAN DES INVESTISSEMENTS SONT CEUX DU MATERIEL DE TRANSPORT ET DES RESSOURCES COMME LE PETROLE, LA HOUILLE, LES PATES ET PAPIERS ET LES PRODUITS CHIMIQUES. A MES YEUX, CELA REVELE LA VIGUEUR ET L'OPTIMISME QUI CARACTERISENT A MOYEN TERME CES SECTEURS DE NOTRE ECONOMIE.

BREF, TOUS CES INDICES SONT ENCOURAGEANTS. TOUTEFOIS, IL FAUT ADMETTRE QU'UN NOMBRE CROISSANT DE PHENOMENES INQUIETANTS ACCOMPAGNENT CES TENDANCES. LE RENDEMENT DE L'ECONOMIE A CONNU RECEMMENT DES HAUTS ET DES BAS. DES TRIMESTRES FORTS SONT SUIVIS DE PERIODES DE FAIBLESSE, CE QUI SUSCITE EN FIN DE COMPTE BEAUCOUP D'INCERTITUDE QUANT AUX MOUVEMENTS A VENIR. L'ECONOMIE CONNAIT SON TAUX D'INFLATION ANNUEL LE PLUS ELEVE DES TRENTE DERNIERES ANNEES. LES TAUX D'INTERETS AU PAYS ATTEIGNENT DES RECORDS, ET LE DOLLAR CANADIEN FAIT L'OBJET DE PRESSIONS A LA VENTE CONSTANTES SUR LES MARCHES INTERNATIONAUX.

OUTRE CETTE IMPREVISIBILITE A L'ECHELLE NATIONALE, L'ECONOMIE INTERNATIONALE SUSCITE ELLE AUSSI DE L'INCERTITUDE ET DES CRAINTES. LE RYTHME DE CROISSANCE DE L'ECONOMIE MONDIALE A CONSIDERABLEMENT RALENTI. LE CHOMAGE ATTEINT DES TAUX ALARMANTS, ET MEME DANGEREUX SUR LE PLAN SOCIAL, DANS DE NOMBREUX PAYS INDUSTRIALISES, COMME PAR EXEMPLE EN GRANDE-BRETAGNE. ET POURTANT, LES PAYS LES PLUS INDUSTRIALISES SONT AFFLIGES PAR DES TAUX D'INFLATION ET D'INTERETS ELEVES. DANS CE CONTEXTE IL FAUT TOUJOURS CRAINDRE L'EVEIL DU PROTECTIONNISME.

BREF, MONSIEUR LE PRESIDENT, NOUS CONVIENDRONS TOUS, JE CROIS, QUE LA SITUATION ECONOMIQUE AU COURS DES ANNEES 80 EXIGERA DE NOMBREUSES INTERVENTIONS DECISIVES ET REFLECHIES DE LA PART DES GOUVERNEMENTS. TOUTEFOIS, IL Y A UN ASPECT DE LA QUESTION QUI DOIT SE SITUER, SELON MOI, AU SOMMET DE LA LISTE DE PRIORITES QUI GUIDE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIERE ECONOMIQUE.

TOUS CEUX D'ENTRE NOUS QUI DESIRENT PRESERVER NOTRE SYSTEME DE LIBRE ENTREPRISE AINSI QUE NOTRE STRUCTURE SOCIALE DOIVENT PRENDRE CONSCIENCE DU FAIT IMMEDIAT ET DANGEREUX QUE NOTRE PAYS N'EST PAS EN VOIE DE GAGNER LA GUERRE CONTRE L'INFLATION. LES PLUS RECENTES STATISTIQUES SUR L'INFLATION REVELENT L'URGENCE DE LA SITUATION ACTUELLE. ELLES NOUS APPRENNENT QU'AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS, LES PRIX A LA CONSOMMATION AU CANADA ONT AUGMENTE D'ENVIRON 13 POUR CENT. IL S'AGIT LA DE LA PIRE PERIODE D'INFLATION DE DOUZE MOIS QU'AIENT SUBIE LES CANADIENS AU COURS DES TRENTE DERNIERE ANNEES.

DEVANT PAREILLE AUGMENTATION DES PRIX, JE SUIS SUR QUE NOUS CONVIENDRONS TOUS D'ACCORDER LA PRIORITE ABSOLUE A LA RESOLUTION DE CE PROBLEME. L'INFLATION N'EST PAS UN PHENOMENE REGIONAL. SES EFFETS SE MANIFESTENT PARTOUT AU CANADA, ET TOUS LES CANADIENS LES RESSENTENT. LE TAUX D'AUGMENTATION DES PRIX A LA CONSOMMATION, AU COURS DE LA DERNIERE ANNEE, A ETE DE 13,9 POUR CENT A SAINT-JEAN (TERRE-NEUVE), DE 12,9 POUR CENT A EDMONTON ET DE 14,3 POUR CENT A VANCOUVER. CES CHIFFRES ONT DE QUOI NOUS EFFRAYER TOUS.

AUCUN FOYER AU PAYS N'A PAS ETE CONSTERNE PAR L'AUGMENTATION PHENOMENALE DU PRIX DE L'ALIMENTATION. AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS, PAR EXEMPLE, LES PRIX DES ALIMENTS ONT AUGMENTE DE 12,9 POUR CENT A EDMONTON ET DE 13,4 POUR CENT A TORONTO. LES CHIFFRES SONT TOUT AUSSI RENVERSANTS DANS D'AUTRES GRANDES VILLES. AU COURS DE LA MEME PERIODE, LE COUT DU LOGEMENT POUR UNE FAMILLE S'EST ACCRU DE 12,2 POUR CENT A SAINT-JEAN (TERRE-NEUVE), DE 16,5 POUR CENT A VANCOUVER ET DE 10,6 POUR CENT A TORONTO.

CES AUGMENTATIONS ENORMES DU PRIX DES ARTICLES ESSENTIELS FINIRONT PAR DETRUIRE LA STRUCTURE SOCIALE DE CHAQUE LOCALITE, ET MEME DU PAYS. ELLES PROVOQUENT L'ANGOISSE ET CONDITIONNENT LES ESPRITS A L'INFLATION, FAUSSANT DU MEME COUP LE JUGEMENT DES INDIVIDUS ET PROVOQUANT SOUVENT DES GESTES QUI NOUS ENTRAINENT DANS LE CERCLE VICIEUX DE LA SPIRALE SALAIRES-PRIX.

JE CRAINS SERIEUSEMENT QUE LA CERTITUDE D'UNE INFLATION RAPIDE ET TOUJOURS CROISSANTE NE DEVIENNE PROFONDEMENT ENRACINEE DANS L'ESPRIT DES TRAVAILLEURS, DES HOMMES D'AFFAIRES ET DES MENAGES. DEJA, LA PERSPECTIVE D'UN TAUX D'INFLATION PLUS ELEVE FAIT DE PLUS EN PLUS L'UNANIMITE AU PAYS. LE CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA A RECEMMENT REVISE A LA HAUSSE SES PREVISIONS DE L'INFLATION A MOYEN TERME AU CANADA. UN DES ETABLISSEMENTS LES PLUS EN VUE AU PAYS EN MATIERE D'ANALYSE ECONOMIQUE AVERTIT LES CANADIENS QU'ILS DOIVENT S'ATTENDRE A UN TAUX D'INFLATION SUPERIEUR A DIX POUR CENT PENDANT AU MOINS SIX ANNEES ENCORE.

VOILA QUI SERAIT INACCEPTABLE ET INTOLERABLE POUR L'ECONOMIE ET POUR LES CANADIENS. LES COUTS SONT TOUT SIMPLEMENT TROP ELEVES, ET L'INFLATION GRUGE NOTRE CAPACITE DE PRODUCTION ET NOUS PRIVE D'EMPLOIS ET DE REVENUS. ELLE PEUT DETRUIRE NOTRE POSITION CONCURRENTIELLE A L'ECHELLE INTERNATIONALE, COMME CELA S'EST PRODUIT AU MILIEU DES ANNEES 70 AVEC LES CONSEQUENCES DESASTREUSES QUE L'ON SAIT.

IL Y A EGALEMENT LIEU DE S'INQUIETER DE PLUS EN PLUS A L'HEURE ACTUELLE DU FAIT QUE LES TRAITEMENTS ET LES SALAIRES AUGMENTENT PLUS RAPIDEMENT AU CANADA QU'AUX ETATS-UNIS. QUI PLUS EST, LES COUTS UNITAIRES DE PRODUCTION AU CANADA ONT Cesse DE S'AMELIORER PAR RAPPORT A CEUX DES ETATS-UNIS.

S'IL S'AGIT LA DE SIGNES PRECURSEURS D'UN CHANGEMENT D'ORIENTAT MAJEUR, NOUS AVONS DE GRAVES ENNUIS. NOS INDUSTRIES NE POURRONT

SOUTENIR LA CONCURRENCE NI AU PAYS, NI A L'ETRANGER, CE QUI ENGENDRERA DU CHOMAGE. EN FIN DE COMPTE, CELA SIGNIFIERA DES TAUX D'INFLATION PLUS ELEVES ET MOINS D'EMPLOIS.

PAR AILLEURS, L'INFLATION DECOURAGE DE PLUSIEURS FACONS LES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS. LE REGIME D'IMPOT SUR LE REVENU DES SOCIETES DEVIENT PLUS ONEREUX, ET LA CONSTITUTION DE CAPITAL DES ENTREPRISES S'EN TROUVE ENTRAVEE. EN OUTRE, LES ENTREPRENEURS SONT TENTES D'INVESTIR A COURT TERME POUR RECOLTER RAPIDEMENT DES PROFITS PLUTOT QUE D'INVESTIR DANS D'IMPORTANTES PROJETS D'IMMOBILISATIONS A LONG TERME QUI SONT ESSENTIELS A UNE CROISSANCE ECONOMIQUE SOUTENUE. L'INCERTITUDE ALIMENTE LA SPECULATION DANS DES SECTEURS COMME LES OEUVRES D'ART, LES METAUX PRECIEUX ET L'IMMOBILIER. ELLE ENGENDRE EGALEMENT UNE ATTENTION EXCESSIVE QUANT AUX PRISES DE CONTROLE. TOUT CELA A POUR EFFET DE DETOURNER L'ATTENTION DES HOMMES D'AFFAIRES ET LES CAPITAUX D'INVESTISSEMENT AILLEURS QUE DANS DES ACTIVITES PLUS PRODUCTIVES SUR LE PLAN DE LA CREATION DE NOUVELLES USINES ET DE NOUVEAU MATERIEL.

LA HAUSSE ET LA FLUCTUATION DES TAUX D'INTERETS DETERIORE AUSSI LE CLIMAT DANS LEQUEL SE DERoule LA NEGOCIATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES. LE NOMBRE DE JOURS DE TRAVAIL PERDUS A CAUSE DE GREVES E DE LOCK-OUT AUGMENTE, TANDIS QUE LA RANCUNE ET LA MAFIANCE REDUISSENT LA PRODUCTIVITE AU TRAVAIL. MEME NOTRE REPUTATION INTERNATIONALE DE FOURNISSEUR STABLE ET FIABLE EN SOUFFRE, ET LES INVESTISSEURS ETRANGER HESITENT DAVANTAGE A CONSIDERER LES NOUVELLES ENTREPRISES CANADIENNES COMME DES INVESTISSEMENTS INTERESSANTS.

AINSI, L'INFLATION DIMINUE NOTRE PRODUCTION TOTALE, ET NOUS PRIVE DE REVENUS ET DE NOTRE SENTIMENT DE SECURITE. L'INFLATION EST UN MAL QUI NE RESPECTE AUCUNE JUSTICE SOCIALE. ELLE ATTAQUE LE REVENU REEL DE CEUX QUI N'ONT AUCUNE POSSIBILITE OU AUCUN MOYEN COMMERCIAL DE SE DEFENDRE. L'INFLATION PEUT AVANTAGER LES PLUS FORTS PENDANT UN CERTAIN TEMPS, MAIS A LONG TERME, MEME EUX Y PERDENT PARCE QU'ELLE MINE NOTRE CAPACITE DE PRODUCTION, NOTRE STRUCTURE SOCIALE ET NOTRE EQUILIBRE POLITIQUE. FINALEMENT, NOUS SOMMES TOUS PERDANTS.

L'INFLATION S'ACCOMPAGNE, BIEN ENTENDU, D'UN AUTRE PROBLEME. EN EFFET, LES TAUX D'INTERETS ONT ATTEINT DES SOMMETS INACCEPTABLES QUI SURPASSENT MEME TOUS LES RECORDS A L'HEURE ACTUELLE. LES CONSEQUENCES QU'ONT A EN SUBIR CEUX QUI DOIVENT RENOUVELER LEUR HYPOTHEQUE SONT DESASTREUSES. AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS, LE PAIEMENT HYPOTHECAIRE MENSUEL DU PROPRIETAIRE MOYEN A AUGMENTE DE 345 DOLLARS A VANCOUVER, DE 307 DOLLARS A EDMONTON, DE 319 DOLLARS A TORONTO ET DE 240 DOLLARS A HALIFAX.

LES PETITS ENTREPRENEURS ET LES CULTIVATEURS CROULENT SOUS LA LOURDE CHARGE DES ECHEANCES QU'ILS DOIVENT RESPECTER POUR REMBOURSER LEURS DETTES. LES FAILLITES COMMERCIALES AU CANADA ONT AUGMENTE DE 16,9 POUR CENT AU COURS DES SIX PREMIERS MOIS DE L'ANNEE, COMPARATIVEMENT A LA MEME PERIODE EN 1980, ET QUI PLUS EST, CE PHENOMENE SE MANIFESTE DANS TOUT LE PAYS. EN EFFET, LES FAILLITES COMMERCIALES ONT AUGMENTE DE 44,7 POUR CENT EN ALBERTA, DE 71,2 POUR CENT EN SASKATCHEWAN ET DE 133,3 POUR CENT AU

NOUVEAU-BRUNSWICK. SI L'ONTARIO EN A ETE RELATIVEMENT EPARGNE AVEC UNE AUGMENTATION DE SEULEMENT 7,9 POUR CENT, ON PEUT ETRE CERTAIN QUE CELA NE DURERA PAS DANS LES CONDITIONS ACTUELLES. BREF, LES ATTENTES INFLATIONNISTES ET LE NIVEAU ELEVE DES TAUX D'INTERETS SONT TOUS DEUX LES SYMPTOMES D'UNE MEME MALADIE.

J'AI LA CONVICTION QUE L'INFLATION PROVIENT A L'ORIGINE DU FAIT QUE NOTRE CROISSANCE ECONOMIQUE EST INSUFFISANTE POUR ASSURER L'AUGMENTATION DE REVENU REEL A LAQUELLE S'ATTENDENT TOUS LES MEMBRES DE NOTRE COLLECTIVITE. IL NOUS FAUT ENGENDRER DAVANTAGE DE REVENUS ET DE RICHESSES, ET NOUS EMPLOYER A STIMULER LA CROISSANCE EN AUGMENTANT LA PRODUCTIVITE.

AU COURS DE LA DERNIERE DECENNIE, LE CANADA A ETE L'UN DES PAYS INDUSTRIALISES OU LA MAIN-D'OEUVRE S'EST ACCRUE LE PLUS RAPIDEMENT, ET IL LE DEMEURERA PENDANT ENCORE UN CERTAIN TEMPS. CETTE MAIN-D'OEUVRE EST TOUJOURS RELATIVEMENT JEUNE ET ELLE NOURRIT DE HAUTES AMBITIONS SUR LE PLAN DU SUCCES MATERIEL. SES BESOINS SONT EGALEMENT CONSIDERABLES PARCE QUE BON NOMBRE DE CEUX QUI EN FONT PARTIE SONT A L'ETAPE CRITIQUE OU L'ON FONDE UNE FAMILLE. POUR REpondre A CES ASPIRATIONS ET A CES BESOINS LEGITIMES, IL FAUT UN APPORT RAPIDE ET MASSIF DE NOUVEAUX CAPITAUX POUR FOURNIR A CHAQUE TRAVAILLEUR, A SON ENTREE SUR LE MARCHE, LA MEME POSSIBILITE D'ACCROITRE SON REVENU REEL QUE CELLE DONT ONT PU JOUIR LES TRAVAILLEURS DE LA DERNIERE OU DES DEUX DERNIERES DECENNIES.

MEME SI NOS REALISATIONS ONT ETE REMARQUABLES, NOUS N'AVONS PAS PU PROGRESSER AVEC ELLES, CAR LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITE A DIMINUE DE FACON MARQUEE. A MON AVIS, NOTRE PROBLEME D'INFLATION ACTUEL Y EST LARGEMENT ATTRIBUABLE. EN ACCROISSANT LA PRODUCTIVITE, ON SATISFAIT NOTRE BESOIN D'APPORTER UNE AMELIORATION REELLE A NOTRE NIVEAU DE VIE, ET ON ELIMINE DU MEME COUP LE GASPILLAGE SOCIAL ET ECONOMIQUE QU'ENGENDRE LA POURSUITE INFLATIONNISTE D'UNE PLUS LARGE PART D'UNE ECONOMIE DONT LA CROISSANCE EST LENTE. EN D'AUTRES MOTS, EN SE CONSACRANT A LA CROISSANCE ECONOMIQUE, ON PERMET NON SEULEMENT D'AMELIORER LE NIVEAU DE VIE REEL, MAIS AUSSI DE RECOLTER L'INDISPENSABLE BENEFICE SOCIAL D'ENRAYER L'INFLATION.

L'AUGMENTATION DE LA CAPACITE DE PRODUCTION DE CHAQUE TRAVAILLEUR RAPPORTERA UN AUTRE AVANTAGE SUR LE PLAN SOCIAL. EN EFFET, EN PLUS D'OCCASIONNER UNE AMELIORATION REELLE DU NIVEAU DE VIE DES FAMILLES CANADIENNES, ELLE NOUS PROCURERA LES MOYENS D'ACCROITRE NOS PROGRAMMES SOCIAUX, DE REpondre AUX NOUVEAUX BESOINS DE NOTRE COLLECTIVITE ET DE NOUS ACQUITTER DE NOS RESPONSABILITES COLLECTIVES A L'EGARD DE TOUTES LES REGIONS DU PAYS. AINSI, UNE AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITE AU COURS DES ANNEES 80 S'IMPOSE SUR LE PLAN INDIVIDUEL, SOCIAL ET NATIONAL.

MAIS ICI SURGIT UN DILEMME DANS NOTRE LUTTE ACTUELLE CONTRE L'INFLATION: COMMENT S'Y PRENDRE? FAUT-IL S'ATTAQUER A LA MENTALITE QUI NOUS POUSSE A DESIRER UNE GRANDE AMELIORATION DE NOTRE NIVEAU DE VIE, OU FAUT-IL PLUTOT S'EFFORCER DE TROUVER LES MOYENS DE REpondre A CES ATTENTES SANS CREER D'INFLATION?

IL N'Y A PAS, BIEN SUR, DE REPONSE SIMPLE. D'UNE CERTAINE FAÇON NOUS DEVONS JOUER SUR LES DEUX TABLEAUX. NOUS DEVONS EN APPELER A LA MODERATION DANS LA CONSOMMATION A COURT TERME, PENDANT QUE NOUS INVESTISSONS ET METTONS EN PLACE LES CAPITAUX, LA TECHNOLOGIE ET LES COMPETENCES NECESSAIRES POUR DONNER NAISSANCE, PLUS TARD, A UNE AUGMENTATION. LA ROUTE SERA DIFFICILE, CAR EN ECONOMIE COMME DANS LA VIE, RIEN N'EST GRATUIT. NOUS NE POUVONS CONSOMMER DAVANTAGE ET AUJOURD'HUI ET DEMAIN. IL NOUS FAUT ECONOMISER ET INVESTIR POUR QUE LA RECOLTE SOIT PLUS ABONDANTE A L'AVENIR.

MAIS COMMENT FAIRE COMPRENDRE CE MESSAGE FONDAMENTAL AUX CANADIENS? VOILA QUI EST AU COEUR MEME DU DEBAT ACTUEL SUR LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L'INFLATION. DEVONS-NOUS APPRENDRE LA MODERATION PAR DES MOYENS PENIBLES COMME DES TAUX D'INTERETS ECRASANTS, UNE DIMINUTION DES VENTES ET DE LA PRODUCTION ET UNE AUGMENTATION DU CHOMAGE? COMBIEN DE TEMPS DEVRONS-NOUS SUPPORTER CES FARDEAUX POUR REALISER DES PROGRES APPRECIABLES DANS LA LUTTE CONTRE L'INFLATION? NOTRE STRUCTURE SOCIALE ET FAMILIALE ET NOS INSTITUTIONS POLITIQUES POURRONT-ELLES RESISTER LONGTEMPS AUX TENSIONS ENGENDREES PAR UN TAUX CONSIDERABLE D'INFLATION ET DE CHOMAGE? PAR AILLEURS, SI L'INFLATION EST UN MAL PARCE QU'ELLE EST INEQUITABLE, N'EST-IL PAS ESSENTIEL QUE LES SOLUTIONS AIENT DES EFFETS EQUITABLES?

A MON AVIS, CES QUESTIONS RENFERMENT EN REALITE LEURS PROPRES REPONSES. JE NE PEUX CROIRE QUE LES SEULES POLITIQUES EFFICACES POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION SOIENT CELLES QUI BLESSENT ET PUNISSENT

L'INDIVIDU. JE NE PRETENDS PAS QUE NOUS N'AYONS PAS BESOIN DE DISCIPLINE INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE. COMME JE L'AI DIT, IL N'Y A PAS DE SOLUTION FACILE, MAIS JE N'IRAI CERTES PAS JUSQU'A AFFIRMER QUE LA SEULE FAÇON D'INCULQUER CETTE DISCIPLINE EST DE CREER UNE PERIODE PROLONGEE DE CHOMAGE, DE GASPILLAGE SOCIAL ET D'INCERTITUDE ECONOMIQUE. IL SUFFIT DE REGARDER LES AUTRES PAYS QUI ONT SUIVI CETTE FORMULE POUR EN VOIR LES DANGERS.

DE FAIT, SI, COMME JE LE SOUTIENS, NOTRE SALUT ECONOMIQUE RESIDE DANS UNE AUGMENTATION ACCRUE DE LA PRODUCTIVITE, DES MESURES AUSSI DRACONIENNES ENTRAVENT NOTRE SUCCES A LONG TERME. LA HAUSSE REELLE DES TAUX D'INTERETS ET LA FAIBLE DEMANDE A LA CONSOMMATION FONT FUIR LES INVESTISSEMENTS ET PERTURBENT NOTRE PRODUCTION AGRICOLE. VOILA SANS CONTREDIT UNE RECETTE D'INFLATION POUR L'AVENIR. CELA PEUT SEMBLER PARADOXAL POUR CERTAINS, MAIS JE SUIS CONVAINCU QUE POUR ETRE EFFICACE, TOUTE STRATEGIE DE LUTTE CONTRE L'INFLATION DOIT ETRE, EN DERNIER RESSORT, AXEE SUR UNE STRATEGIE DE CROISSANCE.

PAR CONSEQUENT, PERMETTEZ-MOI DE DEFINIR LES PRINCIPES QUI DEVRAIENT, SELON MOI, SOUS-TENDRE LA STRATEGIE DE LUTTE CONTRE L'INFLATION AU CANADA. CES PRINCIPES, J'EN SUIS SUR, SERONT BIEN ACCUEILLIS DANS TOUT LE PAYS, ET J'ESPERE QUE VOUS LES FEREZ VOTRES ICI MEME.

PREMIEREMENT, NOTRE STRATEGIE DE LUTTE CONTRE L'INFLATION DOIT METTRE L'ACCENT SUR LA CREATION D'EMPLOIS ET LA STIMULATION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE GRACE A L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITE. NOUS DEVONS CHERCHER A REpondre AUX ESPOIRS DES CANADIENS POUR CE QUI EST DE L'AMELIORATION DE LEUR NIVEAU DE VIE OU, TOUT AU MOINS, EVITER QUE CE NIVEAU DE VIE NE BAISSE.

DEUXIEMEMENT, NOTRE STRATEGIE VISANT A DETRUIRE LES ATTITUDES INFLATIONNISTES A COURT TERME DOIT EVITER D'AGGRAVER L'INFLATION A LONG TERME AN AUGMENTANT LE CHOMAGE, EN REDUISANT LES INVESTISSEMENTS OU EN DIMINUANT LA PRODUCTION AGRICOLE.

TROISIEMEMENT, NOTRE STRATEGIE DOIT CONVAINCRE TOUS LES CANADIENS QUE TOUS ET, NON SEULEMENT QUELQUES RARES VICTIMES, AURONT A SUPPORTER LE POIDS DE LA LUTTE CONTRE L'INFLATION DANS L'INTERET COMMUN.

QUATRIEMEMENT, NOUS DEVONS FAIRE EN SORTE QUE NOTRE PROGRAMME FAVORISE AU MAXIMUM LA LIBERTE ET LA MOTIVATION DE L'ENTREPRISE, L'EFFORT INDIVIDUEL ET LE FONCTIONNEMENT DU SECTEUR PRIVE.

CINQUIEMEMENT, NOTRE STRATEGIE DE LUTTE CONTRE L'INFLATION DOIT AVOIR UNE PORTEE NATIONALE.

SIXIEMEMENT, LES POLITIQUES OFFICIELLES UTILISEES DANS LA LUTTE CONTRE L'INFLATION DOIVENT ETRE PERCUES COMME UN ELEMENT COHERENT D'UN ENSEMBLE PLUS VASTE DE MESURES ECONOMIQUES VISANT

LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET DES CAPITAUX, LE COMMERCE INTERNATIONAL ET L'INTERVENTION EFFICACE DES GOUVERNEMENTS, ET DESTINÉES À EXPLOITER AU MAXIMUM LES PERSPECTIVES OFFERTES PAR NOTRE ÉCONOMIE.

CE SONT LA LES PRINCIPES FONDAMENTAUX QUI DOIVENT GUIDER NOTRE STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE L'INFLATION. À MON AVIS, CETTE STRATÉGIE DOIT SE COMPOSER D'UNE SÉRIE D'INITIATIVES PRÉCISES. JE N'OUBLIERAI TOUTEFOIS PAS D'EN PROFITER POUR SIGNALER QU'ON A DÉJÀ MIS DE L'AVANT DIVERSES FAÇONS PRÉCISES DE LUTTER CONTRE L'INFLATION. LA PLUPART DES OPTIONS SUIVANTES ONT FAIT L'OBJET D'UNE ANALYSE PUBLIQUE DE PLUS EN PLUS ATTENTIVE AU COURS DES DERNIERS MOIS :

- . UN PROGRAMME NATIONAL DE LIGNES DIRECTRICES SUR LES PRIX ET LES SALAIRES;
- . UN GEL TEMPORAIRE DES PRIX ET DES SALAIRES;
- . UN RETOUR AU PROGRAMME DE CONTRÔLE COMPLET DES SALAIRES ET DES PROFITS, EN VIGUEUR DE 1975 À 1978; ET
- . UN IMPÔT SUR LES AUGMENTATIONS DE REVENUS INFLATIONNISTES, PAR LE BIAIS DU RÉGIME D'IMPÔT SUR LE REVENU DES SOCIÉTÉS OU DU RÉGIME D'IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS.

IL DOIT ÊTRE BIEN CLAIR QU'À MON AVIS, AUCUN DE CES PROGRAMMES NE SAURAIT REMPLACER UN EFFORT NATIONAL GÉNÉRALISÉ EN VUE D'ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ. EN OUTRE, RIEN NE PEUT REMPLACER UN CONTRÔLE RÉEL DES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES ET UNE RÉDUCTION DES DÉFICITS

BUDGETAIRES. EN VERITE, JE CROIS QUE NOUS N'AVONS PAS FINI DE DEBATTRE SUR LA SCENE PUBLIQUE LA QUESTION DE SAVOIR S'IL EST NECESSAIRE DE RECOURIR AUX MESURES LES PLUS RADICALES POUR CONTROLER LES REVENUS AFIN DE CONTENIR LES FLAMBEES INFLATIONNISTES AU CANADA.

NEANMOINS, IL NE FAIT AUCUN DOUTE QUE CES OPTIONS EXISTENT TOUJOURS DANS LA PENSEE PUBLIQUE. DE PLUS, IL FAUT RECONNAITRE QUE L'INFLATION, COMME LA POLLUTION, EST UN PROBLEME COLLECTIF QUE LES GOUVERNEMENTS DOIVENT RESOUDRE PAR DES MESURES EFFICACES. CES MESURES DOIVENT DECOULER D'UN CONSENSUS NATIONAL, ET CE CONSENSUS SE DEGAGERA SEULEMENT SI LES CANADIENS ONT LA CERTITUDE QUE PERSONNE N'EN TIRE PROFIT. CHACUN DOIT Y METTRE DU SIEN PARCE QUE CHACUN BENEFICIERA DE LA VICTOIRE.

J'ESTIME QUE LES TAUX D'INTERETS, LE TAUX DE CHANGE, LA POLITIQUE MONETAIRE ET LA POLITIQUE RELATIVE AUX REVENUS SONT AUTANT DE QUESTIONS QUI RELEVANT DU GOUVERNEMENT FEDERAL. CE SONT LA DES DOMAINES D'ENVERGURE NATIONALE QUI ONT DES REPERCUSSIONS A L'ECHELLE DU PAYS. IL EST EVIDENT QU'A TITRE DE DIRIGEANTS DE GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX, NOUS AVONS NOTRE PROPRE CONCEPTION DES CHOSES. NOUS DEVONS ETRE CONSULTES ET FAIRE CONNAITRE NOTRE OPINION, MAIS C'EST SANS CONTREDIT AU GOUVERNEMENT FEDERAL QU'IL INCOMBE DE JOUER LE ROLE DE PREMIER PLAN.

PERMETTEZ-MOI CEPENDANT DE REVENIR A UN AUTRE POINT QUE JE JUGE TOUT AUSSI IMPORTANT DANS LA LUTTE QUE NOUS LIVRONS ACTUELLEMENT A L'INFLATION. IL VA SANS DIRE QUE NOUS SOMMES TOUS PROFONDEMENT INQUIETS DEVANT LA HAUSSE DES TAUX D'INTERETS. CES TAUX SONT EN PARTIE LE REFLET D'ATTENTES INFLATIONNISTES CONSIDERABLES, MAIS ILS DENOTENT EGALEMENT TOUTE L'INCERTITUDE GENERALE QUI ENTOURE NOTRE AVENIR ECONOMIQUE ET LE PROGRAMME ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT FEDERAL.

PAR EXEMPLE, LE PROBLEME DE LA VALEUR DU DOLLAR CANADIEN SUR LE MARCHE INTERNATIONAL EST ISSU DU MALAISE CROISSANT DE LA COLLECTIVITE MONDIALE, ET SURTOUT DES ETATS-UNIS, A L'EGARD DU TRAITEMENT QUE NOUS RESERVONS AUX INVESTISSEURS ETRANGERS DANS NOTRE PAYS. JE TIENS A DIRE QUE LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS RAISONNABLES SONT LES BIENVENUS EN ONTARIO, ET QUE LES INVESTISSEURS ETRANGERS SERONT TRAITES EQUITABLEMENT. IL EST TEMPS, IL ME SEMBLE, QUE LE GOUVERNEMENT FEDERAL ET SON AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ETRANGER FASSENT DE MEME. LE RETABLISSEMENT DE LA CONFIANCE ENVERS L'ECONOMIE CANADIENNE A L'ETRANGER CONTRIBUERAIT GRANDEMENT A REDONNER SA VIGUEUR AU DOLLAR ET PERMETTRAIT DE MODERER LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERETS.

JE M'INQUIETE SURTOUT DE LA DETERIORATION DE NOS RELATIONS AMICALES AVEC LES ETATS-UNIS. LES CAPITAUX ET LE SAVOIR-FAIRE AMERICAINS ONT CONTRIBUE POUR UNE LARGE PART A L'ESSOR ECONOMIQUE DU CANADA, DANS NOTRE INTERET RECIPROQUE. ON PEUT DIRE LA MEME CHOSE DES ECHANGES COMMERCIAUX ENORMES, ET ESSENTIELLEMENT LIBRES,

ENTRE NOS DEUX PAYS. A MON AVIS, LE TEMPS EST VENU DE REDONNER A NOS VOISINS AMERICAINS L'ASSURANCE QUE NOUS VOULONS VOIR CES RAPPORTS ECONOMIQUES FONDAMENTAUX SE POURSUIVRE, VOIRE SE DEVELOPPER. NOUS PARTAGEONS AVEC LES ETATS-UNIS NON SEULEMENT LE MEME CONTINENT, MAIS AUSSI LE MEME EDIFICE ECONOMIQUE. AUCUN DOUTE NE DOIT SUBSISTER QUANT A NOTRE VOLONTE RECIPROQUE DE LE RECONNAITRE ET DE L'ACCEPTER.

CHEZ NOUS, PERMETTEZ-MOI DE SOULIGNER COMBIEN IL IMPORTE D'ELABORER UN PLAN ECONOMIQUE NATIONAL, DE NOUS DONNER UN PROGRAMME NE D'UN CONSENSUS SUR LES QUESTIONS A RESOUDRE ET LES PRIORITES A SUIVRE. A MON AVIS, UN PLAN DE CE GENRE EST ABSOLUMENT ESSENTIEL. NON SEULEMENT NOUS PROCURERAIT-IL UN FONDEMENT RATIONNEL POUR GUIDER NOS DECISIONS, MAIS IL ATTENUERAIT LES DOUTES QUI ASSAILLENT LES CANADIENS ET ASSIEGENT NOTRE ECONOMIE.

NOTRE GRAND VOISIN DU SUD S'EST DOTE D'UN PLAN ANALOGUE. LE PRESIDENT REAGAN A DEVOILE UN PROGRAMME ECONOMIQUE DETAILLE QUI JOUIT D'UN VASTE APPUI CHEZ LE PUBLIC. IL S'AGIT D'UN PROGRAMME DE RELANCE ECONOMIQUE ET DE REDUCTION DE L'INFLATION.

IL N'EST PAS NECESSAIRE DE FAIRE NOTRES TOUS LES DETAILS DU PROGRAMME DU PRESIDENT, CAR CERTAINS D'ENTRE EUX NE CORRESPONDENT PEUT-ETRE PAS A NOS PROPRES PRIORITES ECONOMIQUES ET SOCIALES. PAR EXEMPLE, JE NE SUIS PAS D'ACCORD AVEC L'ADMINISTRATION AMERICAINE LORSQU'ELLE A RECOURS A DES TAUX D'INTERETS EXTREMEMENT ELEVES.

J'AI MEME AFFIRME QUE NOTRE PROPRE GOUVERNEMENT FEDERAL NE DEVRAIT PAS SUIVRE AVEUGLEMENT LES TAUX AMERICAINS. NOUS POUVONS TOUTEFOIS APPUYER LE FAIT QUE LE PLAN DU PRESIDENT REAGAN VISE EN PRIORITE A REDUIRE L'INFLATION ET A ACCELERER LA CROISSANCE ECONOMIQUE. DE PLUS, NOUS POUVONS NOUS RENDRE COMPTE DE L'ENORME AVANTAGE QUE CONSTITUE UNE VOLONTE NATIONALE DE MENER A BIEN UN PLAN DE CE GENRE.

JUSQU'A PRESENT, LE GOUVERNEMENT FEDERAL N'A PAS INSTAURE DE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE SEMBLABLE POUR LE CANADA. PAR CONSEQUENT, IL NOUS REVIENT A NOUS, EN TANT QUE DIRIGEANTS DE GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX, DE PROUVER QUE NOUS POUVONS NOUS ENTENDRE SUR UN PLAN ECONOMIQUE NATIONAL. CE FAISANT, NOUS DISSIPERIONS, TANT AU PAYS QU'A L'ETRANGER, L'INQUIETUDE QUI ENTRAVE NOS POSSIBILITES DE CROISSANCE MUTUELLE.

JE N'EXPLIQUERAI PAS EN DETAIL LA FAÇON DONT JE CONÇOIS CE PROGRAMME. IL VA CEPENDANT DE SOI QUE LES GRANDS PROJETS D'EXPLOITATION DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES OFFRENT DES POSSIBILITES COMMUNES ET UNIQUES AUX CANADIENS DE TOUTES LES REGIONS DU PAYS. JE CROIS QUE GRACE A LA COLLABORATION DES PROVINCES, IL SERAIT POSSIBLE D'ETABLIR UNE AGENCE CANADIENNE DE COMMERCIALISATION QUI PERMETTRA A L'ENTREPRISE PRIVEE CANADIENNE DE PARTICIPER AU MAXIMUM A CES PROJETS. NOUS DEVONS EN OUTRE CONTINUER DE CHERCHER DES MOYENS DE REMPLACER LES IMPORTATIONS EN COORDONNANT PLUS EFFICACEMENT LES PROGRAMMES D'ACHATS GOUVERNEMENTAUX.

A CET EGARD, LE PROGRAMME DES PRODUITS DE SANTE EST UN EXCELLENT EXEMPLE DE MISE A PROFIT D'UN PROCESSUS DE COLLABORATION INTERPROVINCIALE.

DANS LA MEME OPTIQUE, NOUS DEVONS CONTINUER D'INCITER LES CANADIENS A ACHETER DES PRODUITS CANADIENS, QU'IL S'AGISSE DE DENREES AGRICOLES OU D'AUTOMOBILES. SI LES CANADIENS LIMITENT VOLONTAIREMENT LEURS ACHATS DE PRODUITS IMPORTES, NOUS POURRONS PERMETTRE AUX PRODUCTEURS CANADIENS DE REORGANISER LEURS ENTREPRISES ET DE SE LANCER DANS DE NOUVEAUX PROJETS. NOUS PROFITERONS TOUS DES EMPLOIS ET DES REVENUS QUI SERONT AINSI CREES.

LES PROVINCES DISPOSENT DE NOMBREUSES AUTRES OPTIONS ET POSSIBILITES DE COLLABORATION EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; NOUS N'AVONS PAS A ATTENDRE LE BON VOULOIR DU GOUVERNEMENT FEDERAL. DE PLUS, NOUS NE DEVONS PAS NOUS LAISSER TERRASSER PAR LES REVENDICATIONS DU GOUVERNEMENT FEDERAL, PAR EXEMPLE LORSQU'IL EST QUESTION DE NEGOCIER DES CHANGEMENTS AU FINANCEMENT DES PROGRAMMES ETABLIS OU AUX REGIMES PENSIONS, LORSQUE CES REVENDICATIONS NE DECOULENT PAS D'UNE PENSEE STRUCTUREE OU D'UN PLAN REFLECHI AYANT POUR OBJET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE TOUTE LES REGIONS DU CANADA.

TOUT CE QUE JE VEUX DIRE, C'EST QUE NOUS, ICI PRESENTS, DEVONS DRESSER ENSEMBLE UN PROGRAMME D'ACTION ECONOMIQUE POUR LE CANADA. J'ESPERE EVIDEMMENT QUE LE GOUVERNEMENT FEDERAL COLLABORERA ACTIVEMENT AVEC NOUS A LA REALISATION DE CE PROJET. L'OCCASION POURRAIT

NOUS EN ETRE FOURNIE CET AUTOMNE, ET JE VOUS INCITE TOUS A Y PARTICIPER PLEINEMENT ET A FORMULER DES PROPOSITIONS CONSTRUCTIVES QUI POURRAIENT SERVIR A GUIDER NOTRE ECONOMIE ET NOTRE PAYS A TRAVERS LES DEFIS DES MOIS ET DES ANNEES A VENIR.



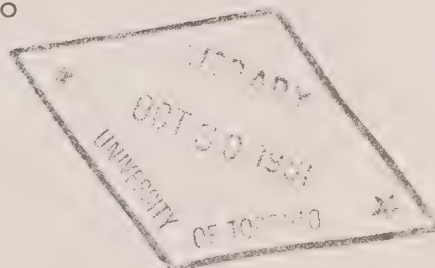
THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

*Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981*

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

*Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981*

Letter to the Hon. P.E. Trudeau
Prime Minister of Canada
from the
Hon. William G. Davis
Premier of Ontario



with Alberta, but, in my opinion, meetings between the federal government and individual provinces on national issues can never be as effective as federal-provincial meetings involving all governments. If we are to find acceptable solutions for the national issues that face our country, then we must share all of the diverse and complex concerns of every region with each other and with your government.

As you know, the provinces are particularly concerned over the uncertainties surrounding Established Programs Financing which was a major subject of discussion when the Provincial Treasurers and Ministers of Finance met in Victoria at the end of June. There was unanimous agreement in Victoria that any changes to the present arrangements should build upon the strengths of the current system and be subject to broad agreement among the federal and provincial governments. But the lack of any federal proposal is delaying effective negotiations. As a result, the provincial finance ministers have asked Mr. MacEachen to present his position without further delay. On the subject of equalization, it became apparent, in Victoria, that the majority of provinces were unreceptive to approaches involving resources revenue recycling through equalization, though they shared a desire to revise the equalization process. This, too, is a subject on which there is a need for federal-provincial discussions to ensure that a common understanding of all the issues is shared by the parties concerned.

On the matter of federal-provincial consultation on the economy, I appreciate that there have been a number of meetings among our ministers over the past few months, and that more are planned for the Fall. Certainly we are interested in the follow-up discussions to the May visit to Toronto by Senator Olson and the Honourable Herb Gray. On the critical labour market issues, as well, I understand that the Honourable Lloyd Axworthy has been having discussions with individual provinces and plans to meet again in September with provincial ministers to discuss a number of matters of strategic importance to critical developments

in this area of our economy. In addition, the scheduled meetings of finance ministers, and consultations on competition policy, are all part of what we consider to be a necessary dialogue on the future direction of our economy and of our country.

It is critical that approaches to these various specific elements of national economic policy be cast within an overall frame of reference. By their very nature they overlap and become part of a total strategy that we should see in its entirety so that we all may properly assess and contribute to it. For this reason I would strongly urge that the Finance Ministers devote a significant portion of their proposed September meeting to discussing, together, the content and form of a First Ministers' Conference on the economy.

You noted, in your correspondence, that all governments must be prepared to offer solutions, not just objectives, respecting economic recovery. I agree completely and am pleased to note that Ontario is already on record, in considerable detail, on both these aspects. As we look ahead to the 1980's, we can see the continued unfolding of several broad forces of economic development and growth. It is clear that our national economy is undergoing profound changes as a result of both domestic and international events. One need only consider the large increases in international and domestic energy prices, changes in the structure of international competition and international market opportunities, and changes in Canada's demography that influence both market demand and labour supply. These changes will require some dramatic adjustments and they will create some equally large opportunities. How this process is handled is, I know, a matter of great concern to all Canadians.

Ontario, as you know, has been developing its own understanding and approach to these issues. You are, I am sure, familiar with our Board of Industrial Leadership and Development. Many of the directions underlying our efforts, I feel, are appropriate to the evolution of a national

economic approach as well. In this regard, I believe that there are a number of basic questions, as well as principles, that our overall national economic strategy, and its component parts, should address.

Let me first deal with inflation.

Clearly we want to develop more effective policies to reduce inflation and its effect on our citizens and its potential damage to the international competitiveness of our industry. If we are to succeed then I feel that certain basic questions must be addressed.

- . To what extent is current inflation in this country caused by domestic wage and price behaviour, as opposed to cost factors beyond Canada's control?
- . Who are the winners and losers in the current inflationary spiral? Is there a need and an opportunity to bring greater equity to the current environment?
- . What opportunities exist for developing a genuine public consensus on the need to co-operate to prevent the economy from running completely out of control? More specifically, can labour and management be brought together with governments in a collaborative endeavour, to adopt policies by which all agree to moderate their expectations?
- . If labour and management cannot (or will not) join with government in seeking voluntary solutions, what realistic policy options exist for controlling inflation, with minimum risks to investment and employment opportunities?

As to the economy, let me set out what I regard as certain basic principles which I would suggest should be the basis for future discussions.

- . In Canada we must put vigorous economic growth as our major priority in Canada. I think we can all agree that economic growth has been, in many ways, our most effective social program, bringing prosperity and relief from hardship to all Canadians. Moreover, real economic growth, based on improving productivity and the technological base of our industry, will be extremely important if we are to achieve longer term success in bringing inflation under control.
- . National economic development should reflect the goal of balanced regional opportunities for growth. In this regard, particular emphasis must be placed on improving productivity growth and, therefore, real incomes in each region.
- . Along with regional opportunities for growth should go a recognition of the need for a balanced sectoral growth. Obviously, the manpower and investment needs of the manufacturing and the high-skill service sectors of our economy need particular attention.
- . There must be recognition in our nation of the important role that energy projects in all regions will play in our future growth and development. Clearly, the maximum advantage to Canadians must be harvested from these projects in the development of strong linkages to other sectors of our economy as both suppliers and users. Opportunities exist in other areas as well for joint efforts by governments in Canada to ensure that domestic industry is able to capitalize, more fully, the potential of the Canadian market.

- . We must strive for the resolution of the growing concern and uncertainty in the business community about the regulatory environment that investment decisions will confront. To enhance the opportunities for increased business investment and greater productivity growth it is essential that uncertainties in such areas as federal Competition Policy and the Foreign Investment Review Agency be resolved as quickly as possible.

These types of questions and principles, in addition to the need to restore fiscal balance amongst governments in the country, should, in my opinion, govern our deliberations on the future of the Canadian economy.

I concur with your observation that a First Ministers' meeting should address specific matters on which action can be taken. In this regard, the subjects raised in your letters, which included inflation, labour market adjustments, energy projects and demand and supply management of the economy would, I believe, be appropriate areas for more detailed discussion.

May I say that national anxiety over economic issues has never been higher. The apparent lack of national leadership seriously undermines the confidence all Canadians have in this country and their future within it.

Ontario is prepared to co-operate with the Federal Government and our provincial colleagues in every way possible in the interest of effective enterprise oriented economic leadership.

The people of Canada deserve no less.

Sincerely,

William G. Davis

The Right Honourable Pierre Elliott Trudeau,
Prime Minister of Canada,
House of Commons,
Ottawa, Ontario.

CA
22
-052



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

LETTRE AU TRES HONORABLE P.E. TRUDEAU

PREMIER MINISTRE DU CANADA

DE

L'HONORABLE WILLIAM G. DAVIS,
PREMIER MINISTRE DE L'ONTARIO



Le 5 août 1981

Monsieur le Premier ministre,

J'ai bien reçu votre lettre du 30 juin concernant une Conférence des Premiers ministres sur l'économie, de même que la lettre datée du 30 juin qui l'accompagnait et dans laquelle on proposait à tous les Premiers ministres provinciaux une série de réunions ministérielles afin que la conférence en question puisse donner des résultats.

Je suis heureux de constater que vous convenez avec moi que nous devons inscrire l'économie et en particulier l'inflation parmi les questions sur lesquelles il nous incombe de nous pencher et d'agir. Dans cette optique, j'apprécie votre suggestion voulant que nos ministres et nos fonctionnaires préparent le terrain en vue de discussions sur les questions fondamentales. Les consultations entre l'honorable Allan MacEachen et ses homologues provinciaux au cours de l'été contribueront directement, je l'espère, à ce processus. Néanmoins nous connaissons tous deux les limites inhérentes à toute série de réunions bilatérales et, pour ma part, je voudrais éviter que l'ordre du jour et (ou) les préparatifs en vue de la réunion des Premiers ministres soient axés uniquement sur la perception que votre ministre aura eue des résultats de ces discussions préliminaires.

Vous mentionnez dans votre lettre un certain nombre d'autres projets de consultation. À cet égard, j'insiste encore une fois sur l'intérêt que j'attache à l'aspect bilatéral de toutes ces importantes discussions avec le gouvernement fédéral. Certaines d'entre elles sont peut-être souhaitables, voire nécessaires, comme par exemple les réunions bilatérales avec l'Alberta, mais à mon avis, les réunions entre le gouvernement fédéral et l'une ou l'autre des provinces sur des questions de portée nationale ne sauraient être aussi utiles que les réunions fédérales-provinciales auxquelles participent tous les gouvernements. Si nous voulons trouver des solutions acceptables aux problèmes nationaux auxquels nous faisons face, c'est entre nous tous et avec votre gouvernement que doivent s'exprimer les préoccupations variées et complexes de chaque région.

Comme vous le savez, les provinces s'inquiètent tout particulièrement de l'incertitude qui entoure le financement des programmes établis. Ce sujet a d'ailleurs été au coeur des discussions lors de la réunion des trésoriers provinciaux et des ministres des Finances, tenue à Victoria à la fin de juin. Il a été unanimement convenu à cette réunion que toute modification des arrangements actuels devrait y apporter des améliorations à partir des points forts du régime et recueillir un large appui chez les gouvernements fédéral et provinciaux. Toutefois, l'absence d'une proposition fédérale précise retarde le début de véritables négociations. Par conséquent, les ministres provinciaux des Finances ont demandé à M. MacEachen de faire connaître sa position sans tarder. Pour ce qui est de la péréquation, on a pu constater à Victoria que si toutes les provinces sont désireuses de procéder à une révision du mode de péréquation, la majorité d'entre elles s'opposeraient à toute formule prévoyant, par le biais de la péréquation, une réaffectation des recettes issues des ressources naturelles. Voilà donc un autre sujet qui nécessite des discussions fédérales-provinciales, afin que tous les intéressés aient une même façon d'envisager tous les aspects de la question.

Pour ce qui est de la consultation fédérale-provinciale sur l'économie, je suis heureux de voir qu'un certain nombre de réunions ont eu lieu entre nos ministres au cours des derniers mois, et que d'autres sont prévues pour l'automne. Nous portons un intérêt certain aux discussions qui feront suite à la visite qu'ont faite à Toronto le sénateur Olson et l'honorable Herb Gray en mai dernier. Quant à la question capitale du marché du travail, je sais que l'honorable Lloyd Axworthy a eu des discussions avec différentes provinces, et qu'il prévoit se réunir à nouveau en septembre avec les ministres provinciaux pour étudier un certain nombre de questions d'importance cruciale pour l'évolution de la situation dans ce secteur de notre économie. En outre, les réunions prévues entre les ministres des Finances et les consultations à venir sur la politique de la concurrence font partie d'un dialogue que nous jugeons nécessaire sur l'orientation future de notre économie et de notre pays.

Il est primordial que notre façon d'aborder ces divers éléments particuliers de notre politique économique nationale s'inscrive dans un contexte global. De par leur nature même, ces diverses optiques se recoupent et s'intègrent dans une stratégie d'ensemble que nous devons envisager sous tous ses aspects pour être tous en mesure de l'évaluer et d'y contribuer convenablement. C'est pourquoi je recommanderais fortement que les ministres des Finances consacrent une part considérable de leur réunion prévue en septembre à l'étude conjointe de contenu et de la forme d'une éventuelle Conférence des Premiers ministres sur l'économie.

Vous avez souligné dans votre lettre que tous les gouvernements doivent être prêts à formuler non seulement des objectifs, mais aussi des solutions en matière de redressement économique. Je suis entièrement d'accord, et je me plais à vous rappeler que l'Ontario a déjà fait sa part de façon formelle, et en détail, sur ces deux plans. Les perspectives d'avenir pour les années 80 nous font voir plusieurs mouvements qui continueront de s'exercer sur notre développement et notre croissance économiques. Il est évident que notre économie nationale subit de profondes transformations sous l'effet de la conjoncture intérieure et internationale. Qu'il suffise de songer à l'augmentation considérable du prix de l'énergie aux niveaux international et national, aux changements que connaît l'édifice de la concurrence et des débouchés commerciaux à l'échelle internationale, et à l'évolution démographique du Canada qui détermine à la fois la demande de produits et l'offre de main-d'oeuvre. Ces changements exigeront d'importants rajustements et ouvriront du même coup des perspectives tout aussi considérables. Je sais que la façon dont nous nous y prendrons intéresse grandement tous les Canadiens.

Comme vous le savez, l'Ontario a défini sa propre façon de comprendre et d'aborder ces questions. Vous connaissez, j'en suis sûr, notre Conseil de leadership et développement industriels. À mon avis, plusieurs des orientations qui inspirent nos efforts pourraient également servir à la définition d'une politique économique nationale. À cet égard, j'estime que notre stratégie économique nationale globale, et les éléments qui la composent, doivent répondre à un certain nombre de questions et de principes fondamentaux.

Permettez-moi d'abord de parler de l'inflation.

Il me fait aucun doute que nous voulons élaborer des politiques plus efficaces pour ralentir l'inflation et atténuer ses conséquences pour notre population et le tort qu'elle risque de causer à la compétitivité de nos industries sur la scène internationale. Pour y réussir, j'estime que nous devons répondre à certaines questions fondamentales.

- . Dans quelle mesure notre inflation actuelle est-elle attribuable à notre propre comportement au chapitre des salaires et des prix; par opposition à des considérations de coûts qui échappent au contrôle du Canada?
- . Qui sont les gagnants et les perdants de la flambée inflationniste actuelle? Est-il nécessaire et possible de rendre le contexte actuel plus équitable?

- . Quelles sont les chances d'en arriver à un véritable consensus public sur la nécessité de coopérer pour empêcher l'économie d'échapper complètement à tout contrôle? Plus précisément, est-il possible d'amener les syndicats et le patronat à se joindre aux gouvernements dans un pacte de collaboration qui donnerait naissance à des politiques grâce auxquelles chacun accepterait de tempérer ses attentes?
- . Si les syndicats et le patronat ne pouvaient pas, ou ne voulaient pas, oeuvrer avec les gouvernements à la recherche de solutions volontaires, quelles options réalistes aurions-nous pour contrôler l'inflation en limitant autant que possible le danger pour les investissements et les emplois?

Quant à l'économie, permettez-moi d'énoncer certains principes que je juge fondamentaux et sur lesquels je proposerais de faire porter nos discussions.

- . Une croissance économique vigoureuse doit être notre principale priorité au Canada. Nous conviendrons tous je crois, sous de nombreux angles, qu'en apportant la prospérité à tous les Canadiens et en les mettant à l'abri du besoin, la croissance économique est le plus efficace de nos programmes sociaux. De plus, une croissance économique réelle fondée sur l'augmentation de la productivité et l'avancement technologique de nos industries constitue une condition extrêmement importante si nous voulons parvenir, à long terme, à ramener l'inflation sous contrôle.
- . Pour assurer le développement économique à l'échelle nationale, il faut se donner pour objectif d'équilibrer les perspectives de croissance au niveau régional. Dans cette veine, il faut mettre particulièrement l'accent sur une plus grande amélioration de la productivité et, par conséquent, du revenu réel dans chaque région.
- . Outre les perspectives régionales de croissance, il faut reconnaître la nécessité d'équilibrer le développement à l'échelle sectorielle. Il est manifeste que les besoins en main-d'oeuvre et en investissements du secteur manufacturier et du secteur des services de pointe exigent une attention particulière.
- . Notre pays doit reconnaître le rôle important que jouent les projets énergétiques de toutes les régions dans notre

croissance et notre développement futurs. Il va de soi qu'il faut utiliser ces projets de manière à ce qu'ils procurent les plus grands avantages possibles aux Canadiens en les reliant étroitement avec d'autres secteurs de l'économie, tant fournisseurs que consommateurs. Il existe également, dans d'autres domaines, des efforts conjoints que pourraient entreprendre les gouvernements du Canada pour faire en sorte que nos industries profitent davantage de tout ce que le marché canadien peut offrir.

- . Nous devons nous efforcer d'apaiser l'inquiétude et l'incertitude qui règnent de plus en plus dans le secteur des affaires quant à la réglementation dont doivent tenir compte les décisions relatives aux investissements. L'incertitude que suscite la politique fédérale en matière de concurrence et l'Agence d'examen de l'investissement étranger devra disparaître au plus tôt pour que le climat devienne plus propice aux investissements commerciaux et à l'accroissement de la productivité.

À mon avis, nos délibérations sur l'avenir de l'économie canadienne devront porter sur des questions et des principes de ce genre, ainsi que sur la nécessité de rétablir l'équilibre fiscal entre les gouvernements dans notre pays.

Je conviens avec vous qu'une réunion des Premiers ministres doit s'attaquer à des questions précises à l'égard desquelles des mesures peuvent être prises. À cette fin, je crois que les points énumérés dans votre lettre, c'est-à-dire l'inflation, les rajustements du marché du travail, les projets énergétiques et la gestion économique par l'offre ou par la demande méritent de faire l'objet de discussions plus détaillées.

Qu'il me soit permis d'ajouter que l'économie n'a jamais causé autant d'inquiétude dans notre pays. Devant la manque d'orientation qui semble exister à l'échelle nationale, les Canadiens perdent beaucoup de leur confiance en leur pays et en l'avenir qu'il leur réserve.

L'Ontario est disposé à collaborer par tous les moyens possibles avec le gouvernement fédéral et avec les autres provinces pour en arriver à définir une orientation économique efficace axée sur l'entreprise.

Les Canadiens ne méritent rien de moins.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération.

William G. Davis

Le très honorable Pierre Elliott Trudeau
Premier ministre du Canada
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

*Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981*

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

*Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981*

NOTES

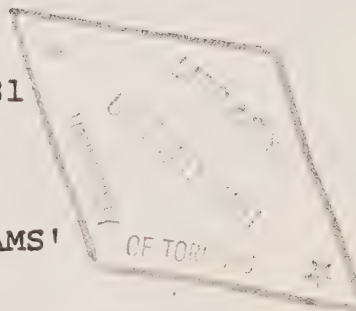
FOR REMARKS BY THE
HONOURABLE J. ANGUS MACLEAN
PREMIER OF PRINCE EDWARD ISLAND

TO THE
22nd ANNUAL PREMIERS' CONFERENCE

VICTORIA, B.C.

AUGUST 12, 1981

'COST-SHARED PROGRAMS'



Official Ottawa is currently preoccupied with putting in place a new approach to "Cooperative Federalism". Since the election of the present government to office in February, 1980, there has been a discernable shift in the style, content and tone of Federal/Provincial relations. This "new approach" is too young to fully characterize; however, in my brief remarks today I want to outline what I feel to be some of the essential elements of any discussion centred on this topic.

In a somewhat loose manner the new approach of the Federal Government in dealing with the provinces may be described as "unilateralism". I do not like that word applied in the context of Federal/Provincial relations. I am doubtless conditioned by years of hearing the word used when speaking of relations between nations, and I must confess that I am made uneasy by the use of this term in describing relations between the various governments of this country. Unfortunately, however, the word is now often heard in reference to the behaviour and attitude of the Federal Government, and seems, at least to some degree, to characterize the spirit they have brought to federal/provincial relations.

"Unilateralism" in the Canadian context may be understood as the desire of the Federal Government to do

- i) what it feels is necessary;
- ii) when it feels it is appropriate;
- iii) in a manner calculated to obtain the greatest visibility possible for the Federal Government.

It can only be understood in contrast to the approach to cooperative Federalism which prevailed previously with its emphasis on "consultation" and cooperation. Where before there would have been a joint determining of objectives, there is now a simple exchange of statements; where before the scheduling of initiatives was a matter of negotiation, it is now common to read first in the newspaper of the most recent effort of the Federal Government; and where before there was consultation on adapting particular national initiatives to local conditions, there are now simply national initiatives.

In a word, what we now observe is a resolute attempt to abruptly reverse the trend and evolution of federal-provincial relations over previous decades. In my mind this is clearly a retrograde step, but one with what we must all come to grips as best we can.

Thoughtful students of government, will ponder for some time the reasons for the adoption of this new approach; however, I believe there are two closely related points which provide an insight into this clearly demonstrated resolve of the Federal Government. These are:

- i) the perception that during the last generation (decade) there has been a steady loss of eminence by the Federal Government. It is argued that Canadian citizens no longer see the Federal Government as the first and major representative of their interest.
- ii) the recognition that a political party which would wish to claim national representation status cannot long survive with a power base restricted to two provinces.

There is a great deal that could be said in amplification of these two points but perhaps in such an audience as this, elaboration may not be necessary.

The implications of this new approach can be seen and felt in our daily lives as citizens and in our capacity as elected representatives. The substance and process of the Constitutional issue was an accurate and perhaps deliberately chosen symbol of this "new wave" in government. More substantively, the national energy program and its appendix, the October budget, offered a second manifestation of the changed approach. In my own Province we have seen the new way of doing business in our dealings with the Federal Government on economic development.

In all of this several implications are now beginning to come clearly into focus:

- i) Financially, more difficult days are ahead for many of us. Clearly the Federal Government will eliminate or reduce participation in cost-shared programs in order to reallocate money to areas of Federal priority.
- ii) Administrative/procedural arrangements will be such that the Federal Government will deal directly with citizens, agencies and institutions within a province and will feel no compulsion to have the provincial government involved.

It is important to recognize that a fundamental shift in approach has taken place; and, it is essential to understand why that change was adopted. Most important of all, however, it is our responsibility to be aware of the implications of this new order, since the Federal/Provincial relationship has always defined the nature of Canada. Having assessed the situation we must develop for ourselves options for response.

It is clear that such a basic shift must unavoidably stir up a degree of resistance and unpleasantness. As provinces, however, I believe we ought to be careful to avoid falling into a posture of mere contrariness.

Contrariness is unlikely to be a successful medium or long-term strategy and I would argue should not even be considered for the short term.

On the other hand mere compliance with the assumptions and attitudes of the present federal government is likewise impossible. The centrist tendencies in the current government are such that unless the provinces articulate the expectations and aspirations of the people in the various regions of the country the federal government will not be capable of acting in a manner sufficiently sensitive to the diversity which is endemic to our natural life.

In a word, then, somewhere between compliance and contrariness lies an appropriate posture for the Provinces.

CA1
Z2
-C52

DOCUMENT: 850-18/008

Government
Publication



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

*Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981*

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

*Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981*

NOTES EN VUE D'UNE ALLOCUTION DE
L'HONORABLE J. ANGUS MACLEAN,
PREMIER MINISTRE DE L'ILE-DU-PRINCE-EDOUARD,

"LES PROGRAMMES A FRAIS PARTAGES"



1e 12 aout 1981

Officiellement, Ottawa s'occupe présentement de définir une nouvelle façon d'envisager le "fédéralisme coopératif". Le style, le contenu et le ton des relations fédérales-provinciales ont changé de façon marquée depuis l'élection du gouvernement actuel en février 1980. Cette "nouvelle attitude" est trop récente pour se laisser qualifier, mais j'essaierai dans ces quelques mots de préciser ce que sont, selon moi, certains éléments essentiels dont doit traiter toute étude de cette question.

Cette nouvelle attitude du gouvernement fédéral à l'égard des provinces peut être qualifiée, grosso modo, "d'unilatéralisme". Je déteste utiliser ce mot pour décrire les relations fédérales-provinciales. Je me suis certes habitué au cours des années à l'entendre lorsqu'il est question de relations entre pays, et je dois avouer que je suis mal à l'aise lorsqu'il sert à décrire les relations entre les divers gouvernements de notre pays. Malheureusement, toutefois, ce mot est maintenant souvent utilisé pour définir le comportement et l'attitude du gouvernement fédéral, et il semble, au moins dans une certaine mesure, que ce soit là vraiment l'esprit dans lequel Ottawa aborde les relations fédérales-provinciales.

"L'unilatéralisme", dans le contexte canadien, peut être compris comme étant la volonté du gouvernement fédéral

- i) de faire ce qu'il juge nécessaire,
- ii) au moment qu'il juge opportun,
- iii) de façon à en obtenir le plus de mérite possible.

La seule façon de le comprendre, c'est de le comparer au fédéralisme coopératif qui existait auparavant et qui mettait l'accent sur la consultation et la coopération. Alors qu'à ce moment-là, on définissait conjointement des objectifs, il n'y a plus maintenant qu'un simple échange d'énoncés de principes. L'échéancier des initiatives était autrefois négocié, tandis que maintenant, il arrive souvent que l'on apprenne la dernière mesure du gouvernement fédéral par les journaux. Les initiatives simplement nationales ont pris la place des consultations qui permettaient d'adapter des programmes nationaux particuliers aux conditions locales.

En un mot, nous assistons à un effort délibéré en vue de renverser brutalement la tendance et l'évolution des relations fédérales-provinciales des dernières décennies. Voilà, selon moi, un pas en arrière, qui crée cependant une situation à laquelle nous devons tous faire face de notre mieux.

Les analystes sérieux du fonctionnement des gouvernements se demanderont pendant longtemps pourquoi l'on a adopté cette nouvelle attitude. Pour ma part, je vois deux aspects étroitement liés qui peuvent expliquer cette volonté manifeste du gouvernement fédéral:

- i) L'idée voulant que l'autorité du gouvernement fédéral se soit progressivement érodée au cours de la dernière décennie. Certains affirment que les Canadiens ne considèrent plus le gouvernement fédéral comme le premier et le principal défenseur de leurs intérêts.
- ii) La reconnaissance du fait qu'un parti politique qui prétend vouloir représenter toutes les régions du pays ne peut survivre longtemps s'il n'a ses assises que dans deux provinces.

On pourrait s'étendra longuement sur ces deux points, mais ici, entre nous, il n'est peut-être pas nécessaire d'en dire plus.

En tant que citoyens et que représentants élus, nous voyons et nous ressentons chaque jour les conséquences de cette nouvelle attitude. Le fond et la forme du débat constitutionnel sont un exemple typique, et peut-être délibérément choisi, de cette "nouvelle mode" gouvernementale. Le programme énergétique national et son rejeton, le budget d'octobre, nous ont donné un deuxième exemple, plus concret celui-là, de la nouvelle mentalité qui règne. Dans ma propre province, nous avons constaté ce changement d'atmosphère au niveau de nos rapports avec le gouvernement fédéral sur la question du développement économique.

Plusieurs conséquences précises commencent à se dégager de tout cela:

- i) Sur le plan financier, l'avenir réserve des jours plus difficiles à bon nombre d'entre nous. De toute évidence, le gouvernement fédéral entend cesser ou réduire sa participation aux programmes à frais partagés afin de réaffecter ses ressources aux secteurs qu'il juge prioritaire.
- ii) Les arrangements et les processus administratifs seront conçus de façon à permettre au gouvernement fédéral de traiter directement avec les citoyens, les organismes et les institutions d'une province, sans qu'il se sente obligé de faire appel à la participation du gouvernement provincial.

Il importe de reconnaître qu'il y a eu un changement radical d'attitude, et il est essentiel de comprendre pourquoi l'on a opté pour ce changement. Mais surtout, il nous incombe d'être conscients des incidences de ce nouvel état de choses, puisque les relations fédérales-provinciales ont toujours déterminé la nature même du Canada. Après avoir évalué la situation, nous devons nous trouver des options pour y faire face.

Il va de soi qu'un changement aussi fondamental suscitera inévitablement des résistances et du mécontentement. J'estime toutefois que nous, les provinces, devons veiller à ne pas tomber dans le négativisme pur et simple.

Je doute en effet que cela puisse être une bonne stratégie à moyen et à long terme, et j'ajouterais même qu'il faut éviter d'y songer comme solution à court terme.

En revanche, on ne peut accepter docilement les hypothèses et l'attitude du gouvernement fédéral actuel. Les tendances centralisatrices qu'il démontre sont telles qu'il sera incapable d'être suffisamment sensible à la diversité qui nous caractérise si des provinces ne se font pas la voix des désirs et des aspirations des gens de toutes les régions du pays.

En d'autres mots, c'est quelque part entre la docilité et le négativisme que se situe l'attitude que doivent adopter les provinces.



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

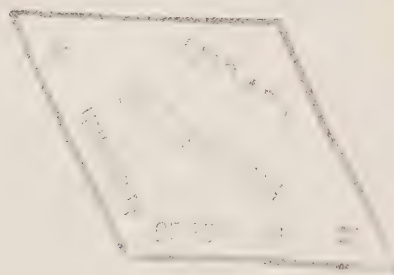
Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIÈME
CONFÉRENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

Notes for remarks
by the Premier of Québec
Hon. René Lévesque

(Translation)



The State of Federal-Provincial Relations

THE STATE OF FEDERAL--PROVINCIAL RELATIONS

The subject we are now discussing has arisen in many different ways throughout our conversations at this conference.

In our exchanges of views on the economic situation, one was struck by the emphasis the premiers placed on the very direct effect exerted on the economy by what has become the rather irresponsible attitude of the federal government. At a time when we face galloping inflation, a weakened dollar and heartbreaking interest rates, the Prime Minister of Canada has virtually turned matters over to the technocrats in the Bank of Canada and the federal Department of Finance, while he and some of his ministers are away from Ottawa, if not away from Canada, and while the people, the businessmen and the farmers are daily suffering the practical consequences of the crisis.

I will not go over all the arguments advanced by a number of premiers at this conference, but what emerges clearly from the discussion is that in this country, we are dealing with a federal government that has assumed an attitude of quite extraordinary arrogance and scorn. This is particularly true of the area of federal-provincial relations which, in a system that sought at least to be functional, would normally be one of the prime instruments for the management of public affairs. The fact is that federal-provincial relations are now in a worse state than they have ever been, and the federal government does not seem to be in any hurry to improve them. Indeed, there are numerous indications to the contrary.

Just a few days ago, Mr. Trudeau let certain provincial premiers know that he had decided to set February 1982, six months away, as the date after which the federal government would act unilaterally (with recourse to the Supreme Court, if necessary) if the coastal provinces had not reached agreement by then with Ottawa on the development of offshore resources.

Without specifically taking up the question of the ownership of natural resources located off the shores of British Columbia, the Atlantic provinces or Québec, in the case of the Gulf of St. Lawrence (Québec's position in this matter is already well known), it is nevertheless true that the Prime Minister's recent remarks are an excellent illustration of a reality we come up against on an almost daily basis: Ottawa is determined to impose at whatever cost its view of Canada, even if that means the end of the "cooperative" federalism we have been forced to swallow in certain areas. Ultimatums, arrogance and contempt are ever more characteristic of the Trudeau government's attitude in its relations with provincial governments.

A few weeks ago, the federal Energy Minister made public a proposed bill, likely to be put before the House of Commons in the fall, which has very serious implications for the provinces. In its present form, the energy security bill constitutes, in Québec's eyes, another unacceptable use of federal power. Quite apart from the merit that such a policy might have, its proposed legislative counterpart is reprehensible because it flies in the face of certain principles fundamental to the operation of a political system within which two orders of government should be able - if the thing is possible at all - to live side by side without stepping on each other's toes.

As has been stated publicly, the government of Québec and the Québec people will never agree to a federal corridor for electrical power transmission across their territory. The bill in question contemplates that very possibility. The implications may not be the same for other provinces, but the results will be no less harmful. In our view, this bill must be denounced for the following reasons:

- The federal action is unilateral and constitutes a direct attack on provincial powers over natural resources. Let us remember that the provincial premiers reaffirmed provincial authority over natural resources at the Pointe-au-Pic conference in August 1979.

- The major powers for regulation and direct action that the federal government intends to appropriate and the dominant role it allocates to federal Crown corporations will have the effect of making the exercise of provincial jurisdiction over all forms of energy more and more uncertain.
- The federal Treasury wants to impose its own concept of sharing on the provinces with respect to resources located on their territory or on territory they believe they own (offshore), but the concept no longer applies where federal land is concerned.
- The federal government's move is not aimed at energy alone: its longer-term goal is to strengthen its hold on economic powers in general.

Québec, and undoubtedly many other provinces, will object to this federal bill because they will all be losers if their ability to act diminishes gradually in favour of the government in Ottawa.

The Trudeau government's desire to impose its views at all costs has of course been most strongly apparent in the constitutional debate. All the provinces, including the two that took a different position from the other eight, have condemned the unilateral character of the federal government's action. Having failed to rally the majority of the provinces and the people to its view of the system, the government in Ottawa decided to impose it. If the Supreme Court should find no legal impediment to this way of doing things, Mr. Trudeau will seek to complete his constitutional power play as quickly as possible.

In addition, the Prime Minister has already indicated that he will subsequently move ahead with the reform of federal institutions and the election process. With the patriation of the Constitution and the adoption of a centralizing charter of rights, and with the reform of central institutions (an approach which Mr. Trudeau has always preferred to a new division of powers), the Prime Minister will have closed the circle. He will have realized his own concept of Canada as he described it at the first ministers' conference of 1980 - a concept to which the provincial premiers as a body refused to subscribe.

As for the negotiations on fiscal arrangements, at least everyone agrees on one thing: they will be very arduous. The federal Finance Minister has already announced that the financial recovery of the federal government, provincial acceptance of a "code of ethics" to protect the Canadian economic union "failing a constitutional solution", and greater visibility for federal government payments, will be some of the basic conditions for a new agreement. For the Trudeau government, the upcoming fiscal arrangements represent an opportunity to put into concrete form in the financial area the thesis advanced in the constitutional area: that of a more and more dominant central government capable of relegating the provincial governments to a local administrative role. In such a well-orchestrated scene, we may well ask ourselves what place federal authorities have managed to reserve for real discussion with the provinces.

* * *

The three subjects we have mentioned - the Constitution, fiscal arrangements and energy - offer the most patent examples of the confrontation policies Ottawa has adopted in its relations with the provinces. There are many others that it would be tedious to enumerate here. I would just like to say a word about regional development, which one of the premiers mentioned yesterday. He said he had been shocked by the nonchalance of the federal Minister of Regional Economic Expansion when he came calling to announce the new approach that Ottawa has decided to adopt in this area. The only consolation we can offer to the premier in question, and to the others who may have had the same experience, is that Quebec was not even included on this federal Minister's itinerary: we had to rely on the newspapers to learn Ottawa's latest thinking on the subject of regional development. As in the other areas we have discussed, Ottawa would like to bypass the provincial governments as much as possible, and influence regional and local economic agents directly. At the moment, no one can quite make out what motives the federal government has - other than those related to the pursuit of purely political, not to say purely partisan, objectives.

Inspired by an erroneous conception of its role and animated by an obsessive urge to centralize, the federal government seems to want to give ever-increasing importance to unilateral action rather than to consultation and coordination between governments. Its haughty and contemptuous attitude is becoming apparent in all areas.

This policy has brought about a very serious deterioration in federal-provincial relations in Canada to their present pitiful state, the worst since 1867. What is more, Ottawa even provokes divisions between the provinces in order to gain advantage thereby.

The least one can say is that such an attitude serves the interests of the people even less than those of their governments.

We do not believe that these ill-advised moves by Ottawa are merely random happenings. Québec is convinced that the federal government has decided, in a very deliberate and measured way, to draw a net around the provinces - a net whose meshes are becoming more and more clearly visible. With its constitutional power play, Ottawa seeks to reduce the powers of the provinces and, in particular, to stifle any movement away from centralization; in its approach to economic, financial and energy matters, it reduces the provincial governments to mere pressure groups, to be ignored at will. Finally - and this is less tangible but entirely consistent - the day-to-day legislative, regulatory and administrative activities of the federal government are making the exercise of provincial powers more and more uncertain. We believe the situation has become extremely serious.

Unless Ottawa changes its ways quickly and completely, and gives up its contemptuous attitude toward the provinces and its unhealthy taste for unilateral action, we are not about to resolve the acute problems we face.



CAI
24
C 52

THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

*Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981*

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

*Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981*

Notes pour une intervention
du Premier ministre du Québec
M. René Lévesque

Etat des relations fédérales-provinciales



ETAT DES RELATIONS FEDERALES-PROVINCIALES

Le thème que nous abordons présentement a été touché de maintes façons, à travers la discussion que nous avons eue jusqu'ici au cours de la présente conférence.

Il est frappant en effet de constater avec quelle insistance les Premiers ministres, lors de nos échanges de vues sur la situation économique, ont souligné l'effet très direct qu'a sur notre économie l'attitude, devenue assez irresponsable, du gouvernement fédéral. Alors même que nous sommes confrontés avec une inflation galopante, un dollar affaibli et des taux d'intérêt qui atteignent de tristes sommets, le Premier ministre fédéral a choisi de s'en remettre, à toutes fins utiles, aux technocrates de la Banque du Canada et du ministère fédéral des Finances pendant que lui et quelques uns de ses ministres sont en dehors d'Ottawa quand ce n'est pas en dehors du Canada, et alors que les citoyens, eux, ainsi que les entreprises et les producteurs agricoles vivent concrètement chaque jour les douleurs de la crise.

Sans reprendre tous les arguments que plusieurs Premiers ministres ont avancés lors de la présente conférence, il ressort clairement de tout cela que nous nous retrouvons maintenant au Canada avec un gouvernement fédéral qui a développé une attitude d'arrogance et de mépris qui est plutôt singulière. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne les relations fédérales-provinciales qui devraient normalement être, dans un régime qui se voudrait tout au moins fonctionnel, un des moyens privilégiés de gestion de la chose publique. Or, actuellement, ces relations ont atteint un niveau de détérioration sans précédent qu'Ottawa ne semble pas nécessairement pressé de rétablir ... tout au contraire et les exemples ne manquent pas.

Il y a quelques jours à peine, M. Trudeau faisait savoir à certains Premiers ministres provinciaux qu'il avait décidé de fixer à février 1982, soit dans six mois, la date après laquelle le gouvernement fédéral agirait seul (en recourant à la Cour suprême s'il le fallait), si les provinces côtières n'en étaient pas venues à cette date à une entente avec Ottawa sur l'exploitation des richesses "off-shore".

Sans vouloir discuter spécifiquement de cette question de la propriété des richesses naturelles qui se trouvent au large des côtes de la Colombie-Britannique, des provinces atlantiques ou encore du Québec en ce qui concerne le Golfe St-Laurent, (la position du Québec est d'ailleurs bien connue là-dessus), il reste que l'intervention récente du Premier ministre fédéral illustre à merveille une réalité hélas de plus en plus quotidienne à laquelle nous nous frottons: Ottawa est déterminé à faire passer, coûte que coûte, sa conception du Canada, même si cela signifie la fin du fédéralisme "coopératif" dont on s'est tant gargarisé dans certains milieux. La diplomatie de l'ultimatum, de l'arrogance et du mépris caractérise de plus en plus les attitudes du gouvernement Trudeau dans ces relations avec les gouvernements provinciaux.

Il y a quelques semaines, le ministre fédéral de l'Energie rendait public un avant-projet de loi, qui selon toute vraisemblance sera présenté à la Chambre des Communes dès l'automne, et qui comporte pour les provinces des implications très importantes. Cet avant-projet de loi sur la sécurité énergétique, dans sa forme actuelle, constitue aux yeux du Québec, un autre geste inacceptable du pouvoir fédéral. Indépendamment du mérite que pourrait avoir la politique dont il se veut le pendant législatif, ce projet d'Ottawa est condamnable parce qu'il contrevient dès le départ à certains principes élémentaires de bon fonctionnement d'un régime politique dans lequel deux ordres de gouvernement devraient, si cela est jamais possible, pouvoir vivre côte à côte, sans s'écraser les pieds.

Le Gouvernement du Québec et les Québécois n'accepteront jamais, cela a été dit publiquement, qu'un corridor fédéral traverse leur territoire aux fins de transport de l'électricité. Or, le projet de loi dont nous parlons prévoit une telle possibilité. Pour d'autres provinces, les implications peuvent être différentes, mais les conséquences ne sont pas moins néfastes. A notre sens, ce projet doit être dénoncé pour les raisons suivantes:

- L'action fédérale est unilatérale et s'attaque directement aux pouvoirs des provinces en matière de ressources naturelles.
- Notons que lors de la conférence de Pointe-au-Pic en août 1979, les Premiers ministres avaient "réaffirmé la responsabilité provinciale en matière de ressources naturelles".

- Les importants pouvoirs de réglementation et d'action directe que le gouvernement fédéral entend se donner et le rôle prépondérant qu'il assure aux sociétés fédérales de la Couronne auront pour effet de rendre de plus en plus aléatoire l'exercice des compétences des provinces à l'égard de toutes les formes d'énergie.
- Le trésor fédéral veut imposer sa propre notion de partage aux provinces lorsqu'il s'agit des ressources situées sur leur territoire ou les territoires qu'elles estiment leur appartenir (offshore) mais cette notion n'existe plus lorsqu'il s'agit de terres fédérales.
- L'action du gouvernement fédéral ne vise pas uniquement l'énergie mais a pour objectif à plus long terme d'assurer son emprise sur les pouvoirs économiques en général.

Le Québec s'opposera à ce projet de loi fédéral et sans doute, beaucoup d'autres provinces le feront-elles également parce que toutes seront perdantes si leur capacité d'agir diminue progressivement au profit du gouvernement d'Ottawa.

Cette volonté du gouvernement Trudeau d'imposer ses vues à tout prix s'est bien sûr manifestée le plus vivement dans la question constitutionnelle. Toutes les provinces, y compris les deux provinces qui ont pris une position différente des huit autres, ont condamné le caractère unilatéral de la démarche fédérale. A défaut de pouvoir faire partager sa conception du régime par une majorité de provinces et une majorité de citoyens, Ottawa a décidé de les imposer. Si la Cour Suprême ne devait trouver aucun empêchement juridique à cette façon de faire, M. Trudeau tentera d'achever, le plus rapidement possible son coup de force constitutionnel.

De plus, le Premier ministre a déjà indiqué qu'il allait passer, dans un second temps, à la réforme des institutions fédératives et du mode de scrutin. Avec le rapatriement de la constitution et l'adoption d'une charte des droits centralisante, ainsi que la réforme des institutions centrales (approche que M. Trudeau a toujours préférée à celle d'un nouveau partage des pouvoirs), le Premier ministre fédéral aura fermé le cercle. Il aura concrétisé sa conception du Canada qu'il a décrite lors de la Conférence des Premiers ministres de 1980 et à laquelle les Premiers ministres provinciaux, dans leur ensemble, ont refusé de souscrire.

Quant aux négociations sur les arrangements fiscaux, tous s'accordent sur une chose au moins: elles seront très difficiles. Le ministre fédéral des Finances a déjà annoncé que le redressement de la situation financière du gouvernement fédéral, l'acceptation par les provinces d'un "code de conduite" pour protéger l'union économique canadienne "faute d'une solution constitutionnelle" et une plus grande visibilité des paiements fédéraux seront parmi les conditions de base d'une nouvelle entente. Pour le gouvernement Trudeau, les prochains arrangements fiscaux représentent l'occasion de concrétiser sur le plan financier la thèse déjà mise de l'avant sur le plan constitutionnel:

celle d'un gouvernement central de plus en plus hégémonique et capable de réduire les gouvernements provinciaux à un rôle d'administration locale. Dans un décor aussi solidement planté, on peut se demander quelle place les autorités fédérales ont pu garder pour de véritables discussions avec les provinces.

* * *

Les trois sujets que nous venons de mentionner, la constitution, les arrangements fiscaux, l'énergie, constituent les exemples les plus patents de la politique de confrontation qu'Ottawa a décidé d'adopter dans ses rapports avec les provinces.

Il y en a bien d'autres dont il serait trop pénible de faire la liste ici. Je voudrais simplement dire un mot du développement régional dont un Premier ministre a parlé hier. Ce Premier ministre disait qu'il avait été choqué par l'attitude désinvolte du ministre fédéral responsable du développement régional lorsque ce dernier était passé chez lui pour l'informer de la nouvelle approche qu'a décidé de prendre Ottawa en cette matière. Eh bien, la seule consolation que nous pouvons offrir à ce Premier ministre et aux autres qui ont pu avoir la même expérience, c'est que nous du Québec, nous n'avons pas même été inscrits sur la liste des endroits visités par ce ministre fédéral de sorte que c'est par les journaux que nous avons été informés des dernières cogitations d'Ottawa en matière de développement régional. Comme dans les autres domaines dont nous avons parlé, Ottawa voudrait, encore une fois, tenter autant que possible de passer par dessus la tête des gouvernements provinciaux en agissant directement auprès des agents économiques dans les régions et les sous-régions. Personne ne voit très bien, à ce moment-ci, les motivations du gouvernement fédéral, autres que celles qui pourraient relever de la stricte recherche d'un intérêt politique - ou même d'un intérêt purement partisan.

Inspiré par une conception erronée de son rôle et animé par une recherche obsessionnelle de centralisme, le gouvernement fédéral semble vouloir préférer de plus en plus l'action unilatérale à la consultation et la coordination intergouvernementale. Son attitude hautaine et méprisante tend à se généraliser dans tous les secteurs.

Cette politique a engendré une détérioration très sérieuse des relations fédérales-provinciales au Canada qui connaissent maintenant leur état le plus lamentable depuis 1867. De plus, Ottawa suscite les divisions entre les provinces elles-mêmes dont il tente ensuite de tirer profit.

Le moins qu'on puisse dire est qu'une telle attitude sert encore moins les intérêts des citoyens que ceux des gouvernements.

En ce qui nous concerne, nous ne croyons pas que ces gestes malheureux d'Ottawa soient le fait du hasard ou de simples circonstances. Le Québec a la certitude que le gouvernement fédéral, de façon très délibérée et très réfléchie, a décidé de resserrer autour des provinces un filet dont chacune des mailles se dessinent avec de plus en plus de netteté. Ottawa, par son coup de force constitutionnel, veut réduire les pouvoirs des provinces et surtout empêcher à jamais toute évolution qui n'irait pas vers le centralisme; par son attitude en matière économique, financière et énergétique, il repousse les gouvernements des provinces au rang de simples organismes de pression qu'on pourrait ignorer à volonté. Enfin, cela est plus diffus mais tout aussi conséquent, dans ses actions quotidiennes, que ce soit des actions législatives, réglementaires ou administratives, le gouvernement fédéral rend de plus en plus aléatoire l'exercice des compétences des provinces. Cela est devenu, à notre sens, extrêmement grave.

A moins qu'Ottawa n'effectue rapidement un virage complet et n'abandonne son attitude de mépris envers les provinces et son goût malsain pour l'action unilatérale, nous ne sommes pas prêts de résoudre les problèmes aigus auxquels nous sommes confrontés.



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

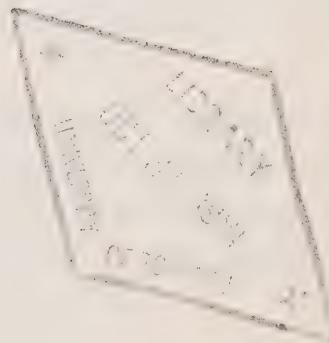
LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

WEST HIT HARDEST BY HIGH INTEREST RATE

AND ENERGY POLICIES,

BLAKENEY SAYS



SASKATCHEWAN PRESS RELEASE

August 12, 1981

WEST HIT HARDEST BY HIGH INTEREST RATE AND ENERGY POLICIES,
BLAKENEY SAYS

The Canadian economy in general, and the Western Canadian in particular, are being seriously damaged by the impact of high interest rate and energy policies, Saskatchewan Premier Allan Blakeney said today in Victoria.

Speaking to the 22nd Annual Premiers' Conference in the Premier Blakeney said the damage caused by these and other government policies shows the need for a return to cooperative federalism to deal with the problems of the Canadian economy.

The premier said that in 1980 the Canadian economy grew at its slowest rate since 1954, while inflation accelerated to its highest level in more than 30 years.

"This year's growth for the Canadian economy will be slightly better, but still far below its potential," he said.

"Saskatchewan will likely achieve relatively strong growth in 1981 as a result of favourable grain growing conditions and increased investment in the non-petroleum mining industry. The natural strength of our economy, however, is being impeded by record high interest rates.

"The prohibitive interest rates faced by small businesses in Saskatchewan prevent those businesses from taking advantage of the spin-off opportunities associated with the west's resource boom. Because many of our small and medium-sized businesses are in emerging operations, they require large amounts of borrowed money. Their inability to take advantage of these opportunities results in a loss of jobs and economic development for Saskatchewan.

The premier said larger, more established operations in other parts of Canada can often finance their capital expenditures from retained profits and fixed rate financing.

The record high interest rates are also hurting the farmers of Western Canada, whose operations require large amounts of borrowed capital each year, the premier said.

He said the federal government's National Energy Program has seriously damaged Canada's petroleum industry and made unlikely any hope of achieving energy self-sufficiency by 1990.

"Fully 25 percent of Saskatchewan oil production is shut-in as a direct result of the federal program. The replacement cost to the Canadian people for this lost production, at world prices, is about 600 million dollars per year.

"A negotiated solution to the energy pricing dispute is urgent, not only for Saskatchewan but for all of Canada. The lack of an energy pricing agreement has created uncertainty about the state of the Canadian economy abroad, and this has contributed to the weakness of the Canadian dollar in recent weeks."

With the current state of the Canadian economy in mind, Premier Blakeney welcomed Prime Minister Trudeau's call for a First Ministers' Conference on the Economy this fall.

"Such a meeting could well provide a positive beginning to renewed cooperative federalism in dealing with the problems that beset the economy," he said.

"While our current problems are serious, Canada has a potential unmatched by other nations.

"A resolution of the energy dispute, then a return to provincial cooperation on the economy will allow First Ministers to deal with the structural problems in the Canadian economy as transportation bottlenecks and excessive foreign ownership are preventing this country from taking full advantage of it

Document: 850-18/010



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

C'EST L'OUEST QUE LA POLITIQUE ENERGETIQUE
ET LES TAUX D'INTERET ELEVES TOUCHENT
LE PLUS, DE DIRE M. BLAKENEY

COMMUNIQUE DE LA SASKATCHEWAN

POUR DIFFUSION:

le 12 août 1981

C'EST L'OUEST QUE LA POLITIQUE ENERGETIQUE ET LES TAUX D'INTERET
ELEVES TOUCHENT LE PLUS, DE DIRE M. BLAKENEY

Les taux d'intérêt élevés et la politique énergétique d'Ottawa nuisent considérablement à l'économie canadienne en général, et à l'économie de l'Ouest en particulier, a déclaré aujourd'hui le Premier ministre de la Saskatchewan, M. Allan Blakeney.

S'adressant aux participants à la 22^e Conférence annuelle des Premiers ministres qui s'est tenue à Victoria, M. Blakeney a dit que le tort causé par diverses politiques du gouvernement fédéral, notamment celles-ci, montre bien la nécessité de revenir au fédéralisme coopératif qui permettrait de régler les problèmes de l'économie canadienne.

En 1980, selon le Premier ministre, l'économie canadienne a progressé à son rythme le plus lent depuis 1954, l'inflation a atteint son niveau le plus élevé depuis plus de 30 an.

"L'économie canadienne s'améliorera légèrement cette année, mais beaucoup moins qu'elle ne le pourrait", a-t-il ajouté.

La croissance économique de la Saskatchewan sera relativement forte en 1981 en raison des conditions qui favorisent la culture

des céréales et de l'importance des capitaux investis minier non pétrolier. La hausse sans précédent des ta nuit toutefois à la vigueur naturelle de notre économie

Les taux d'intérêt exorbitants que doivent petites entreprises de la Saskatchewan les empêchent de des retombées éventuelles de la mise en valeur des res l'Ouest. Bon nombre de nos petites et moyennes entrepr nouvelles ou tout juste à flot, elles ont besoin d'empr grosses sommes. L'incapacité dans laquelle elles se tr profiter de ces retombées entraîne la perte d'emplois e tissement du développement économique en Saskatchewan.

Le Premier ministre a souligné que dans d'a du Canada, les entreprises plus grandes et plus solides peuvent souvent financer leurs immobilisations grâce au distribués et à un financement à taux fixe.

Il estime en outre que la flambée des taux également aux cultivateurs de l'Ouest canadien, qui ont année de nombreux capitaux empruntés pour faire fonction exploitations.

Il est d'avis que le programme national de mis sur pied le gouvernement fédéral a causé de sérieux l'industrie canadienne du pétrole et qu'il a rendu pres

l'objectif d'en arriver à l'autosuffisance énergétique d'ici

"Comme conséquence directe du programme fédéral de production pétrolière de la Saskatchewan est réduite de 25 % le coût que doit assumer la population canadienne pour remplacer le pétrole non produit se chiffre, aux prix mondiaux, à environ 10 millions de dollars par année.

Il est urgent d'en arriver à une solution négociée au différend soulevé par le prix de l'énergie et ce, non seulement pour la Saskatchewan mais aussi pour l'ensemble du Canada. L'absence d'une entente sur le prix de l'énergie a suscité de l'inquiétude à l'étranger quant à la situation de l'économie canadienne, ce qui a contribué à l'affaiblissement du dollar canadien au cours des dernières semaines."

Eu égard à la situation actuelle de l'économie canadienne, M. Blakeney a favorablement accueilli la proposition du Premier ministre Trudeau de tenir cet automne une conférence des Premiers ministres sur l'économie.

"Cette réunion pourrait fort bien être le début d'un renouveau du fédéralisme de collaboration pour l'étude des problèmes qui frappent l'économie", a-t-il déclaré.

"En dépit de la gravité de nos problèmes, le Canada dispose, par rapport aux autres pays, d'un potentiel inégalé.

Le règlement de la question de l'énergie, à la collaboration fédérale-provinciale en matière d'énergie, incombent aux Premiers ministres de faire face aux problèmes structurel de l'économie canadienne, comme les goulots dans le domaine des transports et les taux excessifs étrangers, autant d'éléments qui empêchent le pays de tirer parti de son potentiel."



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

BLAKENY SAYS MEDICARE,
POST-SECONDARY EDUCATION THREATENED

SASKATCHEWAN PRESS RELEASE

FOR RELEASE:

AUGUST 13, 1981

Executive Council

BLAKENEY SAYS MEDICARE, POST-SECONDARY EDUCATION THREATENED

Canada's Medicare system and its universities, colleges, and technical schools are facing uncertainty because of federal cutback threats, Saskatchewan Premier Allan Blakeney said today.

The premier, speaking at the annual Premiers' Conference in Victoria, B.C. said the federal government should withdraw its stated plans to cut funding for these programs of which Canadians are justifiably proud.

He called on the federal government to outline immediately any proposals it has for negotiations on federal-provincial fiscal arrangements, the arrangements which provide funding for health and higher education. The arrangements also establish the framework for Canada's equalization system.

"It now appears likely that the federal government will not present its proposals to the provinces until September. There may be little, if any, opportunity for real consultation on federal proposals, if they are to be enacted in time to take effect for the next fiscal year," Premier Blakeney said.

"One can expect a fairly restricted context for federal-provincial negotiation under these unreasonable circumstances."

The premier noted that the federal government has tried to justify reduced contributions to social programs with the argument that it has to reduce its deficit.

"Transfers to the provinces for social programs are not the cause of the federal governments' deficit problems," he said.

"Other factors are responsible for the massive federal deficit - tax loopholes that take billions of dollars out of the federal treasury, high interest rates that add hundreds of millions of dollars to the cost of servicing the federal government's debt, and a National Energy Program which forces Ottawa to buy costly imported oil because it won't pay a fair price for Canadian oil.

The premier said the Established Programs Financing Arrangements, which come up for their five-year review in 1982, have met the federal objectives of permanence, stability, predictability and flexibility since E.P.F. was introduced in 1977.

"The existing E.P.F. arrangements have been good for Canada. Saskatchewan supports the continuation of these arrangements with only minor changes which could address certain concerns raised by the federal government and the provinces," he said.

He described equalization as "the fiscal foundation of the Canadian Confederation", and said it should continue as a key program in future federal-provincial fiscal arrangements.

"There have been a number of issues and problem areas that have emerged with the present equalization system, and vigorous attempts should be taken to iron out these difficulties.

"I believe, however, that we all can accept the principle that all Canadians must be assured access to basic public services of a reasonably uniform standard without being subject to unduly burdensome levels of taxation.

"Saskatchewan supports the continuation of the representative tax system approach to equalization, although we realize there may have to be some 'fine-tuning' as a result of a full review of all present and potential revenue sources."

Premier Blakeney said he believes discussions of equalization should cover traditional approaches for the time being. He said he did not think discussions of interprovincial sharing of resource revenues would be productive during the current energy pricing discussions.

CA1
Z2
-C52



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

M. BLAKENEY DECLARE QUE L'ASSURANCE-MALADIE ET
L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE. SONT MENACES

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA SASKATCHEWAN



DIFFUSION: Le 13 août 1981

Conseil exécutif

M. BLAKENEY DECLARE QUE L'ASSURANCE-MALADIE ET L'ENSEIGNEMENT
POSTSECONDAIRE SONT MENACES

Le Premier ministre de la Saskatchewan, M. Allan Blakeney, a déclaré aujourd'hui que le régime d'assurance-maladie ainsi que les universités, les collèges et les écoles techniques du Canada sont plongés dans l'incertitude en raison des menaces de coupures de la part du gouvernement fédéral.

Prenant la parole à la Conférence annuelle des Premiers ministres provinciaux réunis à Victoria (C.-B.), le Premier ministre a déclaré que le gouvernement fédéral doit renoncer aux coupures qu'il projette d'effectuer au titre de ces programmes dont les Canadiens ont raison d'être fiers.

Il a demandé au gouvernement fédéral de préciser immédiatement toute proposition qu'il envisage pour les négociations sur les arrangements fiscaux entre les gouvernements fédéral et provinciaux, en vertu desquels sont subventionnés les services de santé et l'enseignement supérieur. Ces arrangements constituent également la base du régime de péréquation au Canada.

"Il semble maintenant probable, de préciser M. Blakeney, que le gouvernement fédéral ne présente ses propositions aux provinces qu'au mois de septembre. Il se peut donc que la possibilité de procéder à de véritables consultations sur les propositions fédérales soit minime, voire inexistante, si ces propositions doivent avoir force de loi à temps pour s'appliquer à la prochaine année financière."

"Dans des conditions aussi déraisonnables, il faut s'attendre à ce que le contexte des négociations fédérales-provinciales soit relativement restreint."

Le Premier ministre a signalé que le gouvernement fédéral tente de justifier la réduction de ses contributions aux programmes sociaux en invoquant la nécessité d'atténuer son déficit.

"Les transferts aux provinces au titre des programmes sociaux ne sont pas la cause du déficit fédéral", a-t-il ajouté.

"D'autres facteurs expliquent l'énorme déficit fédéral: les échappatoires fiscaux qui privent le trésor fédéral de milliards de dollars, les taux d'intérêts élevés qui augmentent la dette fédérale de centaines de millions de dollars et le programme énergétique national qui oblige Ottawa à acheter du pétrole importé à prix fort parce qu'il refuse de verser un prix équitable pour le pétrole canadien."

Selon le Premier ministre, les arrangements relatifs au financement des programmes établis, dont la révision quinquennale est prévue pour 1982, ont réalisé les objectifs fédéraux de permanence, de stabilité, de prévisibilité et de souplesse depuis leur création en 1977.

"Les arrangements actuels relatifs au financement des programmes établis ont été bénéfiques pour le Canada. La Saskatchewan préconise leur maintien, avec de légères modifications propres à donner satisfaction au gouvernement fédéral et aux provinces."

Le Premier ministre voit dans la péréquation "l'assise financière de la confédération canadienne", et a ajouté qu'elle doit demeurer un élément clé des arrangements fiscaux futurs entre les gouvernements fédéral et provinciaux.

"Le régime de péréquation en vigueur a soulevé certaines questions et certains problèmes, de dire M. Blakeney. Il faut s'employer avec vigueur à aplanir ces difficultés."

"Je crois cependant que nous acceptons tous le principe voulant que tous les Canadiens aient accès à des services publics de base relativement uniformes sans avoir à assumer un fardeau fiscal indu."

"La Saskatchewan désire que l'on continue d'envisager la péréquation sous l'angle d'un régime fiscal représentatif, mais nous savons qu'après une étude complète de toutes les sources de recettes actuelles et potentielles, certains ajustements pourraient se révéler nécessaires."

Le Premier ministre Blakeney estime que les discussions sur la péréquation doivent pour le moment continuer de se dérouler selon la formule traditionnelle. Il serait improductif, selon lui, de discuter du partage interprovincial des recettes provenant de l'exploitation des ressources pendant les discussions actuelles sur le prix de l'énergie.





THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

*Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981*

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

*Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981*

Final Communiqué

Review of
The Economy



I. Introduction

Provincial Premiers, meeting in Victoria at their 22nd Annual Conference, agreed unanimously that dealing with Canada's current economic problems is a matter of urgent priority. They called on the federal government to work with the provinces to develop an economic strategy for Canada and to resolve the crisis in confidence which has beset the country.

The Premiers were critical of the lack of federal economic leadership and noted the frustration felt by Canadians at the state of economic drift in the country. People are concerned about their jobs, their homes and their businesses, and Ottawa's misdirection of the economy is a major contributing factor.

II. The Economic Situation

In their discussion of the current economic situation, the Premiers expressed deep concern with the crushing burden of high interest rates, the unacceptably high rate of inflation and the weakness of the Canadian dollar.

The pressure on the dollar, they said, reflects a lack of international confidence in the management of the Canadian economy. The Premiers referred to a number of causes of this confidence crisis, including:

- the lack of a federal-provincial accord on energy pricing;
- the National Energy Program, which has created significant uncertainty and anxiety in the international community, as well as holding back a number of major energy projects;
- federal - provincial discord over the constitution;
- the large federal deficit;
- uncertainty over federal intentions with regard to regulation of industries and the economy; and
- a negative federal attitude towards investment which discourages the capital needed to further investment in the country.

In addition, the Premiers noted the obvious inconsistencies between key economic commitments undertaken by the Prime Minister at the last two economic summits in Montebello and Venice, and the policies his government has chosen to implement in the wake

of those commitments -- particularly those related to pricing and to fiscal restraint.

The Premiers stressed that measures to strengthen balance of payments and the value of the dollar are fundamental to a "made-in Canada" economic policy. They noted, in particular, that high interest rates and the excessive rate of inflation would be brought down if the strength of the dollar was restored.

The Premiers also cited skilled labour shortages and an inadequate transportation system as important constraints to economic growth and increased productivity in Canada.

Productivity growth, they said, is fundamentally important to restoring the country's economic performance. In addition to improving the competitiveness of Canadian industries, productivity growth represents the only way to provide people with increased incomes without increasing inflation. Economic policy must be oriented towards encouraging Canada's potentially strongest and most competitive industries. Premiers agreed that this requires a generally positive and supportive role by government to encourage much-needed investment, innovation and research in Canada.

The Premiers referred to the economic situation as unacceptable and totally unnecessary. They agreed that wage and price controls were not appropriate responses to the current situation. There are however a number of positive and constructive steps that federal and provincial governments acting in concert might take immediately.

III. A Program for Canadian Economic Recovery

Emphasizing the need to renew confidence in the Canadian economy, both domestically and internationally, the Premiers agree that a Canadian recovery plan embracing the following elements should be initiated immediately and that this plan must be a joint federal-provincial undertaking:

1. The conclusion of a fair and equitable energy agreement. Such an agreement would
 - (a) signal a fundamental change in the climate for productive investment in the country;
 - (b) stimulate major resource development projects (for example, oil sands, heavy oil and alternative energy projects) with their consequent contribution to employment in the manufacturing industries of Canada; and
 - (c) provide an immediate contribution to strengthen the dollar, and lower interest rates.
2. A realistic Canadian approach to the export of commodities, such as coal and natural gas, must be adopted. This strategy would improve Canada's balance of payments position and would serve to strengthen the Canadian dollar.
3. The competitiveness and productivity of Canadian industry must be improved through special measures to encourage investment and innovation. In addition, public policy must place greater emphasis on Research and Development.

4. The fundamental role of investment in any recovery plan must be a major part of Canadian public policy.
5. The Canadian transportation system must be strengthened to improve access to the national and international marketplace for Canadian products. Premiers noted that every province has particular and unique development opportunities which are constrained by the lack of an adequate transportation system.
6. The pace and scale of efforts to increase the level of Canadian ownership must be carefully considered so as not to undermine other measures taken to inspire investor confidence.
7. Strong regional economies are necessary to have a strong national economy. But Premiers noted the growing tendency of the federal government to favour a unilateral approach to solving regional disparity. Where federal government participation in the development of a provincial resource is desirable, it must be with the joint agreement of the province.
8. Government deficits on current account must be controlled. The Premiers firmly rejected any suggestion that the federal deficit be reduced by shifting expenditure obligations to the provinces. The Premiers noted that this would be of no benefit to the taxpayers of Canada.

9. Canada must build on its strengths - its people and its natural resources. Economic recovery planning must include a commitment to maximize resource upgrading and further develop the skills of the labor force.

The Premiers emphasized that these policy directives are wholly consistent with the economic objectives agreed to by all eleven First Ministers at their two productive conferences on the economy in February and November 1978. The Premiers reaffirmed the comprehensive positions they had adopted at those conferences and stressed their value as a base for cooperative economic policy development. In particular, the Premiers underscored the importance of reaffirming the vital role the private sector must play in the recovery process.

Premiers believe that the positive effect of implementing these measures will provide renewed confidence in the strength of the Canadian economy.

IV. Restoring Federal-Provincial Consultation

The Premiers noted that they have repeatedly called for cooperative federal-provincial approaches to economic policy. Noting that three years will have elapsed since the First Ministers last met to develop joint solutions to Canada's economic problems, the Premiers recalled that at their 1978 Conference in Regina, it was agreed that First Ministers should meet on an annual basis at a fixed time to ensure the development and implementation of a national economic strategy. The Premiers' are therefore pleased with the federal response for such a Conference.

The Premiers called for a First Ministers Conference to be scheduled immediately following the preparatory Meeting of Ministers of Finance.

The Chairman of the Premiers Conference has been requested to communicate with the Prime Minister in order to jointly develop the preparatory work and arrangements required to ensure a successful First Ministers' Conference.

The Premiers further noted that integral to this process is a commitment to a positive consultative approach to the economy. They observed that the current climate is such as to render exceedingly difficult such co-operation, and that the past year has seen a level of tension unprecedented in federal-provincial relations. Moreover, the Premiers observed with regret certain indications that the level of tension might, indeed, intensify as a result of initiatives surrounding Fiscal Arrangements, federal industrial strategy and natural resources, including off-shore resources.

Given a new spirit of federal-provincial consultation and cooperation and Canada's underlying economic strengths, the Premiers are confident that policies can be jointly developed which will re-vitalize the economy and permit Canada to realize its full potential.



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

Revue
de
l'économie

Communiqué final



I. Introduction

Réunis à Victoria à l'occasion de leur vingt-deuxième conférence annuelle, les Premiers ministres provinciaux ont convenu à l'unanimité qu'il est hautement prioritaire de s'attaquer aux problèmes économiques actuels du Canada. Ils ont invité le gouvernement fédéral à collaborer avec les provinces en vue d'élaborer une stratégie économique canadienne et de régler la crise de confiance qui frappe le pays.

Ils ont déploré le manque de leadership du gouvernement fédéral en matière d'économie et ont souligné la frustration qu'éprouvent les Canadiens face à l'état d'abandon dans lequel se trouve l'économie du pays. Les citoyens éprouvent un sentiment d'insécurité relativement à leurs emplois, leurs maisons et leurs entreprises; cette situation est en majeure partie attribuable à la mauvaise gestion de l'économie par le gouvernement d'Ottawa.

II. La situation économique

Lors de leurs discussions sur la situation économique actuelle, les Premiers ministres se sont dits extrêmement préoccupés du fardeau accablant que représentent les taux d'intérêt élevés, du niveau inacceptable qu'a atteint le taux d'inflation au Canada et de la faiblesse du dollar canadien.

A leur avis, les pressions exercées sur le dollar traduisent le peu de confiance qu'inspire à l'étranger la gestion de l'économie canadienne. Les Premiers ministres ont invoqué un certain nombre de causes pour expliquer cette crise de confiance, entre autres:

- l'absence d'un accord fédéral-provincial sur le prix de l'énergie;
- le Programme national de l'énergie, qui a suscité une grande incertitude et une forte anxiété sur la scène internationale et qui a retardé un certain nombre de projets énergétiques d'importance;
- le désaccord fédéral-provincial sur la constitution;
- l'important déficit fédéral;
- l'incertitude qui subsiste quant aux intentions du gouvernement fédéral en ce qui a trait à la réglementation des industries et à l'économie;
- l'attitude négative du gouvernement fédéral à l'égard des investissements, ce qui éloigne des capitaux nécessaires à de nouveaux investissements dans le pays.

En outre, les Premiers ministres provinciaux ont souligné des contradictions évidentes entre, d'une part, les principaux engagements qu'a pris le Premier ministre du Canada lors des deux derniers sommets économiques, à Montebello et à Venise, et d'autre part, les politiques que son gouvernement a choisi d'adopter par la suite, notamment celles ayant trait au prix de l'énergie et aux restrictions financières.

Les Premiers ministres ont déclaré qu'une politique économique "faite au Canada" doit nécessairement s'appuyer sur des mesures visant à renforcer la balance des paiements et la valeur du dollar. Ils ont notamment souligné que le renforcement du dollar ferait baisser les taux d'intérêt et le taux d'inflation excessif au Canada.

Les Premiers ministres ont également déclaré que la pénurie de main-d'oeuvre spécialisée et les faiblesses du système de transport restreignent considérablement la croissance économique et l'accroissement de la productivité au Canada.

Ils estiment que l'accroissement de la productivité est essentiel au rétablissement de la performance économique du pays. Outre qu'il améliore la compétitivité des industries

canadiennes, l'accroissement de la productivité représente la seule façon d'augmenter le revenu de la population sans aggraver l'inflation. La politique économique doit viser à encourager les industries canadiennes susceptibles de devenir les plus fortes et les plus compétitives. A cet égard, les Premiers ministres sont d'avis que le gouvernement doit jouer un rôle généralement positif afin d'appuyer et de favoriser les investissements, l'innovation et la recherche dont le Canada a tant besoin.

Les Premiers ministres ont qualifié la situation économique de totalement inacceptable et d'absolument inutile. Ils ont convenu que des mesures comme le contrôle des prix et des salaires ne constituent pas des solutions appropriées à la situation actuelle. Il existe cependant un certain nombre de mesures positives et constructives que les gouvernements fédéral et provinciaux peuvent prendre de concert immédiatement.

III. Programme de redressement de l'économie canadienne

Soulignant la nécessité de redonner confiance en l'économie canadienne, tant au pays qu'à l'étranger, les Premiers ministres reconnaissent la nécessité que soit mis en oeuvre immédiatement, conjointement par le fédéral et les provinces, un plan de redressement de l'économie canadienne comportant les éléments suivants:

1. Il faut que soit conclu un accord énergétique juste et équitable. Cet accord
 - a) serait le signal d'un changement fondamental du climat en ce qui concerne l'investissement productif au pays;
 - b) stimulerait la mise en oeuvre de grands projets d'exploitation des ressources (par exemple projets concernant les sables pétrolifères, le pétrole lourd et les énergies de remplacement), ce qui aurait des répercussions sur l'emploi dans les industries manufacturières au Canada; et
 - c) contribuerait immédiatement au raffermissement du dollar et à la baisse des taux d'intérêt.
2. La question de l'exportation de produits comme le charbon et le gaz naturel doit être abordée de façon réaliste et typiquement canadienne. Cette stratégie améliorerait la position du Canada en matière de balance des paiements et servirait à raffermir le dollar canadien.

3. La compétitivité et la productivité de l'industrie canadienne doivent être améliorées grâce à l'adoption de mesures spéciales visant à encourager l'investissement et l'innovation. En outre, la politique gouvernementale doit accorder plus d'importance à la recherche et au développement.
4. La politique gouvernementale doit accorder une large place au rôle fondamental que jouent les investissements dans tout plan de reprise.
5. L'accroissement de l'accès des produits canadiens aux marchés nationaux et internationaux exige la consolidation du système de transports canadien. Les Premiers ministres ont fait observer qu'il existe dans chaque province des possibilités uniques et particulières de développement que gêne l'absence d'un système de transport adéquat.
6. Il faut veiller à ce que le rythme et l'ampleur des efforts accomplis en vue de hausser le niveau de la propriété canadienne ne nuisent pas aux autres mesures prises pour inspirer confiance aux investisseurs.

7. L'économie nationale ne peut être vigoureuse si celle des régions ne l'est pas. Les Premiers ministres ont toutefois souligné que le gouvernement fédéral tend de plus en plus à rechercher des solutions unilatérales aux problèmes de disparité régionale. Dans les cas où il est souhaitable que le gouvernement fédéral participe à l'exploitation d'une ressource provinciale, il ne devrait pas le faire sans l'accord de la province concernée.
8. Il faut que le gouvernement limite ses déficits découlant de ses dépenses imputables au compte courant. Les Premiers ministres se sont dits fermement opposés à ce que le fédéral tente de réduire son déficit en transférant aux provinces ses engagements de dépenses. Ils ont fait observer qu'une telle mesure ne serait d'aucun profit pour les contribuables canadiens.
9. Le Canada doit s'appuyer sur ses principaux avantages, soit ses ressources humaines et naturelles. Le plan de redressement économique doit comprendre l'engagement de maximiser la valorisation des ressources et d'utiliser davantage les compétences de la main-d'oeuvre.

Les Premiers ministres ont précisé que ces directives générales sont tout à fait compatibles avec les objectifs économiques dont ont convenu les onze Premiers ministres lors des deux conférences productives qu'ils ont tenues sur l'économie en février et en novembre 1978. Ils ont réaffirmé les positions globales qu'ils avaient adoptées à ces occasions et souligné qu'elles peuvent servir de fondement à l'élaboration conjointe d'une politique économique. Ils ont notamment insisté sur l'importance de réaffirmer le rôle vital que le secteur privé doit jouer dans le processus de redressement.

Les Premiers ministres croient que la mise en oeuvre de ces mesures aura comme effet positif de redonner confiance en la vigueur de l'économie canadienne.

IV. Rétablissement de la consultation fédérale-provinciale

Les Premiers ministres ont fait remarquer qu'en matière de politique économique, ils ont réclamé à plusieurs reprises l'application de mesures faisant appel à la collaboration fédérale-provinciale. Précisant qu'il y aura bientôt trois ans qu'ils se sont réunis avec leur homologue fédéral en vue de trouver des solutions conjointes aux problèmes économiques du Canada, ils ont rappelé qu'à la conférence de Régina, en 1978, il avait été convenu que les onze devraient se réunir chaque année, à une période fixe, afin d'élaborer et de mettre en oeuvre une stratégie économique nationale. Ils se réjouissent donc de la réponse du fédéral au sujet de la tenue d'une rencontre fédérale-provinciale.

Les Premiers ministres ont demandé qu'une conférence fédérale-provinciale des Premiers ministres ait lieu immédiatement après la réunion préparatoire des ministres des Finances.

Le président de la conférence des Premiers ministres est invité à communiquer avec le Premier ministre du Canada afin de préciser avec lui les travaux et arrangements préliminaires nécessaires au succès de ladite conférence fédérale-provinciale.

Les Premiers ministres provinciaux estiment en outre que ce processus doit s'appuyer sur l'engagement à recourir à un mécanisme positif de consultation. Ils ont déclaré que le climat actuel compromet grandement cette collaboration et que les relations fédérales-provinciales ont l'an dernier été marquées d'une tension sans précédent. Par ailleurs, ils ont relevé avec regret certains indices qui portent à croire que les tensions pourraient fort bien s'accroître par suite de certaines initiatives ayant trait aux Accords fiscaux, à la stratégie industrielle du gouvernement fédéral et aux ressources naturelles, notamment celles situées au large des côtes.

Les Premiers ministres provinciaux ont bon espoir que, grâce à un nouvel esprit de consultation et de collaboration fédérales-provinciales et aux atouts économiques fondamentaux du Canada, il sera possible d'élaborer conjointement des politiques qui raviveront l'économie et permettront au Canada de réaliser son plein potentiel.



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

PRESS RELEASE

DREE A FEDERAL-PROVINCIAL SUCCESS STORY, BLAKENEY SAYS

August 13 , 1981

Executive Council

DREE A FEDERAL-PROVINCIAL SUCCESS STORY, BLAKENEY SAYS

Cost-shared programs funded through the federal Department of Regional Economic Expansion have been a success story in federal-provincial co-operation, Saskatchewan Premier Allan Blakeney said today.

At the annual Premiers' Conference in Victoria, B.C., the premier said this co-operative approach has proven to be a very effective way for taking action on matters requiring the attention of both federal and provincial governments.

The premier emphasized that the federal and provincial governments must continue to work together on economic development issues.

He expressed concern about recent indications that the federal government may proceed with changes to DREE. "DREE has been successful", he said, "and I see no reason to change it."

Because of the significant impact of DREE on provincial policies and programming, the Premier said the provinces should be consulted before the federal government proposes any changes to DREE.

Premier Blakeney spoke positively of the co-operative relationship which Saskatchewan has had with DREE in the past.

"DREE programs have helped to expand the IPSCO steel plant in Regina, to build the La Ronge airfield, to train northern native teachers, to build a new forest seed extraction plant in Prince Albert, to expand wild rice harvesting in northern Saskatchewan by people of native ancestry, to develop Indian language education programs, and to set in place many other useful projects and programs.

The Canada-Saskatchewan General Development Agreement (GDA) which expires in 1984, provides a mechanism for joint funding of programs in the province. There are currently six subsidiary agreements to the General Development Agreement in effect, providing for joint action in the areas of northern development, forestry development, water development, agriculture technology enhancement, the Qu'Appelle Valley, and economic development planning.

Premier Blakeney also expressed disappointment at the level of DREE funding under existing cost-shared agreements in 1981-82. "This year we have experienced significant cutbacks in DREE funding to the Canada-Saskatchewan Northlands Agreement in particular. We have made significant progress under this agreement in the social and economic development of Northern Saskatchewan. It is important that both governments continue their commitment to assist northern residents to participate in the development of the North."

The Premier said Saskatchewan expects the federal government to live up to its full financial commitments under existing joint arrangements with DREE.

CA/
Z2
-C52



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

*Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981*

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

*Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981*

COMMUNIQUE DE PRESSE

M. BLAKENEY AFFIRME QUE LE MEER EST L'UN DES GRANDS SUCCES
SUR LA SCENE FEDERALE-PROVINCIALE

Saskatchewan



Conseil exécutif

M. BLAKENEY AFFIRME QUE LE MEER EST L'UN DES GRANDS SUCCES SUR
LA SCENE FEDERALE-PROVINCIALE

Le Premier ministre de la Saskatchewan, M. Allan Blakeney, a déclaré aujourd'hui que les programmes à frais partagés financés avec le concours du ministère fédéral de l'Expansion économique régionale constituent un modèle de réussite en matière de collaboration fédérale-provinciale.

Il a déclaré, à la Conférence annuelle des Premiers ministres provinciaux tenue à Victoria (C.-B.), que ce genre de collaboration s'est avéré un moyen très efficace de prendre des mesures dans les domaines qui exigent l'attention à la fois du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux.

Le Premier ministre a souligné que les gouvernements fédéral et provinciaux doivent continuer d'oeuvrer ensemble lorsqu'il est question de développement économique.

Il s'est dit inquiet d'avoir vu récemment des signes pouvant laisser croire que le gouvernement fédéral envisagerait d'apporter des modifications à la formule du MEER. "Le MEER est un succès, a-t-il ajouté, et je ne vois aucune raison de changer de formule."

Il a affirmé qu'en raison de l'influence considérable qu'exerce le MEER sur les politiques et les programmes provinciaux, le gouvernement fédéral doit consulter les provinces avant d'y opérer quelque changement que ce soit.

Le Premier ministre Blakeney a qualifié de positive la collaboration qui a régné dans le passé entre la Saskatchewan et le MEER.

"Par ses programmes, le MEER a contribué à l'agrandissement de la scierie IPSCO à Regina, à l'aménagement de l'aérodrome de La Ronge, à la formation d'enseignants autochtones dans le Nord, à la construction d'une nouvelle sécherie à graines à Prince Albert, à la mise en valeur de la culture du riz sauvage par les Autochtones dans le nord de la Saskatchewan, à la conception de programmes d'enseignement en langue indienne, et à la mise en place de nombreux autres projets et programmes fort utiles."

L'Entente cadre de développement entre le Canada et la Saskatchewan, qui prendra fin en 1984, prévoit un mécanisme de financement conjoint des programmes dans la province. Les six accords auxiliaires actuels de l'entente cadre prévoient pour leur part une action conjointe dans les secteurs du développement du Nord, de l'expansion forestière, du service d'eau, de la mise en valeur de la technologie agricole, de l'aménagement de la vallée de la rivière Qu'Appelle et de la planification du développement économique.

Le Premier ministre Blakeney a également manifesté sa déception devant le niveau des subventions accordées par le MEER pour l'année 1981-1982 en vertu des ententes actuelles de partage des frais. "Cette année, dit-il, nous avons assisté à une réduction considérable des subventions du MEER, surtout au chapitre de l'Accord Canada-Saskatchewan sur les terres septentrionales de la province. Cet accord nous a permis, par le passé, de réaliser des progrès sensibles dans le développement social et économique du Nord de la Saskatchewan. Il est donc important que les deux gouvernements conservent le souci d'aider les résidents du Nord à participer au développement de leur région."

Le Premier ministre a déclaré que la Saskatchewan s'attend à ce que le gouvernement fédéral respecte tous les engagements financiers qui lui incombent en vertu des ententes conjointes du MEER.

CA 1
2 4
C 52

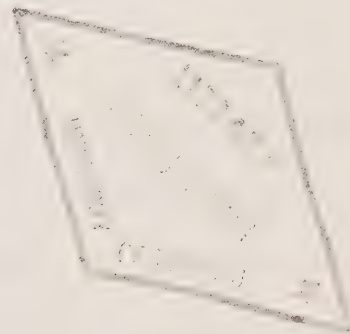


THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981



COMMUNIQUE

Federal/Provincial Fiscal Arrangements

COMMUNIQUE

Federal-Provincial Fiscal Arrangements

In considering the upcoming negotiations concerning Federal-Provincial fiscal arrangements, the Premiers reiterated their concerns about the federal government's announced intention to cut back its financing of health and education programs and about its failure to present concrete proposals to the provinces. Provincial governments are now beginning budget preparations for 1982/83 without negotiations having even commenced.

Equalization

The Premiers agreed that a strong equalization program must remain a key element in federal-provincial fiscal arrangements.

Equalization enables provinces to provide comparable levels of public services without having to resort to unduly burdensome levels of taxation.

The Premiers agreed that a representative tax system for calculating equalization payments is the most appropriate system. The Premiers did, however, identify and discuss a number of issues that have emerged within the existing system, which have resulted in a number of ad hoc changes introduced by the federal government in recent years.

The Premiers unanimously agreed that attempts should be made to resolve these issues and avoid the future need for additional measures. It was stressed that reductions in payments to recipient provinces would be unacceptable since such measures would lead to increases in fiscal disparities.

Established Programs Financing Arrangements

The Premiers agreed that Established Programs Financing (E.P.F.) has been an important factor in the high standard of health care and post-secondary education enjoyed by Canadians. Central to the discussions held by Premiers was the federal government's announced intention to reduce funding for these vital services in order to accommodate new priorities and reduce the federal deficit. Premiers concluded that such cuts were not justifiable and, therefore, unacceptable.

On Wednesday, the Premiers released a report on E.P.F. prepared by provincial Finance Ministers and Treasurers. The report concludes that E.P.F. has not been a significant source of federal expenditure pressure and that the program has been a highly successful part of federal-provincial funding arrangements over the past five years. The provinces have maintained high standards of service in health and education programs and have maintained their share of expenditures in these areas.

The Premiers stressed the need to maintain these high levels of services, the costs of which are expected to escalate considerably in the years ahead.

They suggested that proposed federal cutbacks are misguided and would merely shift the burden of the

federal deficit onto provincial governments and taxpayers. If the federal government proceeds with its plans for funding cuts, program standards in some provinces could suffer and the ultimate burden on the Canadian taxpayer would not be reduced.

The Premiers called on the federal government to begin at once to work in cooperation with the provinces to build on, and improve, the current program. They urged that the original purpose of E.P.F., to provide stable and predictable program funding, be respected.

The Premiers expressed a willingness to participate in a cooperative and constructive review of ways in which the program might be further refined to meet the health and educational needs of Canadians while respecting the role of both orders of government.

CAI
Z 4
C 52

Document
Classification



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

*Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981*

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

*Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981*

Les accords fiscaux entre le gouvernement
fédéral et les provinces



COMMUNIQUE

Les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

Alors qu'ils étudiaient la question des négociations à venir concernant les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, les Premiers ministres provinciaux se sont dits une fois de plus préoccupés par l'intention du gouvernement fédéral de réduire les crédits qu'il verse aux provinces au titre du financement des programmes de santé et d'enseignement, et par le fait qu'il n'a présenté aucune proposition concrète. Les gouvernements provinciaux commencent à préparer leurs budgets de 1982-1983, et les négociations n'ont pas encore débuté.

Péréquation

Les Premiers ministres ont convenu qu'un bon programme de péréquation doit demeurer un élément clé des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.

La péréquation permet aux provinces d'assurer des services publics comparables sans avoir à hausser indûment le fardeau fiscal des contribuables.

Les Premiers ministres ont convenu qu'un système fiscal représentatif constitue le meilleur moyen de calculer les paiements de péréquation. Ils ont toutefois discuté d'un certain nombre de problèmes qui ont surgi dans le cadre du système actuel et qui ont donné lieu à certains changements ad hoc apportés par le gouvernement fédéral ces dernières années.

Les Premiers ministres sont unanimes à dire qu'il faudrait tenter de résoudre ces problèmes et d'éviter que des mesures ad hoc deviennent nécessaires à l'avenir. On a souligné que la réduction des sommes versées aux provinces bénéficiaires serait inacceptable, car semblable mesure aboutirait à l'accroissement des disparités régionales.

Les accords fiscaux relatifs au financement des programmes établis

Les Premiers ministres provinciaux ont convenu que le financement des programmes établis (F.P.E.) a contribué dans une large mesure à la prestation aux Canadiens de services de niveau élevé dans les domaines de la santé et de l'enseignement postsecondaire. Les discussions des Premiers ministres ont surtout porté sur l'intention du gouvernement fédéral de réduire, en fonction de nouvelles priorités et afin de diminuer son déficit, les crédits qu'il

verse au titre de ces services essentiels. Les Premiers ministres ont conclu que, n'étant pas justifiables, ces réductions étaient inacceptables.

Mercredi, les Premiers ministres ont rendu public un rapport sur le F.P.E. qu'avaient préparé les ministres provinciaux des Finances. D'après les conclusions du rapport, le F.P.E. ne constitue pas un facteur important de l'augmentation des dépenses fédérales et cet élément des accords de financement fédéraux-provinciaux a obtenu beaucoup de succès au cours des cinq dernières années. Les provinces ont maintenu des normes élevées pour la prestation des services de santé et d'enseignement et elles ont continué d'assumer leur part de dépenses dans ces domaines.

Les Premiers ministres ont souligné la nécessité de préserver la qualité de ces services, dont le coût devrait augmenter considérablement dans les années à venir.

A leur avis, les réductions fédérales proposées ne sont pas judicieuses et ne feraient que rejeter le fardeau du déficit fédéral sur les gouvernements provinciaux et sur les contribuables. Si le gouvernement fédéral donne suite à son projet de réduire ses crédits, les normes des programmes offerts dans certaines provinces pourraient bien être abaissées. Le fardeau fiscal du contribuable canadien n'en serait pas pour autant diminué.

Les Premiers ministres ont demandé au gouvernement fédéral de commencer dès maintenant à collaborer avec les provinces à l'amélioration du programme existant. Ils ont insisté pour que soit respecté l'objectif initial du F.P.E., qui est d'assurer le financement stable et prévisible des programmes.

Les Premiers ministres provinciaux se sont dits prêts à participer à une étude conjointe positive des moyens de parfaire le programme pour qu'il réponde aux besoins des Canadiens en matière de santé et d'enseignement tout en respectant le rôle des deux ordres de gouvernement.



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

STATEMENT

ON

RESOURCE

INCOME

BY

THE HONOURABLE JOHN BUCHANAN, Q.C.

PREMIER OF NOVA SCOTIA

TO THE

ANNUAL PROVINCIAL PREMIERS' CONFERENCE

August 12 and 13, 1981

VICTORIA, BRITISH COLUMBIA



MR. CHAIPMAN:

I WOULD LIKE TO TAKE A LITTLE TIME AT THIS MEETING TO ADDRESS ON A MUCH BROADER BASIS, THE DEVELOPMENT OF FEDERAL-PROVINCIAL RELATIONS IN CANADA, ENDEAVOURING AS I PROCEED TO EXPAND THE LIMITING CONFINES OF DEALING PRINCIPALLY ON AN "ISSUES" AND "PROGRAMS" BASIS.

I HAVE SOME CONCERN, THAT WE AS PREMIERS LEAVE OURSELVES LITTLE OPPORTUNITY TO STEP BACK AND FOCUS ON WHERE WE "AS CANADIANS" ARE GOING.

WE SOMETIMES BECOME SO PREOCCUPIED WITH OUR OWN INDIVIDUAL AFFAIRS THAT WE OFTEN ARE LEFT WITH LITTLE TIME TO REFLECT UPON OUR COLLECTIVE RESPONSIBILITIES WITHIN CONFEDERATION. AS FOUNDING PARTNERS OF THE COUNTRY, WHO AGREED IN 1867 TO ESTABLISH OUR FEDERAL SYSTEM, WE MUST NOT FORGET OUR OBLIGATION TO CONTINUALLY WORK TOGETHER TO PROVIDE AN EQUITABLE ECONOMIC AND SOCIAL CLIMATE FOR ALL CANADIANS NO MATTER WHERE THEY MAY LIVE.

THIS JOINT COOPERATION ON ISSUES OF NATIONAL IMPORTANCE IS SIMILAR TO THE ROLE CANADA MUST ASSUME IN THE INTERNATIONAL COMMUNITY.

CANADA HAS NOT BEEN ABLE TO ISOLATE HERSELF FROM THE DEMAND AND SUPPLY PRESSURES WHICH ARE BUFFETING OTHER COUNTRIES IN THE WORLD. THE RECENT SUMMIT HELD IN MONTEBELLO DEMONSTRATED THE INTER-RELATEDNESS OF THE WORLD COMMUNITY AND THE GROWING URGENCY FOR US TO CONDUCT OUR AFFAIRS IN A COORDINATED AND RESPONSIBLE FASHION.

PROVINCES TOO ARE NO LESS IMMUNE TO THESE INTERNATIONAL TUGS AND PULLS. WE ARE, WITH THE TERRITORIES, THE COLLECTIVE ESSENCE OF WHAT IS CANADA. IT IS EQUALLY AS IMPORTANT THEREFORE THAT WE, AS PROVINCES, CONTINUE TO CONSULT ON MATTERS OF ECONOMIC AND SOCIAL PRIORITY AND TO CONSIDER THE SUBSTANTIAL IMPACT WE, AS PROVINCES, CAN HAVE ON EACH OTHER!

IN SHORT, OUR MEETING HERE IN VICTORIA GIVES EXPLICIT RECOGNITION TO THE INTER-RELATEDNESS OF OUR OWN AFFAIRS WITHIN CANADA, AND I HOPE, TO THE VESTED INTEREST AND EXCITING FUTURE POTENTIAL WE ALL SHARE IN FUNCTIONING AS A STRONG AND UNIFIED COUNTRY, IN THE WORLD COMMUNITY.

TO ATTAIN OUR COLLECTIVE POTENTIAL HOWEVER, WE MUST QUICKLY RESOLVE SOME OF THE SERIOUS NATIONAL PROBLEMS FACING THE COUNTRY TODAY, PARTICULARLY ENERGY AND CONSTITUTIONAL MATTERS.

LOOKING INTO THE FUTURE, WE MUST ADDRESS THE GROWING FISCAL, ECONOMIC AND SOCIAL DIFFERENCES WHICH ARE DEVELOPING WITHIN CANADA AND THREATEN THE SHARED QUALITY OF LIFE ENJOYED BY CANADIANS ACROSS OUR VARIED REGIONS.

WHILE A GREAT DEAL HAS BEEN SAID IN RECENT DAYS AND YEARS ON THE CONSTITUTION AND ON AN ENERGY PLAN FOR CANADA, VERY LITTLE THOUGHT HAS BEEN AFFORDED TO WHAT MIGHT BE CALLED THE "FISCAL RESOURCE DISTRIBUTION" PROBLEM TO WHICH I JUST REFERRED.

WE CURRENTLY ENJOY AN INTRICATE FEDERAL-PROVINCIAL REVENUE EQUALIZATION PROGRAM WHICH PROVIDES FISCAL RESOURCES TO LESS-ADVANTAGED REGIONS OF THE COUNTRY FOR THE PROVISION OF ESSENTIAL SERVICES. IN ADDITION WE HAVE PROGRAMS WHEREBY NATIONAL STANDARDS ARE PROMOTED IN BASIC HEALTH AND POST-SECONDARY EDUCATION THROUGH FISCAL TRANSFERS TO ALL

GOVERNMENTS IN CANADA. WE ALSO HAVE PROGRAMS WHICH ARE DESIGNED TO DEVELOP THOSE REGIONS OF THE COUNTRY WHICH LACK THE SUPPORT AND INFRASTRUCTURE FOR LONG-TERM ECONOMIC DEVELOPMENT AND EXPANSION.

WE DO NOT HAVE, HOWEVER A SYSTEM WHEREBY THE PROVINCIAL RETURN FROM THE NATURAL RESOURCE POTENTIAL OF THE COUNTRY IS DEVELOPED TO THE GENERAL AND MUTUAL WELL-BEING OF ALL CANADIANS.

THE CONCEPT OF "SHARING RESOURCE RETURNS" THAT I ENVISAGE WOULD BE LIMITED TO A SHARING OF THE RENTS ARISING FROM RENEWABLE AND NON-RENEWABLE NATURAL RESOURCES WHICH HAVE BELONGED TO PROVINCES SINCE THE TIME OF CONFEDERATION.

I RECOGNIZE THAT THERE ARE THOSE WHO WOULD ARGUE THAT THE GEOGRAPHIC LOCATIONAL ADVANTAGE OF SOME PROVINCES TO MAJOR ECONOMIC MARKETS IS AN "INDIRECT" NATURAL RESOURCE. THEY WOULD THEREFORE PROPOSE THAT A TRUE REDISTRIBUTION OF THE NATION'S RESOURCE RETURN CAN ONLY BE ACHIEVED BY THE SHARING OF ALL PROVINCIAL REVENUES, FROM ALL SOURCES. THIS IS A MATTER WHICH SHOULD BE GIVEN FURTHER CONSIDERATION.

AS I EXPAND UPON THIS CONCEPT OF "RESOURCE SHARING", I AM GOING TO PURPOSEFULLY SIDE-STEP THE PRICING ISSUE EXISTING BETWEEN ALBERTA AND THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE SITUATION ON THE EAST COAST WITH RESPECT TO ON-GOING NEGOTIATIONS OF AN OFFSHORE AGREEMENT WITH OTTAWA. WHILE IMPORTANT IN THEMSELVES,

THEY FOCUS ON ISSUES AND PROHIBIT US FROM DEALING WITH THE BROADER NATIONAL MATTER OF "RESOURCE INCOME SHARING" IN CANADA.

BY "RESOURCE INCOME SHARING" I AM NOT REFERRING TO A DEPLETION OF NON-RENEWABLE RESOURCES AT BARGAIN PRICES, OR A LONG REACH INTO WESTERN PROVINCIAL TREASURIES FOR REVENUES EARNED FROM OIL AND NATURAL GAS RESOURCES. NOR AM I TALKING JUST OF OTHER NON-RENEWABLE RESOURCES SUCH AS POTASH, URANIUM, COAL AND NICKEL.

RATHER, I AM REFERRING TO A CONCEPT WHICH WOULD ENCOMPASS SHARING A PORTION OF THE RETURN FROM ALL RENEWABLE AND NON-RENEWABLE RESOURCES OF CANADA TO INCLUDE NOT ONLY THOSE MENTIONED ABOVE, BUT ALSO HDYRO-ELECTRIC POWER, FORESTRY REVENUES, AND REVENUES ACCRUING FROM DEVELOPMENTS OFFSHORE AND THE NORTHERN CANADA LANDS.

I WOULD ENVISAGE ALL PROVINCES AND THE FEDERAL GOVERNMENT CONTRIBUTING TO SOME FORM OF BROAD BASED RESOURCE REVENUE POOL FROM WHICH UNCONDITIONAL DISBURSEMENTS WOULD BE MADE TO PROVINCES IN ACCORDANCE WITH AN ESTABLISHED MEASURE OF NEED. CONTRIBUTIONS TO THE FUND WOULD CONTINUE TO RECOGNIZE THE RIGHT OF PRODUCING PROVINCES TO A CONSIDERABLE PORTION OF THE REVENUES GENERATED FROM THEIR OWN NATURAL RESOURCES AND WOULD BE BASED ON FAIR MARKET VALUE.

I WOULD LIKE TO ASSURE YOU THAT I HAVEN'T COME TO THIS CONFERENCE WITH SOME FINALIZED PACKAGE WHICH WOULD MEET ALL THE CONCERNS WHICH I HAVE JUST DESCRIBED. THE COMPLEXITY OF THE CONCEPT DOES NOT LEND ITSELF TO AN EASILY DESIGNED SOLUTION.

NOR AM I SUGGESTING THAT PROVINCES POSTPONE OR DELAY PRESENT NEGOTIATIONS OR DISCUSSIONS WHICH ARE TAKING PLACE, GOVERNMENT TO GOVERNMENT, ON A NUMBER OF ISSUES ACROSS THE COUNTRY, INCLUDING OF COURSE, OUR OWN OFFSHORE NEGOTIATIONS. THESE EXISTING ISSUES MUST BE ADDRESSED IMMEDIATELY WHEREAS THE CONCEPT THAT I PROPOSE FOR DISCUSSION IS A MATTER INVOLVING A BROADER PERSPECTIVE AND ONE WHICH WOULD INVOLVE A LONGER TERM

WE SHOULD HOWEVER, BEGIN TO ADDRESS OURSELVES TO WHAT APPEARS TO BE A DRAMATIC BROADENING OF FISCAL DISPARITIES BETWEEN PROVINCES, A PROBLEM BEYOND THAT WHICH THE CURRENT EQUALIZATION PROGRAM WAS INTENDED TO ACCOMMODATE.

TO THIS END I WOULD LIKE TO HEAR AMONGST OURSELVES COMMENTS AS TO WHETHER OTHERS SHARE MY CONCERN THAT THESE GROWING DISPARITIES BETWEEN PROVINCES THREATEN TO INFLICT DAMAGE ON THE SOCIAL AND ECONOMIC FABRIC OF CANADA. I WOULD ALSO LIKE TO HEAR OPINIONS AS TO WHETHER IT IS OUR RESPONSIBILITY AS PREMIERS TO INITIATE FURTHER DISCUSSION ON THIS ISSUE.

SIMPLY PUT, THE PROVINCES OF CANADA HAVE COME TO ASSUME A GROWING PRESENCE IN THE DEVELOPMENT OF THIS COUNTRY AND ACCORDINGLY WE MUST ACCEPT OUR RESPONSIBILITY TO CONSIDER PROBLEMS OF A "NATIONAL" SENSE AND OF "NATIONAL" PRIORITY. WE MUST ACCEPT OUR ROLE TO CONSIDER ISSUES WHICH GO BEYOND THOSE PRESCRIBED BY THE RESTRICTED INTERESTS OF OUR RESPECTIVE PROVINCES.

CURRENTLY, IN CANADA, TAX RATES BETWEEN TWO PROVINCES ON PERSONAL INCOME DIVERGE BY UP TO ALMOST 20 PERCENTAGE POINTS. SIMILAR DISCREPANCIES EXIST IN OTHER TAX FIELDS AS WELL. PROVINCES WITH LOW TAXING CAPACITY HAVE COME TO RELY IN INCREASING TERMS ON THE GOVERNMENT OF CANADA FOR A DISCONCERTING PROPORTION OF THEIR REVENUE BASE. COMPETITIVE TAX RATES BY THOSE THAT CAN AFFORD TO OFFER THEM, FORCE OTHERS IN CONSIDERING THE INTRODUCTION OF ALTERNATIVE MEANS OF AVERTING THE FLOW OF GOODS, PEOPLE AND SERVICES FROM THEIR RESPECTIVE PROVINCE. SOME OF THESE "MEANS", WHICH MAY INCLUDE DISCRIMINATORY TAXATION OR PROCUREMENT POLICIES, THREATEN TO INFRINGE ON THE FUTURE OPERATION OF THE ECONOMIC STRUCTURE OF CANADA. ALL OF THESE FACTORS INDICATE TO ME A NEED TO RE-THINK SOME OF OUR TRADITIONAL MECHANISMS AND RESPECTIVE OBLIGATIONS FOR RE-DISTRIBUTING THE NATION'S RESOURCE INCOME. I FEEL STRONGLY THAT IT IS OUR RESPONSIBILITY AS PARTNERS IN CONFEDERATION TO INITIATE DISCUSSIONS ON THIS OBVIOUSLY DIFFICULT BUT LAUDABLE CONCEPT.

IN MANY RESPECTS I BRING THIS SUBJECT TO OUR DISCUSSION FROM THE INTERESTING PERSPECTIVE OF A PROVINCE THAT SOON EXPECTS TO BE IN THE ENVIABLE RESOURCE POSITION WHICH I HAVE JUST NOW DESCRIBED OF OTHERS. I AM PREPARED HOWEVER TO DISCUSS SHARING BY THE PROVINCE OF NOVA SCOTIA ON EQUAL TERMS IN SUCH A PROPOSITION.

TO CLOSE, I WOULD LIKE TO TAKE THE OPPORTUNITY OF THIS 22ND ANNUAL MEETING OF PROVINCIAL PREMIERS TO INVITE COMMENT AND DISCUSSION ON THIS MATTER WHICH I FEEL LIES AT THE VERY HEART OF WHAT IS CANADA - A RELEVANT TOPIC WHICH IF LEFT UNRESOLVED COULD RESULT IN A SEVERELY DIVISIVE SITUATION IN YEARS AHEAD.

THERE IS NO BETTER GROUP SUITED TO INITIATE SUCH A DISCUSSION. THE FIRST STEP MUST BE TAKEN BY THE PROVINCES.

AS I MENTIONED AT THE BEGINNING OF MY REMARKS, WE MUST TAKE TIME TO STAND BACK FROM THE ISSUES TO SEE WHERE WE ARE CANADIANS - AS A COUNTRY -- ARE GOING. THE STRENGTH WHICH PROVINCES HAVE UNTO THEMSELVES CARRIES WITH IT A RESPONSIBILITY FOR VIEWING CANADA'S FUTURE FROM OTHER THAN A PARTISAN POINT OF VIEW.

I WOULD BE VERY INTERESTED IN HEARING YOUR REPLY TO MY ASSESSMENT OF THE PROBLEM AT HAND AND THE APPROACH WHICH I HAVE BRIEFLY DESCRIBED.

THANK YOU.

CA1
Z4
-CS2



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE
Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES
Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

DECLARATION DE
L'HONORABLE JOHN BUCHANAN, c.r.,
PREMIER MINISTRE DE LA NOUVELLE-ECOSSE,
SUR
LES RECETTES TIREES DES RESSOURCES

les 12 et 13 août 1981



MONSIEUR LE PRESIDENT,

PENDANT QUELQUES INSTANTS J'AIMERAIS VOUS PARLER DE FAÇON TRÈS GÉNÉRALE DE L'ÉVOLUTION DES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES AU CANADA, EN M'EFFORÇANT DE SORTIR DU CADRE ÉTROIT DANS LEQUEL ON S'ENFERME LORSQUE L'ON SE PENCHE PRINCIPALEMENT SUR DES "QUESTIONS" ET DES "PROGRAMMES" PARTICULIERS.

JE CRAINS QUE NOUS, LES PREMIERS MINISTRES, NE NOUS RÉSERVIONS TROP PEU D'OCCASIONS DE NOUS ARRÊTER POUR NOUS DEMANDER QUEL AVENIR NOUS NOUS PRÉPARONS "COMME CANADIENS".

NOUS SOMMES PARFOIS TELLEMENT ABSORBÉS PAR NOS INTÉRÊTS PARTICULIERS QU'ILS NOUS RESTE PEU DE TEMPS POUR RÉFLÉCHIR À NOS RESPONSABILITÉS COLLECTIVES AU SEIN DE LA CONFÉDÉRATION. NOUS QUI AVONS FONDÉ CE PAYS EN ACCEPTANT, EN 1867, DE CRÉER UN RÉGIME FÉDÉRAL, NOUS DEVONS NOUS RAPPELER QUE NOUS AVONS LE DEVOIR D'OEUVRER SANS CESSER ENSEMBLE POUR OFFRIR DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ÉQUITABLES À TOUS LES CANADIENS, QUEL QUE SOIT LEUR LIEU DE RÉSIDENCE.

PAREILLE COLLABORATION SUR LES QUESTIONS D'IMPORTANCE NATIONALE RESSEMBLE AU RÔLE QUE LE CANADA DOIT JOUER À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE.

LE CANADA N'A PU ÉVITER LES PERTURBATIONS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE QUI AFFLIGENT D'AUTRES PAYS DU MONDE. LE SOMMET TENU RÉCEMMENT À MONTEBELLO FAIT RESSORTIR L'INTERDEPENDANCE QUI RÉGNE À L'ÉCHELLE MONDIALE ET LA NÉCESSITÉ DE PLUS EN PLUS URGENTE DE DIRIGER NOS AFFAIRES DE FAÇON CONCERTÉE ET RESPONSABLE.

LES PROVINCES NE SONT PAS ELLES-MÊMES PLUS À L'ABRI DE CES TIRAILLEMENTS INTERNATIONAUX. NOUS CONSTITUONS COLLECTIVEMENT, AVEC LES TERRITOIRES, L'ESSENCE MÊME DU CANADA. IL IMPORTE DONC TOUT AUTANT QUE LES PROVINCES CONTINUENT DE SE CONSULTER AU SUJET DES PRIORITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ET DE TENIR COMPTE DES INCIDENCES CONSIDÉRABLES QUE LES DÉCISIONS DE CHACUNE PEUVENT AVOIR SUR LES AUTRES!

BREF, EN NOUS REUNISSANT ICI À VICTORIA, NOUS RECONNAISSONS EXPLICITEMENT L'INTERDEPENDANCE DE NOS PROPRIES ACTIVITÉS AU SEIN DU CANADA ET, JE L'ESPÈRE, L'INTÉRÊT CONCRET ET LES BRILLANTES PERSPECTIVES D'AVENIR QUE REPRÉSENTE POUR NOUS UN PAYS QUI S'IMPOSE AVEC FORCE ET HARMONIE SUR LA SCÈNE MONDIALE.

POUR REALISER NOTRE POTENTIEL COLLECTIF, NOUS DEVRONS TOUTEFOIS REGLER SANS DELAI CERTAINS DES GRAVES PROBLEMES NATIONAUX, AUXQUELS NOUS FAISONS ACTUELLEMENT FACE, PLUS PARTICULIEREMENT DANS LES SECTEURS DE L'ENERGIE ET DE LA CONSTITUTION.

SI L'ON SE TOURNE VERS L'AVENIR, NOUS DEVONS NOUS PENCHER SUR LES DISPARITES FISCALES, ECONOMIQUES ET SOCIALES CROISSANTES AU CANADA, QUI MENACENT LA QUALITE DE LA VIE DONT PROFITENT LES CANADIENS DE NOS DIVERSES REGIONS.

ON A BEAUCOUP PARLE DE LA CONSTITUTION ET DU PLAN ENERGETIQUE AU COURS DES DERNIERS JOURS ET DEPUIS QUELQUES ANNEES, MAIS ON A PEU SONGE A CE QU'ON POURRAIT APPELER LE PROBLEME DU "PARTAGE DES RESSOURCES FISCALES" QUE JE VIENS TOUT JUSTE D'EVOQUER.

NOUS BENEFICIONS A L'HEURE ACTUELLE D'UN PROGRAMME FEDERAL-PROVINCIAL COMPLEXE DE PEREQUATION DES RECETTES GRACE AUQUEL LES REGIONS DEFAVORISEES DU PAYS RECOIVENT LES RESSOURCES FISCALES NECESSAIRES A LA PRESTATION DES SERVICES ESSENTIELS. IL EXISTE EN OUTRE DES PROGRAMMES DE TRANSFERTS FISCAUX A TOUS LES GOUVERNEMENTS DU CANADA QUI ONT POUR OBJET DE GARANTIR LE RESPECT DE NORMES NATIONALES DANS LES SERVICES DE SANTE DE BASE ET DANS L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE. D'AUTRES PROGRAMMES ONT POUR BUT DE FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DES REGIONS OU LA CROISSANCE ET L'EXPANSION ECONOMIQUES A LONG TERME SONT PARALYSES FAUTE D'AIDE ET D'INFRASTRUCTURE.

TOUTEFOIS, IL N'EXISTE AUCUN SYSTEME GRACE AUQUEL LES RECETTES TIREES PAR LES PROVINCES DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES DONT EST DOTE NOTRE PAYS PEUVENT ETRE UTILISEES POUR ASSURER LE BIEN-ETRE GENERAL ET MUTUEL DE TOUS LES CANADIENS.

LE PRINCIPE DU PARTAGE DES RECETTES AUQUEL JE SONGE SE LIMITERAIT AU PRODUIT DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES RENOUVELABLES ET NON RENOUVELABLES QUI APPARTIENNENT AUX PROVINCES DEPUIS LE DEBUT DE LA CONFEDERATION.

JE SAIS QUE CERTAINS PRETENDRONT QUE LA SITUATION GEOGRAPHIQUE AVANTAGEUSE DE CERTAINES PROVINCES POUR CE QUI EST DE L'ACCES AUX PRINCIPAUX MARCHES ECONOMIQUES CONSTITUE POUR ELLES UNE RESSOURCE NATURELLE "INDIRECTE". ILS SOUTIENDRONT PAR CONSEQUENT QU'IL N'Y

AURA DE VERITABLE REDISTRIBUTION DES RECETTES ISSUES DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU PAYS QUE SI L'ON PARTAGE TOUTES LES RECETTES PROVINCIALES, DE TOUTES LES SOURCES. VOILA UN ASPECT DE LA QUESTION QU'IL FAUDRAIT APPROFONDIR D'AVANTAGE.

EN VOUS PARLANT DE CE PRINCIPE DU "PARTAGE DES RESSOURCES", J'EVITERAI DELIBEREMENT LA QUESTION DES PRIX QUI OPPOSE ACTUELLEMENT L'ALBERTA ET LE GOUVERNEMENT DU CANADA, AINSI QUE L'ETAT DES NEGOCIATIONS AVEC OTTAWA EN VUE D'UN ACCORD SUR LES RESSOURCES AUX LARGES DES COTES DE L'EST. MALGRE LEUR IMPORTANCE INTRINSEQUE, IL S'AGIT LA DE QUESTIONS PRECISES QUI NOUS EMPECHERAIENT DE VOIR LE PROBLEME NATIONAL PLUS VASTE QUE REPRESENT LE PARTAGE DES RECETTES AU CANADA.

PAR "PARTAGE DES RECETTES" JE NE VEUX PAS DIRE EPUISER NOS RESSOURCES NON RENOUVELABLES A DES PRIX D'AUBAINE, NI ACCAPARER LES RECETTES QUE LES GOUVERNEMENTS DES PROVINCES DE L'OUEST ONT TIREES DE L'EXPLOITATION DU PETROLE ET DU GAZ NATUREL, ET JE NE SONGE PAS SIMPLEMENT A D'AUTRES RESSOURCES NON RENOUVELABLES COMME LA POTASSE, L'URANIUM, LE CHARBON ET LE NICKEL.

IL S'AGIRAIT PLUTOT D'UN PRINCIPE PREVOYANT LE PARTAGE D'UNE PARTIE DES RECETTES PROVENANT DE L'EXPLOITATION DE TOUTES LES RESSOURCES, RENOUVELABLES ET NON RENOUVELABLES, AU CANADA; NON SEULEMENT CELLES DONT JE VIENS DE PARLER, MAIS EGALEMENT L'ELECTRICITE, LES FORETS, LES GISEMENTS AU LARGE DES COTES ET LES TERRES DU NORD CANADIEN.

JE SONGE A UNE QUELCONQUE CAISSE COMMUNE A LAQUELLE TOUTES LES PROVINCES ET LE GOUVERNEMENT FEDERAL VERSERAIENT DES RECETTES PROVENANT DE L'EXPLOITATION D'UNE VASTE GAMME DE RESSOURCES, ET D'OU SERAIENT FAITS DES PAIEMENTS INCONDITIONNELS AUX PROVINCES EN FONCTION D'UNE ECHELLE DE BESOINS ETABLIS. LES CONTRIBUTIONS A CETTE CAISSE MAINTIENDRAIENT AUX PROVINCES PRODUCTRICES LE DROIT DE GARDER UNE PART CONSIDERABLE DES RECETTES ENGENDREES PAR LEURS PROPRES RESSOURCES NATURELLES, ET SERAIENT ETABLIES D'APRES UNE JUSTE VALEUR MARCHANDE.

JE NE SUIS PAS VENU A CETTE CONFERENCE, SOYEZ EN SURS, AVEC UNE SOLUTION FINALE QUI REpond A TOUTES CES CONDITIONS. LA COMPLEXITE DU PRINCIPE NE SE PRETE A AUCUNE SOLUTION FACILE.

JE NE SUGGERE PAS NON PLUS QUE LES PROVINCES INTERROMPENT OU RETARDENT DES NEGOCIATIONS ET DES DISCUSSIONS BILATERALES PRESENTEMENT EN COURS DANS TOUT LE PAYS SUR UN CERTAIN NOMBRE DE SUJETS, NOTAMMENT, COMME TOUT LE MONDE LE SAIT, NOS PROPRES NEGOCIATIONS SUR LES RESSOURCES AU LARGE DES COTES. ALORS QUE CES QUESTIONS DOIVENT ETRE ABORDEES DANS L'IMMEDIAT, LE PRINCIPE DONT JE PROPOSE L'ETUDE A UNE PORTEE PLUS VASTE ET NE S'APPLIQUERA QU'A PLUS LONG TERME.

NOUS DEVONS TOUTEFOIS COMMENCER A CHERCHER DES SOLUTIONS A CE QUI SEMBLE ETRE UN DANGEREUX ELARGISSEMENT DES DISPARITES FISCALES ENTRE LES PROVINCES. CE PROBLEME DEPASSE LES CONDITIONS AUXQUELLES DEVAIT REpondre LE PROGRAMME DE PEREQUATION ACTUEL.

J'AIMERAIS DONC SAVOIR SI VOUS JUGEZ COMME MOI QUE CES DISPARITES CROISSANTES ENTRE LES PROVINCES RISQUENT DE CAUSER DU TORT AUX FONDEMENTS SOCIAUX ET ECONOMIQUES DU CANADA. J'AIMERA EGALEMENT SAVOIR SI D'APRES VOUS, C'EST A NOUS, LES PREMIERS MINISTRES DES PROVINCES QU'IL INCOMBE DE REPRENDRE LA DISCUSSION SUR CE POINT.

DISONS TOUT SIMPLEMENT QUE LES PROVINCES CANADIENNES JOUENT UN ROLE DE PLUS EN PLUS GRAND DANS LE DEVELOPPEMENT DE NOTRE PAYS, ET QUE PAR CONSEQUENT, NOUS DEVONS ADMETTRE QU'IL EST DE NOTRE DEVOIR DE NOUS PENCHER SUR LES PROBLEMES D'ENVERGURE ET DE PRIORITE "NATIONALE", ET D'EXAMINER DES QUESTIONS DE PLUS GRANDE PORTEE QUE CELLES QUE NOUS DICTENT LES INTERETS RESTREINTS DE NOS PROVINCES RESPECTIVES.

A L'HEURE ACTUELLE, AU CANADA, LE TAUX D'IMPOT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS PEUT VARIER, D'UNE PROVINCE A L'AUTRE, DE PRESQUE 20 POUR CENT. IL EXISTE AUSSI DES ECARTS SEMBLABLES DANS D'AUTRES SECTEURS D'IMPOSITION. LES PROVINCES DONT L'ASSIETTE FISCALE EST REDUITE COMPTENT DE PLUS EN PLUS SUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA POUR UNE PART RENVERSANTE DE LEURS RECETTES. LES TAUX D'IMPOT COMPETITIFS OFFERTS PAR LES PROVINCES QUI EN ONT LES MOYENS FORCENT LES AUTRES A ESSAYER DIFFERENTES SOLUTIONS POUR ENRAYER L'EXODE DES MARCHANDISES, DES PERSONNES ET DE SERVICES DE LEUR TERRITOIRE RESPECTIF. CERTAINS DE CES MOYENS, QUI PEUVENT COMPRENDRE DES POLITIQUES D'IMPOSITION OU D'ACHAT DISCRIMINATOIRES, RISQUENT D'HYPOTHEQUER L'AVENIR DE L'EDIFICE ECONOMIQUE CANADIEN. TOUT CELA ME PORTE A CROIRE QU'IL FAUT REVOIR CERTAINS DES MECANISMES TRADITIONNELS DE REDISTRIBUTION DES RECETTES ISSUES DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATIONALES, ET CERTAINES DE NOS RESPONSABILITES RESPECTIVES A CET EGARD. JE CROIS SINCEREMENT QUE NOUS, PARTENAIRES DE LA CONFEDERATION, DEVONS LANCER LE DEBAT SUR CE PRINCIPE MANIFESTEMENT DELICAT, MAIS VALABLE.

A MAINS EGARDS, JE VOUS APPORTE CETTE PROPOSITION DU POINT DE VUE FORT INTERESSANT D'UNE PROVINCE QUI COMPTE PROCHAINEMENT ATTEINDRE, SUR LE PLAN DES RESSOURCES, UNE SITUATION AUSSI ENVIABLE QUE CELLE DES AUTRES DONT J'AI PARLE. JE SUIS TOUTEFOIS DISPOSE A ETUDIER UNE PROPOSITION DE CE GENRE SOUS L'ANGLE D'UNE PARTICIPATION EQUITABLE DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

EN TERMINANT, J'AIMERAIS PROFITER DE CETTE 22^e REUNION ANNUELLE DES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX POUR SOLLICITER DES COMMENTAIRES ET DE LA DISCUSSION SUR CETTE QUESTION QUI ME SEMBLE FONDAMENTALE POUR LA NATURE MEME DU CANADA. JE CRAINS QU'EN LAISSANT LE PROBLEME SANS SOLUTION, ON NE PREPARE DE PROFONDES DISSENSIONS AU COURS DES ANNEES A VENIR.

NUL AUTRE N'EST MIEUX PLACE POUR AMORCER CETTE DISCUSSION. IL APPARTIENT AUX PROVINCES DE FAIRE LES PREMIERS PAS.

COMME JE L'AI MENTIONNE AU DEBUT DE MON ALLOCUTION, NOUS DEVONS TROUVER LE TEMPS DE PRENDRE DU REcul PAR RAPPORT AUX QUESTIONS PRECISES POUR NOUS DEMANDER QUEL AVENIR LES CANADIENS SE PREPARENT. EN MEME TEMPS QUE LA FORCE DONT ELLES DISPOSENT, LES PROVINCES ONT LE DEVOIR D'ENVISAGER L'AVENIR DU CANADA D'UN OEIL IMPARTIAL.

J'AIMERAIS BIEN CONNAITRE VOS REACTIONS A MON EVALUATION DU PROBLEME ACTUEL ET A LA SOLUTION QUE J'AI BRIEVEMENT DECRITE.

MERCI.

CAI
Z 4
C 52

DOCUMENT: 850-18/017



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

PRESS RELEASE

BLAKENEY STRESSES NEED FOR ACTION ON THE RAIL SYSTEM

August 13, 1981

Executive Council

BLAKENEY STRESSES NEED FOR ACTION ON THE RAIL SYSTEM

Saskatchewan Premier Allan Blakeney today outlined the need for action, rather than a wait and see approach, to improve the rail system for grain.

"The major problem threatening the effective rail shipment of grain, and of other bulk commodities, is mainline capacity," the premier said.

"Our first job is to build an improved rail system and keep rail traffic moving efficiently to prepare for increased sales of grain and other commodities in the future."

The premier said the railways have spent \$300 million on the main lines and are talking about the need to spend three billion more by 1985.

He said that if assistance to the rail companies is needed, the Western Development Fund would be an appropriate source of funds.

Premier Blakeney called on the federal government to continue providing funds to upgrade Canada's branch line system. The federal government has committed enough money so far to upgrade three-quarters of the system.

"The need to retain the statutory rate must be constantly stressed," the premier said. "It provides needed protection for the producer and for the rural community."

He said Saskatchewan's purchase of 1,000 grain hopper cars is a direct investment in the grain transportation system and a form of compensation to the railways.

"There are enough new hopper cars coming into the system for the next year or two, but boxcar retirements will soon catch up to us again.

"Without further investment in the system, we could end up with a repeat of the situation in the late 1970's when there was a serious backlog of grain."

The premier said the best way to ensure that the rail system serves Canada's needs is to put the railways under public ownership. He said this was unlikely to happen for a number of years.

"In the meantime Canada must invest in the system if we are to grow, sell and move 50 percent more grain by 1985, and if we are to realize other economic opportunities open to us.

"We must also put our confidence in the Grain Transportation Authority and the Canadian Wheat Board," Premier Blakeney said.

CA1
Z4
-C52



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

*Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981*

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

*Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981*

COMMUNIQUE DE PRESSE

M. BLAKENEY INSISTE: IL FAUT DES MESURES
POUR AMELIORER LE RESEAU FERROVIAIRE



Saskatchewan

Conseil exécutif

DIFFUSION:

Le 13 août 1981

M. BLAKENEY INSISTE: IL FAUT DES MESURES
POUR AMELIORER LE RESEAU FERROVIAIRE

Le Premier ministre de la Saskatchewan, M. Allan Blakeney, a souligné aujourd'hui qu'il fallait cesser d'attendre et passer à l'action afin d'améliorer le réseau ferroviaire pour le transport des céréales.

Le Premier ministre a déclaré que l'insuffisance de la ligne principale est le problème le plus sérieux qui menace l'efficacité du transport ferroviaire en vrac des céréales et d'autre produits.

"Notre première tâche, de dire M. Blakeney, consiste à améliorer le réseau ferroviaire et à maintenir l'efficacité du transport par chemin de fer en prévision de la hausse éventuelle des ventes de céréales et d'autres produits."

Le Premier ministre a déclaré que les sociétés ferroviaires ont consacré 300 millions de dollars aux lignes principales, et qu'elles prévoient maintenant qu'il leur faudra dépenser encore trois milliards d'ici 1985.

Il a déclaré qu'en cas de besoin, on pourrait puiser dans le Fonds de développement de l'Ouest pour aider les compagnies ferroviaires.

Le Premier ministre Blakeney a demandé au gouvernement fédéral de continuer à fournir les sommes nécessaires à l'amélioration du réseau d'embranchements au Canada. Jusqu'à présent, les engagements financiers fédéraux suffiraient à l'amélioration des trois quarts du réseau.

Selon le Premier ministre, "il importe de rappeler sans cesse que le taux statutaire doit être maintenu, car il constitue la protection dont ont besoin les producteurs et les localités rurales."

En achetant mille wagons-trémies, a-t-il ajouté, la Saskatchewan investit directement dans le réseau de transport des céréales et verse une forme de compensation aux sociétés ferroviaires.

"Le nombre de nouveaux wagons-trémies arrivant en service sera suffisant pour un an ou deux, mais la mise au rancart des wagons couverts se fera à nouveau sentir sans tarder."

"Si l'on n'investit pas davantage, nous pourrions nous trouver dans la même situation qu'à la fin des années 70, alors qu'on avait une énorme accumulation de céréales."

Le Premier ministre a déclaré que la meilleure façon de s'assurer que le réseau ferroviaire réponde aux besoins du Canada serait que les sociétés de chemins de fer appartiennent au secteur public, mais il a toutefois admis qu'il est peu probable que cela se concrétise d'ici de nombreuses années.

"Entre-temps, a-t-il ajouté, le Canada doit investir dans le réseau pour que nous puissions produire, vendre et transporter une fois et demie notre quantité actuelle de céréales d'ici 1985, et profiter des autres débouchés économiques qui s'offrent à nous."

"Nous devons faire confiance à la Grain Transportation Authority et à la Commission canadienne du blé", de dire M. Blakeney.



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

*Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981*

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

*Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981*

SPEAKING NOTES

FOR

THE HONOURABLE STERLING LYON

PREMIER OF MANITOBA

AT

22ND ANNUAL PREMIERS' CONFERENCE

VICTORIA, B.C.

AUGUST 12-13, 1981

TRANSPORTATION AND GRAIN HANDLING



THE TOPIC OF "TRANSPORTATION AND GRAIN HANDLING" HAS BEEN A MAJOR ONE AT WESTERN PREMIERS' CONFERENCES FOR THE LAST FOUR YEARS AND HAS BEEN RECOMMENDED BY THE WESTERN PREMIERS FOR REFERRAL TO THE PREMIERS' CONFERENCE. IN FACT, THIS ITEM HAD BEEN LISTED ON WESTERN PREMIERS' CONFERENCES AS "GRAIN HANDLING AND TRANSPORTATION", REFLECTING OUR MAJOR CONCERN OVER THE CAPACITY OF THE GRAIN HANDLING SYSTEM TO MOVE ONE OF WESTERN CANADA'S MAJOR PRODUCTS TO EXPORT POINTS. HOWEVER, THE SUBTLE CHANGE IN TITLE IS INDICATIVE OF OUR GROWING AWARENESS THAT THE PROBLEMS BESETTING OUR TRANSPORTATION SECTOR AFFECT MANY COMMODITIES OTHER THAN GRAIN AND ARE, IN OUR VIEW, A NATIONAL AND NOT JUST A REGIONAL CONCERN.

FOREST PRODUCTS, COAL, POTASH, SULPHUR AND GRAIN ARE MAJOR WESTERN PRODUCTS -- EACH CONTRIBUTING SIGNIFICANTLY TO OUR REGIONAL - AND OUR NATIONAL - ECONOMY. SHIPMENTS OF ALL OF THESE COMMODITIES ARE FORECAST TO INCREASE SIGNIFICANTLY OVER THE NEXT DECADE. FOR EXAMPLE, COAL EXPORTS ARE FORECAST TO INCREASE FROM A LEVEL OF 14 MILLION TONNES IN 1980 TO NEARLY 40 MILLION TONNES IN 1985 AND TO MORE THAN 50 MILLION TONNES IN 1990. POTENTIAL GRAIN EXPORTS ARE FORECAST TO INCREASE BY 50 PERCENT OR MORE IN THE NEXT DECADE.

WESTERN PREMIERS HAVE VOICED THEIR CONCERNS ABOUT CAPACITY CONSTRAINTS IN THE TRANSPORTATION SYSTEM. THESE CONSTRAINTS STEM FROM:

- RAIL CAR SHORTAGES, PARTICULARLY FOR COMMODITIES WITH UNECONOMIC FREIGHT RATES;
- SERIOUS MAIN LINE RAILWAY CAPACITY SHORTFALLS WHICH, BY 1983-84, COULD RESULT IN RATIONING THE SERVICE;
- THE CAPACITY OF THE WELLAND CANAL BEING EXCEEDED LATER IN THIS DECADE THEREBY INCREASING OPERATING COSTS, AND EVENTUALLY CONSTRAINING GRAIN EXPORTS TO THE EAST;
- THE IMBALANCE OF EASTBOUND VS. WESTBOUND TRAFFIC ON THE GREAT LAKES UNDERMINING CARRIER VIABILITY AND INHIBITING THE SUPPLY OF NEW VESSELS NECESSARY TO MEET THE GROWING DEMAND, AND
- UNDERUTILIZATION OF THE PORT OF CHURCHILL AND LESS RAPID EXPANSION AND DEVELOPMENT OF OTHER PORTS THAN IS NECESSITATED BY ACTUAL AND FORECAST FREIGHT MOVEMENTS.

EXPORTS OF OUR BASIC COMMODITIES INJECT A SIGNIFICANT AMOUNT OF EXPORT DOLLARS INTO THE CANADIAN ECONOMY. TO MAXIMIZE RETURNS ON EXPORTS, IT IS VITALLY IMPORTANT THAT THE PROBLEMS LEADING TO CAPACITY CONSTRAINTS IN THE TRANSPORTATION SYSTEM BE ADDRESSED BY GOVERNMENT. THE SHORTFALL OF INVESTMENT CAPITAL, ESCALATING COSTS, LOW RATES OF RETURN HAVE CONTRIBUTED AND AGGRAVATED CONSTRAINTS ON CAPACITY.

FOR THE WEST, RAILWAYS ARE THE CRUX OF THE PROBLEM; HOWEVER, PORT CAPACITY, CANAL CAPACITY, AND GREAT LAKES SHIPPING ARE ALSO OF MAJOR CONCERN.

THE RAILWAYS ARE UNDER FEDERAL JURISDICTION AND FREIGHT RATES WERE ESTABLISHED UNDER FEDERAL STATUTE. THE WESTERN PREMIERS MAINTAIN THAT IT IS CLEARLY THE RESPONSIBILITY OF THE FEDERAL GOVERNMENT TO INITIATE PROPOSALS TO RESOLVE PROBLEMS RELATING TO THE RAILWAYS AND PARTICULARLY GRAIN HANDLING. THEIR FAILURE TO ACT WILL FURTHER CONSTRAIN NOT ONLY EXPORTS BUT ALSO DOMESTIC ECONOMIC ACTIVITIES.

INITIATIVES BY THE WESTERN PREMIERS HAVE SUCCEEDED IN BRINGING THE VARIOUS PARTICIPANTS TOGETHER TO BEGIN RESOLVING THESE PROBLEMS. DESPITE SOME DIFFERENCES REGARDING THE OPTIMUM SOLUTION, PROVINCIAL GOVERNMENTS, PRODUCERS AND PRODUCER ORGANIZATIONS, LABOUR GROUPS, PRIVATE INDUSTRY, AND OTHER ORGANIZATIONS ARE AGREED THAT THE PROBLEM MUST BE RESOLVED. AND WHILE THERE IS LITTLE POINT IN LAMENTING THE FAILURES OF THE FEDERAL GOVERNMENT, WHAT WE AS PROVINCIAL PREMIERS SHOULD DO IS TO ENSURE CONTINUED MOMENTUM. MANY ISSUES -- SUCH AS BRANCH-LINE REHABILITATION AND RAIL INTERCHANGES - WILL CONTINUE TO BE REGIONAL IN NATURE. HOWEVER, THE BASIC PROBLEM OF CAPACITY, FOR RAILWAYS, CANALS AND PORTS, IS A NATIONAL PROBLEM IN SO FAR AS IT AFFECTS OVERALL ECONOMIC PERFORMANCE NOW AND IN THE FUTURE.

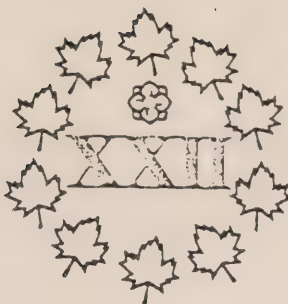
WE ARE FACED WITH THE PARADOXICAL PERFORMANCE OF THE FEDERAL GOVERNMENT -- ON THE ONE HAND, WE HAVE A GOVERNMENT THAT ACTED QUICKLY - SOME SAY IN HASTE - TO ABANDON A SUBSTANTIAL PROPORTION OF PASSENGER RAIL SERVICE ACROSS THE COUNTRY WITHOUT THE BENEFIT OF PUBLIC HEARINGS AS IS THE CUSTOM. ON THE OTHER HAND, THIS SAME FEDERAL GOVERNMENT HAS FOR YEARS REFUSED TO ADDRESS SUCH PROBLEMS AS RAIL CAPACITY, PARTICULARLY THROUGH TO THE WEST COAST.

I WOULD HOPE THAT WE, AS PREMIERS, COULD ISSUE A COMMUNIQUE EXPRESSING A UNITED POSITION OF CONCERN IN REGARD TO CAPACITY AND OTHER CONSTRAINTS, AND CALLING UPON THE FEDERAL GOVERNMENT TO FULFILL ITS RESPONSIBILITY TO PROVIDE THE RAIL SERVICES WHICH CANADIANS NEED AND DESIRE. WESTERN PREMIERS HAVE BEEN PREPARED TO PARTICIPATE IN RESOLVING THE OUTSTANDING ISSUES AND, I ASSUME, WILL CONTINUE TO OFFER THEIR FULL SUPPORT. WE WOULD WELCOME THE SUPPORT AND PARTICIPATION OF OTHER GOVERNMENTS IN A NATIONAL CONFERENCE ON TRANSPORTATION OF GRAIN AND OTHER COMMODITIES.

AS PREMIERS, I SUGGEST THAT WE URGE THE FEDERAL GOVERNMENT TO PROVIDE A CONCRETE PLAN FOR THE RESOLUTION OF THE INTER-RELATED PROBLEMS OF RAILWAY SYSTEM CAPACITY, PORT AND CANAL CAPACITY AND RAILWAY COMPANY REVENUES.

OUR WILLINGNESS, INDEED DESIRE, TO CONSULT AND CO-OPERATE WITH THE FEDERAL GOVERNMENT ON THESE ISSUES SHOULD BE MADE CRYSTAL CLEAR BECAUSE WITHOUT A SOLUTION, EXPANSION OF THE WESTERN ECONOMY AND OUR NATIONAL ECONOMY WILL BE SEVERELY CURTAILED.

CA1
Z4
-C52



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

*Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981*

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

*Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981*

NOTES EN VUE D'UNE ALLOCUTION
DE
L'HONORABLE STERLING LYON
PREMIER MINISTRE DU MANITOBA
les 12 et 13 août 1981

LE TRANSPORT ET LA MANUTENTION DES CEREALES



DEPUIS QUATRE ANS, LA QUESTION DU TRANSPORT ET DE LA MANUTENTION DES CEREALES OCCUPE UNE PLACE IMPORTANTE A L'ORDRE DU JOUR DES CONFERENCES DES PREMIERS MINISTRES DE L'OUEST, ET LES QUATRE PREMIERS MINISTRES ONT RECOMMANDE QUE LA CONFERENCE DES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX SOIT SAISIE DE CETTE QUESTION. DE FAIT, L'ARTICLE INSCRIT A L'ORDRE DU JOUR DES CONFERENCES DES PREMIERS MINISTRES DE L'OUEST ETAIT "LA MANUTENTION ET LE TRANSPORT DES CEREALES", CE QUI TRADUISAIT NOTRE GRAND SOUCI DE VEILLER A CE QUE LE SYSTEME DE MANUTENTION DES CEREALES SOIT EN MESURE D'ACHEMINER L'UN DES PRINCIPAUX PRODUITS DE L'OUEST CANADIEN JUSQU'AUX CENTRES D'EXPORTATION. TOUTEFOIS, LA LEGERE MODIFICATION APPORTEE AU LIBELLE DE L'ARTICLE INDIQUE QUE NOUS SOMMES DE PLUS EN PLUS CONSCIENTS DU FAIT QUE LES PROBLEMES QUI AFFLIGENT NOTRE SECTEUR DU TRANSPORT FONT EGALEMENT DU TORT A DE NOMBREUX AUTRES PRODUITS OUTRE LES CEREALES, ET QU'IL S'AGIT LA A NOTRE AVIS D'UNE QUESTION D'INTERET NATIONAL PLUTOT QUE SIMPLEMENT REGIONAL.

LES PRODUITS FORESTIERS, LA HOUILLE, LA POTASSE, LE SOUFRE ET LES CEREALES SONT LES PRINCIPAUX PRODUITS DE L'OUEST, ET CHACUN D'ENTRE EUX CONTRIBUE SENSIBLEMENT A NOTRE ECONOMIE REGIONALE ET NATIONALE. ON PREVOIT QUE POUR TOUS CES PRODUITS, LA QUANTITE EXPEDIEE AUGMENTERA SENSIBLEMENT AU COURS DE LA PROCHAINE DECENNIE. PAR EXEMPLE, LES EXPORTATIONS DE HOUILLE DEVRAIENT PASSER DE 14 MILLIONS DE TONNES EN 1980 A ENVIRON 40 MILLIONS DE TONNES EN 1985, ET A PLUS DE 50 MILLIONS DE TONNES EN 1990. POUR LEUR PART, LES EXPORTATIONS DE CEREALES POURRAIENT AUGMENTER D'AU MOINS 50 % AU COURS DES DIX PROCHAINES ANNEES.

LES PREMIERS MINISTRES DE L'OUEST ONT FAIT CONNAITRE LEUR INQUIETUDE FACE AUX LIMITES DE CAPACITE DE NOTRE RESEAU DE TRANSPORT, LIMITES QUI SONT ATTRIBUABLES A CE QUI SUIT:

- DES PENURIES DE WAGONS, SURTOUT DANS LE CAS DES PRODUITS POUR LESQUELS LES TARIFS DE TRANSPORTS NE SONT PAS ECONOMIQUES;
- DE GRAVES LACUNES AU CHAPITRE DE LA CAPACITE DES LIGNES FERROVIAIRES PRINCIPALES QUI POURRAIENT ENTRAINER UN RATIONNEMENT DU SERVICE D'ICI 1983 ou 1984;
- LA CAPACITE DU CANAL WELLAND, QUI POURRAIT DEVENIR INSUFFISANTE D'ICI LA FIN DE LA DECENNIE, CE QUI PROVOQUERAIT UNE AUGMENTATION DES FRAIS D'EXPLOITATION ET RESTREINDRAIT A LA LONGUE LES EXPORTATIONS DE CEREALES VERS L'EST;

- LE DESEQUILIBRE DE LA CIRCULATION VERS L'EST ET VERS L'OUEST SUR LES GRANDS LACS, QUI COMPROMET LA VIABILITE DES TRANSPORTEURS ET FAIT OBSTACLE A LA MISE EN SERVICE DES NOUVEAUX VAISSEAUX DONT ON A BESOIN POUR REpondre A LA DEMANDE CROISSANTE; ET
- LA SOUS-UTILISATION DU PORT DE CHURCHILL ET LA LENTEUR DES TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT ET D'AMENAGEMENT D'AUTRES PORTS, COMPTE TENU DU VOLUME D'EXPEDITION ACTUEL ET PREVU.

L'EXPORTATION DE NOS PRINCIPAUX PRODUITS INJECTE UNE QUANTITE CONSIDERABLE D'ARGENT DANS L'ECONOMIE CANADIENNE. POUR FAVORISER LE RENDEMENT DES EXPORTATIONS, IL EST CAPITAL QUE LES GOUVERNEMENTS S'ATTAQUENT AUX PROBLEMES QUI RESTREIGNENT LA CAPACITE DU RESEAU DE TRANSPORT. LA PENURIE D'INVESTISSEMENTS, LA HAUSSE DES COUTS ET LES FAIBLES TAUX DE RENDEMENT ONT CAUSE ET ONT AGGRAVE DES PERTES DE CAPACITE.

POUR L'OUEST, LES CHEMINS DE FER SONT AU COEUR MEME DU PROBLEME. TOUTEFOIS, LA CAPACITE DES PORTS ET DU CANAL AINSI QUE LA NAVIGATION SUR LES GRANDS LACS SUSCITENT EGALEMENT DE GRAVES INQUIETUDES.

LES CHEMINS DE FER RELEVANT DU GOUVERNEMENT FEDERAL ET LES TARIFS DE TRANSPORTS DES MARCHANDISES ONT ETE ETABLIS EN VERTU D'UNE LOI FEDERALE. LES PREMIERS MINISTRES DE L'OUEST SOUTIENNENT QU'IL INCOMBE CLAIREMENT AU GOUVERNEMENT FEDERAL DE FORMULER DES PROPOSITIONS EN VUE DE REGLER LES PROBLEMES AYANT TRAIT AUX CHEMINS DE FER ET SURTOUT A LA MANUTENTION DES CEREALES, SANS QUOI NON SEULEMENT LES EXPORTATIONS, MAIS AUSSI L'ACTIVITE ECONOMIQUE A L'INTERIEUR DU PAYS SUBIRONT DE NOUVELLES COMPRESSIONS.

LES INITIATIVES DES PREMIERS MINISTRES DE L'OUEST ONT AMENE LES DIVERS PARTICIPANTS A SE REGROUPER POUR AMORCER LA RECHERCHE DE SOLUTIONS A CES PROBLEMES. MALGRE CERTAINES DIVERGENCES D'OPINIONS QUANT A LA SOLUTION IDEALE, LES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX, LES PRODUCTEURS ET LEURS ORGANISATIONS, LES GROUPES SYNDICAUX, L'INDUSTRIE PRIVEE ET D'AUTRES ORGANISATIONS CONVIENNENT QU'IL FAUT REGLER CE PROBLEME. IL NE SERT A RIEN DE SE PLAINDRE DE L'INACTION DU GOUVERNEMENT FEDERAL, MAIS IL NOUS INCOMBE, EN TANT QUE PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX, DE FAIRE EN SORTE QUE L'INTERET DEMEURE. DE NOMBREUX ASPECTS DE LA QUESTION, COMME PAR EXEMPLE LA REFECTION DES EMBRANCHEMENTS ET LES RACCORDEMENTS

FERROVIAIRES, CONSERVERONT TOUJOURS UN CARACTERE REGIONAL. TOUTEFOIS, LE PROBLEME FONDAMENTAL DE LA CAPACITE DES CHEMINS DE FER, DES CANAUX ET DES PORTS A UNE ENVERGURE NATIONALE DANS LA MESURE OÙ IL INFLUE SUR LE RENDEMENT ACTUEL ET FUTUR DE L'ECONOMIE DANS SON ENSEMBLE.

NOUS NOUS TROUVONS DEVANT L'ATTITUDE PARADOXALE DU GOUVERNEMENT FEDERAL: D'UNE PART IL INTERVIENT RAPIDEMENT, CERTAINS DIRONT AVEC PRECIPITATION, POUR SUPPRIMER PARTOUT AU PAYS UNE PART CONSIDERABLE DU SERVICE FERROVIAIRE DESTINE AUX PASSAGERS SANS TENIR LES AUDIENCES PUBLIQUES HABITUELLES, ET D'AUTRE PART, IL S'EST REFUSE PENDANT DE NOMBREUSES ANNEES A SE PENCHER SUR DES PROBLEMES TELS QUE LA CAPACITE FERROVIAIRE, SURTOUT A DESTINATION DE LA COTE OUEST.

J'ESPERE QUE NOUS, LES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX, EMETTRONS UN COMMUNIQUE QUI FERA CONNAITRE NOTRE INQUIETUDE COMMUNE DEVANT LES PERTES DE CAPACITE ET LES AUTRES RESTRICTIONS, ET QUI INCITERA LE GOUVERNEMENT FEDERAL A S'ACQUITTER DE SES RESPONSABILITES EN OFFRANT AUX CANADIENS LE SERVICE FERROVIAIRE QU'ILS REQUIERENT ET QU'ILS DESIRENT. LES PREMIERS MINISTRES DE L'OUEST SONT PRETS A FAIRE LEUR PART POUR LES QUESTIONS EN SUSPENS, ET ILS CONTINUERONT, JE PRESUME, A OFFRIR TOUT LE SOUTIEN DONT ILS SONT CAPABLES. NOUS SERIONS HEUREUX DE POUVOIR RECUEILLIR L'APPUI ET LA PARTICIPATION DES AUTRES GOUVERNEMENTS EN VUE D'UNE CONFERENCE NATIONALE SUR LE TRANSPORT DES CEREALES ET D'AUTRES PRODUITS.

JE PROPOSE QUE NOUS, LES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX, INCITIONS LE GOUVERNEMENT FEDERAL A ELABORER UN PLAN CONCRET POUR REGLER LES PROBLEMES INTERDEPENDANTS QUE SONT LA CAPACITE DU RESEAU FERROVIAIRE, LA CAPACITE DES PORTS ET DES CANAUX ET LES RECETTES DES SOCIETES DE CHEMINS DE FER.

NOUS DEVONS MANIFESTER TRES CLAIREMENT NOTRE DESIR, VOIRE NOTRE VOLONTE, D'ETABLIR DES LIENS DE CONSULTATION ET DE COLLABORATION AVEC LE GOUVERNEMENT FEDERAL SUR CES QUESTIONS CAR A DEFAUT DE SOLUTIONS, LA CROISSANCE DE L'ECONOMIE DE L'OUEST ET DE L'ECONOMIE NATIONALE SERA GRAVEMENT ENTRAVEE.



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

*Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981*

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

*Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981*

Press Release on
the Constitution

August 13, 1981

MANITOBA

Manitoba Premier Sterling Lyon called for support from the other provincial premiers attending their annual conference in Victoria for a return to the bargaining table with the federal government for resolution of the constitutional controversy.

He also appealed to the premiers of Ontario and New Brunswick to join eight other premiers who have signed a patriation accord to allow for any changes to the constitution, other than an amending formula, to be made in Canada by Canadians.

During discussions on the constitution, Mr. Lyon invited Premier Davis of Ontario and Premier Hatfield of New Brunswick to "reconsider your positions, and resolve amicably the constitutional question".

Mr. Lyon pinpointed a common thread running through discussions on all items on the premiers' agenda, that of the federal government's growing practice of unilateralism.

"By the use of unilateral action, the federal government is undermining confederation, and trying to destroy the responsibilities that have always been provincial".

Mr. Lyon said that attitude is prevalent not only in the constitutional talks, but also in the case of cost-sharing programs with the provinces and through many joint efforts with government departments and agencies.

He said the legal constitutional question before the Supreme Court, while important, is only one aspect of a larger matter which will have to be resolved in the political arena.

He reminded all premiers of a meeting prior to last autumn's constitutional conference where the ten provincial

governments agreed to continue negotiations for constitutional reform "without any artificial deadlines".

He said whatever the outcome of the Supreme Court decision on such matters as senate reform, onshore and offshore resources, and the preservation of the economic union remain to be resolved "These issues can be resolved only in a spirit of cooperation and compromise and the sooner all parties return to the table the sooner we can expect agreement on these constitutional matters".

CA1

Z4

-C52

DOCUMENT: 850-18/019

Government
Publications



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

Communiqué de presse sur
la Constitution

le 13 août 1981

Manitoba



Le Premier ministre du Manitoba, M. Sterling Lyon, a demandé aux autres Premiers ministres provinciaux réunis à la Conférence annuelle de Victoria de se prononcer en faveur d'un retour à la table de négociations avec le gouvernement fédéral afin de régler le problème constitutionnel.

Il a en outre lancé un appel aux Premiers ministres de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick pour qu'ils se joignent aux huit autres Premiers ministres qui ont signé un accord sur le rapatriement grâce auquel toute modification constitutionnelle, sauf pour ce qui est de la formule d'amendement, pourrait être réalisée au Canada par des Canadiens.

Au cours des discussions sur la constitution, M. Lyon a invité le Premier ministre de l'Ontario, M. Davis, et celui du Nouveau-Brunswick, M. Hatfield, à réexaminer leur position et à régler dans l'harmonie la question constitutionnelle.

M. Lyon a souligné un facteur qui revient sans cesse à tous les articles à l'ordre du jour des Premiers ministres provinciaux, soit le recours accru du gouvernement fédéral aux mesures unilatérales.

En agissant unilatéralement, le gouvernement fédéral compromet les fondements de la confédération et cherche à priver les provinces de responsabilités qui ont toujours été les leurs.

Selon M. Lyon, cette attitude est manifeste non seulement lors des pourparlers sur la constitution, mais également dans le cas des programmes à frais partagés avec les provinces et à l'égard de nombreux projets conjoints au niveau des ministères et organismes.

L'aspect juridique de la question constitutionnelle soumise à la Cour suprême est important, a-t-il ajouté, mais il ne s'agit là que d'un seul aspect d'un problème plus vaste qui devra être réglé sur la scène politique.

Il a rappelé à tous les Premiers ministres provinciaux qu'au cours d'une réunion qui a précédé la conférence constitutionnelle de l'automne dernier, les gouvernements des dix provinces avaient convenu qu'il fallait poursuivre les négociations visant à la réforme constitutionnelle, sans se fixer d'échéancier artificiel.

Quelle que soit la décision que rendra la Cour suprême, selon lui, les questions touchant la réforme du Sénat, les ressources intérieures et au large des côtes et le maintien de l'union économique resteront à régler. Seul un esprit de collaboration et de compromis permettra de résoudre ces questions, et plus vite toutes les parties retourneront à la table de négociations, plus vite nous pouvons espérer une entente sur ces aspects de la constitution.

DOCUMENT: 850-18/020

STATEMENT BY HONORABLE A. BRIAN PECKFORD

PREMIER OF NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

This Premiers Conference has been a very productive one from my point of view. All the Premiers without exception are united in their concern over the present state of the National Economy, and of more importance, are united in a program of economic recovery.

Steps can be taken now and all the Premiers have endorsed nine actions that may be implemented. I am particularly pleased that my fellow Premiers were eager to endorse as part of the economic recovery program matters which the Newfoundland government has been emphasizing.

- an early start to an energy agreement
- regional development priorities
- an early start on energy projects throughout Canada
- opposition to unilateral federal interventions in regional development.

Furthermore, the Newfoundland government's concern for the federal government's misguided high interest policy was not only acknowledged by the others provinces but it was agreed that such a policy is not in the best interests of the country at this time.

It is now up to the Federal Government to respond to the positive and constructive recovery program enunciated by the provinces and to agree to an early federal-provincial conference to mold a joint national economic program.



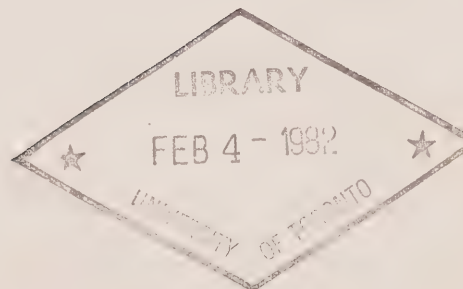
THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

*Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981*

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

*Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981*

Déclaration de l'honorable A. Brian Peckford
Premier Ministre de Terre-Neuve et du Labrador



DECLARATION DE L'HONORABLE A. BRIAN PECKFORD
PREMIER MINISTRE DE TERRE-NEUVE ET DU LABRADOR

A mon avis, la présente conférence des Premiers ministres provinciaux a été très productive. Tous les Premiers ministres s'inquiètent de l'état actuel de l'économie nationale et, ce qui est plus important, s'entendent sur un programme de redressement économique.

Des mesures peuvent être prises dès maintenant, et tous les Premiers ministres provinciaux ont appuyé la mise en oeuvre de neuf de ces mesures. Je suis particulièrement heureux que mes homologues aient accepté avec enthousiasme certains aspects du programme de redressement économique sur lesquels le gouvernement de Terre-Neuve insistait:

- il faut jeter au plus tôt les bases d'un accord énergétique
- il faut lancer au plus tôt des projets énergétiques dans tout le Canada
- on s'oppose aux interventions unilatérales du gouvernement fédéral dans le domaine du développement régional

En outre, les autres gouvernements se sont non seulement inquiétés avec Terre-Neuve de la malencontreuse politique fédérale des taux d'intérêt élevés, mais ils ont de plus convenu que cette politique ne va pas dans le meilleur intérêt du pays en ce moment.

Le gouvernement fédéral se doit maintenant de donner une réponse au programme de redressement positif et constructif énoncé par les provinces, et d'accepter la tenue prochaine d'une conférence fédérale-provinciale consacrée à l'élaboration d'un programme économique national conjoint.



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

STATUS REPORT ON THE CONSTITUTION

PREMIERS' CONFERENCE

PREMIER STERLING R. LYON

Mr. Chairman, I am certain that all the Premiers recall the events of last summer when after 3 weeks of meetings of the Continuing Committee of Ministers on the Constitution the Premiers met in Winnipeg with the First Ministers Conference on the Constitution scheduled to be held less than a month later.

At that time the Premiers restated a number of fundamental principles, the first of which was "that Constitutional reform must be accomplished in a way which strengthens the fabric of Canadian life".

At that time, we also agreed that the division of powers was the key issue in Constitutional reform and we committed ourselves to continuing the negotiations "without any artificial deadlines and to pursue Constitutional discussions to a successful conclusion."

As we review the events of the past year, I believe we can agree that it was, to say the least, unfortunate that the Federal Government chose to turn its back on the substantial progress made at the First Ministers' Conference and to act unilaterally seeking to impose its own version of "renewed Federalism" on the Provinces.

Unilateral action by the Federal Government was unacceptable to most of the Provinces because the changes in the Constitution which the Federal Government sought to impose included both an amending formula which had not even been discussed at the Continuing Committee of Ministers on the Constitution and the First Ministers' Conference and an entrenched Charter of Rights which had been unequivocally opposed by 7 of the Premiers at the First Ministers Conference. Moreover, no substantive change was made whatsoever in Federal institutions or in the division of powers, both key issues in any meaningful Constitutional Reform.

In the face of the Federal Government's determination to act unilaterally, the Provincial Governments had to determine the appropriate response. The Province of Manitoba and 5 others decided to challenge the Constitutionality of the Federal proposal in the Courts. 2 Provinces supported the Federal action and 2 Provinces chose to attempt to negotiate changes in the Federal package.

As the matter is before the Courts, I will of course not comment on the legality of the Federal action nor will I speculate on potential outcomes of the Court action. As you are aware, the Supreme Court is recessed possibly until October, and may take months before it gives its Judgment. In the less complicated reference on the Constitutionality of Bill C-60 in which the Federal Government sought to make changes in the structure of the Senate, the Supreme Court took 9 months from the hearing of the case to the rendering of Judgment.

Perhaps then the question is whether there is anything which we as Premiers can do in order to start negotiations on the Constitution again with a view to obtaining a political resolution of the Federal-Provincial conflict on Constitutional matters.

At the time of the First Ministers Conference I suggested a breathing space followed by renewed negotiations. The Government of Manitoba is still prepared at any time to return to the conference table to discuss all aspects of Constitutional reform.

As all the Premiers are aware, the 8 Provinces last April did suggest an alternative to the Court challenge. We have agreed on an amending formula which will break the rule of unanimity while respecting the equality of the Provinces and protecting their vital interests. The Government of Manitoba supports this amending formula.

I now renew the initiation first tendered last April for the Premiers of Ontario and New Brunswick to join with us in the signing of the Accord. This would, in my opinion, represent the best way for an early and satisfactory resolution of the Constitutional problem and would be in the best interest of the nation.

Whatever the result of the Court challenge may be, such major issues as Senate reform, onshore and offshore resources and the preservation of the economic union remain to be resolved. These issues can only be resolved in a spirit of cooperation and compromise and the sooner all parties return to the table the sooner we can expect agreement on these Constitutional matters.

CA1
Z4
-052

DOCUMENT: 850-18/021

Government
Publications



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

RAPPORT D'ETAPE SUR LA CONSTITUTION
PRÉSENTE PAR
LE PREMIER MINISTRE STERLING R. LYON

Manitoba



Monsieur le président, je suis sûr que tous les Premiers ministres se souviennent des événements de l'été dernier quand, après les trois semaines de réunions du Comité permanent des ministres sur la Constitution, nous nous sommes réunis à Winnipeg, moins d'un mois avant la Conférence des Premiers ministres sur la Constitution.

A cette occasion, les Premiers ministres provinciaux ont réaffirmé un certain nombre de principes fondamentaux, dont le premier était "que la réforme constitutionnelle doit s'accomplir de façon à renforcer le Canada".

Nous avons également convenu à ce moment-là que le partage des pouvoirs est l'aspect clé de la réforme constitutionnelle, et nous nous sommes engagés à poursuivre les négociations sans échéancier artificiel et à mener les pourparlers constitutionnels à bonne fin.

Lorsqu'on revoit les événements de la dernière année, je crois que nous pouvons convenir qu'il est pour le moins malheureux que le gouvernement fédéral ait choisi de tourner le dos aux progrès considérables réalisés à la Conférence des Premiers ministres et d'agir unilatéralement en cherchant à imposer sa propre version de "fédéralisme renouvelé" aux provinces.

L'action unilatérale du gouvernement fédéral était inacceptable pour la plupart des provinces parce que les changements constitutionnels que l'on voulait imposer comprenaient à la fois une formule d'amendement qui n'avait même pas été étudiée par le Comité permanent des ministres sur la Constitution

et par la Conférence des Premiers ministres, ainsi qu'une charte des droits à laquelle sept Premiers ministres provinciaux s'étaient opposés sans équivoque à la Conférence des Premiers ministres. En outre, aucun changement fondamental quel qu'il soit ne touchait aux institutions fédérales et au partage des pouvoirs, qui sont deux aspects clés de toute réforme constitutionnelle valable.

Face à la volonté du gouvernement fédéral d'agir unilatéralement, les gouvernements provinciaux ont cherché une réponse appropriée. Le Manitoba et cinq autres provinces ont décidé de contester la constitutionnalité du projet fédéral devant les tribunaux. Deux provinces ont appuyé le geste fédéral et deux autres ont choisi de chercher à négocier des modifications au projet fédéral.

Comme l'affaire est toujours devant les tribunaux, j'éviterai évidemment de commenter la légalité de l'action fédérale et de spéculer sur les résultats éventuels du recours aux tribunaux. Comme vous le savez, la Cour suprême a interrompu ses travaux, peut-être jusqu'en octobre, et il pourra s'écouler des mois avant qu'elle ne rende son jugement. Il avait fallu neuf mois à la Cour suprême entre l'audition de la cause et le prononcé de la décision dans le cas plus simple de la constitutionnalité du projet de loi C-60, par lequel le gouvernement fédéral voulait modifier l'organisation du Sénat.

Il y a donc peut-être lieu de se demander si, en tant que Premiers ministres provinciaux, nous pouvons faire quelque chose pour relancer les négociations sur la Constitution de façon à trouver une solution politique au conflit qui oppose les provinces et le gouvernement fédéral dans ce domaine.

Lors de la Conférence des Premiers ministres, j'avais proposé un répit suivi d'une reprise des négociations. Le gouvernement du Manitoba est encore prêt à retourner n'importe quand à la table de conférence pour discuter de tous les aspects de la réforme constitutionnelle.

Comme tous les Premiers ministres le savent, huit provinces ont proposé en avril dernier une solution qui mettrait fin à la contestation devant les tribunaux. Nous nous sommes entendus sur une formule d'amendement qui laisserait tomber la règle de l'unanimité, tout en respectant le principe de l'égalité des provinces et en protégeant leurs intérêts vitaux. Le gouvernement du Manitoba appuie cette formule d'amendement.

Comme en avril dernier, j'invite encore une fois les Premiers ministres de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick à se joindre à nous et à signer cet accord. À mon avis, ce serait la meilleure solution pour régler rapidement le problème constitutionnel de façon satisfaisante et dans le meilleur intérêt du pays.

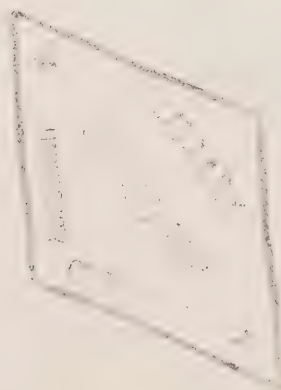
Quel que soit le résultat des contestations devant les tribunaux, les questions importantes telles que la réforme du Sénat, l'exploitation des ressources intérieures et au large des côtes et le maintien de l'union économique resteront à régler. Seul un esprit de coopération et de compromis permettra de les régler. Plus vite toutes les parties retourneront à la table, plus vite nous pourrons espérer nous entendre sur ces questions constitutionnelles.

COMMUNIQUE

Transportation and Grain Handling

In the course of their discussions of transportation issues, all Premiers expressed serious concern about the impact of the recently announced cutbacks in VIA Rail services and the lack of consultation which preceded them. The Premiers are requesting the Prime Minister to instruct his Minister of Transport, to meet with the provincial ministers at the earliest possible opportunity to discuss VIA cutbacks.

The Premiers have directed the provincial ministers responsible for transport, who will be meeting in Winnipeg in September, to prepare plans for an early National Conference on Transportation. The Premiers believe such a conference is essential to review and coordinate plans for the improvements in all modes of transport which will be necessary to ensure our national system can accommodate the heavy demands which will be placed upon it in the years ahead.




COMMUNIQUE

Les transports et la manutention des céréales

A1
4
52

Dans le cadre de leurs discussions sur les questions relatives au transport, tous les Premiers ministres provinciaux se sont dits extrêmement préoccupés, d'une part, des répercussions des coupures, récemment annoncées, que subiront les services de VIA Rail et, d'autre part, du manque de consultation qui a marqué cette décision. Les Premiers ministres provinciaux réclament du Premier ministre du Canada qu'il demande à son ministre des Transports de rencontrer les ministres provinciaux le plus tôt possible afin de discuter de la réduction des services de VIA.

Les Premiers ministres provinciaux ont chargé les ministres provinciaux responsables des transports, qui se réuniront à Winnipeg en septembre, d'élaborer des projets pour qu'ait lieu au plus tôt une conférence nationale sur les transports. Les Premiers ministres provinciaux estiment qu'il est essentiel de tenir pareille conférence afin de réviser et de coordonner des projets visant à apporter à tous les modes de transport les améliorations nécessaires pour que notre système national soit en mesure de répondre aux fortes demandes dont il fera l'objet dans les années à venir.



CAI
24
C 53

Document 550 18/2
850-18/013
Publications

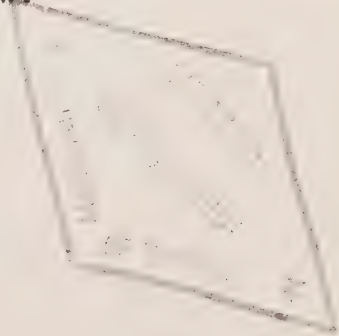
COMMUNIQUE

Pensions

At their 1981 Conference in Victoria the Provincial Premiers agreed to co-operate on a joint study of options for improving the retirement income system, with emphasis on pension reform.

In June 1981, the provincial Finance Ministers formed a working group to study pensions. The Finance Ministers' progress report to the Twenty-Second Annual Premiers' Conference recommended that the study be broadened to include other aspects relating to retirement income with primary emphasis on a provincial analysis of options for reforming public and private pension programs.

The Premiers directed their Finance Ministers to first examine the financing of the current benefits of the Canada/Quebec Pension Plans and suggest approaches for reform by October, 1981. Following consideration of this report by the provinces, the Federal Government will be invited to join the review.





COMMUNIQUE

Pensions

À leur conférence annuelle de 1981, tenue à Victoria, les Premiers ministres provinciaux ont convenu de collaborer à une étude conjointe des formules susceptibles d'améliorer le régime de revenu de retraite, l'accent étant mis sur la réforme du régime de pensions.

En juin 1981, les ministres provinciaux des Finances ont formé un groupe de travail afin de mener une étude sur les pensions. Dans le rapport provisoire qu'ils ont soumis à la vingt-deuxième conférence annuelle des Premiers ministres provinciaux, ils ont recommandé d'élargir cette étude afin de toucher d'autres aspects relatifs au revenu de retraite, en veillant surtout à faire l'analyse, dans une optique provinciale, des perspectives de réforme des régimes de pensions publics et privés.

Les Premiers ministres provinciaux ont chargé leurs ministres des Finances d'examiner en premier lieu le financement des prestations actuelles du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et de proposer des formules de réforme d'ici le mois d'octobre 1981. Après l'étude de ce rapport par les provinces, le gouvernement fédéral sera invité à participer au processus de révision.



AI
4
52

850-18/024
EX-100-1000000
EX-100-1000000

COMMUNIQUE

Education

The Premiers instructed their Ministers of Education to accelerate efforts to develop a more compatible core curriculum for the country's elementary and secondary schools and to facilitate the transfer more freely from one education system to another.

The Premiers asked their Education Ministers to make a second progress report on the extent and quality of minority language education across Canada.

The Premiers also directed their Education Ministers to look into the possibility of expanding Canadian educational publishing through the preparation and agreement on a compatible curriculum across the country.

The Council of Education Ministers will be expected to report on these matters to the Premiers' Conference in 1982.

1000000
EX-100-1000000
EX-100-1000000

COMMUNIQUE

Education

Les Premiers ministres provinciaux ont chargé leurs ministres de l'Éducation d'accélérer les efforts entrepris en vue d'élaborer un programme scolaire de base plus compatible pour les écoles élémentaires et secondaires du pays et de faciliter les transferts d'un système d'enseignement à un autre.

Par ailleurs, ils ont demandé à leurs ministres de l'Éducation de rédiger un deuxième rapport provisoire sur la portée et la qualité de l'enseignement dans la langue de la minorité au Canada.

Les Premiers ministres ont également confié à leur ministres de l'Éducation la charge d'étudier la possibilité d'élargir le secteur de l'édition éducative canadienne par la préparation et l'adoption d'un programme scolaire compatible dans les diverses régions du pays.

Le Conseil des ministres de l'éducation devrait faire rapport sur ces questions à la conférence des Premiers ministres provinciaux qui aura lieu en 1982.



THE TWENTY-SECOND ANNUAL PREMIERS' CONFERENCE

LA VINGT-DEUXIEME CONFERENCE ANNUELLE DES PREMIERS' CONFERENCE

LIST OF PUBLIC DOCUMENTS

LISTE DES DOCUMENTS PUBLICS

DOCUMENT NO. DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
0-18/001		✓ Final Agenda ✓ Ordre du jour définitif
0-18/005	Interprovincial Finance Ministers Ministres provinciaux des finances	✓ Report on the Establishment Programs Financing Arrangements. ✓ Rapport sur les accords fiscaux relatifs au financement des programmes établis
0-18/006	Ontario	✓ Remarks by The Honourable William G. Davis Premier of Ontario on the State of the Economy at the 22nd Annual Premiers' Conference, Victoria, B.C., August 12, 1981
0-18/006 in French		
0-18/007	Ontario	✓ Letter to The Honourable P.E. Trudeau Prime Minister of Canada from The Hon. William G. Davis, Premier of Ontario
0-18/007 in French		

DOCUMENT NO. DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
50-18/008 <i>50-18/008 in French</i>	Prince Edward Island	✓ Notes for remarks by The Honourable J. A. MacLean, Premier of Prince Edward Island to the 22nd Annual Premiers' Conference, Victoria, B.C., August 12, 1981 'Cost-Shared Programs'
50-18/009	Quebec	✓ Notes for remarks by the Premier of Québec The Honourable René Lévesque (Translation) <u>The State of Federal-Provincial Relations</u>
	Québec	✓ Notes pour une intervention du Premier ministre du Québec M. René Lévesque <u>Etat des relations fédérales-provinciales</u>
50-18/010	Saskatchewan	✓ West Hit Hardest by High Interest Rate and Energy Policies, Blakeney Says - Saskatchewan Press Release
	Saskatchewan	✓ C'est l'ouest que la politique énergétique et les taux d'intérêt élevés touchent le plus, de dire M. Blakeney - Communiqué de la Saskatchewan
50-18/011 <i>50-18/011 in French</i>	Saskatchewan	✓ Blakeney says Medicare, Post-Secondary Education Threatened
50-18/012	Conference	✓ Final Communiqué - Review of the Economy
	Conférencé	✓ Communiqué final - Revue de l'économie
50-18/013 <i>50-18/013 in French</i>	Saskatchewan	✓ Press Release - Dree a Federal-Provincial Success Story, Blakeney says

DOCUMENT NO. N° DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
850-18/014	Conference	✓ Communiqué - Federal/Provincial Fiscal Arrangements
	Conferencé	✓ Communiqué - Les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces
850-18/016	Nova Scotia	✓ Statement on Resource Income by The Honourable John Buchanan, Q.C., Premier of Nova Scotia to the Annual Provincial Premiers' Conference, August 12 and 13, 1981, Victoria, British Columbia
850-18/017	Saskatchewan	✓ Press Release - Blakeney Stress Need for Action on the Rail System
850-18/018	Manitoba	✓ Speaking Notes for The Honourable Sterling Lyon, Premier of Manitoba at 22nd Annual Premiers' Conference, Victoria, B.C., August 12-13, 1981 <u>Transportation and Grain Handling</u>
850-18/019	Manitoba	✓ Press Release on the Constitution, August 13, 1981, Manitoba
850-18/020	Newfoundland	✓ Statement by The Honourable A. Brian Peckford, Premier of Newfoundland and Labrador

DOCUMENT NO. DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
50-13/021	Manitoba	✓ Status Report on the Constitution, Premiers Conference, Premier Sterling R. Lyon
50-18/021	in French	
50-18/022	Conference	✓ Communiqué - Transportation and Grain Handling
	Conférencé	✓ Communiqué - Les transports et la manutention des céréales
50-18/023	Conference	✓ Communiqué - Pensions
	Conférencé	✓ Communiqué - Pensions
50-18/024	Conference	✓ Communiqué - Education
	Conférencé	✓ Communiqué - Education
50-18/026	Secretariat	List of Public Documents
	Secrétariat	Liste des documents publics
50-18/027	Nova Scotia	✓ Press Release - By The Honourable John Buchanan, Premier of Nova Scotia to the 22nd Annual Premiers' Conference, Victoria, B.C., August 12, 1981 - 'Labour Market Development in the 80's' and 'Unemployment Insurance in the 80's'.
50-18/027	in French	



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

PRESS RELEASE

By The

Honourable John Buchanan

Premier of Nova Scotia

To The

22nd Annual Premiers' Conference

Victoria, B.C.

August 12, 1981



'Labour Market Development in the 80's
and
'Unemployment Insurance in the 80's'

August 12, 1981

RELEASED BY: Premier's Office
Province of Nova Scotia
Premiers' Conference
Victoria, British Columbia

Addressing the 22nd Annual Council of Canadian Premiers' Conference in Victoria, Premier John Buchanan of Nova Scotia expressed serious concern over possible federal government intentions to become dominant in areas of human resource development.

Premier Buchanan was summarizing his reactions to two reports recently tabled in the House of Commons by Federal Interdepartmental Committees. The reports entitled 'Labour Market Development in the 80's' and 'Unemployment Insurance in the 80's' were tabled July 7 and deal with government management of the labour market. He stated that 'the federal government cannot achieve its objectives in Nova Scotia unless the provincial government has meaningful input'. Mr. Buchanan cited examples of where the federal government has already initiated implementation of certain recommendations contained in the reports and has done so in the absence of provincial input.

Premier Buchanan identified his second major concern with the reports as the recommendation that the federal government bypass the provincial governments in areas of education by providing funds directly to the post secondary institutions. This recommendation 'ignores the constitutional reality within Canada which clearly places education within the provincial area of jurisdiction'.

Premier Buchanan, however, praised the reports as containing 'some very valuable information and analysis' but cautioned that these benefits would be lost if the unilateral approach of the Federal Government is continued.

In his concluding remarks, the Premier made the following recommendations for the Premiers' consideration and discussion:

1. That the provinces immediately identify and develop areas of common concern and bring these to Mr. Axworthy's attention at his meeting with the provincial ministers responsible for manpower to be held in Quebec next month.
2. That the first ministers' strongly indicate to the Prime Minister their grave concern over the direction his government is taking and its complete disregard for provincial concerns and existing consultative mechanisms so important to meeting mutual objectives.
3. That each provincial government, go on record as opposing the lack of sensitivity on the part of the federal government to provincial responsibility and concern in the development of our human resources and to provincial concerns on human participation in the labour market.
4. That the importance of cooperative and consultative mechanisms needed to address areas of mutual concern and responsibility be recognized and that all governments work together to strengthen these mechanisms for the benefit of all Canadians and for the future of Canada.

CA1
Z4
-052



THE TWENTY-SECOND
ANNUAL PREMIERS'
CONFERENCE

Victoria, British Columbia
August 11-15, 1981

LA VINGT-DEUXIEME
CONFERENCE ANNUELLE
DES PREMIERS MINISTRES

Victoria, Colombie Britannique
11-15 Août, 1981

COMMUNIQUE DE PRESSE

DE

L'HONORABLE JOHN BUCHANAN,
PREMIER MINISTRE DE LA NOUVELLE-ECOSSE

"L'EVOLUTION DU MARCHE DU TRAVAIL DANS LES ANNEES 80"

ET

"L'ASSURANCE-CHOMAGE DANS LES ANNEES 80"

1e 12 août 1981



Le 12 août 1981

DIFFUSE PAR: Le cabinet du Premier ministre de la Nouvelle-Ecosse
Conférence des Premiers ministres provinciaux
Victoria (Colombie-Britannique)

S'adressant au 22^e Conseil annuel de la Conférence des Premiers ministres des provinces canadiennes, réuni à Victoria, le Premier ministre de la Nouvelle-Écosse, M. John Buchanan, s'est dit inquiet devant l'intention que pourrait avoir le gouvernement fédéral d'assumer la mainmise dans le secteur du développement des ressources humaines.

Le Premier ministre Buchanan résumait ainsi sa réaction à deux rapports récemment déposés à la Chambre des communes par des comités fédéraux interministériels. Ces rapports, intitulés "L'évolution du marché du travail dans les années 80" et "L'assurance-chômage dans les années 80", ont été déposés le 7 juillet et traitent de l'intervention gouvernementale sur le marché du travail. Le Premier ministre Buchanan a déclaré que le gouvernement fédéral ne pourra réaliser ses objectifs en Nouvelle-Écosse à moins que le gouvernement provincial n'y joue un rôle valable. Il a cité des cas où le gouvernement fédéral a déjà procédé unilatéralement à la mise en oeuvre de certaines des recommandations contenues dans ces rapports.

Le deuxième aspect de ces rapports qui préoccupe grandement le Premier ministre Buchanan est la recommandation voulant que dans le secteur de l'éducation, le gouvernement fédéral verse directement des subventions aux maisons d'enseignement postsecondaire sans passer par les gouvernements provinciaux. Cette recommandation, selon lui, est contraire à la constitution canadienne qui précise clairement que l'éducation est de compétence provinciale.

Le Premier ministre Buchanan a toutefois souligné que les rapports contiennent certains renseignements et certaines analyses extrêmement utiles, mais il estime qu'ils pourraient perdre leur valeur si le gouvernement fédéral poursuit ses interventions unilatérales.

En terminant, il a soumis les recommandations suivantes aux Premiers ministres provinciaux pour qu'ils les étudient et en discutent:

1. Les provinces devraient définir et expliciter immédiatement les questions qui suscitent des préoccupations communes, les faire connaître à M. Axworthy au cours de la réunion qu'il aura à Québec, le mois prochain, avec les ministres provinciaux responsables de la main-d'oeuvre.
2. Les Premiers ministres provinciaux devraient souligner vivement au Premier ministre du Canada leur grave inquiétude devant l'orientation qu'adopte son gouvernement et la totale indifférence dont il fait preuve à l'égard des préoccupations des provinces et des mécanismes actuels de consultation qui sont si importants pour réaliser des objectifs mutuels.
3. Chaque gouvernement provincial devrait s'opposer formellement à l'insensibilité du gouvernement fédéral face aux responsabilités et aux intérêts des provinces au chapitre du développement de nos ressources humaines et de l'apport en capital humain sur le marché du travail.
4. L'importance des mécanismes de collaboration et de consultation nécessaires à l'étude des questions de responsabilité et d'intérêt communs devrait être reconnue, et tous les gouvernements devraient oeuvrer ensemble à renforcer ces mécanismes au profit de tous les Canadiens et pour l'avenir du Canada.

PREMIERS' CONFERENCE

CONFERENCE DE PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX

Ottawa
April 16, 1981Ottawa
le 16 avril 1981

LIST OF PUBLIC DOCUMENTS

LISTE DES DOCUMENTS PUBLICS

DOCUMENT NO. N° DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
850-19/001	Chairman	News Release - Constitutional Accord: Canadian Patriation Plan (Kit Folder)
	Président	Communiqué - Accord Constitutionnel: Projet canadien de rapatriement de la Constitution (pochette)
850-19/002	Chairman	Constitutional Accord - Constitutional Accord: Canadian Patriation Plan (Kit Folder)
	Président	Accord Constitutionnel - Accord Constitutionnel: Projet canadien de rapatriement de la Constitution (pochette)
850-19/004	Chairman	Amending Formula for the Constitution of Canada - Text and Explanatory Notes - Constitutional Accord: Canadian Patriation Plan (Kit Folder)
	Président	Procédure de modification de la Constitution du Canada - Texte et notes explicatives - Accord Constitutionnel: Projet canadien de rapatriement de la Constitution (pochette)

DOCUMENT NO. N° DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
850-19/006	Saskatchewan	Blakeney Pleased with 'Made-in-Canada' Patriation Plan
	Saskatchewan	M. Blakeney satisfait du Projet de Rapatriement "Typiquement Canadien"
850-19/007	Saskatchewan	Notes for Remarks by Premier Allan Blakeney on the Signing of the Patriation Plan
	Saskatchewan	Notes pour l'allocution du Premier ministre Allan Blakeney sur la ratification du plan de rapatriement
850-19/008	Nova Scotia	Statement of the Honourable John M. Buchanan Q.C., MLA, Premier of Nova Scotia
	Nouvelle-Ecosse	Déclaration de l'honorable John M. Buchanan C.R., Député provincial, Premier ministre de la Nouvelle-Ecosse
850-19/009	Newfoundland	Comments by the Honourable A. Brian Peckford Premier of Newfoundland
	Terre-Neuve	Allocution de l'honorable A. Brian Peckford Premier ministre de Terre-Neuve

FOR RELEASE:
Thursday, April 16, 1981

Executive Council

BLAKENEY PLEASED WITH 'MADE-IN-CANADA' PATRIATION PLAN

Saskatchewan Premier Allan Blakeney said at the meeting of eight premiers in Ottawa today that he is pleased the premiers have succeeded in negotiating a patriation plan for a 'made-in-Canada' constitution.

He said the premiers' patriation plan will allow Canadians to make decisions in Canada about the constitution. The United Kingdom Parliament would not be asked to vote on details of our constitution, but only to pass legislation putting an end to its responsibility for amendments to the British North America Acts.

Premier Blakeney said that under the amending formula proposed by the eight provinces, almost all constitutional amendments would require the consent of the House of Commons, the Senate, and the Legislative Assemblies of two-thirds of the provinces representing 50 per cent of the total population of Canada.

Amendments on a very limited number of fundamental issues such as the role of the monarchy would require the consent of all provincial legislatures as well as the federal Parliament.

. . . /2

In special cases where proposed constitutional amendments would diminish provincial powers, provinces are able to "opt out" if they follow certain stringent conditions:

- a dissenting resolution must be passed in the provincial legislature by an absolute majority of all members;
- the resolution must be passed before the constitutional amendment is proclaimed;
- a province can reverse a dissent at any time, again by a majority vote of the provincial legislature;
- once a province has decided to accept an amendment, it cannot reverse that decision after the amendment has been proclaimed.

The Premier said the provinces' amending formula is a significant improvement on the one proposed by the federal government:

- No single province is given a permanent veto;
- There is no potentially divisive referendum provision;
- The Senate has power only to delay constitutional amendments, not to block them completely;
- A method is included for dealing flexibly with the delegation of legislative authority from one level of government to another.

"What we have achieved is a flexible document, open to change but strong enough to protect the genuine interests of both the federal and provincial orders of government. I believe it will serve Canada well," Premier Blakeney said.

"It is our responsibility now to engage in that final round of negotiations which will result in a patriation plan acceptable to the whole Canadian community."

24
52

NOTES FOR REMARKS BY PREMIER ALLAN BLAKENEY
ON THE SIGNING OF THE PATRIATION PLAN
THURSDAY, APRIL 16, 1981 - OTTAWA

I want to underscore the historic nature of this occasion.

What has taken place here today was said to be impossible. Eight Premiers have come together to demonstrate that Canadians are able and willing to resolve differences through a spirit of compromise and accommodation.

Eight Premiers, representing every region of Canada, are here today. Taking careful account of the needs of each province, and at the same time the requirements of the nation as a whole, we have been able to reach an agreement which will command the broadest possible level of support across the country.

Henry Wise Wood, a distinguished Western Canadian and President of the United Farmers of Alberta, summed up the Canadian way in 1919 when he wrote that:

"True progress can come only as the result of thoughtful, continuous, co-operative effort. This progress will necessarily be slow, but it must be continuous. Nothing can hinder it more than the mistakes of thoughtless impatience".

It is that cooperative ideal which we are reaffirming here today.

We in Saskatchewan believe in the basic strength of our federal system. We wish to maintain and strengthen the careful balance which has been achieved in this country over more than a century. That is why, after the Prime Minister announced his proposal to act unilaterally last October we continued to seek a consensus which would satisfy both the federal government and a large number of provinces.

In pursuing our course of negotiation, in seeking to go the extra mile, we were convinced that there had to be a third way, between the divisive unilateral action of the federal government and the obvious inadequacies of the status quo. We believed that a way could be found to make the constitution a fully Canadian document and to do this by means which would unite Canadians, not divide them.

So we sought changes which we believed would attract broad support.

These efforts were not successful. They foundered on the determination by the federal government firstly to have an amending formula which used referendums controlled and managed by

the federal government only and secondly to give the Canadian Senate a new and perpetual veto over constitutional reform - a proposal which went against all prior agreements.

So we failed to persuade the federal government to make changes to reach a broad consensus.

We then sought agreement with other provinces on a new approach to constitutional change - a made in Canada approach.

I have been uneasy about the way that the British Parliament is being asked to change the Canadian constitution. That doesn't make too much sense. We asked ourselves - wouldn't it be better to ask the British Parliament to do nothing more than declare that they are no longer involved in Canadian affairs. Surely this would be best for Canada and best for Britain. Canadians using their own Parliament and their own Legislatures could affirm that our Constitution was patriated. And further changes could be made according to an agreed-upon amending formula.

That seemed to us to be the better approach. We have now agreed with seven other provinces to do just that. And we are asking the federal government and the two remaining provinces to join us in this made in Canada approach.

The amending formula we propose is a compromise. It is similar to one agreed to by all ten provinces last September but changed to meet some of the objections raised by the federal government at that time. I think in particular of the opting-out provision. This is fundamental to some provinces. But the federal government was worried about the possible "checkerboard" effect of such amendments. Seemingly irreconcilable views. And yet we have come up with a practical and reasonable compromise. This proposal allows opting out, but under such restrictions that it will occur only rarely. Not precisely what any one government wanted, but something we can all live with.

This amending formula is an improvement on the one in the federal resolution because it does not give an automatic veto to any single province. Each province, regardless of size, is given constitutional equality. We believe that this is closer to the spirit of Confederation.

This proposal also removes two of the most damaging features of the federal resolution: the referendum proposal and the perpetual Senate veto. Neither had been part of previous constitutional discussions, and neither had any significant support in the country.

Finally, I am particularly pleased that we have been able to add a provision for the delegation of legislative authority. It allows for a far more flexible constitutional arrangement than we have had under the B.N.A. Act, and satisfies a long-standing desire by governments, both provincial and federal.

What we have achieved is a flexible document, open to change but strong enough to protect the genuine interests of both the federal and provincial orders of government. I believe it will serve Canada well.

It is our responsibility now to engage in that final round of negotiations which will result in a patriation package acceptable to the whole Canadian community. With good will I'm sure it can be done. For the good of Canada I say it must be done.

CAI
34
-C 52



PROVINCE OF NOVA SCOTIA

STATEMENT

OF

THE HONOURABLE JOHN M. BUCHANAN, QC, MLA
PREMIER OF NOVA SCOTIA

PREMIERS' CONFERENCE

OTTAWA

APRIL 16, 1981

STATEMENT OF THE HONOURABLE JOHN M. BUCHANAN, Q.C., M.L.A.,
PREMIER OF NOVA SCOTIA, AT OTTAWA, 16 APRIL 1981.

MR. CHAIRMAN:

ON THIS HISTORIC OCCASION, I AM HAPPY AND PROUD TO SIGN THIS ACCORD ON BEHALF OF THE GOVERNMENT AND PEOPLE OF NOVA SCOTIA.

THIS DOCUMENT EMBODIES THE POSITION NOVA SCOTIA HAS TAKEN AT AND SINCE THE CONFERENCE LAST SEPTEMBER, WHEN I URGED PATRIATION WITH AN AGREEABLE AMENDING FORMULA, AND IN FEBRUARY OF THIS YEAR, IN A RESOLUTION WHICH I HAD THE HONOUR TO INTRODUCE IN THE NOVA SCOTIA HOUSE OF ASSEMBLY, PATRIATION WITH AN AMENDING FORMULA AGREED TO BY A MAJORITY OF CANADA'S ELEVEN GOVERNMENTS.

THIS ACCORD SATISFIES THAT CRITERION: WE ARE GRATIFIED THAT THE ACCORD EMBODIES THE POSITION NOVA SCOTIA HAS TAKEN FROM THE OUTSET.

I HAVE ALWAYS BEEN OPTIMISTIC ABOUT OUR ABILITY TO COME TO AGREEMENT AMONGST OURSELVES ON THE VEXING PROBLEMS THAT FACE US. I HAVE ALWAYS BEEN OPTIMISTIC THAT CANADIANS ARE ANIMATED BY A SPIRIT OF CONCILIATION AND AGREEMENT. I AM HAPPY TODAY, ON BEHALF OF NOVA SCOTIA TO SIGN THE ACCORD WHICH HAS BEEN ANIMATED BY THIS SPIRIT OF CONCILIATION AND AGREEMENT.

IN OCTOBER 1978, WHEN I ADDRESSED THE FIRST MINISTERS' CONSTITUTIONAL CONFERENCE, THE FIRST THAT I ATTENDED, IN THIS ROOM, I EXPRESSED MY CONVICTION THAT THE CONSTITUTION OF CANADA WAS MORE THAN MERE WORDS WRITTEN ON PAPER. IT WAS AS I SAID AT THAT TIME "THE LIVING HEART OF THE POLITICAL, SOCIAL AND CULTURAL

UNION THAT BINDS US AS CANADIAN". AGAIN IN SEPTEMBER OF LAST YEAR, HERE IN THIS PLACE, AND AGAIN AT A FIRST MINISTERS' CONSTITUTIONAL CONFERENCE, I DECLARED MY CONFIDENCE THAT WE AS CANADIANS WOULD FIND A WAY OF AGREEMENT, AND THAT EVERY DIFFICULTY WOULD BE SUSCEPTIBLE OF SOLUTION.

MR. CHAIRMAN, NOVA SCOTIANS ARE DETERMINED - AS ARE ALL CANADIANS - THAT OUR FEDERAL SYSTEM BE CONFIRMED BUT BROUGHT UP TO DATE WITH THE REALITIES OF OUR TIME.

MR. CHAIRMAN, OUR CONSTITUTION AS SERVED US WELL. BUT IT IS CLEAR THAT OUR CONSTITUTION AND OUR POLITICAL SYSTEM FACE CHALLENGES TODAY THAT OBLIGE US TO RE-EXAMINE OUR POLITICAL INSTITUTIONS AND OUR PROCESSES OF GOVERNMENT SO THAT WE MAY BE ASSURED THAT THEY ARE APPROPRIATE TO THE NEEDS NOT ONLY OF TODAY BUT THE EXPECTATIONS OF TOMORROW.

CANADA IS A GREAT COUNTRY - WE ARE ALL COMMITTED TO ITS GREATNESS. WE REGARD THE INITIATIVE THAT WE HAVE TAKEN TODAY AS PROOF OF WHAT CAN HAPPEN IN OUR COUNTRY WITH A COMMITMENT TO CONSTRUCTIVE GOODWILL.

WE HAVE BEEN CHALLENGED TO COME TO AGREEMENT. AND WE HAVE COME TO A MOST SUBSTANTIAL AGREEMENT.

WE HAVE COME TO AN ACCORD THAT ENABLES US TO PRESERVE AND ENHANCE A FEDERAL AND PARLIAMENTARY POLITICAL SYSTEM UNDER THE CROWN.

WE ARE TODAY TAKING A MAJOR STEP TOWARDS RENEWED FEDERALISM. WHAT THE EIGHT PROVINCES HAVE CONSTRUCTED ON THIS VERY HISTORIC DAY WILL SURELY ENCOURAGE ALL CANADIAN GOVERNMENTS. THE HARMONY WE HAVE ACHIEVED OUGHT TO ENCOURAGE THEM TO JOIN US IN TAKING COUNSEL TOGETHER IN THAT CONSTRUCTIVE - AND VERY CANADIAN - PROCESS OF DISCUSSION, CONCILIATION AND AGREEMENT.

MR CHAIRMAN, MY COLLEAGUES, LADIES AND GENTLEMEN, OUR GREAT COUNTRY HAS AN INSPIRING AND MEMORABLE PAST.

OUR COUNTRY HAS THE EXPECTATION OF A GREAT FUTURE.

BUT OUR PAST WILL NOT LEAD US TO A REALIZATION OF THE EXPECTATION OF THE FUTURE THAT WE AND FUTURE GENERATIONS DESERVE UNLESS WE - TODAY AND IN THIS PLACE - ENSURE THE FUTURE BY OUR DEDICATED COMMITMENT.

I BELIEVE WE HAVE SUCCEEDED. WE HAVE TAKEN A GREAT STRIDE TOWARDS OUR FUTURE.

LET US NOW - ALL CANADIANS - MOVE WITH ASSURANCE, PRIDE
AND RENEWED CONFIDENCE TOWARDS TOMORROW.

IT IS IN THAT SPIRIT AND WITH THOSE CONVICTIONS THAT I
AM PROUD, AS A NOVA SCOTIAN, AS A CANADIAN, AS PREMIER OF ONE
OF THE FOUNDING PARTNERS OF CONFEDERATION, TO SIGN THE ACCORD
TODAY.

CA1
Z4
-C52

COMMENTS

BY THE

HONOURABLE A. BRIAN PECKFORD
PREMIER OF NEWFOUNDLAND

OTTAWA, APRIL 16, 1981

MR. CHAIRMAN:

OUR GATHERING HERE IN OTTAWA TODAY TO SIGN THIS AGREEMENT BETWEEN EIGHT OF THE PARTNERS IN OUR CONFEDERATION IS A SIGNIFICANT EVENT IN CANADIAN HISTORY. IN MY VIEW, THIS IS WHAT FEDERALISM IS ALL ABOUT - PARTNERS SITTING DOWN TOGETHER TO TACKLE PROBLEMS AND ARRIVING AT A WORKABLE COMPROMISE FOR ALL CONCERNED. WHAT WE HAVE ACHIEVED BY OUR ACTION TODAY STANDS IN STARK CONTRAST TO WHAT HAS BEEN IMPOSED ON THIS NATION BY THE UNILATERAL ACTIONS OF THE TRUDEAU REGIME OVER THE PAST YEAR.

SLIGHTLY OVER THIRTY-TWO YEARS AGO, ANOTHER HISTORIC AGREEMENT WAS SIGNED BY NEWFOUNDLAND - THE TERMS OF UNION BETWEEN THE DOMINION OF NEWFOUNDLAND AND THE DOMINION OF

CANADA. NEWFOUNDLAND DID NOT JOIN WITH CANADA AS A COLONY - WE CAME AS A FULL-FLEDGED PARTNER. THE RIGHTS OF NEWFOUNDLANDERS WERE PROTECTED AND ENSHRINED IN THE CANADIAN CONSTITUTION AT THAT TIME AND IT WAS ALWAYS TAKEN FOR GRANTED THAT ANY CHANGES WOULD ONLY BE MADE WITH THE CONCURRENCE OF BOTH PARTNERS.

WHEN I SPEAK OF OUR RIGHTS BEING ENSHRINED IN THE CANADIAN CONSTITUTION, I DO NOT REFER ONLY TO THE WRITTEN WORD OF THE BRITISH NORTH AMERICA ACT - FOR THAT IS ONLY PART OF THE CANADIAN CONSTITUTION - I REFER ALSO TO THE CONVENTIONS AND PRACTICES WHICH ARE INHERENT IN THE WORKINGS OF OUR FORM OF PARLIAMENTARY DEMOCRACY. THE COMBINATION OF THE WRITTEN AND UNWRITTEN PARTS OF THE CONSTITUTION OF THIS GREAT NATION CONFIRM UNEQUIVOCALLY THAT FUNDAMENTAL CHANGES TO THE CONSTITUTION WILL ONLY BE MADE WITH AGREEMENT OF THE PARTNERS.

FROM THE TIME NEWFOUNDLAND ENTERED CONFEDERATION IN 1949 UNTIL LAST SUMMER, THIS FUNDAMENTAL SET OF RULES PREVAILED. AS MY GOVERNMENT STATED IN ITS WHITE PAPER PUBLISHED LAST AUGUST, THERE WERE FOUR FUNDAMENTAL PRINCIPLES WHICH FORMED THE BASIS OF OUR CONSTITUTIONAL

POSITION. THESE WERE THAT OUR SYSTEM OF PARLIAMENTARY DEMOCRACY MUST BE PRESERVED, THAT THERE MUST BE BALANCED FEDERALISM, THAT THERE MUST BE EQUALITY OF OPPORTUNITY FOR PROVINCES AND PEOPLE, AND THAT THERE MUST BE CONSENSUS FOR ANY MAJOR CONSTITUTIONAL CHANGES.

GIVEN THESE FUNDAMENTAL PRINCIPLES, NEWFOUNDLAND ENTERED THE CONSTITUTIONAL DISCUSSIONS OF LAST SUMMER IN GOOD FAITH. WE WERE READY TO REACH A COMPROMISE ON A NUMBER OF THE ISSUES. SO WERE MOST OF THE OTHER PROVINCES. UNFORTUNATELY, THE FEDERAL GOVERNMENT HAD NO INTENTION OF REACHING A WORKABLE COMPROMISE. INSTEAD, IT DECLARED THAT IT WAS GOING TO IMPOSE ITS OWN VIEW OF THE NATION UNILATERALLY AND GET THE PARLIAMENT OF THE UNITED KINGDOM TO BOTH PATRIATE AND AMEND THE CONSTITUTION SOLELY ON THE BASIS OF WHAT THE FEDERAL GOVERNMENT WANTED.

FROM NEWFOUNDLAND'S POINT OF VIEW, THIS UNILATERAL ACTION DESTROYS THE FUNDAMENTAL BASIS OF CONFEDERATION. IT UNDERMINES THE DELICATE BALANCE IN OUR FEDERATION. IT CREATES TWO CLASSES OF PROVINCES - THE POWERFUL AND THE WEAK - AND IT INCREASES VASTLY THE POWERS OF THE FEDERAL GOVERNMENT AT THE EXPENSE OF THE PROVINCES. FINALLY, AND

PERHAPS MOST IMPORTANTLY, IT IGNORES THE FACT THAT CONSTITUTIONAL CHANGES MUST BE MADE IN CANADA AND BY CANADIANS BASED ON CONSENSUS.

THIS CANADIAN PATRIATION PLAN, WHICH WE ARE SIGNING TODAY, IS BASED ON THE WAY CANADA SHOULD WORK AND ALWAYS HAS WORKED. IT PROVIDES FOR THE PATRIATION OF OUR CONSTITUTION FROM THE UNITED KINGDOM, IT PROVIDES AN AMENDING FORMULA THAT ENSHRINES THE EQUALITY OF PROVINCES AND, HENCE, ENSURES THAT BALANCED FEDERALISM WILL PREVAIL. IT PROVIDES FOR FURTHER CHANGES TO BE MADE IN CANADA BY CANADIANS BASED ON CONSENSUS,

MR. CHAIRMAN, I BELIEVE THAT THIS HISTORIC DOCUMENT WILL PROVIDE THE BASIS OF A REASONABLE AND BALANCED APPROACH TO CONSTITUTIONAL CHANGE. IT SHOWS THAT CANADIANS WORKING TOGETHER CAN ACHIEVE AGREEMENT WHICH IS SATISFACTORY FOR ALL. IT IS WITH GREAT PLEASURE, THEREFORE, THAT I SIGN THIS ACCORD ON BEHALF OF THE GOVERNMENT OF NEWFOUNDLAND.

SURELY, IT IS NOW TIME FOR ALL THE PARTNERS IN CONFEDERATION TO RETURN TO THE BARGAINING TABLE AND, USING THE AMENDING FORMULA WE HAVE DEVELOPED, TO REACH AGREEMENT

ON FURTHER CHANGES TO OUR CONSTITUTION, THE ELEVEN PARTNERS, WORKING TOGETHER, CAN ACHIEVE AGREEMENT JUST AS WE HAVE TODAY. ALL THAT IS REQUIRED IS THE WILL AND DESIRE TO REACH A CONSENSUS WHICH ALL PARTNERS CAN ACCEPT. FOR NEWFOUNDLAND'S PART, WE ARE READY AND WILLING TO COOPERATE FULLY IN THIS EFFORT.

PREMIERS' CONFERENCE

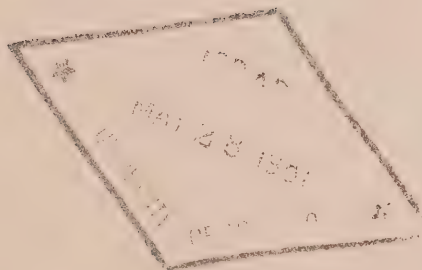
CONFERENCE DE
PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX

VERBATIM TRANSCRIPT

(unverified text)

COMPTE RENDU TEXTUEL

(texte non vérifié)



OTTAWA

April 16, 1981



OTTAWA

le 16 avril 1981

July

July 1st. A fine day. The sun was
bright and the wind was light. The
water was calm and the sky was blue.
We went for a walk in the park.
The children were very happy.
We saw many beautiful flowers.
The birds were singing.
The children played for hours.
We had a picnic under a big tree.
The food was delicious.
We stayed in the park until sunset.
The children were tired but happy.

July 2nd

July 2nd. A fine day. The sun was
bright and the wind was light. The
water was calm and the sky was blue.
We went for a walk in the park.
The children were very happy.
We saw many beautiful flowers.
The birds were singing.
The children played for hours.
We had a picnic under a big tree.
The food was delicious.
We stayed in the park until sunset.
The children were tired but happy.

NOTE

Readers should note that this verbatim transcript has not been verified by the speakers whose statements are reported herein, nor edited by the CICS, and therefore has no official status as a record of the Conference.

- - - - -

AVIS

Le lecteur est prié de noter que ce compte rendu textuel n'a pas été vérifié par les personnes dont les propos sont reproduits et qu'il n'a pas été révisé par le SCIC; par conséquent, il ne constitue pas un compte rendu officiel de la Conférence.

1870

1871

1872

1873

1874

1875

1876

1877

1878

1879

TABLE OF CONTENTS/TABLE DES MATIERES

Conference Proceedings/Délibérations de la Conférence

	<u>Page</u>
Manitoba	2-6,11, 27-28
Québec	7-10
Nova Scotia/Nouvelle-Écosse	11-13
British Columbia/Colombie-Britannique	13-16
Prince Edward Island/Île-du-Prince-Edouard	16-18
Saskatchewan	18-21
Alberta	21-24
Newfoundland/Terre-Neuve	24-27

Appendix A/Annexe A

Participants/Participants

PREMIERS' CONFERENCE

CONFERENCE DE
PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX

VERBATIM TRANSCRIPT

(unverified text)

COMPTE RENDU TEXTUEL

(texte non vérifié)

OTTAWA

April 16, 1981

OTTAWA

le 16 avril 1981

The Premiers' Conference convened on April 16, 1981, at 11:06 a.m. in the Conference Centre, Ottawa, Ontario.

THE HONOURABLE STERLING R. LYON, PREMIER OF MANITOBA
(CHAIRMAN)

My colleagues and ladies and gentlemen, the purpose of this meeting of the Premiers of eight of Canada's ten provinces is to put before the people of Canada an alternative approach to the patriation of the Canadian Constitution, an approach based on consensus and agreement among Canadians.

Our eight governments, representing more than sixty per cent of the total population of Canada, have reached an agreement that will permit our Constitution to be brought home to Canada. It will make it possible for Canadians to change our own Constitution, when we see fit to do so, without the permission of any other country. The federal government has said that agreement is not possible and that the only alternative is for them to petition the Parliament of the United Kingdom to change our Constitution for us. We propose instead that we ask Britain only to send our Constitution home.

Canadians themselves can be trusted to work together, as we have throughout our history, in the spirit of cooperation, reason and civility to make such changes in our Constitution as are needed. The eight provinces represented here have reached agreement on the patriation of our Constitution and on an amending formula that will permit Canadians themselves to decide how and when the Constitution should be changed.

At this meeting we will sign a written Accord setting out that agreement. We invite the federal government and the governments of the two provinces who are not represented here today to sign that Accord and to associate themselves with us in bringing Canada's Constitution home. The amending formula set forth in the Accord is more flexible and realistic than the current unanimity rule or any other proposals that have been made throughout the long years of debate about our Constitution. Our proposal will permit the Constitution to be amended by agreement among the federal government and any seven provinces representing at least fifty per cent of the population of Canada while still providing special protections for critical national or provincial interests.

The Accord also includes a power of delegation of legislative authority between the federal and provincial levels of government to permit and promote a more flexible and cooperative kind of federalism in Canada.

The Accord we will sign today is something Canadians can agree about after months of controversy and confrontation.

When the other governments of Canada sign this Accord, as we hope and trust they will, we will abandon our court challenges to the federal proposals to impose unilaterally a made-in-Britain set of constitutional amendments. As a further condition of the Accord, federal efforts to force these unilateral changes must also be abandoned.

In signing this Accord we commit our governments to follow the act of patriation of our Constitution with an intensive effort to agree on such other

amendments as enjoy sufficient support throughout Canada to be adopted.

Let us be clear. The Accord contains only an agreement to patriate our Constitution and an amending formula to permit Canadians to decide how our Constitution should be changed. That is all that the Parliament of another country should be asked to do for us.

On the basis of this Accord we can begin to work with patience and civility to agree on ways in which our Constitution can be improved. We believe that Canadians can be trusted to decide our own future. We invite the other governments of Canada to join us in that belief. We have had enough of discord, disunity and confrontation. It is time for Canadians to agree and for us to work together as a united federal country.

Now, gentlemen, with your concurrence, I would propose to read the text of the Accord in English and then I would ask our colleague, the Premier of Québec, to read the text of the Accord in French.

"CONSTITUTIONAL ACCORD

WHEREAS Canada is a mature and independent country with a federal system of government,

AND WHEREAS the Parliament of the United Kingdom has retained, at the request of the Parliament of Canada and with the approval of the Provinces, residual power to amend certain parts of the British North America Acts upon receiving a proper request from Canada,

AND WHEREAS it is fitting and proper for the Constitution of Canada to be amendable in

all respects by action taken wholly within Canada,

AND WHEREAS the full exercise of the sovereignty of Canada requires a Canadian amending procedure in keeping with the federal nature of Canada,

NOW THEREFORE, the Governments subscribing to this Accord agree as follows:

1. To patriate the Constitution of Canada by taking the necessary steps through the Parliament of Canada and the Legislatures of the Provinces;
2. To accept, as part of patriation, the amending formula attached to this Accord as the formula for making all future amendments to the Constitution of Canada;
3. To embark upon an intensive three-year period of constitutional renewal based on the new amending formula and without delay to determine an agenda following acceptance of this Accord; and
4. To discontinue court proceedings now pending in Canada relative to the proposed Joint Address on the Constitution now before Parliament.

The Canadian Patriation Plan is conditional upon the Government of Canada withdrawing the proposed Joint Address on the Constitution now before Parliament and subscribing to this Accord.

The Provinces of New Brunswick and Ontario
are invited to sign this Accord."

Now I would ask our colleague, the Premier
of Québec, to read the Accord in Canada's official
language.

L'HONORABLE RENE LEVESQUE, PREMIER MINISTRE DU QUEBEC:

Les huit gouvernements provinciaux qui se retrouvent aujourd'hui à cette table, contrairement à ce que d'aucuns pouvaient penser, se sont entendus sur une formule qui pourrait remplacer plus qu'avantageusement, c'est le moins qu'on puisse dire, le projet non seulement de rapatriement mais de chambardement unilatéral du gouvernement fédéral.

Quant à nous, tout changement éventuel à la structure constitutionnelle devrait, en effet, s'accomplir de ce côté-ci de l'Atlantique, au cours des négociations auxquelles seuls les représentants de la population canadienne auraient voix au chapitre.

Il s'agit donc exclusivement dans le texte que nous proposons, d'un rapatriement accompagné comme il se doit d'une formule d'amendement, ce qui nous apparaît à l'évidence comme le maximum qu'on puisse décemment faire accomplir par un parlement étranger dans les circonstances où nous nous trouvons. Endossé par les gouvernements de huit provinces sur dix, qui représentent à leur niveau plus de soixante pour cent de la population totale du Canada, voici donc cet accord qui se lit comme suit:

"Attendu que le Canada est un pays développé et indépendant doté d'un système fédéral de gouvernement;

Attendu que le Parlement du Royaume-Uni a conservé à la demande du Gouvernement du Canada et avec l'assentiment des provinces, le pouvoir résiduaire de modifier certaines parties des Actes de l'Amérique du Nord britannique lorsqu'il reçoit une demande appropriée du Canada;

Attendu qu'il est convenable et opportun que

la Constitution du Canada puisse dans son ensemble être modifiée exclusivement au Canada;

Attendu que le plein exercice de la souveraineté du Canada exige une procédure canadienne de modification de la constitution qui respecte le caractère fédéral du Canada. En conséquence, les gouvernements qui sont parties au présent Accord sont convenus premièrement, de rapatrier la Constitution du Canada en proposant les mesures requises au Parlement du Canada et aux Législatures des Provinces;

Deuxièmement, d'inclure comme partie intégrante de ce rapatriement, la formule de modification ci-annexée comme moyen de procéder, à l'avenir, à toute modification de la Constitution du Canada;

Troisièmement, de s'engager dans des négociations intensives portant sur le renouvellement de la Constitution pendant les trois prochaines années en ayant recours à la nouvelle formule d'amendement; à cette fin un ordre du jour sera déterminé dans les plus brefs délais après la conclusion du présent Accord;

Et quatrièmement, de retirer les procédures judiciaires engagées au Canada relatives au projet d'Adresse conjointe sur la Constitution soumis au Parlement fédéral.

Ce projet de rapatriement de la Constitution est assujetti à la condition que le Gouvernement du Canada retire le projet d'Adresse conjoint sur la Constitution qui est actuellement devant le Parlement et qu'il souscrive au présent Accord.

Evidemment, les provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario sont invitées à adhérer à cet Accord et la signature au nom des Gouvernements qui sont mentionnés

devra être suivie de la ratification par les Législatures ou dans le cas du Québec, l'Assemblée nationale."

Chacun doit normalement faire quelques commentaires, je vais faire les miens tout de suite et très brièvement et très simplement aussi pour dire ceci: que dès le moment, en octobre dernier, où M. Trudeau a annoncé son intention de procéder unilatéralement au rapatriement et surtout à la modification de la Constitution canadienne, le Gouvernement du Québec a clairement manifesté son opposition catégorique à ce coup de force.

Cette opposition, nous l'avons manifestée avant et pendant, tout au long en fait, de la campagne électorale qui vient de se terminer au Québec. Nous avons promis aux québécois de nous opposer par tous les moyens légitimes à la tentative fédérale de nous imposer une Charte des droits qui limiterait les pouvoirs essentiels de notre Assemblée nationale, notamment en matière de langue d'enseignement.

Nous avons donc reçu de notre électorat, il y a trois jours, un mandat qui nous semble non seulement clair mais indiscutable aussi de poursuivre notre opposition, alors que M. Trudeau, lui, il faut bien le dire, n'a jamais sollicité ni reçu aucun mandat pour faire ce qu'il essaie d'imposer de force au Québec comme à tout le Canada. Dès le lendemain du scrutin, nous avons donc repris et poursuivi notre collaboration avec les sept autres provinces qui partagent notre point de vue et nous avons tenu ensemble à ce que notre front commun, comme on l'appelle, ne se contente pas de mener une lutte d'opposition mais qu'il fasse également une contribution positive à la solution de la crise actuelle.

Et c'est ainsi, enchaînant sur le consensus inter-provincial qui était déjà intervenu en septembre dernier, que nous avons mis au point une formule d'amendement qui, d'une part, protège parfaitement bien les droits et les pouvoirs du Québec et qui d'autre part, comporte aussi un dynamisme et une flexibilité qui permettraient d'évoluer pour s'adapter aux réalités d'aujourd'hui.

Il est clair que cette participation du Québec à l'accord inter-provinciale qui est devant nous, n'affecte en rien le droit inaliénable des québécois de décider eux-mêmes, démocratiquement, de leur avenir collectif. Ce droit continuera d'exister dans l'avenir comme il existe maintenant et ne saurait être restreint d'aucune façon par la nouvelle formule d'amendement que nous préconisons aujourd'hui.

Nous espérons simplement que cet accord des huit provinces qui sont opposées au rapatriement unilatéral, incitera M. Trudeau à renoncer à son coup de force et à reprendre des négociations de bonne foi. Nous avons fait un effort honnête et sincère et laborieux à l'occasion, pour trouver un compromis qui soit honorable pour tout le monde. C'est au Premier Ministre fédéral maintenant de revenir à la voie du bon sens et de se remettre à la table des négociations.

THE CHAIRMAN: Thank you, Premier Lévesque.

I would now sign the document on behalf of the Province of Manitoba and then invite the Premier of Québec to sign the document as well. We will then pass the document to each of the Premiers representing the eight governments, each of whom will have the opportunity to express his remarks.

I now invite the Premier of Nova Scotia, the Honourable John Buchanan, to address the meeting and to sign the Accord.

THE HONOURABLE JOHN M. BUCHANAN, PREMIER OF NOVA SCOTIA:

Mr. Chairman and colleagues, on this historic occasion I am very proud to sign the Accord on behalf of the Government and the people of Nova Scotia. This document embodies the position Nova Scotia has taken at and since the conference last September, when I urged patriation with an agreeable amending formula, and in February of this year in a resolution which I had the honour to introduce in the Nova Scotia Legislature; patriation with an amending formula agreed to by a majority of Canada's eleven governments. This Accord satisfies that criterion. We are gratified that the Accord embodies the position Nova Scotia has taken from the outset. I have always been optimistic about our ability to come to agreement amongst ourselves on the vexing problems that face us. I have always been optimistic that Canadians are animated by a spirit of conciliation and agreement. I am happy today, on behalf of Nova Scotia, to sign the Accord which has been animated by the spirit of conciliation and agreement.

In October of 1978, when I addressed the First Ministers' Constitutional Conference, the first one that I attended held in this room, I expressed my conviction that the Constitution of Canada was more than mere words written on paper. It was, as I said at that time, "the living heart of the political, social and cultural union that binds us as Canadians".

Again, in September of last year, here in this place, I declared my confidence that we, as Canadians, would find a way of agreement and that every difficulty would be susceptible of solution.

Mr. Chairman, Nova Scotians are determined, as I believe all Canadians are, that our federal system be confirmed, but brought up to date with the realities of our time.

Our Constitution has served us well. It is clear that our Constitution and our political system face challenges today that oblige us to re-examine our political institutions and our processes of government, so that we may be assured that they are appropriate to the needs, not only of today, but the expectations of tomorrow.

Canada is a great country. We are all committed to its greatness. We regard the initiative that we have taken today as proof of what can happen in our country with a commitment to constructive goodwill.

We have been challenged to come to agreement. We have come to a most substantial agreement. We have come to an accord that enables us to preserve and enhance a federal and parliamentary political system under the Crown. We are today taking a major step towards renewed federalism.

What the eight provinces have constructed on this very historic day will surely encourage all Canadian governments. The harmony we have achieved ought to encourage them to join us in taking counsel together in that constructive and very Canadian process of discussion, conciliation and agreement.

Mr. Chairman, my colleagues, ladies and gentlemen, our great country has an inspiring and memorable past. Our country has the expectation of a great future. But our past will not lead us to a realization of the expectation of the future that we and future generations deserve, unless we, today and in this place, ensure the future by our dedicated commitment. I believe we have succeeded. We have taken a great stride toward our future.

Let us now, all Canadians, move with assurance, ~~pride and renewed confidence towards tomorrow.~~

As a Nova Scotian, as a Canadian, it is in that spirit, and with those convictions, that I with great pride as Premier of one of the founding partners of Confederation have signed the Accord today. Thank you, Mr. Chairman.

THE CHAIRMAN: Thank you, Premier Buchanan.

I would invite Premier Bennett of British Columbia to sign the Accord and to speak to the meeting.

THE HONOURABLE WILLIAM R. BENNETT, PREMIER OF BRITISH COLUMBIA:

Mr. Chairman, my colleagues and, I guess, to a more important group, the Canadian people, I would like to reiterate and confirm what the three of my colleagues who have already spoken have said Sterling, René, John have talked about a made-in-Canada Constitution, and that's what this Canadian Patriation Plan provides for.

And although it's fifty years since the Statute of Westminster was passed, really the signing of this Accord, and providing a flexible made-in-Canada Canadian amending formula to allow us to get on with the substantial job of changing the Constitution where it's desirable, can take place in our own country. And this will end the last implied vestiges of colonialism which most Canadians do not agree with.

I believe also that at this time, we should pause as Canadians, as Premiers, those who are here, those who are not here, but who I hope will join with us in what is a positive move to build the country -- and of course that goes to the Prime Minister as well.

The signing of this Accord today and the Canadian Patriation Plan I hope will not be reported, nor dealt with, on a score card of winners and losers as to who has won the great debate over how we deal with our Constitution. I hope it will be looked upon as an opportunity for us to get on with the job within our own country.

Last December, following the conference in September, I introduced into our Legislature a motion calling for patriation with an amending formula flexible enough to allow us to get on with the job of constitutional amendment within our own country, ending the rigidity of unanimity which has created the frustrations that have led some to initiate actions which, I believe, have, and would continue to divide this country, had this plan not been introduced and signed today.

I would like to congratulate my colleagues for their willingness to compromise for the good of the country and to work towards drafting in detail, not what we have had in the past which has been a consensus in principle, but a detailed proposal that will work and help us to achieve our ends. I believe then that the people of British Columbia join with other Canadians in looking upon today as the beginning, as a rebeginning for our country, and that having signed this I am hopeful that other First Ministers not here will join in this positive spirit of cooperation so that we can together get on with the job. It is a time for the divisiveness and the rhetoric to end.

It is a time when Canadians should ask all of their government leaders to come together on their behalf and to get on with the job. Therefore, Mr. Chairman, I want to thank you for your patience with us over these many months -- the conferences, the calls and the hard work of you and your staff -- and that goes for all of my colleagues as well, and if I might just give a special thanks to my Minister of Intergovernmental Affairs, Mr. Gardom, and the people of British Columbia who so ably represented us with you at the many talks that took place.

I think Canadians today then, can be positive about our country because this provides us with the tool to get on with the job.

THE CHAIRMAN: Thank you, Premier Bennett.

I would now ask Premier Angus MacLean of Prince Edward Island to sign the Accord and to make his remarks.

THE HONOURABLE J. ANGUS MacLEAN, PREMIER OF PRINCE EDWARD ISLAND: Mr. Chairman and fellow Premiers, I first want to say that I concur on behalf of the people of my province with what my colleagues have already said, but I would like to add a few words of my own.

I believe that, in the course of our national life, we have arrived at a very important crossroads. The issue at stake is the future of federalism and the question of how this country ought to function. In the midst of the controversy of recent months, there is a danger that Canadians might lose sight of the central point. That point is that the present course of action by the federal government is a denial of the federal principle. It treats Canada as though it were an association of individuals rather than an association of

provinces each of which is sovereign within its own jurisdiction. Canada is not a monolith; it is not simply a larger version of pre-Confederation Canada, but a partnership of neighbours. Each of these partners came freely into Confederation with the understanding that its integrity and uniqueness would be respected and safeguarded within the union. That understanding is at the heart of our national life. If it is harmed, Canada, as we have known it, is harmed.

At this critical juncture in our history, the federal government seems prepared to abandon the processes of federalism and to initiate a new way of doing things in Canada. We are told that time is running out, that agreement is impossible, that the only course open to Canadians is the one being promoted by the federal government. Most Canadians do not believe those statements. Nor do I. Agreement is not impossible. Federalism is not an impasse from which we all must be rescued by the federal government acting on its own. Our presence here today demonstrates that the road of consensus is still open and passable. It is evidence that Canadians from east and west, from provinces large and small, are able to surmount their differences and to work together in a fashion which avoids confrontation and promotes unity throughout the land.

It is my fervent hope that the signing of this Accord will lead to the resumption of negotiations in goodwill between the provinces and the federal government, and that it will mark the beginning of a constructive process of restoration and renewal.

I want to express my appreciation and my delight in the effort and dedication that my colleagues and members of

their staff and ministers of my government have given to this effort to make Canada work as a Confederation.

Thank you.

THE CHAIRMAN: Thank you, Premier MacLean.

I now invite Premier Allan Blakeney of Saskatchewan to sign the Accord and to make his remarks.

THE HONOURABLE ALLAN E. BLAKENEY, PREMIER OF SASKATCHEWAN: Mr. Chairman and fellow Premiers, I first want to underscore and agree with a number of the statements made by those who have spoken before me, Premiers Lyon, Lévesque, Buchanan, Bennett and MacLean.

I particularly want to express my agreement with Premier MacLean's last remarks about the nature of federalism. On other occasions I have spoken about the need, in making constitutional change in any federal state, to have a double majority, a majority representing the national sphere and a majority representing the regional voice in the federation. Certainly, Parliament can speak for the national voice, but certainly Parliament cannot speak for the regional voices. A simple majority in Parliament cannot speak for all Canadians on all issues. To assert that that is true is to deny the federal character of Canada, and this character must be respected. To fail to do so is to deny all the fine words about co-operative federalism which have been uttered in this country for many decades and on which principles we have governed our political lives.

I say that what has taken place here today is important because it was said to be impossible. Eight Premiers have been able to reach an agreement which we believe will command a broad measure of support across the country. We, in

Saskatchewan, believe in the importance to Canadians of the federal system. We wish to maintain and strengthen the careful balance which has been achieved in this country over more than a century. That is why, after the Prime Minister announced his proposal to act unilaterally last October, we continued to seek a consensus which would satisfy both the federal government and the large number of provinces. And we sought specific changes which we believed would attract broad support. As will be known, our efforts were unsuccessful.

We failed in part because of the determination of the federal government to have an amending formula which involved referendums controlled and managed by the federal government and the determination by the federal government to give the Canadian Senate a new and perpetual veto over constitutional reform. Both of those are proposals which went against all prior agreements and discussions.

Having failed in that effort, we then sought agreement with the other provinces on a new approach to constitutional change -- a "made-in-Canada" approach.

I have been uneasy about the way the British Parliament is being asked to change the Canadian Constitution. That doesn't make too much sense. The British Parliament certainly has a role as a trustee but, if possible, we should not ask them to make decisions on major changes to our Constitution. So we, in Saskatchewan, asked ourselves, "Wouldn't it be better to ask the British Parliament to do nothing more than declare that they are no longer involved in Canadian affairs?" Surely this would be best for Canada and best for Britain. Canadians using their own Parliament and their own Legislatures could affirm that our Constitution

was patriated, and further changes could be made in Canada using an amending formula agreed upon by all. So that seemed to us to be the better approach.

We have now agreed with seven other provinces to do just that. And we are asking the federal government and the two remaining provinces to join us in this "made-in-Canada" approach. The amending formula we propose is a compromise. It is similar to the one agreed upon by all ten provinces last September, but changed to meet some of the objections raised by the federal government -- not precisely what any one government would have wanted, but something we can all live with.

This amending formula is an improvement on the one in the federal Resolution because it does not give an automatic veto to any single province. It does not contain two of the most objectionable features in the federal Resolution -- the referendum proposal and the perpetual Senate veto. As I said earlier, neither of them has been part of the previous constitutional discussions and neither, I suggest, has any significant support throughout the country.

Finally, I am particularly pleased that we have been able to add a provision for the delegation of legislative authority. It allows for a far more flexible constitutional arrangement than we have had under the BNA Act and satisfies a long-standing desire by governments, certainly our government, but all governments I believe, both at the federal and provincial levels.

What we have achieved is a flexible document open to change but strong enough to protect the genuine interests of both federal and provincial orders of government. I believe it will serve Canada well and I ask the Prime Minister and the Premiers of New Brunswick and Ontario to give their careful consideration to this proposal in the interests of the broadest possible national agreement.

It is our responsibility as eleven First Ministers to take those final steps to approve a constitutional proposal broadly acceptable to the whole Canadian community. With good will, I am sure it can be done and for the good of Canada I say it must be done.

Thank you, Mr. Chairman.

THE CHAIRMAN: Thank you, Premier Blakeney. I now invite Premier Lougheed of Alberta to sign the Accord and make his remarks.

THE HONOURABLE PETER LOUGHEED, PREMIER OF ALBERTA:

Mr. Chairman, fellow Premiers, fellow Canadians, when I think about the time and years that I have been involved around this conference table discussing the Constitution, it was always my feeling and my judgment that our basic objective was to strive for constitutional renewal on the basis that we would strengthen the unity of Canada. That was our underlying objective. Regretfully, the process that has been embarked upon that causes so much concern across Canada, by the Prime Minister starting last October 2nd, has tended, in my judgment, not to strengthen Canadian unity but to create even deeper divisions in our country.

The reason for that is clear. Canadians want a federal state. They want a strong central government. They want strong provinces to reflect the regional nature of Canada. The process being pushed forward by the Prime Minister on a unilateral basis through the Parliament of Canada clearly weakens the federal nature of Canada.

Today Canadians see eight provinces very strongly submitting that there is a better way, a positive constructive way for not a made-in-Britain Constitution but a made-in-Canada Constitution. There is the general awareness of Canadians across this country in every province that as a federal nation these decisions should be made with the concurrence of the provinces.

The only argument that I have heard that has been made to justify the actions by the federal government in moving on its own, thrown up over the course of the last number of months, has been the argument that the provinces can't agree about anything. And what do we see here today? We see eight of the ten provinces agreeing on a most difficult matter - the question of how, in the future, to amend our Constitution, the real area that has caused a problem for Canadians over these many years, agreed to by, and you are observing signing, eight provinces.

Now, as my colleague, Allan Blakeney said, it had been alleged it was impossible but the very reality is defied by our presence here this morning.

There would be some in Ottawa and perhaps other areas who would belittle what is occurring today, yet I ask them to sit back and think about it. You have

here provinces that include the entire western region of Canada, all of the four duly elected provincial governments; you have three of the four Atlantic provinces and you have the very important Province of Québec. To suggest that the Prime Minister or federal government can ignore what is happening here this morning defies the realities of Canada.

The formula for amendment provides something that I think is basic to the fairness of Canadians. It is that if a province has rights, those rights should not be taken away from that province without the concurrence of the Legislature of that province. What is exciting about today is the fact that we have come up with a way, as others have said it, as my colleagues have said it so well, of having truly a made-in-Canada Constitution. There've been compromises to get here today by all of us at the table but there are no conditions to our being here in terms of the amending agreement that is here.

It had been proposed earlier by a number of leaders of Canada that all we should have done, and this included the Prime Minister, was patriate the Constitution, agree on an amending formula and resolve the matter in this Conference Centre. That proposal which was made a few years ago is the right way to go ahead. I believe that if the Prime Minister persists, supported by the federal government, there will be deep and long-lasting divisions. It is no flag debate issue, and the result, if it does occur, will be a very hollow victory indeed. I believe that to have a Constitution respected by

Canadians it must sustain the federal nature of Canada and cannot ignore today and cannot ignore the spirit of eight Premiers presenting to the people of Canada their desire to move forward in negotiation in the Canadian spirit of compromise to settle a new Constitution for our country.

Thank you, Mr. Chairman.

THE CHAIRMAN: Thank you, Premier Lougheed.

I now invite Premier Brian Peckford of Newfoundland to sign the Accord and make his remarks.

THE HONOURABLE BRIAN A. PECKFORD, PREMIER OF NEWFOUNDLAND:

Mr. Chairman, our gathering here in Ottawa today to sign this agreement between eight of the partners in our Confederation is, in my view, a significant event in Canadian history. It is what federalism is all about, partners sitting down together to tackle problems and arriving at a workable compromise for all concerned. What we have achieved by our action today stands in stark contrast to what has been imposed on this nation by the unilateral actions of the federal government over the past year.

Slightly over thirty-two years ago, another historic agreement was signed by Newfoundland, the Terms of Union between the Dominion of Newfoundland and the Dominion of Canada. Newfoundland did not join with Canada as a colony - we came as a full-fledged partner. The rights of Newfoundlanders were protected and enshrined in the Canadian Constitution at that time and it was always taken for granted that any changes would only be made with the concurrence of both partners.

When I speak of our rights being enshrined in the Canadian Constitution, I do not refer only to the written word of the British North America Act, for that is only part of the Canadian Constitution. I refer also to the conventions and practices which are inherent in the workings of our form of parliamentary democracy. The combination of the written and unwritten parts of the Constitution of this great nation confirm unequivocally that fundamental changes to the Constitution will only be made with agreement of the partners.

From the time Newfoundland entered Confederation in 1949 until last summer, this fundamental set of rules prevailed. As my government stated in its White Paper published last August, there were four fundamental principles which formed the basis of our constitutional position. These were that our system of parliamentary democracy must be preserved, that there must be balanced federalism, that there must be equality of opportunity for provinces and people, and that there must be consensus for any major constitutional changes.

Given these fundamental principles, Newfoundland entered the constitutional discussions of last summer in good faith. We were ready to reach a compromise on a number of the issues. So were most of the other provinces. Unfortunately, the federal government had no intention of reaching a workable compromise. Instead, it declared that it was going to impose its own view of the nation unilaterally and get the Parliament of the United Kingdom to both patriate and amend the Constitution solely on the basis of what the federal government wanted.

From Newfoundland's point of view, this unilateral action destroys the fundamental basis of Confederation. It undermines the delicate balance in our federation. It creates two classes of provinces: the powerful and the weak, and it increases vastly the powers of the federal government at the expense of the provinces. Finally, and perhaps most importantly, it ignores the fact that constitutional changes must be made in Canada and by Canadians based on consensus.

This Canadian Patriation Plan, which we are signing today is based on the way Canada should work and always has worked. It provides for the patriation of our Constitution from the United Kingdom. It provides an amending formula that enshrines the equality of provinces and, hence, ensures that balanced federalism will prevail. It provides for further changes to be made in Canada by Canadians based on consensus.

Mr. Chairman, I believe that this historic document will provide the basis of a reasonable and balanced approach to constitutional change. It shows that Canadians working together can achieve agreement which is satisfactory for all. It is with great pleasure, therefore, that I have signed this Accord on behalf of the Government of Newfoundland.

Surely, it is now time for all the partners in the Confederation to return to the bargaining table and, using the amending formula we have developed, to reach agreement on further changes to our Constitution. The eleven partners, working together, can achieve agreement

just as we have today. All that is required is the will and the desire to reach a consensus which all partners can accept. For Newfoundland's part, we are ready and willing to cooperate fully in this effort. Thank you.

THE CHAIRMAN: Thank you, Premier Peckford.

I wonder if I might have the permission of my colleagues to say a very few words as Premier of Manitoba. I am busy acting as Chairman but as Premier of Manitoba may I say how delighted I am, along with my colleagues, the staff who have been working with all of you, to be able to participate in this occasion on behalf of the government and people of Manitoba as well.

We have worked in a typically Canadian way, through compromise, through good will, through civility with this group to try to come up with something that will be good for the future of our country.

Manitobans, sitting as they do in the centre of this country -- we are known as the Keystone Province -- are a province that, from time to time, has been known to have an understanding of the central provinces, of the west and yes, of the Atlantic provinces as well. That is why I am particularly delighted to be the Premier of Manitoba, to be head of the government at this time, to have had the opportunity to work with the Premiers of the other seven provinces to bring about this Accord which I think is an important Accord in the history of our country and I look forward, if I may say so, to further meetings with the Prime Minister and with the Premiers of New Brunswick and Ontario so

that we can continue this process and bring to fruition the concept of a made-in-Canada Constitution which is the only direction, I believe, in which the Canadian people wish to move.

Having said those few words as the Premier of Manitoba, perhaps I can revert to my accustomed role and announce that we have transmitted to the Office of the Prime Minister and to the Office of the Premier of Ontario and Premier of New Brunswick, copies of the Accord which has been signed here today with the amending formula attached to it.

In terms of arrangements, it would be the intention of the eight Premiers now to move into the Press Conference Room immediately at the conclusion of these proceedings and there to engage in a press conference with members of the press who wish to ask any questions.

May I take this opportunity on behalf of all Premiers to thank the Canadian Intergovernmental Conference Secretariat, Mr. Watson, for the services accorded to all the provinces and may I, as well, thank all of the Premiers, all of the ministers, all of the staff of all the provinces who have worked so exceedingly hard to make this occasion possible. We look forward to moving ahead and making further progress from this achievement today. This is an achievement, I think, we can all be proud of. Thank you.

--- Conference adjourned.

CONFERENCE OF PROVINCIAL PREMIERS

CONFERENCE DE PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX

PARTICIPANTS

PARTICIPANTS

Ottawa
April 16, 1981

Ottawa
le 16 avril 1981

CONFERENCE OF PROVINCIAL PREMIERS

CONFERENCE DE PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX

April 16

le 16 avril

OTTAWA

1981

ATTENDANCE LIST

LISTE DES PARTICIPANTS

MANITOBA

The Hon. Sterling R. Lyon
Premier

CHAIRMAN/PRESIDENT

The Hon. Gerald W.J. Mercier
Attorney General and
Minister for Urban Affairs

QUEBEC

M. René Lévesque
Premier ministre

M. Claude Morin
Ministre des Affaires intergouvernementales

M. Marc-André Bédard
Ministre de la Justice

M. Claude Charron
Leader parlementaire du gouvernement

NOVA SCOTIA - NOUVELLE-ECOSSE

The Hon. John M. Buchanan
Premier

The Hon. Harry W. How
Attorney General

The Hon. Edmund E. Morris
Minister of Fisheries
and Intergovernmental Affairs

BRITISH COLUMBIA - COLOMBIE-BRITANNIQUE

The Hon. W.R. Bennett
Premier

The Hon. Garde Gardom
Minister of Intergovernmental Relations

PRINCE EDWARD ISLAND - ILE-DU-PRINCE-EDOUARD

The Hon. J. Angus MacLean
Premier

The Hon. Fred Driscoll
Minister of Education

The Hon. Horace Carver
Minister of Justice

SASKATCHEWAN

The Hon. Allan Blakeney
Premier

The Hon. Roy Romanow
Minister of Intergovernmental Affairs

ALBERTA

The Hon. Peter Lougheed
Premier

The Hon. Dick Johnston
Minister of Federal & Intergovernmental Affairs

NEWFOUNDLAND - TERRE-NEUVE

The Hon. A. Brian Peckford
Premier

Secretariat - Secrétariat

Canadian Intergovernmental Conference Secretariat
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes

16478

